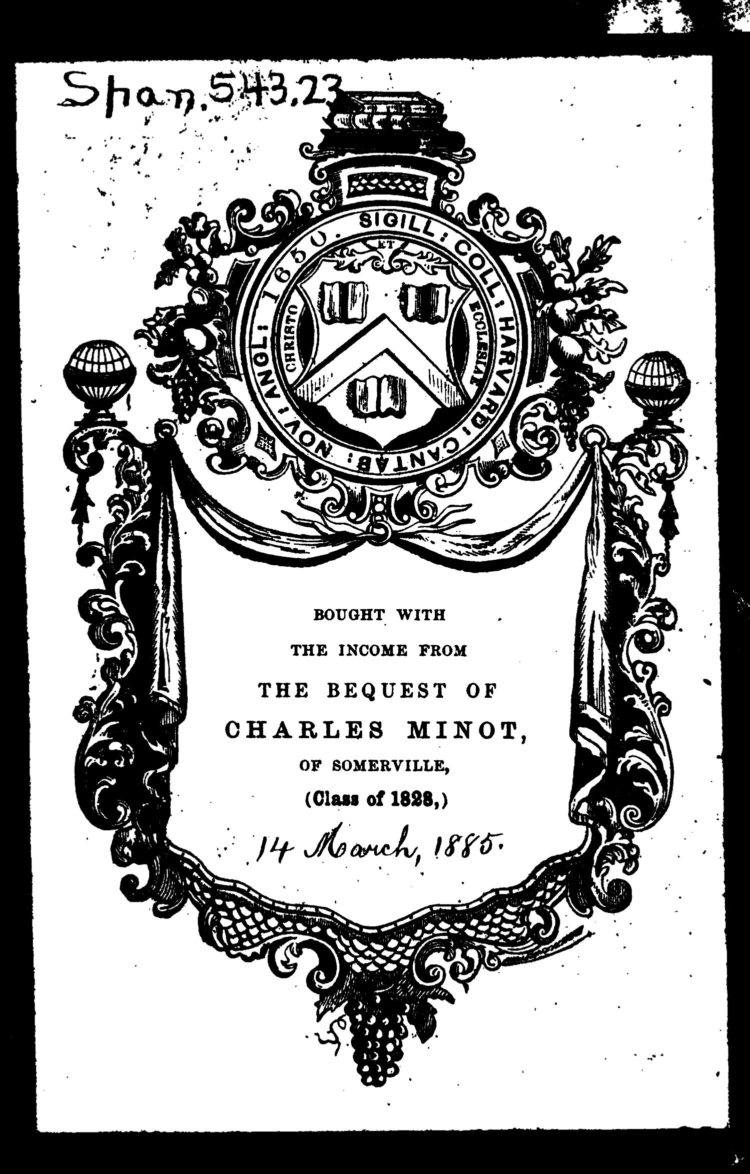
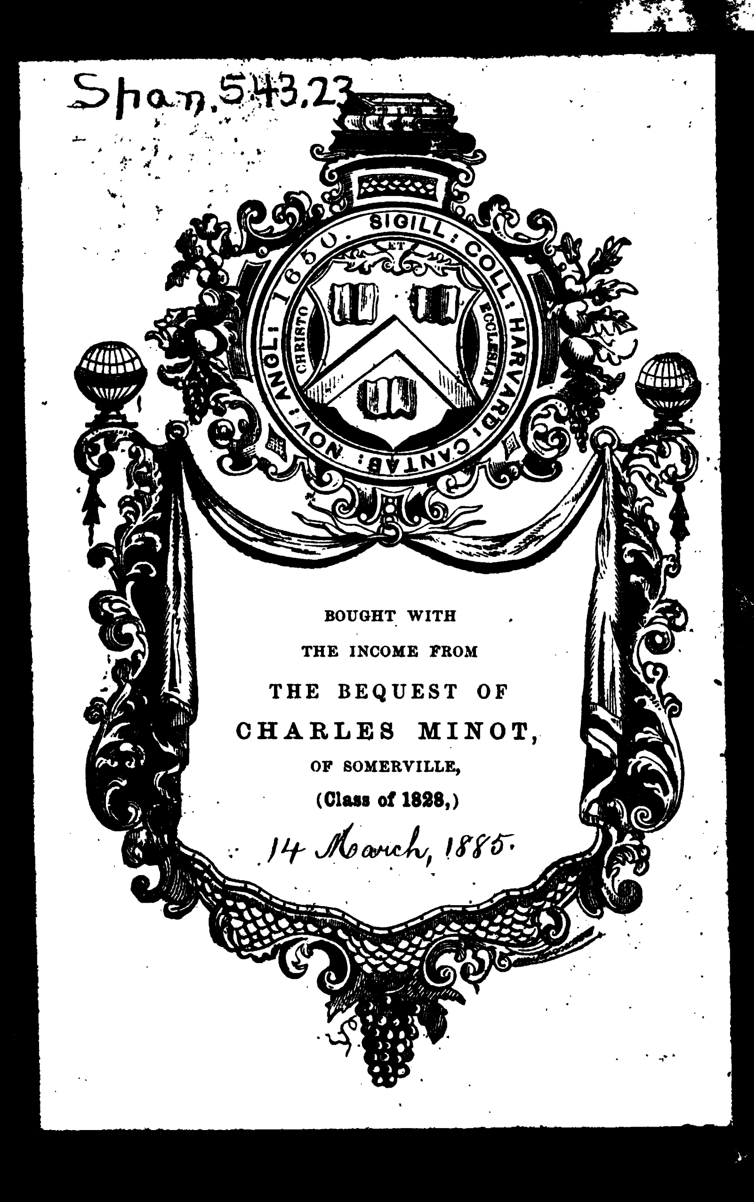
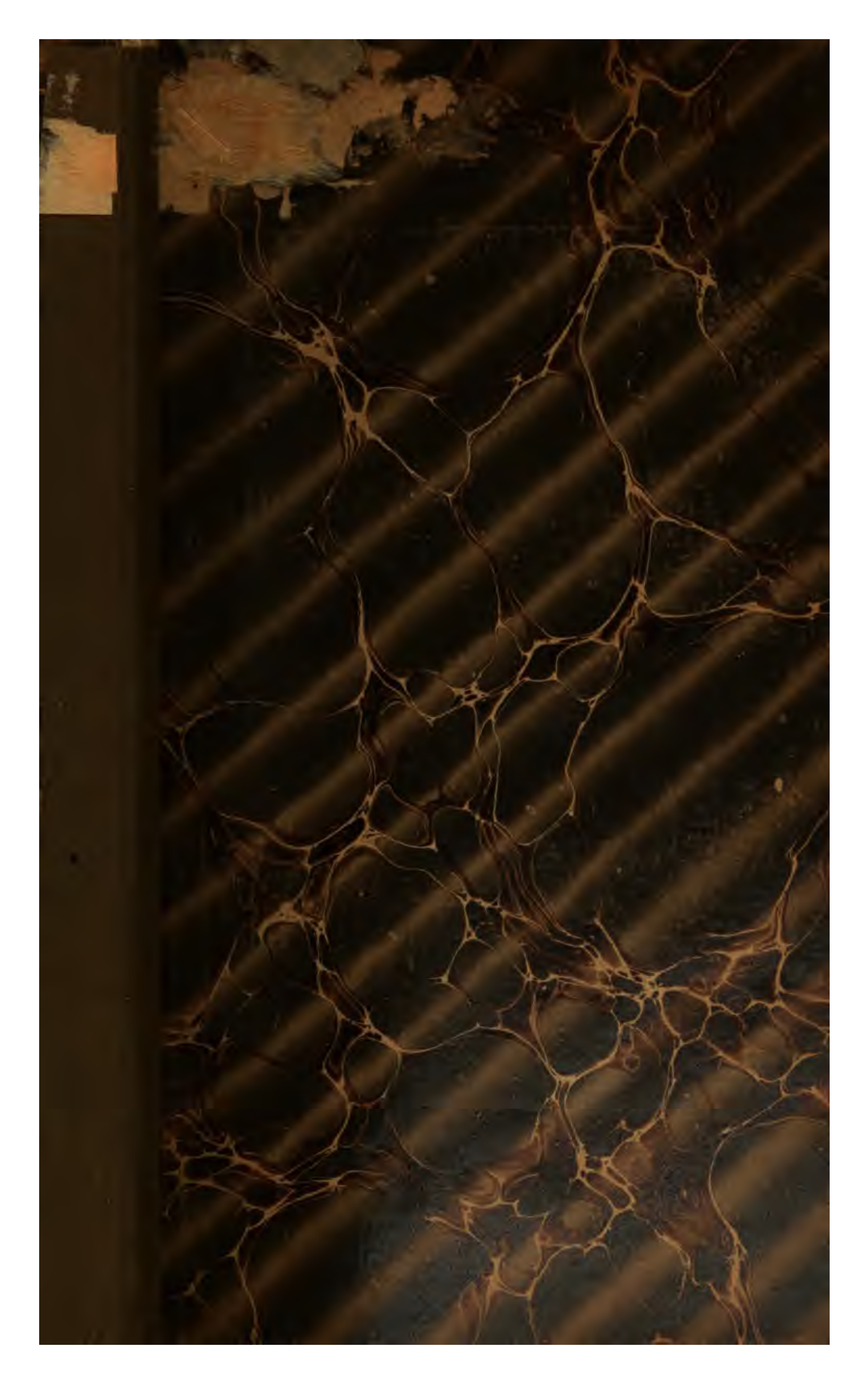
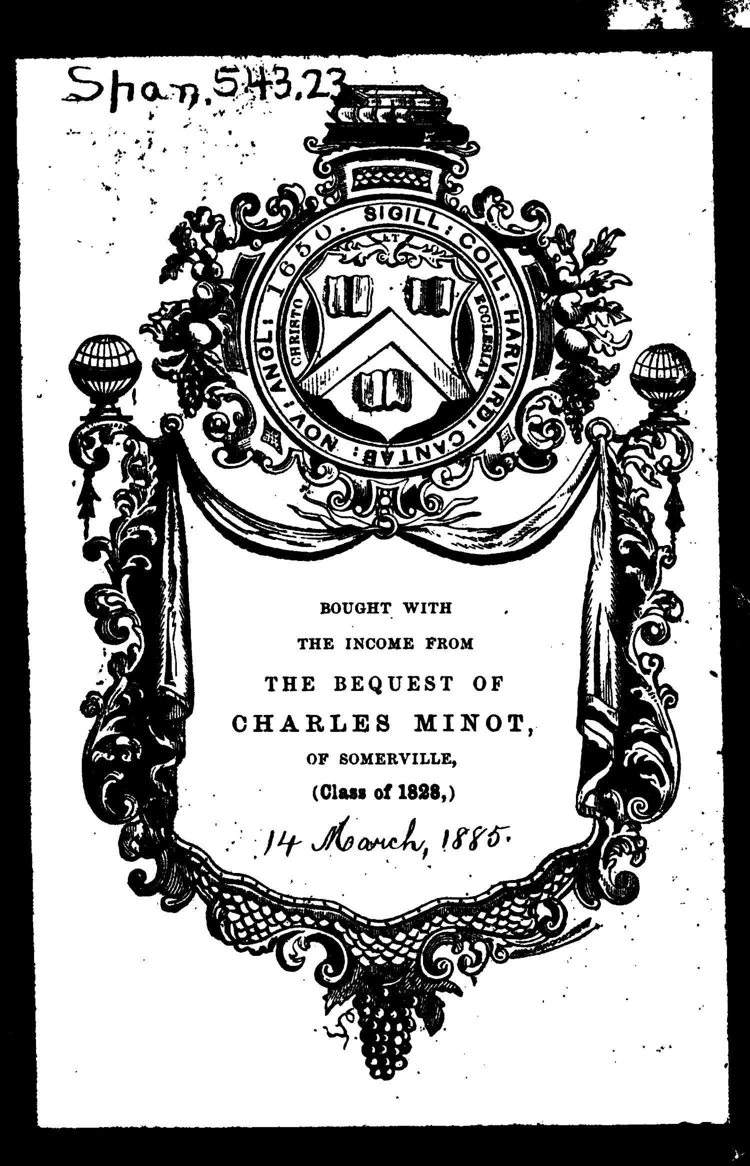

SIGILL: COLL: HARVARD: CANTAB: NOV: ANGL: 1650.
CHRISTO ET ECCLESIAE




SIGILL : COLL : HARVARD : CANTAB : NOV : ANGL : 1650.
CHRISTO ET ECCLESIAE




SIGILL: COLL: HARVARD: CANTAB: NOV: ANGL: 1650.
CHRISTO ET ECCLESIAE



PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE.

HISTOIRE

DE

PHILIPPE II

TOME TROISIÈME

CONQUÊTE DE PORTUGAL

ALEXANDRE FARNÈSE. — INVINCIBLE ARMADA

PAR

H. FORNERON

Deuxième Édition



PARIS

E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1882

HISTOIRE

DE

PHILIPPE II

CHAPITRE PREMIER.

DON JUAN D'AUTRICHE AUX PAYS-BAS.

1576-1578.

Philippe se lasse de la lutte contre les Flamands. — L'accord de Marche en Famène. — Essai d'administration régulière. — Coup d'État de Namur. — Coup d'État de Gand. — Bataille de Gembloux. — Derniers mois de don Juan d'Autriche.

I

PHILIPPE SE LASSE DE LA LUTTE CONTRE LES FLAMANDS.

« Si en lisant les livres précédents, il ne s'y voit que morts, assassinats, massacres, révoltes des peuples, batailles, prises et ruynes de villes, je suis encore contraint de continuer d'escrire cette misérable malice du

temps ès années suivantes » : ainsi parle un vieil annaliste [1]; mais dans cette dernière période du règne de Philippe II, on rencontre au moins deux grandes figures sur lesquelles la pensée peut se reposer avec complaisance, celle d'Alexandre Farnèse et celle de notre Henri IV.

Don Juan d'Autriche, avec ses rêveries ambitieuses et ses talents de chef d'armée, ne possédait ni la fermeté dans les vues, ni l'art de diriger les instincts populaires; il n'était point un adversaire dangereux pour un politique comme le prince d'Orange. Un simple commis, Geronimo de Roda, semblait comprendre mieux que tous les conseillers et les généraux de Philippe le secret de rallier les révoltés des Pays-Bas : « — Vous ruinez le pays, écrivait-il [2], vous vous épuisez; il faut, au lieu de détruire des richesses, laisser renaître le commerce; vous n'obtiendrez d'effet utile que quand vous vous serez concilié les esprits en cessant de combattre les intérêts. »

Geronimo de Roda s'était franchement installé dans la citadelle d'Anvers au milieu des Espagnols mutinés; il s'était improvisé non-seulement le chef du gouvernement régulier, mais aussi le défenseur auprès du roi des soldats qui avaient chassé leurs officiers, de Sancho de Avila, qui avait favorisé cette sédition [3], et

[1] Palma Cayet, *Chronologie novennaire*, p. 349.
[2] *Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 477.
[3] *Ibid.*, t. V, p. 11.

même de l'*electo,* qui avait dirigé le pillage d'Anvers[1]; « si procéda son oultrecuidance si avant qu'il se fit respecter comme chef et obéir comme à celui qui seul représentoit la personne du roi[2] ».

Mais il n'était pas vu avec faveur par Philippe, qu'importunaient non-seulement des pouvoirs acquis sans son gré, mais aussi les pressantes demandes d'argent que Roda était constamment forcé de lui adresser[3], et davantage peut-être ses peintures trop exactes de la désorganisation : « — Il n'y a ni accord, ni confiance; tout est désordre, pratiques impertinentes, mépris de l'autorité[4]... Le dévergondage croît tellement chaque jour que les prédicateurs mêmes déclarent qu'on peut sans scrupule de conscience tuer un Espagnol[5]. »

C'est à ce moment que Philippe se résigne subitement à des concessions. Il craint tellement, dans son zèle tout nouveau pour la conciliation, de n'être point compris par don Juan d'Autriche, qu'il fait écrire par son secrétaire Antonio Perez une lettre qu'il revoit, qu'il corrige; cette lettre est envoyée à Escovedo, l'homme de confiance qu'on a placé auprès de don

[1] *Correspondance de Philippe II,* lettre du 6 novembre 1576.
[2] Ms. Bibl. nat. français, nº 5165.
[3] *Correspondance de Philippe II,* t. IV, p. 146 : « Ayuda de costa. »
[4] *Ibid.,* t. IV, p. 147, lettre du 21 mai 1576.
[5] *Ibid.,* p. 353, du 4 septembre 1576 : « Las desvergüenças crescen cada dia hasta atreverse ya los predicadores a decir que sin escrupulo de consciencia se pueden matar los Españoles. »

Juan pour inspirer et contrôler sa conduite. Le roi, dit cette lettre, « est bien détrompé; il refuse de suivre le chemin par lequel on l'a mené jusqu'ici [1] ». Il ne se contente pas des exhortations et des avis qu'il donne de vive voix à son frère pendant les longues journées qu'il lui fait perdre en le retenant à l'Escurial, il le charge encore d'un ballot d'instructions qu'il n'a pas dû rédiger sans de longues souffrances d'orgueil; il lui écrit, tout en l'ayant à ses côtés :

« — Vous rendez un tel service à Dieu, et cette cause est tellement la cause de Dieu, que sa protection ne vous manquera point si vous faites plus d'efforts pour la mériter. Il faudrait replacer les Pays-Bas dans la situation où ils étaient le jour de mon avénement, laisser partir les Espagnols, s'efforcer de conserver dans les villes des garnisons allemandes, subir toutes les concessions nécessaires, en défendant la réputation autant qu'il se pourra. Si leurs exigences sont inflexibles, il faudra se soumettre; on se résignera à la solution qui épargnera le plus de ce qu'on essayera de sauver. On promettra l'oubli du passé : je ne tiens aucun compte de tout ce qui est arrivé [2]. »

Oublie-t-il sincèrement tant d'avanies et ces longs mois d'angoisses où chaque courrier lui apportait des

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. IV, p. 45, lettre du 8 avril 1576 : « Desenganado del camino. »

[2] *Ibid.*, p. 426 : « ...Con la mayor reputacion que se pudiere... se debe conceder lo que fuere menester para acabar y salvar lo que se pudiere... Y no le hacer caso de todo lo pasado. »

nouvelles tristes? oublie-t-il l'humiliation de capituler devant des rebelles? Pas même dans cette heure d'affaissement où il croit ne se pouvoir faire trop humble afin de rendre son frère plus conciliant, il ne perd de vue le devoir de venger les affronts qu'il a subis : sur le même papier, quelques lignes plus bas, il n'écrit plus *oubli*, mais *dissimulation sur le passé*. Des mots jetés impérieusement résument les instructions au moment du départ : « — Le compte à tenir de son âme. — La prudence à garder dans ses galanteries. — Ne s'entourer que de catholiques. — Dissimuler sur le passé[1]. »

Des lettres de change auraient mieux assuré le succès; c'est ce que fait observer don Juan dans sa première lettre, au milieu de son voyage[2]: « — Le plus important est de déterminer à la hâte la question de l'argent; je supplie le roi de me secourir comme je dis, avec de l'argent, de l'argent, et encore de l'argent. » Dès ce moment et depuis cette retraite à l'Escurial, le jeune vainqueur de Lépante perd toute gaieté, toute confiance; le voyage même l'effraye et le lasse. « Je vais traverser la France, écrit-il[3], et après

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. IV, p. 426. « Lo de la quenta con su alma. — Andar con tientos en los amores, y no offender con ellos la gente principal. — Criados catolicos. — Disimular con lo pasado. »

[2] *Ibid.*, p. 446.

[3] *Doc. ined.*, t. III, p. 177, don Juan à don Garcia de Toledo, 17 octobre 1576.

Dieu je n'ai d'espoir pour me sauver que dans la livrée qui me déguise. » L'Espagne était peut-être plus dangereuse à franchir que la France, par le manque de routes et de maisons de poste. « De ma vie je n'ai tant souffert, dit don Juan en arrivant à Irun [1]; on se procure si difficilement des relais, que j'ai dû garder le même cheval pendant douze et quelquefois seize lieues, et avec cela tenir pour une grande chance de ne pas perdre plus de deux heures à la maison de poste pendant qu'on m'en cherchait un autre. Point de sommeil, pluie continuelle. » En France, pour se mieux cacher, il porte pendant trois relais la valise de l'officier qui l'accompagne [2]. Mais il apprend, en traversant Paris, « que ce soir il y avoit un bal fort solennel au Louvre, y vient déguisé, voit danser toute la cour, la contemple, et surtout, par grande admiration, la belle royne de Navarre, la merveille du monde. Il demeure en extase pour voir une telle beauté [3]. »

Encore ébloui par cette vision, il repart, il arrive à Luxembourg, s'arrête là en demandant à n'être point abandonné comme il l'a été à Tunis : « — Tout sera perdu, le roi n'en peut douter, si les retards et le manque de fonds continuent comme par le passé [4]. »

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. IV, p. 446, don Juan au roi, 24 octobre 1576.

[2] *Ibid.*, p. 466 : « Le truje tres postas su maleta. »

[3] Brantome.

[4] *Correspondance de Philippe II*, t. IV : « Todo sera perdido, y crealo V. M., si dilationes y falta de dinero tienen agora la fuerza que por lo pasado. »

— Vous ne pouvez rester à Luxembourg, lui crie d'Anvers Geronimo de Roda[1]; allez à Maestricht où sont les troupes allemandes, je vous amènerai nos Espagnols; « fantassins et cavaliers sont si remplis de confiance, que nulle entreprise ne leur semblera difficile » ; ramassez les troupes; vous pouvez grouper neuf mille Espagnols et quatre mille Allemands ou Wallons fidèles.

— Nous répondons de la pacification immédiate, disent au même moment les Flamands qui se hasardent à Luxembourg près de don Juan, nous vous garantissons l'obéissance comme par le passé, si seulement vous apportez un ordre du roi pour faire partir les Espagnols.

— Hélas! faisait don Juan[2], « les Espagnols sont haïs, leur nom seul excite la nausée, on veut expulser jusqu'à leurs lévriers[3]; on appellera les Français, les Turcs, plutôt que d'accepter de bonne foi un compromis[4] ». C'est une duperie que d'espérer la conciliation; mais il est aussi chimérique de prétendre continuer les hostilités, car « j'ai dans les mains moins de cent écus pour pourvoir à ma propre nourriture et au service des cour-

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 18.

[2] *Ibid.,* t. V, p. 45, don Juan au roi : « El nombre de español les hace asco. »

[3] *Doc. ined.,* t. L, p. 303 : « Hasta los galgos han de salir. »

[4] *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 77, don Juan au roi, 6 décembre 1576 : « Llamarian al Turco. »

riers; personne autour de moi ne possède un réal[1] ».

Contre don Juan, en dépit des paroles courtoises que prodiguent les seigneurs, s'organise une résistance sournoise, une opposition insaisissable[2]. Le jeune héros reste toujours séduisant et ardent, mais il se sent investi et comme resserré dans Luxembourg par l'homme cauteleux, par le roué qu'a rompu l'adversité, qui a vu avorter toutes ses entreprises, qui s'est obstiné contre la fortune. Le prince d'Orange et don Juan sont également nerveux, élégants, discoureurs ; don Juan, plus généreux et plus chimérique, se pare en paladin et porte fièrement sa chevelure bouclée; Orange, plus âgé de douze ans[3], sceptique, perfide, dit en montrant son crâne chauve : « Mon cœur est encore plus ravagé que ma tête[4]. » Le jeune est emporté par l'enthousiasme, par le soin de sa gloire, par les écarts d'une imagination romanesque, et retenu dans les liens invisibles dont l'enlacent la méfiance de Philippe, les précautions des commis et la calme résistance des hommes du Nord; Orange reste ferme dans ses vues, immuable au milieu des revers, sûr de faire concourir à ses desseins les hommes désintéressés, pervers ou fanatiques qui s'agitent autour de lui. C'est la lutte de l'impatience contre la ténacité.

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 60, lettre au roi, du 22 novembre 1576.

[2] *Ibid.*, p. 53.

[3] Don Juan a trente et un ans, Orange quarante-trois ans, en 1576.

[4] STRADA, liv. IX : « Arschoti duci, nudato capite. — Vides, inquit,

II

LE COMPROMIS DE MARCHE EN FAMÈNE.

Qu'il se tînt à Luxembourg ou qu'il s'avançât dans les villages voisins pour se concerter avec les délégués des états, avec les intermédiaires officieux et les faiseurs d'offres, don Juan était consterné du désordre et des discordes qui s'étalaient sous ses regards. « Ils sont divisés en partis qui se haïssent; ce que concèdent les uns est repoussé par les autres; ce que plusieurs rejettent, d'autres l'acceptent; tous sont possédés du démon, les puisse-t-il emporter! Ils se valent tous : les Espagnols et nos autres soldats sont aussi indociles à leurs officiers que les Flamands à leur roi [1] ».

Les Espagnols du château d'Anvers préparent le pillage de Bruxelles; ils font savoir à don Juan « qu'on n'a pas besoin de s'occuper d'eux, ils se chargent de brûler tout le pays comme il le mérite [2] ». — Voulez-vous être souverain des Pays-Bas? Je vous fais l'offre au nom de mes amis, ne négligez pas l'occasion, dit le marquis d'Havré à don Juan [3]. « — Je détournai la

hoc calvitum, scito me non magis capite quam corde calvum esse. »

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 109, don Juan au roi, 22 décembre 1576.

[2] *Ibid.*, p. 131, du 2 janvier 1577.

[3] *Doc. inéd.*, t. L, p. 308. On sait que la femme du marquis d'Havré,

conversation, écrit don Juan à son frère, qui souligne avec dépit ce passage de la lettre, mais Havré a eu l'effronterie de me répéter ce propos. » Don Juan commence à comprendre qu'il ne pourra pénétrer dans le Brabant avant que les soldats espagnols en soient sortis, qu'il sera reçu pour subir la loi, non pour l'imposer [1], que le prince d'Orange coalise contre lui tous les partis et ranime ceux qui sont lassés de la lutte [2]. « Il faut rompre du tout et à plat », dit Orange qu'inquiètent les chances d'un accord [3]. Il sait que « son nom est autant chéri du peuple qu'est abhorré celui de Philippe; il les tient comme par des sortiléges, on l'aime, on le craint, on le veut pour maître, on le met au courant de tous les détails, on ne prend sans lui aucune résolution [4] ». Il veut rebuter don Juan par ses exigences : « Les Espagnols seront expulsés; don Juan prêtera serment au nom du roi de se soumettre aux priviléges des provinces et des villes; les états généraux se réuniront chaque fois qu'ils le jugeront opportun, et disposeront seuls des impôts et des troupes; toutes les citadelles seront démolies... »

Diane de Dommartin, passait pour être aimée de don Juan. Voir les *Mémoires anonymes* publiés par la Société d'histoire de Belgique, t. II, p. 15 : « On disoit icelle dame, douée d'excellente beauté, plaisante et désirée, ayant coustumièrement les tétins descouverts, estre en la grâce d'iceluy don Juan. »

[1] *Doc. ineditos,* t. L, p. 302, Escovedo au roi, 8 décembre 1576.

[2] Recueil de Groen van Prinsterer, t. V, p. 467, 567, 574, 611.

[3] *Correspondance de Guillaume,* documents publiés, t. III, préface.

[4] *Ibid.,* préface, p. 53 et 64.

« — Ce sont des damnés qui ont la rage d'empêcher la paix; elle ne s'obtiendra, le roi en doit être convaincu, dit don Juan [1], que si l'on prend des mesures pour recommencer les hostilités; il faut tenir prêts les régiments de ma flotte de Sicile, recruter des Suisses, m'envoyer mes anciens mestres de camp. »

Mais Philippe venait de retomber dans une de ses longues périodes de silence : il espérait que le temps, la Providence, un miracle, assureraient ses intérêts, et il s'abstint de répondre aux lettres de son frère. « On dit que le roi ne fait aucun cas des Pays-Bas, qu'il les oublie, qu'il les voit perdre avec indifférence, lui écrit don Juan [2]... J'ai déjà subi les mêmes angoisses en Italie, on en a depuis plusieurs années souffert ici; je supplie le roi, pour l'amour de Dieu, de ne jamais tenir en suspens les résolutions nécessaires : ce sont ces retards qui sont la cause de tous les maux dans ces pays [3]. » Il se rend compte toutefois des embarras du roi : « Les enfants mêmes les connaissent, dit-il [4]; dans chaque pays les sujets sont mécontents, je le sais, je l'ai vu. Sous mon déguisement, quand je traversais l'Espagne, j'entendais les plaintes qui s'exhalaient de

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 137, don Juan au roi, 8 janvier 1577 : « Hay muchos danados cuyo intento va enderezado a turbar la paz... »

[2] *Ibid.,* p. 147, don Juan au roi, 16 janvier 1577.

[3] *Doc. ined.,* t. L, p. 313, don Juan au roi, 10 février 1577.

[4] *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 87, du 6 décembre 1576.

toutes parts...; l'Italie a besoin d'être occupée par de fortes garnisons. Mais ce qui manque le plus, ce sont des hommes; on n'a pas d'hommes pour les grands emplois ni pour les charges de ministres [1].»

Aussi les concessions sont inévitables, les Flamands se refusent à croire que Philippe soit renfermé dans le silence, ils attribuent à la mauvaise foi les hésitations de don Juan; ils renouvellent par l' «union de Bruxelles» leur confédération déjà sanctionnée par la «pacification de Gand». Vainement don Juan, qui rêve d'envahir l'Angleterre, promet de faire partir par mer les Espagnols des Pays-Bas, il se voit soupçonné de vouloir les maintenir sous le prétexte du manque de navires. — Devrais-je pour ces Flamands maudits renoncer «à l'entreprise d'Angleterre, qui rendrait tant de services à Dieu, de gloire au roi et de profit à moi-même [2]?... Ils sont si discourtois et félons que j'ai été pris souvent du désir d'entrer brusquement en guerre, de tout saccager, de tout détruire, de m'assouvir [3] de leur sang!»

Colère excusable quand on voit la couronne d'Angleterre s'évanouir comme celle de Tunis. Que Philippe ait pris au sérieux ce projet d'un coup de main sur l'Angleterre, on le croirait malaisément. Mais on peut

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 113, lettre du 22 décembre 1576 : « Lo que mas importa a los reyes es tener hombres. »
[2] *Ibid.*, p. 181 et suiv., du 2 février 1577.
[3] « Por asolarlos, y destruirlos, y cebar me en su sangre. »

supposer qu'il a donné cet aliment à l'imagination entreprenante de son frère; il a dû, pendant les longues soirées qu'ils viennent de passer ensemble à l'Escurial [1], promettre la main de Marie Stuart et le concours armé des garnisons espagnoles des Flandres pour assurer la conversion du pays. Don Juan en parle comme d'un arrangement accepté; sans doute, il ne veut pas que son intérêt porté préjudice aux intentions du roi [2], mais il s'est concerté avec le duc de Guise pour s'assurer le consentement de Marie Stuart. Rien de chevaleresque dans ce désir de rendre le trône à la reine d'Écosse : don Juan est aussi bien préparé à s'unir avec Élisabeth. « — Elle m'a adressé un agent pour me faire des allusions indirectes à un mariage, je fais en sorte de ne pas écarter ce projet dans mes réponses; toutefois, s'il devait être suivi, je supplie le roi de me dire sur sa foi de gentilhomme si je dois persévérer dans cette pensée; car bien que je sois séduit par ce moyen de soumettre une reine et un royaume à la religion et au service du roi, je ne voudrais pour rien au monde faire chose déshonorante. Et le roi peut croire qu'en écrivant ces mots, je rougis de la honte d'accepter une négociation de mariage avec une femme dont la vie et les exemples donnent tant à dire [3]. »

[1] RANKE, *l'Espagne au seizième siècle*, p. 185-190 de la traduction HAIBER. — Antonio PEREZ, *Memorial del hecho de su causa*.
[2] *Correspondance de Philippe II*, don Juan au roi, 2 février 1577.
[3] *Ibid.*, t. V, p. 185.

Le moment est mal choisi pour entretenir Philippe d'intrigues autour d'un trône étranger. « — Si nous devons, écrit-il brusquement à don Juan [1], nous occuper plus tard de ce dont nous avons causé avec vous et ensuite avec votre secrétaire Escovedo, il importe que la reine d'Angleterre n'ait aucun soupçon, et surtout que le départ des garnisons espagnoles n'éveille pas ses inquiétudes. Il ne faut s'occuper de rien avant que les Flandres soient pacifiées;... vous devez [2] renvoyer les Espagnols « sans vous embarrasser de l'affaire « d'Angleterre qui est tout autre et pour laquelle s'offrira « une autre, une meilleure occasion. »

Le voilà maintenant qui craint que don Juan ne se montre pas assez humble avec les Flamands, le voilà qui écrit avec une sorte d'impatience sept lettres en cinq jours [3]. « — Je vous ai donné charge mille fois d'obtenir un accommodement à quelque prix que ce fût, je vous l'ai écrit; il faut, dans une telle crise, sous la pression de telles nécessités, en passer par bien des conditions qui ne se pourraient tolérer en d'autres circonstances ni avec d'autres ressources. Puisque nous sommes privés de tout ce que vous demandez pour continuer la guerre, il serait téméraire de tenter une entreprise incertaine. Ces gens sont tous unis contre

1. *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 158, lettre du roi du 26 janvier 1577.

2 *Ibid.,* p. 165 : « Sin embarazaros para el otro particular. »

3 Il y en a trois du 26 janvier, une du 27, trois du 31, et une du 31 au secrétaire Escovedo.

nous et poussés au désespoir; c'est la plus grande force qu'il y ait au monde [1]. » Stupéfiante découverte : après vingt ans de règne, Philippe s'aperçoit tout à coup qu'il est impuissant devant le patriotisme ; il plie. Son savant système d'administration aboutit à cet aveu. « — Il y a des conditions bien rigoureuses, bien âpres à subir, mais il faut en finir avec ces négociations, sans laisser grandir le danger, sans perdre la dernière chance de remède, même si l'on doit renoncer à quelques-unes des garanties que voulaient sauvegarder mes instructions [2]. » Il devient si souple qu'il est prêt à se réconcilier même avec l'ennemi qu'il hait le plus, le prince d'Orange : « — S'il rend les forteresses, les armes et les munitions dont il est maître, ce qu'on a de mieux à faire, c'est de pardonner. » Devant des ordres si débonnaires, don Juan sera-t-il docile? Philippe craint que ce ne soit pas suffisant de les renouveler avec précipitation, il écrit encore au secrétaire Escovedo : « — Si grand est mon désir de voir accommoder les affaires, que j'ai voulu vous avertir que dans le cas où mon frère, lassé de l'insolence de ces gens, se

[1] « Conviene en tanta apretura y necesidad pasar por muchas cosas que en otro tiempo y posibilitad no se sufririan... Se puede muy bien ver cuan peligroso y dubdoso suceso tendria este negocio, estando todos en tanta union y desperacion que es la mayor fuerza en que se pue de ver. »

[2] Correspondance de Philippe II, t. V, p. 155 : « Aunque hay algunas cosas que son rigurosas y rezias de pasar, se debe acabar el concierto pongan los negocios en mayor peligro y desperacion, aunque sea con y no darlugar a que se alguna mas quiebra de los negocios que levastes en comision. »

laisserait tenter par quelque pensée de rupture, même dans ce cas, vous le décidiez à revenir au projet de traité. »

Ce serait concevoir une idée fausse du caractère de Philippe que de croire qu'en semblant ainsi se résigner à toutes les concessions, il ait jamais eu l'intention d'en subir une seule sur la religion ni d'être de bonne foi dans les autres. Son plan réel a été sinon suggéré, du moins résumé en ces termes par le cardinal Granvelle [1] : « Sortir par un moyen quelconque des embarras actuels, pourvu que les peuples restent catholiques et sujets du roi ; puis, quand ils auront déposé les armes et goûté le repos, on obtiendra par d'adroites négociations beaucoup plus que par la force. » En conservant les griefs religieux, Philippe est sûr de pouvoir recommencer la lutte à son heure et de reconquérir son pouvoir absolu.

Mais le prince d'Orange n'était pas sincère non plus dans sa Hollande. Il laissait le conseil des états [2] trôner à Bruxelles et prolonger les discussions avec don Juan, et préparait de son côté les moyens d'empêcher la

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 162, Granvelle au roi : « Salir por cualquier via, salvo los puntos de la religion y obediencia, del embarazo presente, porque quitadas las armas y gustando los pueblos de la quietud, por diestras negociaciones se hara mucho mas que por la fuerza, considerada la natura de aquella gente. »

[2] Ce conseil, qui exerçait une autorité provisoire et purement nominale sur les provinces révoltées, était composé à ce moment du duc d'Arschot, président ; de Rassenghien, Sasbout, Micault, Berty, Levasseur, du trésorier Schetz et du prévôt Fonck.

pacification. « Quant à moi, écrivait don Juan[1], je suis dompté, mais plein de dépit. »

Don Juan signe donc à Marche en Famène[2] les conditions qu'exige le conseil des états : il renonce à l'embarquement des Espagnols ; il envoie à ses régiments l'ordre de se rendre à Maestricht et d'évacuer le territoire dans un délai de quarante jours. Il reconnaît aux états le droit de fixer l'impôt et de disposer des troupes nationales, sous la condition qu'ils « maintiendront en tout et partout nostre sainte foy et religion catholique romaine et la due obéissance au Roy nostre Sire[3] ».

III

ESSAI D'ADMINISTRATION RÉGULIÈRE.

Ce compromis ne donnait satisfaction à personne : ni aux soldats espagnols, qui devaient traverser l'Europe centrale sans recevoir leur solde ; ni au conseil des états, qui n'avait pas le pouvoir de tenir ses engagements; ni au prince d'Orange, qui voyait menacer son influence; ni à don Juan, dont les projets sur l'Angleterre étaient indéfiniment ajournés.

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 169, don Juan au roi, du 31 janvier 1577 : « Manso aunque colerico. »
[2] Le 17 février 1577.
[3] Art. 2 du traité.

Lés soldats espagnols s'étaient accoutumés depuis dix ans à vivre dans l'abondance ; ils avaient épousé des Flamandes, ils étaient entourés d'enfants[1]. Plusieurs étaient couverts de blessures, d'autres cassés de vieillesse ; tous étaient effrayés de cette longue marche, mais tellement surpris de se voir abandonnés par le roi en pays ennemi, qu'ils devinrent subitement assez dociles pour qu'Escovedo, envoyé par don Juan au milieu d'eux à Anvers, saisît l'occasion de faire étrangler paisiblement l'*electo*[2] et les plus compromis dans l'insurrection d'Alost. Les bourgeois d'Anvers les regardèrent défiler dans leurs rues[3] et virent emporter « parmi le bagage de la garnison[4] » leurs propres meubles pillés six mois auparavant. Ce n'étaient plus ces fiers régiments du duc d'Albe dont on courait voir les corselets damasquinés et les femmes richement parées ; c'était une cohue de vingt mille bannis, infirmes, enfants, avec mille charrettes et dix mille chevaux de bât ; « on aurait cru voir le peuple d'Israël à sa sortie d'Egypte[5] » ; les chefs se querellaient pour exercer le commandement supérieur : Sancho de Avila avait pour lui la faveur des soldats, mais Julian Romero était le plus ancien ; Francisco de Valdès avait

1 Cabrera, t. II, p. 373.
2 *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 257.
3 *Ibid.,* p. 255, le 20 mars 1577.
4 D'Aubigné, *les Histoires,* t. II, p. 325.
5 *Correspondance de Philippe II,* Roda à Çayas, 28 mars 1577 : « Paresce ser un retrato de la salida de Israel de Egipto. »

commandé en chef au siége de Liége; Alonzo de Vargas, Mondragon, Verdugo, tous mettaient leur point d'honneur à ne pas être placés sous les ordres d'un autre général. Il fallut remettre le commandement au comte de Mansfeld, un étranger, pour calmer leurs susceptibilités [1]. L'argent de la solde arriérée donna plus de tourment encore à don Juan; faute de solde, les Espagnols qui avaient consenti à se retirer jusqu'à Maestricht refusaient de continuer leur marche. Escovedo leur annonça que le roi venait de faire vendre son argenterie à Gênes et les décida à accepter les traites [2]. Ils partirent; après bien des fatigues, ils arrivèrent à Las Langas, dans les montagnes de Ligurie, sans trouver ni les vivres ni l'argent qu'on leur promettait [3]; les désertions et les attaques à main armée recommencèrent; Gênes craignit même un coup de main et se fit défendre par une garnison de Corses. Enfin, le 26 juillet, après quatre mois de marche, ils reçoivent tout à coup du vice-roi de Milan [4] l'ordre de retourner en Flandre.

Les états des Pays-Bas, c'est-à-dire les incapables qui les représentaient sous le nom de conseil des états, étaient pendant ce temps fort embarrassés de leur victoire diplomatique sur don Juan. Quand un pouvoir est issu d'une révolution, il se défend malaisé-

[1] Cabrera, t. I[er], p. 373.
[2] Cabrera. — C'est don Juan de Idiaquez qui fit l'opération.
[3] *Ibid.*, t. II, p. 381.
[4] *Ibid.*, p. 408. Ce vice-roi était le marquis de Ayamonte.

ment contre le politique qui sert la passion la plus violente. Le prince d'Orange se révoltait contre une solution qui allait détruire sa prépondérance; il fit refuser la paix par les états de Hollande et de Zélande et prit appui sur le fanatisme religieux. « Le diable s'y met! s'écrie don Juan, il porte partout l'incendie[1]. » Non pas qu'il y ait à se faire illusion sur l'autorité réelle du protestantisme : « La cause de nostre relligion, avoue un des plus ardents calvinistes, est merveilleusement haïe et suspectée de tous; ils ayment mieux se perdre sans nous que se sauver avec nous[2]. » D'un autre côté, la paix donnait satisfaction à bien des esprits, la paix avec le départ des Espagnols, avec les garanties pour l'avenir et la certitude de n'être plus enlevé sur les routes. « On a pris les armes, disaient les sages[3], contre ceux qui vouloient mettre la patrie en plus grande subjection sans que lors y ait été question de religion prétendue réformée... Le faict de la religion n'est qu'une accession de la première querelle des états, et semble estrange que ledit accessoire est de plus grand moment que le principal. »

Si don Juan avait étudié le pays qu'il avait à gouverner, au lieu de rêver aux moyens de devenir le souverain d'un autre, il aurait pu profiter de cette impa-

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 249.
[2] Recueil de Groen van Prinsterer, t. VI, p. 118, lettre de Sainte-Aldegonde.
[3] *Ibid.*, p. 664, lettre d'un membre des états.

tience qu'éprouvaient des provinces entières contre l'outrecuidance des réformés. Déjà les états d'Artois témoignaient leur opposition à l'influence des sectaires par le refus de « l'ayde capitale et moyens généraux[1] » qui devaient payer les mercenaires. Dès ce moment, un politique éclairé aurait trouvé un appui dans l'Artois, le Hainaut et les villes catholiques. Orange craignait assez cette complication pour se décider à faire appel dans les pays catholiques aux passions populaires contre la bourgeoisie et à exploiter cet instinct de toutes les démocraties qui préfèrent un homme à une assemblée parlementaire.

Mais don Juan ne découvre pas que la lutte a changé de caractère; bientôt va arriver l'homme de génie qui trouvera la solution. En l'attendant, don Juan a une égale horreur pour les réformés et pour ceux qui demandent la tolérance religieuse, pour les seigneurs qui exigent des droits politiques et pour la populace qui rêve le pillage. Il est tellement éperdu dans ce jeu des partis qu'il imagine de se réconcilier avec le prince d'Orange, il reste quelque temps le jouet des sectaires, il s'écrie : « Je roule, je saute comme une balle au jeu de paume, et l'un me prend, et l'autre me relance[2]. » Il se plaint que les états conservent leurs auxiliaires allemands et anglais contre les

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 753.
[2] *Ibid.*, t. V, p. 248 : « Yo ando entre ellos como pelota en el juego que uno me toma, otro me deja. »

conventions jurées. — Ne gardez-vous pas vous-même Escovedo malgré l'article qui exclut les Espagnols ! lui répond Orange [1], qui, à cette mauvaise foi, ajoute la bravade de persécuter ouvertement les catholiques en Hollande et en Zélande, et d'exercer une telle pression sur la populace de Bruxelles [2] que le gouverneur choisi par le peuple est forcé de se faire protéger par des hallebardiers. Bien plus, dans un banquet offert à don Juan par le corps de ville, les quatre-vingts mousquetaires de la garde sont désarmés par la canaille, frappés, sans que les magistrats puissent ou osent les protéger [3]. A Anvers, mêmes désordres, mêmes avanies pour don Juan [4]; les bourgeois chassent les Wallons et les Allemands de leur ville, et s'administrent en république indépendante. A Malines, un complot est tramé pour enlever don Juan et le conduire captif en Hollande [5].

Toutefois, c'est contre les modérés plus que contre les sectaires du prince d'Orange que semblent irrités don Juan et Escovedo : « Les bons comme les mauvais demandent la liberté de conscience, dit don Juan [6];

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 810.
[2] Recueil de Groen van Prinsterer, t. VI, p. 104-112.
[3] *Ibid.*, et Cabrera, t. II, p. 379.
[4] *Mémoires anonymes*, t. Ier, p. 300. Voir aussi sir W. Stirling, *Antwerp delivered, in* 1577, *a passage from the history of the troubles in the Netherland.*
[5] Herrera, t. II, p. 140.
[6] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 35, lettre au roi, du 26 mai 1577.

ils se laissent persuader que cette liberté est exigée par les intérêts et les convenances, qu'elle favorise la banque et le commerce. Comme d'ailleurs ils n'ont en pensée que leur profit, ils ne cherchent que ce qui peut le leur procurer, sans songer ni à Dieu ni au roi. » Escovedo reprend de son côté [1] : « Je vois que les prélats sont aveugles, que les gens d'Église ne songent qu'à boire et à vivre en toute licence; les seigneurs n'ont d'affection que pour leurs abbayes; les artisans ne connaissent d'autre Dieu ni d'autre Madone que leur industrie. Ils ont si peu de scrupules qu'ils ne s'informent guère de savoir si on est hérétique; ils marient leurs enfants sans s'en préoccuper, en s'inquiétant uniquement de la dot. C'est le dernier degré de la perversité qui se puisse atteindre, car ils montrent de la sorte les uns et les autres qu'ils ne tiennent à rien qu'à la richesse. » Peut-être la meilleure mesure à prendre serait de se débarrasser du prince d'Orange et de Champagney; « dépêcher le prince d'Orange », ce mot revient souvent sous la plume de don Juan. « Il faut l'achever », répond de Madrid le ministre Antonio Perez [2]. — « Oui; mais s'il est bon d'y penser, il faut recourir à des artifices consommés et à un homme qui se charge de la chose [3]; or, le danger est si grand, que je n'ai pu trouver cet homme en le cherchant toujours. »

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 377.
[2] *Ibid.*, p. 297 : « Acabar a Oranxe. »
[3] *Ibid.*, p. 375.

Ces préoccupations ne détournent pas don Juan de ses projets sur l'Angleterre ; son frère lui a écrit froidement « qu'il souhaiterait que les choses prissent une tournure qui permît d'entreprendre l'affaire d'Angleterre[1] ». Quant à épouser Élisabeth, disait Philippe, ce que je vous en dirai, « c'est qu'on pourrait arriver par là à rendre un tel service à Notre-Seigneur et gagner un tel honneur et une telle gloire en soumettant le royaume à la religion catholique, qu'il ne faut rien négliger ». Verbiage trompeur; chaque allusion de don Juan à ce trône d'Angleterre, chaque démarche irrite la jalouse susceptibilité du souverain : déjà des piéges sont tendus, des confidences sont provoquées pour compromettre le jeune ambitieux et bien constater qu'il songe non pas à pacifier les Flandres, mais à s'acquérir une couronne. Don Juan cependant, avec une confiance présomptueuse et une maniaque obstination, ne cesse de réveiller les inquiétudes du roi par son insistance sur ce sujet : « Je subordonnerai toujours, dit-il[2], mes avantages au service du roi; ni le trône d'Angleterre ni tous les royaumes du monde ne me changeront, mais voilà que j'ai plus de trente ans, la vie est courte, je peux bien me laisser tenter par la pensée de songer à mes propres affaires. Dieu me fait la grâce de regarder comme telles celles du roi, et si je me suis occupé encore du projet sur l'Angleterre, c'est

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 283.
[2] *Ibid.,* p. 361.

principalement parce que nul autre ne serait aussi utile au service du roi que celui de soumettre ce royaume à l'obéissance de l'Église. » D'ailleurs, la meilleure manière de réduire les Pays-Bas « est de conquérir l'Angleterre et la Zélande; tout va de mal en pis, tout se perd, sans ce remède [1] ». Et il ne s'agit pas seulement de l'Angleterre; Philippe II vient d'être malade de la goutte durant tout le mois de mars [2]; le secrétaire Vargas vient de mourir et n'est pas remplacé [3], peut-être don Juan peut revenir à Madrid et gouverner la monarchie espagnole comme premier ministre de son frère épuisé [4]. Et au milieu de ces chimères, il ne sait seulement dominer son conseil des états. « Voilà des gens qui prétendent qu'en tout et pour tout le gouverneur soit gouverné [5]! » Chacun se joue de lui; « il faudrait ôter la vie à quelques-uns comme Champagney et Lalaing, et ce ne serait sans doute pas impossible, mais ils se sentent tous coupables, ils croiraient qu'on va reprendre le régime du duc d'Albe. Le marquis d'Havré m'a proposé d'aller tuer Champagney; je lui ai assuré que sa tête ne risquait rien et que je la couvrirais d'un cercle d'or s'il le faisait. Mais il n'a de cœur que pour le dire [6]. »

1 *Doc. ined.*, t. L., p. 366, Escovedo au roi, 2 juin 1577.
2 *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 293.
3 *Ibid.*, p. 296.
4 *Ibid.*, p. 375.
5 *Ibid.*, p. 363.
6 *Ibid.*, p. 369. Champagney était frère du cardinal de Granvelle, mais

Chaque jour fait connaître des difficultés nouvelles; il n'y a plus pour don Juan que « lassitude et mort [1] »; il se dit « désespéré et comme fou », il parle de se retirer dans un ermitage [2], il demande son rappel, puis se roidit contre la mystérieuse impassibilité du roi et les insolences des Flamands; il s'imagine que Philippe ne saura tolérer, s'il est suffisamment instruit, que son autorité soit tournée en dérision. Il envoie à Madrid, pour expliquer le coup d'État qu'il prépare, son fidèle Escovedo, le confident placé près de lui par le roi lui-même. Escovedo va faire comprendre la situation, obtenir des renforts, assurer l'avenir : il part pour Madrid le 10 juillet 1577; don Juan et lui ne doivent plus se revoir. Dans quelques mois leur destinée sera achevée.

IV

LE COUP D'ÉTAT DE NAMUR.

Trois jours après le départ d'Escovedo [3], don Juan d'Autriche déclare qu'il se rend près de Liége pour accueillir la sœur du roi de France qui vient à la fon-

il était suspect comme modéré; il avait épousé Hélène de Brederode, sœur de l'un des premiers agitateurs du pays.

[1] *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 187 : « Consancio y muerte... Desperados y como locos. »

[2] *Ibid.,* p. 201 : « En una ermita. »

[3] *Ibid.,* p. 456.

taine de Spa. C'est la princesse merveilleuse qu'il a entrevue dans les éblouissements du Louvre la nuit de son passage à Paris; mais par une singulière coïncidence, ni le prince romanesque ni la reine enchanteresse n'avaient à cette heure l'esprit tourné vers la galanterie. « — Le médecin qui m'avoit ordonné ces eaux, dit Marguerite [1], étoit mon frère », François de Valois, qu'elle voulait faire acclamer comme souverain des Pays-Bas.

Déjà l'année précédente, à cette même fontaine de Spa, étaient venus les ducs de Montmorency et de Nevers « avec fort grande suyte, devant leur présence estre suspecte, en la conjoncture [2] », d'autant plus suspecte que Mondoucet, notre résident à Bruxelles, s'indignait de voir Henri III négliger les intérêts français dans les Flandres [3] et prodiguer de maladroites et impuissantes paroles d'encouragement au prince d'Orange [4]. Mondoucet crut que François de Valois, « plus né à conquérir qu'à conserver », saurait mieux servir l'influence française; comme, en outre, Catherine de Médici était flattée de la pensée d'élever à un trône son quatrième fils [5], Marguerite de Valois se mit

[1] Marguerite de Valois, *Mémoires*, p. 433.
[2] En août 1576. *Correspondance de Philippe II*, t. IV, p. 308.
[3] Marguerite de Valois, *Mémoires*, p. 425.
[4] Cuñiga à Philippe II : « Dandole palabras que le assistiran y favoresceran. »
[5] Cuñiga à Philippe II, 9 septembre 1576 : « He sabido que el rey y su madre han embiado a llamar al duque, representandole de la manera

en marche avec deux filles d'honneur à cheval et six carrosses pour « le demeurant des femmes ».

Quand les Flamandes virent entrer cette troupe brillante à Valenciennes, elles se mirent en fête pour accueillir les belles voyageuses, « le naturel des Flamandes estant d'être familières et joyeuses » ; la privauté fut même poussée loin par la comtesse de Lalaing, femme du gouverneur de Valenciennes : la princesse était assise à côté d'elle à table, « qui est le lieu où ceux de ce pays-là se communiquent avec plus de franchise. L'on apporta à la comtesse de Lalaing son fils pour luy donner à teter; elle le met entre nous deux sur la table, et librement se déboutonne, baillant son tetin à son petit; elle en reçut autant de louange que la compagnie de plaisir. » La bonne comtesse apportait aussi peu de contrainte dans l'expression de ses sentiments : « — Ce pays a esté autrefois la France, dit-elle à Marguerite, nous n'avons rien de plus odieux que la domination de ces Espagnols; plust à Dieu qu'il prist envie au roy de France vostre frère de requérir ce pays qui est sien ! »

La princesse rencontra don Juan près de Liége, sans se douter que cet empressement et cette courtoisie n'étaient que des « couleurs » pour mieux cacher le projet d'un coup de main sur Namur. Toutefois,

que se halla lo de Flandes y que si quiere tratar de yr a aquellos Estados, le ayudaran. »

remarque don Juan [1], j'ai trouvé convenable de surseoir à la surprise de Namur jusqu'au moment où la princesse serait installée à Spa. Il fait donc « les compliments nécessaires », tout en cachant « en l'abbaye de Floreffe et au village de Péruwelz [2] » plusieurs compagnies de Wallons recrutées par Berlaymont. Il échelonne ses partisans jusqu'aux portes de Namur, entre dans la place, se met à table avec le gouverneur [3]; pendant ce temps, les fils de Berlaymont s'emparent de la porte et occupent la ville. Marguerite se réfugie en France avec le cardinal de Lenoncour, « soupçonné de favoriser les huguenots ».

Pour don Juan, le danger n'était pas à Namur, mais à Madrid. Don Juan se fiait au dévouement d'Antonio Perez, à l'appui de l'inquisiteur général Quiroga, aux arguments qu'apportait Escovedo. Il ignorait que depuis cinq mois le roi ne songeait qu'à l'entourer de piéges. La patience rusée qui venait de déjouer sa politique dans la Méditerranée et de faire perdre Tunis, était de nouveau mise en jeu, Philippe déployait plus d'astuce contre ses agents que contre ses ennemis; sans doute il laissait les troupes campées en Ligurie reprendre leur marche vers les Pays-Bas, mais il se préparait en

[1] Recueil de M. Morel-Fatio, p. 145.

[2] Ms. Bibl. nat. français, 5165.

[3] Il y a de grandes contradictions dans tous les récits sur les détails de la surprise de Namur, et même sur le nom du gouverneur, que les uns nomment M. de Froymont, les autres M. d'Yve. Voir sir William Stirling, *Antwerp delivered*, p. 16.

même temps à révoquer don Juan. Puisque Marguerite de Parme et le cardinal de Granvelle avaient été à peu près acceptés dix ans auparavant, il s'obstinait dans la pensée de les essayer de nouveau : « — Voici donc la forme qui me semble la meilleure, écrit le roi à son ambassadeur à Rome [1] ; Madame et le cardinal, entraînés par leur zèle pour le service de Dieu et le mien, et par l'intérêt de ces États, offriront de se rendre en Flandre ; ils me demanderont de les y laisser aller. »

Granvelle refuse de courir cette fortune. — Je suis devenu étranger à cette politique, dit-il, je suis resté odieux au peuple, mes maisons ont été pillées, mes revenus sont séquestrés, j'ai des dettes à Rome, je suis âgé de soixante ans et habitué au climat du Midi, je ne puis partir [2]. Marguerite est tentée par l'offre, mais elle craint de blesser don Juan, qu'elle aime, dit Granvelle, « non-seulement comme un frère, mais comme un fils ». Elle pose des conditions, elle demande que la citadelle de Plaisance soit remise à son mari ; elle aurait besoin d'une forte somme d'argent [3] ; puis la goutte la retient. Pendant ce temps, des banquiers espagnols, établis à Paris, Geronimo et Alonzo de Curiel, fournissent des fonds à don Juan et des rapports sur lui au roi [4] ; ils achètent M. de la Motte,

[1] Le roi à don Juan de Çuñiga, 1er septembre 1577. Voir Gachard, *Correspondance de Marguerite*, t. Ier, Préface, p. 28.
[2] *Ibid.* Don Juan de Çuñiga au roi, 17 octobre 1577.
[3] *Ibid.* Çuñiga au roi, 28 octobre 1577.
[4] *Doc. ined.*, t. LI, p. 137-245.

gouverneur de Gravelines, et embrassent dans leur système d'espionnage même les actes de l'ambassadeur espagnol à Paris [1].

Don Juan resta trois mois et demi sans nouvelles d'Espagne [2]. « Si Dieu dans sa bonté, dit-il, ne me protége, voici le moment où je ne sais plus que faire, plus que devenir. Oh! plût à ce même Dieu que, sans manquer aux devoirs envers ma conscience et envers mon roi, je pusse m'écraser la tête contre un mur ou me lancer dans un précipice! Je suis oublié à ce point qu'on ne daigne même pas répondre à mes lettres. »

Les états firent la faute de ne pas rester neutres entre don Juan et Orange; ils ne surent point profiter de l'appui offert par Namur pour lutter contre l'envahissement des luthériens. Le moment était cependant favorable : même en Allemagne, Orange était abandonné [3], et les souverains commençaient à se lasser du bavardage querelleur des théologiens [4]; la reine d'Angleterre n'était pas en de meilleures dispositions. — « Elle nous eust faict grand bien, s'écrie Orange [5], s'il luy eust plu de se résoudre plus tost! » Mais le foyer hollandais est toujours aussi ardent : le prince d'Orange se serait peut-être laissé ramener à la

1 *Doc. ineditos,* t. LI, p. 137-245. Les agents secrets sont Pedro de Arcanti et un sieur de Vaulx.

2 *Correspondance de Guillaume d'Orange,* t. IV; Préface, p. 20.

3 Recueil de GROEN VAN PRINSTERER, t. V, p. 105, Brunynck à Jean de Nassau.

4 *Ibid.,* p. 21 : « Das zenckisch Pfaffengeschwetz. »

5 *Ibid.,* p. 334.

paix, du moins un de ses prisonniers le suppose après plusieurs conversations avec lui[1], mais il est poussé par les fanatiques, « Sainte-Aldegonde et autres semblables[2] », et il déclare : « — Quand nous nous verrons délaissés de tout le monde, aussi tout le monde contre nous, pour cela ne laisserons de nous défendre[3]. » Il excite les passions populaires, il force le conseil des états à l'appeler à Bruxelles ; « il faut, dit-il[4], ou se préparer à servir sur un eschaffaut à toute la postérité de misérable exemple de désunions maladvisées, ou bien unanimement repousser à ce coup la violence étrangère ». A un bourgeois qui parle timidement de paix, il répond « que en cecy il faisoit fort mauvais office[5] ».

Contre un politique si ferme dans ses vues, les impatiences de don Juan et les tergiversations des états ne pouvaient défendre le terrain légal. Voilà le prince d'Orange qui entre à Bruxelles[6], qui est acclamé par la populace ; il va saisir le pouvoir en se mettant au service des passions démocratiques et religieuses ; le duc d'Arschot répond par un coup de partie fort ingénieux. Il imagine d'offrir la souveraineté des Pays-Bas

[1] Del Rio. Voir *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 236.
[2] *Ibid.* : « Si no estubiese acompanado de Aldejonda y otros semejantes. »
[3] Recueil de Groen van Prinsterer, t. V, p. 281.
[4] *Ibid.*, t. V, p. 413. Orange à Hembyze.
[5] Vanderhaghe à Wyts, 7 octobre 1577. (*Correspondance de Guillaume.*)
[6] 23 septembre 1577.

à l'archiduc Mathias, frère de l'empereur et neveu de Philippe II.

L'empereur Maximilien était mort depuis un an [1]; il avait été remplacé par son fils Rodolphe, un maniaque qui fuyait les femmes et s'enfermait avec des alchimistes; un autre de ses fils, Mathias, âgé de vingt ans, apprend que les seigneurs des Pays-Bas l'appellent à Bruxelles [2]; il se lève la nuit [3], sort du château pieds nus, se fait ouvrir les portes de Vienne, part sur un chariot avec trois gentilshommes, se présente tout à coup à Bruxelles le 26 octobre. Il est désigné par le conseil des États comme gouverneur des Pays-Bas.

Ce choix paraissait habile, il consterna don Juan [4]; on pouvait croire que Philippe II se résignerait à le confirmer. Il permettait de lutter à la fois contre l'hérésie et l'Espagne, de liguer tous les modérés contre les dangers de la démocratie. Mais on comptait sans deux obstacles, le génie du prince d'Orange et l'incapacité de l'Allemand.

[1] Le 12 octobre 1576.

[2] Ceux qui se prononcent avec le duc d'Arschot pour l'arrivée de Mathias sont le marquis d'Havré, le jeune comte d'Egmont, le comte de Lalaing, Boussu, Champagney, Rassenghien et Lalaing-Montigny. Voir Ms. 16891 de Bruxelles, cité par Gachard, *Correspondance de Guillaume,* Préface, et du Maurier, *Mémoires,* p. 83.

[3] Le 3 octobre 1577.

[4] *Correspondance de Guillaume,* Préface, p. 52.

V

LE COUP D'ÉTAT DE GAND.

« Le prince d'Orange, dont l'esprit souple sçavoit fort bien obéir au temps, fit si bien par son adresse et ses soumissions, qu'il tira de son costé l'archiduc[1] », tout en gardant pour lui-même le pouvoir réel. Il se fit élire *ruwart* du Brabant en séance du conseil des États pendant que la salle était envahie par la populace de Bruxelles : « chascun de peur y a consenti[2] ». Les émeutiers veillaient en armes dans son hôtel, les femmes s'agenouillaient sur son passage dans la rue[3]. « Quand aucuns ont esté sy présomptueux de contredire à ses demandes, il les a fait dextrement trousser au collet par la racaille du peuple[4]. » Comme tous les flatteurs des passions populaires, il feint de refuser la nouvelle dignité. « Le prince a usé de beaucoup d'artifices, et fait toujours semblant de ne le vouloir point accepter[5]. »

Le duc d'Arschot comprend que la lutte n'est plus possible au milieu des émeutes de Bruxelles, contre les usurpations du prince d'Orange qui « avoit jà tant

[1] Du Maurier, *Mémoires*, p. 84.
[2] *Correspondance de Guillaume*, Préface, p. 59.
[3] *Ibid.*, p. 66.
[4] Pontus Payen, *Troubles d'Arras*, t. II, p. 49.
[5] *Correspondance de Guillaume*, Préface, p. 66.

gaigné le peuple de quelle religion qu'il fust [1] ». Il fait convoquer à Gand les députés des quatre membres des pays et comtés de Flandre. Là, les délégués de la noblesse et du clergé déclarent que la nomination du prince d'Orange comme *ruwart* du Brabant est dangereuse et contraire aux lois.

Mais le peuple de Gand est gagné comme celui de Bruxelles aux idées que courtise le prince d'Orange. Pendant que les représentants légaux de la patrie délibèrent à Gand, Orange reçoit à Bruxelles un aventurier, François de Ryhove, qui vient en son nom et au nom de son ami Jean Van Hembyze, « cerveau bouillant, adultère public et de vie très-scandaleuse [2] », lui offrir de faire arrêter par le peuple les députés des États. Le Taciturne l'écoute, demande à réfléchir, et adresse le lendemain matin à Ryhove son confident Marnix de Sainte-Aldegonde, qui encourage le meneur. En réalité, le prince d'Orange inspire le coup de main [3] contre la représentation nationale, mais il craint d'être déshonoré en cas d'insuccès [4].

Ryhove part au galop pour Gand, transmet à Van

[1] Ms. arch. Lille, fragment publié par GACHET, *Bull. com. roy. hist.*, 2e série, t. V, p. 160-193.

[2] *Mémoires sur les troubles de Gand.* (Soc. hist. Belgique.)

[3] C'est l'expression propre de FAMIAN STRADA : « Re verà obsequentes Orangio. »

[4] C'est la pensée du loyal apologiste des princes d'Orange, M. GROEN VAN PRINSTERER : « Évidemment, écrit-il, le prince désiroit que l'entreprise se fit, mais il se réservoit d'en désavouer les auteurs; il y eut, pour le moins, consentement tacite. » Orange avait d'ailleurs à Gand son secrétaire Baudimont et plusieurs de ses soldats.

Hembyze les encouragements du prince, et, le soir même, à onze heures, avec ce qu'ils ont amassé à la hâte de sectaires, ils arrêtent dans leur lit le duc d'Arschot et les principaux députés de la noblesse et du clergé : ils les poussent, sans leur laisser le temps de s'habiller, dans la maison de Ryhove où ils les enferment. Plusieurs catholiques sont également arrêtés [1]. On fait dire aux comtes de Lalaing et de Hèze qui ont pu échapper, « que si l'on sçavoit qu'ils eussent esté de ceulx qui avoient fait venir l'archiduc, leur teste estoit en danger[2] ».

Le prince d'Orange, si prudent la veille, accourt pour jouir du succès; il est accueilli en triomphe par les Gantois, qui lui présentent « un cœur où estoit entaillé ce mot, *Sinceritas* [3] ». Il devient railleur : « — Ils craignent le péril [4] », écrit-il, en parlant des prisonniers. — Prenez garde, réplique Sainte-Aldegonde, « les seigneurs du magistrat de Bruxelles avec les vingt-six commis par les trois membres » sont indignés de cette violation des lois, « la playe est plus profonde que je n'eusse cuydé [5] ». Bientôt le prince d'Orange croit nécessaire de renier toute participation à l'attentat, et « avant que personne lors

[1] Le 28 octobre 1577. Le duc avait été « mené en pure chemise, pieds et teste nue ». (*Bull. com. roy. hist.*, t. XI, p. 140.)

[2] *Correspondance de Guillaume,* Préface, p. 75.

[3] *Ibid.,* p. 80.

[4] Recueil de Groen van Prinsterer, t. VI, p. 219.

[5] *Ibid.*

ne luy mettât le fait sus, il se y voloit disculper [1] ».

Le peuple est déchaîné, le peuple n'est plus animé par le patriotisme ni par la foi religieuse; c'est l'heure des vengeances privées et des pillages. « Nul ne sera assuré, fait Champagney [2], s'il ne faut sinon crier au lévrier pour faire courir sus à qui on voudra. » Les Gantois envahissent Bruges, arrêtent l'évêque, saccagent les magasins et les églises [3]; ils dispersent les communautés, emportent les meubles, maltraitent les religieuses [4]. Orange est étourdi par les récits des violences qui lui parviennent chaque jour; le désordre s'étend à toutes les villes au moment même où arrive l'armée espagnole. — « Il ne sera jamais en la puissance des supérieurs de rien ordonner, ni mesme de pouvoir dresser armée » , écrit-il à Audenarde [5]; à Bruges, il demande humblement qu'on ne persécute plus les catholiques [6]. Avec les Gantois qui ont soulevé la populace de Bruges, il est plus sévère : « — Je vous aime, je veux que vous soyez honorés; par votre faute le pays est entretenu dans un état d'effervescence et de division; je ne comprends pas que vous envoyiez des vagabonds pour piller les maisons. Vous vous faites détester [7]. »

[1] *Correspondance de Guillaume,* p. 77.
[2] Recueil de GROEN VAN PRINSTERER, t. VI, p. 224.
[3] HERRERA, t. II, p. 177.
[4] *Ibid.,* p. 187 : « Violaron todos los monasterios de monjas. »
[5] *Correspondance de Guillaume,* t. IV, p. 377.
[6] *Ibid.,* p. 51.
[7] *Ibid.,* Préface, p. 118. C'est traduit du thiois par M. GACHARD.

Il craint d'être débordé; il se sent amoindri dans l'opinion des étrangers : « On le taxe, dit de lui Granvelle[1], du trop d'autorité qu'il donne aux communes des villes. » Même le landgrave de Hesse, l'un des chefs des luthériens d'Allemagne, s'écrie avec indignation en apprenant les crimes commis[2] : « — Ils auraient mieux fait d'obéir à don Juan; ils n'auraient ni causé la mort de tant de malheureux, ni attiré la haine sur notre religion évangélique. »

Le prince d'Orange voulut ramener à lui la légalité. Par une manœuvre habile il se réconcilia subitement avec l'archiduc Mathias, en feignant de céder aux conseils des agents anglais[3] qui craignaient une intervention de l'Empereur; ceux-ci proposèrent que le prince d'Orange fût proclamé lieutenant général de l'archiduc[4]. Les États trouvaient pénible de donner cet accroissement de pouvoir à l'homme qui venait de les violenter. Mais Orange, tout en faisant « semblant et instance de ne vouloir l'accepter[5] », sut à la fois exciter la populace de Bruxelles pour intimider les États, et faire mettre en liberté le duc d'Arschot[6] pour se

[1] Recueil de GROEN VAN PRINSTERER, Granvelle à Bellefontaine, 27 mai 1578.

[2] *Ibid.*, t. VI, p. 254.

[3] Le meneur anglais était Davison, ce scélérat fameux qui précipita l'exécution de Marie Stuart.

[4] Ms. 16123 bibl. Bruxelles, cité par GACHARD, *Correspondance de Guillaume*, Préface, p. 88.

[5] *Ibid.*, p. 97.

[6] Le 14 novembre 1577.

les concilier. Il obtint enfin son titre de lieutenant général avec un traitement par jour de « cent florins de quarante gros [1] ». Il fit alors une entrée solennelle avec l'archiduc Mathias dans les rues de Bruxelles [2] : une fille vêtue en Junon leur remit les clefs de la ville, Hébé offrit des fleurs, chaque Vertu théologale leur présenta les pièces de leurs armures; ce fut un délire de plusieurs jours. Mathias et Orange se plaisaient mieux au milieu de ces divinités qu'à la tête des troupes. Dans ce même moment l'armée des Pays-Bas se trouvait en présence des vieilles bandes espagnoles.

VI

BATAILLE DE GEMBLOUX.

Don Juan d'Autriche, durant ces derniers mois de 1577, négociait avec les États qu'il espérait encore rallier, recrutait des Wallons, attendait ses Espagnols. Il était resserré dans Namur et ne possédait que trois ou quatre forteresses [3] au dehors. Il accueillit avec joie, comme un sauveur, son neveu Alexandre Farnèse, qui arriva près de lui au mois de décembre [4]. Quelques jours plus tard apparurent les six mille Espagnols qui

[1] *Correspondance de Guillaume*, t. VI, p. 309, le 23 décembre 1577.
[2] Le 24 janvier 1578.
[3] Luxembourg, Deventer, Kempen, Charlemont, Marienbourg.
[4] *Com. roy. hist.*, t. IV, 1852, p. 366 et suiv.

étaient partis au mois de mars précédent. Julian Romero était mort durant la route [1], Sancho de Avila avait été rappelé en Espagne, mais Mondragon et Verdugo revenaient avec leurs soldats; en même temps arrivait le comte de Mansfeld, qui avait recruté des aventuriers français : c'était assez pour dégager la ville de Namur, que bloquait l'armée des États.

Cette armée des États, commandée par un vieux capitaine de cavalerie, le sire de Goignies, était formée de quelques auxiliaires écossais et de la populace des villes qu'avait enrôlée le zèle des prédicants. C'est l'armée d'Israël, répétaient les prophètes; Dieu combattra pour les siens [2].

On était au 30 janvier [3], il pleuvait depuis plusieurs jours; Goignies, reconnaissant que ses recrues ne sauraient défendre leurs lignes devant Namur contre une armée de secours, ordonna la retraite. « De quoy don Juan adverty et que le lendemain le camp debvoit déplacer, fit toutte la nuit entrer sa cavallerie à Namur [4]. » Le lendemain, 31 janvier, aux premières lueurs du jour, Alexandre Farnèse, qui s'avançait à la tête de quelques cavaliers [5], découvrit un ravin dans lequel venait de descendre l'infanterie des États, pendant que la cavalerie hésitait sur les bords escarpés, avant

[1] D'une chute de cheval à Crémone. Cabrera, t. II, p. 421.
[2] Jean de Nassau au landgrave de Hesse. Recueil de Groen, t. VI, p. 227.
[3] 1578.
[4] Ms Bibl. nat. français 5165.
[5] Recueil de M. Morel-Fatio, don Juan à Mendoza.

de la suivre dans la boue [1]. Il donna aussitôt l'ordre de charger, bien qu'il n'eût pas cent chevaux sous la main. « La cavallerie des Estats, estimant estre abandonnée de l'infanterie, qu'elle ne pouvoit voir pour estre au cavain, print la fuite, rompit une partie de son infanterie [2] ». Les régiments espagnols accoururent au pas de course, tuèrent sans rencontrer de résistance des hommes saisis de panique; seuls les réformés écossais se retranchèrent dans des jardins et essayèrent de se défendre, mais « se mettant le feu en l'ammunition qu'on distribuoit, une telle frayeur se mit entre eux, du son de la poudre, que chascun s'escarça où il povoit [3] ». Farnèse se tenait constamment au premier rang pour assurer la victoire que son coup d'œil avait pressentie [4]; en une heure et demie les Espagnols tuèrent six mille ennemis, prirent les drapeaux, l'artillerie, les bagages, sans perdre, dit-on, plus de sept hommes [5]. Ils dédaignèrent une pitié « intempestive [6] », pendirent les prisonniers, et n'épargnèrent que six cents Écossais, sauvés à grand'peine par don Juan, qui voyait encore en eux de futurs sujets [7].

[1] Cabrera, t. II, p. 444 : « Un arroyo de altas riberas. »
[2] Ms. Bibl. nat. français 5165.
[3] *Ibid.* On voit que ce récit n'est pas d'un Français.
[4] *Soc. roy. hist.*, t. IV, 1852 : « El principe de Parma se aventura como cualquier otro soldado pues ninguno le passa en los peligros, y assi cerro de los primeros en esta rota. »
[5] Cabrera, t. II, p. 444.
[6] Strada, IX : « Omissâ intempestivâ benignitate. »
[7] Cabrera.

A cette nouvelle, Mathias et Orange s'enfuient précipitamment loin de leurs divinités allégoriques : ils s'enferment à Anvers. Don Juan et Farnèse font tomber en leur pouvoir toutes les villes de la vallée de la Sambre [1].

VII

DERNIERS MOIS DE DON JUAN D'AUTRICHE.

Peu de jours après la victoire de Gembloux, arriva un renfort de 4,000 Espagnols conduits par don Lope de Figueroa [2]; mais presque aussitôt don Juan fut foudroyé par une nouvelle si étrange qu'elle lui fit perdre tout cœur et toute force [3]. Son fidèle Escovedo venait d'être assassiné à Madrid, dans la rue. « Quel désespoir de ne savoir qui a dirigé un tel crime! Dieu sait dans le ciel, Dieu me fera connaître celui qui l'a commis [4]. » Il reste rêveur [5], il se sent condamné également : point de nouvelles de son frère; « qu'aura gagné le roi à nous perdre [6] » ?

Philippe essaye des négociations directes avec les États et y emploie Noircarmes à l'insu de don Juan [7];

[1] Notamment Tirlemont et Louvain, les 5 et 7 février 1578.
[2] CABRERA, t. II, p. 454.
[3] *Ibid.*, p. 426 : « Caydo de animo y fuerzas. »
[4] Don Juan à Mendoza. Recueil de M. MOREL-FATIO, p. 133.
[5] CABRERA : « Pensativo. »
[6] Recueil de M. MOREL-FATIO, p. 134.
[7] *Correspondance de Philippe II*, préface du tome II.

il accepte même la médiation de l'empereur Rodolphe, et envoie à Cologne le duc de Terranova, qui se rencontre avec les agents du prince d'Orange et avec le prince de Schwarzenberg, plénipotentiaire de l'Empereur. Il n'hésiterait pas à sacrifier don Juan et les vainqueurs de Gembloux, si Orange consentait à reconnaître son autorité.

Ainsi Orange, après ses revers, malgré sa fuite peu glorieuse, en dépit de l'opposition des États, reste l'arbitre souverain de la guerre. On peut croire qu'il n'a pas eu une minute d'hésitation. Il savait à quoi s'en tenir sur les promesses de Philippe II. Il connaissait également la pénurie du trésor espagnol; Orange devait deux millions de florins aux banquiers et aux princes d'Allemagne; le duc de Terranova ne lui offrait à Cologne que vingt mille écus et une commanderie de quatre mille ducats [1]. Cet appât mesquin ne pouvait entrer en balance avec la gloire de se dire le champion de la Réforme. « Il n'y a eu, sauf le prince, que les classes pauvres en faveur de la religion », écrivait son frère Jean [2]. Et cette gloire ouvrait des chances indéfinies : « Les provinces sont à lui et à personne autre », d'après l'aveu même de don Juan [3]. Aussi le prince de Schwarzenberg s'aperçut promptement qu'il était pris pour dupe et rompit les négociations de Cologne.

[1] Lettre du duc de Terranova. *Correspondance de Guillaume,* p. 105.
[2] Recueil de GROEN VAN PRINSTERER, t. VI, p. 311.
« Suyas son y no de otro. »

Les réformés aussi commençaient à suspecter le désintéressement du prince d'Orange. Quelques-uns, et parmi eux Sainte-Aldegonde qui avait été si humble dans les prisons des Espagnols, se plaignaient que les anabaptistes ne fussent pas mis à mort au même titre que les catholiques. Le prince est un athée, disait déjà un autre pédant [1]. Il ne veut, répétaient les politiques [2], « faire part du gasteau à personne, résolu de tromper tous ceux qu'il convie à ce festin et tenir au moins une resne des affaires en sa main ». — « Nous sommes retenus dans des hostilliés nécessaires pour un homme seul, ruineuses pour tous les autres », ajoutait Champagney [3].

Devant cette opposition, le prince ne cessa de chercher un appui dans la démocratie. Lorsqu'il apprit que les États d'Artois venaient non-seulement d'adresser leur adhésion à don Juan, mais d'envoyer des lettres aux États de Hainaut et de Tournoisis, « les incitant de faire le semblable [4] », il rappela la terreur à Arras par un coup d'État semblable à celui qui avait déjà frappé Gand : « Vous eussiez vu et ouy fermer huis et fenestres, et les vaut-néant ne dormoient pas, pensant que l'heure estoit venue de faire leurs hottes [5]. » Les *vaut-néant* entourèrent la maison de ville d'Arras, où

[1] Petrus Dathenus.
[2] La Huguerye, *Mémoires*, t. II, p. 2-14.
[3] « Bellum gerimus uni necessarium, omnibus periculosum. »
[4] Pontus Payen, *Mémoires*, t. II, p. 63-68.
[5] *Ibid.*, p. 70-73.

les échevins étaient assemblés ; « les cheveux dressoient aux plus assurés d'entre nous ; il fallut désavouer les lettres, car c'eust été peine perdue d'alléguer des raisons à cette beste indomptable du peuple qui n'est guidé que par les folles appréhensions de son esprit brutal, et n'y avoit lors homme sy hardy, s'il n'estoit fasché de vivre, qui eust osé dire seulement : — Enfants, vous faictes mal ! »

Les soldats des États, qui ne se fiaient en aucun chef et voyaient ces encouragements à la sédition, se répandirent dans les campagnes et « s'advanchèrent d'aller vivre à l'advantaige sur les paysans [1] ». Il y en avait sept cents qui se tenaient dans les fermes et les châteaux des environs d'Audenarde. Une autre bande fut surprise par les bourgeois de Gand, qui trouvèrent « tant d'argent sur lesdits morts et vifs, que le moindre d'iceulx avoit trente et quarante florins des branscats et compositions qu'ils avoient faicts sur les povres paysans ».

Au travers de ces excès se maintenait le parti qui voulait défendre les droits et les lois du pays contre les intrigues de l'intérieur et les usurpations de l'étranger, en dehors de toute formule religieuse. C'est dans ce parti national et modéré qu'Alexandre Farnèse va trouver un appui contre les excès des sectaires. Mais don Juan n'a aucune idée de ce que peut être le patrio-

[1] Ms 12941 de Bruxelles. Fragment publié *Com. roy. hist.*, t. XIII, n° 4.

tisme. Aussi n'est-ce point à lui que s'adresse le parti national, c'est à un Français, François de Valois.

Depuis le voyage de sa sœur Marguerite à Spa, François de Valois avait envoyé M. de Cimiers à Londres [1] pour courtiser en son nom la reine Élisabeth; — « l'utilité qu'il tira de cette amourette fut le consentement de la royne à le faire eslire duc de Brabant [2] ». Le frère du comte de Lalaing vint se concerter au château de la Fère avec François de Valois et avec Marguerite; il reçut de leurs mains, pour distribuer aux principaux seigneurs des Pays-Bas, des médailles d'or où « estoient les figures » du prince et de sa sœur [3].

François de Valois se présente devant Mons où il est accueilli, occupe le pays entre Maubeuge et Braine-le-Comte; le prince d'Orange, tout en feignant de l'accepter comme un allié, suscite un nouveau compétiteur, le duc Jean-Casimir de Bavière.

Jean-Casimir n'était pas beaucoup plus inquiétant que Mathias : « N'ay jusques ores entendu qu'il ait fait exploit de guerre : robbé et pillé, si », dit de lui le cardinal Granvelle [4]. Lorsque chassé de France par le duc de Guise, après plusieurs semaines de brigandage, Jean-Casimir avait voulu passer en Angleterre pour

[1] Le premier voyage de Cimiers est en mars 1577. Voir *Doc. ined.*, t. LI, don Bernardino de Mendoza à don Alonso de Curiel : il est dit que Cimiers est à Londres : « Muy de asiento. »

[2] DAUBIGNÉ, *les Histoires*, t. II, p. 400.

[3] MARGUERITE DE VALOIS, *Mémoires*.

[4] Recueil de GROEN VAN PRINSTERER, t. VI, p. 414.

obtenir l'appui d'Élisabeth, il s'était déguisé en cuisinier et avait préparé le repas de l'épuipage, bien que cruellement souffrant du mal de mer [1]. Son plan était d'acheter, avec les fonds anglais, les Allemands des deux partis et de les convier, tous réunis, au pillage des bonnes villes de Flandre; « c'estoit la plus belle négociation qui fust faicte de longtemps », dit avec envie un amateur de ces trafics, qui voyageait dans les cours d'Allemagne pour « sucer de leurs affaires [2] ».

Mais le mauvais temps, la peste, les promesses du prince d'Orange dispersèrent toutes les armées; Jean-Casimir retourna assez tristement en Angleterre; François de Valois fut rappelé en France par Henri III. Don Juan se laissa gagner par le découragement. Il commençait à comprendre le sort d'Escovedo. Il se voyait abandonné même par Catherine de Médici, si elle proposait, comme il le croyait, un mariage entre François de Valois et l'infante Isabelle, fille de Philippe, avec les Pays-Bas pour douaire.

Il tente encore un dernier appel vers son frère : « Mais dites-moi, lui écrit-il [3], comment je dois agir! — Non, je ne le dirai pas, met Philippe en marge de ces mots. — Et voilà à quel jeu s'en va notre vie », soupire don Juan [4] en se mettant

[1] *Doc. ined.*, t. LI, Mendoza à Curiel : « Mareado... se hizo cocinero, aderezando la cena. »

[2] La Huguerye, *Mémoires*, t. II, p. 2-14.

[3] « La orden de como tengo de gobernar. — No yo le diré. »

[4] « Nos van las vidas en esto juego. »

au lit le 28 septembre 1578, épuisé par la fièvre.

Il était souffrant depuis longtemps. « J'ai la santé ruinée, écrivait-il déjà une année auparavant [1]; on vient de me saigner six fois et de me purger quatre fois, et je ne suis pas encore rétabli. » Mais cette nouvelle maladie lui semble plus grave, malgré le bon espoir que gardent les médecins [2]; il estime qu'il n'a que peu de jours à vivre, il se plaint à son confesseur qu'on lui ait fait avaler de force un breuvage [3]; il délègue ses pouvoirs à Alexandre Farnèse, après avoir reçu la communion [4]; le lendemain lundi, il a le délire; il meurt le mercredi. « La maladie fut une fièvre pourprée, ou assoupissement, avec une fistule qu'on lui trancha; il en mourut le 1er octobre 1578, après dix-sept jours de soins [5]. » La relation des médecins ne permet pas d'accepter l'opinion populaire indiquée par Brantôme, que le prince serait mort « de la peste qu'il avait prise de madame la marquise d'Havré », ni celle qui le fait empoisonner « par des bottines parfumées ».

Le corps fut transporté en Espagne le 24 mai sui-

1 Don Juan au roi, 31 octobre 1577. *Com. roy. hist.*, t. IV, 1852, p. 366.

2 *Doc. ined.*, t. VII, p. 250. Lettre du confesseur copiée par Fray Juan de Geronimo.

3 *Ibid.* : « Se me quejo, écrit le confesseur, que le habian hecho beber una bebida por fuerza. » C'est probablement une plainte de fiévreux. Si don Juan avait été empoisonné, Antonio Perez n'aurait pu l'ignorer, et il avait grand intérêt à le faire savoir.

4 Le 28 septembre 1578. *Com. roy. hist.*, t. IV, 1852.

5 *Doc. ined.*, t. VII, p. 443 : « La enfermedad de Su Altezza fué

vant [1], mais non probablement, ainsi qu'on l'a raconté [2], partagé en plusieurs tronçons dont furent chargés des cavaliers différents; à l'Escurial, les fragments auraient été recousus, le cadavre aurait été revêtu d'un riche costume et dressé debout devant les yeux du roi.

de tabardillo o modorra, y una almorrana que le cortaron, de que murio. » Ce n'est pas très-clair.

[1] *Doc. ined.*, t. VII, p. 443 : fray JUAN DE GERONIMO, *Mémoires*.

[2] STRADA, liv. V, p. 519 : « Ossibus iterum commissis, æreique nexu fili colligatis, totam articulavere compagem corporis... Superindutis armis, pretiosis vestibus exornatum ita regis obtulere oculis quasi pedibus innitens... plane vivere ac spirare videretur. »

CHAPITRE II.

LA PRINCESSE D'EBOLI.

1578-1590.

Meurtre d'Escovedo. — Arrestation d'Antonio Perez et de la princesse d'Eboli. — Première période du procès d'Antonio Perez.

I

MEURTRE D'ESCOVEDO.

Don Juan mourait à trente-trois ans, le même jour où sept années auparavant il ramenait dans la rade de Sorrente, au milieu des salves et des fanfares, sa flotte victorieuse, et les bannières conquises, et les galères capturées, et les douze mille chrétiens délivrés. Mais Philippe ne tolère pas plus un héros catholique qu'une cité pourvue de franchises. Il ressent la même méfiance pour toutes les grandeurs, celles de la victoire comme celles du patriotisme, méfiance mesquine qui enveloppe sournoisement de piéges et de délations le paladin généreux. A partir de cette heure, don Juan reçoit des encouragements à ses projets sans obtenir les ressources pour les réaliser; on lui prodigue toutes les

promesses qui peuvent faire déceler les rêves de son imagination, et on le maintient sous une surveillance implacable.

Cette duplicité qui pousse le jeune prince à sa fin mélancolique entraîne en même temps Philippe dans une série de fraudes, de meurtres, de maladresses qui s'enchaînent par une étrange fatalité, pèsent sur les dernières années de son règne et détruisent son prestige à l'étranger. Les événements mystérieux se déroulent, enlacent Philippe, amènent l'insurrection de l'Aragon.

Des deux hommes qui se disputaient la faveur durant la première partie du règne, l'un, le duc d'Albe, était relégué dans son exil d'Uzeda : « Il se parle de lui moins que s'il fust mort il y a dix ans [1] » ; les causes de ce « destierre » étaient tenues si secrètes, que sous le règne suivant on les trouvait encore « demeurées trop incertaines pour les spécifier en histoire [2] ». L'autre, Ruy Gomez, prince d'Eboli, était mort [3], mais avait laissé comme héritier de son influence son secrétaire Antonio Perez.

Antonio Perez, fils de l'archidiacre Gonzalo Perez, secrétaire de Charles-Quint, avait appris les détails de l'administration, ainsi qu'Escovedo, dans les bureaux du prince d'Eboli. Il avait plu à Philippe II, malgré la

[1] Ms. Bibl. nat. français 16107, f° 5. S. Gouard à Villeroy.
[2] D'Aubigné, *les Histoires*, t. II, p. 208.
[3] Le 29 juillet 1573; le duc de Feria était mort le 7 septembre 1571.

tache de sa naissance [1], par son extraordinaire facilité de travail; aussi quand mourut Gonzalo Perez, les affaires de sa charge furent partagées entre son fils Antonio et Gabriel de Çayas [2].

Mais Çayas était lent, patient, modeste; il cherchait les menus profits et les plaisirs cachés [3]; il évitait de se créer des ennemis. Antonio Perez, au contraire, était vaniteux, hautain même envers le duc d'Albe [4]; il aimait le faste, les honneurs publics, le bruit [5]. Il se faisait donner des sommes considérables par les solliciteurs, ne se montrait bienveillant qu'avec les petites gens. Enfin il passait pour être le favori de la veuve de son bienfaiteur, la princesse d'Eboli.

Ruy Gomez, prince d'Eboli, au temps où il n'était encore que le page portugais et le confident des plaisirs du prince Philippe, avait épousé une fille de douze ans, Ana de Mendoza, dont les richesses étaient énormes [6]. Il l'avait aussitôt oubliée et avait

1 Il était né en 1534 d'une femme mariée, mais il avait été pourvu en 1542 par Charles-Quint d'une patente d'enfant légitime, publiée *Doc. ined.*, t. XIII, p. 389.

2 En avril 1566. Voir Ms. Bibl. nat. français 10751, f° 253.

3 *Relaz. Ven.* 1577 : « Piglia tutto quello che gli e dato, et se bene e assai avanti con la sua eta, non lascia per questo li suoi piaceri. »

4 *Proceso,* declaracion de Fuensalida.

5 Cabrera, t. II, p. 450. M. Mignet, dans son livre *Antonio Perez et Philippe II,* a tracé ce drame avec une telle exactitude, que les documents découverts dans les années suivantes n'ont rien changé à son récit ni à ses appréciations. Les faits sont résumés avec précision par M. Alfred Morel-Fatio dans son recueil *l'Espagne au seizième et au dix-septième siècle.*

6 Elle était fille unique et héritière de D. Diego de Melitó et de Cata-

suivi le prince Philippe à Bruxelles, puis à Londres. L'enfant abandonnée perdit un œil [1], devint grande et blanche, avec les cheveux très-noirs, si éblouissante malgré son infirmité, quand, à l'âge de dix-neuf ans, elle se présenta pour la première fois à son mari, qu'elle conquit aussitôt sur lui une influence sans borne. Ils eurent dix enfants pendant les douze années suivantes.

Est-il possible que dans ces premières heures d'intimité conjugale, le mari se soit soumis à d'invraisemblables complaisances? L'étrange attitude de Philippe II dans les années suivantes oblige à recueillir tous les détails. Le prince d'Eboli, qui couchait dans la chambre même de Philippe, parlant un jour à l'ambassadeur français de l'attachement de Philippe pour la reine Élisabeth, dit quelques mots des galanteries du roi, « qui avoient cessé et estoient hors de la maison [2] ». Jusqu'alors il avait eu « d'assez bonnes connaissances en ceste ville [3] ». Voulait-il parler de sa propre femme? On sait que Catherine de Médici, peu scrupuleuse en ces matières, envoyait des bijoux à l'Eboli, et recommandait à sa fille de se tenir en bonnes relations avec elle [4];

lina de Silva : elle naît le 29 juin 1540. Elle épouse Ruy Gomez en 1552.

[1] A l'âge de treize ou quatorze ans. Je n'ai pu connaître la cause de l'accident.

[2] Ms. Bibl. nat. français 3163, f° 19. Saint-Sulpice à la reine mère.

[3] *Ibid.*, 16103, f° 1. L'évêque de Limoges à la reine mère.

[4] Voir ci-dessus, t. I, p. 253.

on sait aussi que le fils aîné de la princesse, nommé le duc de Pastrana, était le seul de ses enfants qui eût les cheveux blonds comme le roi, qu'il se vantait d'être fils du roi, qu'il était l'objet à la cour des mêmes égards que le prince d'Ascoli, fils naturel de Philippe II. Les deux jeunes gens étaient toujours associés dans les cérémonies et cités à part; au mariage de l'infante Catalina, ils sont traités presque en beaux-frères par le fiancé, le duc de Savoie, qui accepte de chacun d'eux des genêts d'Espagne, et qui leur donne une épée à poignée ornée de diamants [1]. Leur importance en ces fêtes, loin d'étonner les témoins, semble correcte et habituelle; on cite leurs costumes et ceux de leurs pages, tandis que l'on dit des simples grands que nul ne voulait paraître inférieur aux autres [2].

Mêmes distinctions dans toutes les cérémonies : au mariage du comte de Melgar [3], les deux seigneurs sont encore cités ensemble pour la magnificence de leurs costumes. Plus tard, ils sont envoyés aux Pays-Bas, et là « on les disoit estre bastards du roy d'Espagne [4] », et on les appelait « les deux ducs émulateurs de Parme ». Pastrana, s'il n'était pas fils du roi, faisait au moins ses efforts pour le paraître.

Sa mère, à la mort de son mari, se retire dans un

[1] *Relacion del viaje hecho en* 1585, publicada de real orden por Morel-Fatio y Rodriguez Villa, p. 64.
[2] *Ibid.*, p. 50 et suiv.
[3] Lope de Vega, *la Dorotea*, p. 63.
[4] Le Petit, *Chronique de Hollande*, t. II, p. 576.

couvent de Carmélites, se soumet à la règle de sainte Thérèse, se fait appeler sœur Anne de la Mère de Dieu [1], entre en querelle avec les autres religieuses, les maltraite et revient au bout de peu de mois à son château [2]; « et bien qu'elle soit partie, écrit sainte Thérèse [3], elle retient captives mes pauvres religieuses, sans que je voie pourquoi elle les soumet à cette servitude ». Un peu moins de deux ans plus tard, commence l'intimité de la princesse avec l'ancien commis de son mari, Antonio Perez [4].

Est-ce dans cette nouvelle période que l'on pourrait placer des relations entre la jeune veuve et Philippe II? Une Espagnole de trente-quatre ans qui a eu dix enfants, qui porte un bandeau noir pour cacher la plaie de son œil [5], ne devait plus avoir cet éclat de beauté que vantaient du vivant de son mari les poëtes latins quand ils priaient un joli enfant, qui avait perdu également un œil, de céder l'autre à la princesse :

Parve puer, lumen quod habes concede puellæ.
Sic tu cæcus amor, sic erit illa Venus.

Elle paraît être restée fidèle à Antonio Perez, surtout si l'on doit croire, ce qui est dit dans le procès,

[1] *Doc. inéd.*, t. LVI, p. 19.
[2] Elle a dû rester au couvent d'août à décembre 1573.
[3] Santa Teresa a fray Domingo Bañes, enero 1574, ed. Rivadeneira, p. 31.
[4] D. Gaspar Muro, *la Princesa de Eboli.*
[5] Son portrait, attribué à Sancho Coello, est gravé dans le livre de D. Gaspar Muro.

qu'elle lui a remis en dons jusqu'à quarante mille ducats, et qu'elle a déclaré en termes grossiers qu'elle le préférait au roi.

Mais cette passion amassa de nouveaux envieux autour d'Antonio Perez. Tandis que lui, le bâtard de l'archidiacre, était le favori de la plus grande dame de la cour, se montrait raffiné dans ses costumes et dans ses meubles, s'imprégnait de parfums [1], se faisait donner tantôt une pièce de toile d'or de mille ducats, tantôt six mille ducats [2], à côté de lui végétaient les pauvres secrétaires ses collègues, Çayas, qui avait besoin des dons du roi de France pour marier sa fille; Mateo Vasquez, le juge souple qui avait servilement subi l'influence du roi dans le procès du duc d'Albe, et ne possédait néanmoins qu'une mince place de secrétaire intime [3]. Pour obtenir la protection du roi contre l'inimitié des subalternes et des envieux, Perez jugea nécessaire de l'engager dans une intrigue dont il aurait seul les fils. Il crut assurer sa fortune en flattant les soupçons de Philippe contre don Juan d'Autriche; il se laissa utiliser pour capter les confidences et assurer la perte de l'homme qui le regardait comme son ami le plus sûr.

« — Connaissez-vous Escoda? demande un jour le nonce du Pape à Antonio Perez. — Escovedo, sans doute? fait Perez. — Oui, il demande au Saint-Père

[1] Cabrera : « Curioso en el vestir, odorifero y pomposo. »
[2] Pièce 66 publiée par D. Gaspar Muro.
[3] Il fut secrétaire du 29 mars 1573 au 4 mai 1591.

de favoriser les projets de don Juan d'Autriche sur la couronne d'Angleterre. »

Le crime n'était pas grave : Philippe avait autorisé ces projets; y associer le Pape n'était point le trahir. Mais la méfiance est aussitôt éveillée. Perez noue avec don Juan et Escovedo une correspondance qu'il leur fait croire secrète, mais dont les minutes sont corrigées de la main du roi; il feint de partager leurs vues pour soustraire leurs aveux, et montre leurs réponses au roi. Un moment, il a honte de ce rôle; il sonde la conscience de Philippe :

« — D'après ma théologie, répond Philippe [1], j'estime que non-seulement vous faites ce que vous devez, mais que si vous ne le faisiez pas de la sorte, vous ne rempliriez votre devoir ni envers Dieu, ni envers moi. »

Escovedo, qui avait passé sa jeunesse à côté d'Antonio Perez parmi les commis du prince d'Eboli, était bien l'homme présomptueux qui devait tomber dans ce piége et y entraîner don Juan ; « il aimait à parler de ce qui ne le regardait pas, à s'entremettre dans toutes les affaires, à se faire valoir [2] ». Dès qu'il se voit provoqué à des confidences, il écrit qu'il faudrait persuader au roi de se débarrasser des affaires et d'appeler don Juan près de lui pour l'en charger, et « quand

[1] « Segun mi theologia yo entiendo lo mismo que vos que no solamente hazeys lo que deveys, mas que no lo hariades para con Dios ni para con el mundo, si nolo hiciesedes asy. »

[2] Cabrera, t. II, p. 449.

nous serons tous deux pour le conseiller, avec Los Velez et Sesa pour nous soutenir, je crois que notre avis sera de quelque poids dans le conseil[1] ». « — Le moyen de dominer *cet homme* », répond Pérez, et il a l'effronterie de faire approuver sa réponse par Philippe, qui se laisse ainsi nommer *este hombre,* pour mieux cacher la fraude, « c'est de ne s'occuper que de ses propres affaires[2]... C'est un homme terrible, vous le savez...[3] Il a appris que l'évêque de Ripa venait d'être envoyé par le Pape près de vous avec quatre-vingt mille ducats; il faut que je connaisse vos intentions. » Et Philippe met en marge de la minute : « — J'approuve beaucoup ce passage. »

L'évêque de Ripa était bien à Bruxelles, près de don Juan[4], mais déjà Escovedo poussait le jeune prince à rentrer en Espagne pour réclamer une part dans le gouvernement de la monarchie; il disait que l'on serait maître de la Castille en occupant Santander et la montagne. Enfin, il annonce son arrivée à Santander : « — Prenons garde, écrit le roi sur cette lettre, hâtons-nous de nous en débarrasser avant qu'il nous

1 *Correspondance de Philippe II,* t. V, p. 188 : « Que valdra nuestro parecer en el consejo. »

2 *Ibid.,* p. 197.

3 *Ibid.,* p. 297.

4 *Ibid.,* p. 331. Il se nommait Philippe Sega.

5 Le sens est très-contesté : l'authenticité du billet ne l'a jamais été. La traduction ci-dessus comporte les deux versions; M. Mignet pense que le roi est effrayé, qu'il veut qu'on tue Escovedo avant d'être tué par lui; D. Gaspard Muro soutient que le roi veut dire seulement : « Écartons-le avant qu'il nous ennuie trop. » Je crois qu'il n'est pas

assomme [5]. » Philippe est très-animé : « c'est une lettre sanguinaire », écrit-il sur un autre billet d'Escovedo [1] ; il pousse la prudence jusqu'à lui donner un nom chiffré [2] ; il refuse de le voir.

Escovedo s'adresse à Los Velez, à l'inquisiteur général Quiroga [3], à la princesse d'Eboli. Il sent des trahisons autour de lui. Un jour [4], il entre brusquement dans la chambre d'Antonio Perez, et il le surprend étendu sur un lit avec la princesse. « — Ma conscience, s'écrie-t-il, m'oblige à prévenir le roi. — Escovedo, fais comme tu voudras, s'écrie la femme en fureur,

possible de donner un sens autre que celui de tuer aux mots employés par le roi : c'est bien à un meurtre qu'il pense; il l'a déclaré plusieurs fois pendant les années suivantes. Voici du reste le texte : Menester sara prevenir nos bien de todo, y dar nos mucha priessa a despacharle, antes que nos mate. » Antonio Perez a bien compris le mot *matar* dans le sens de tuer, ainsi que le fait remarquer M. Morel-Fatio, *Revue historique*, t. IX, p. 191.

[1] « Para que vea quan sangrienta es. »

[2] Il le nomme le *verdinegro*.

[3] Recueil de M. Morel-Fatio, p. 130.

[4] Ce fait est ici accepté comme exact; on doit donner les raisons qui peuvent le faire rejeter ou admettre. D'une part, 1° le déposant n'a rien vu : il répète ce que lui a dit son frère qui est mort; 2° les faux témoignages éclatent dans chacune des pièces du procès : tout doit être suspect; 3° il n'est pas vraisemblable qu'une femme du rang de la princesse ait employé une expression grossière. Mais, d'autre part, 1° les relations de Perez et de la princesse n'étaient pas niées; il était donc inutile de suborner un témoin pour les prouver; 2° si les frères Morgado avaient imaginé cette scène, ils auraient fait usage d'expressions plus vraisemblables : l'exclamation de la princesse est un de ces mots qui ne s'inventent pas; 3° Perez déclare lui-même (*Obras*, p. 6) que dans son zèle d'ancien serviteur du prince d'Eboli, Escovedo parlait mal d'Antonio Perez et de la princesse. « con pretexto de celo de criado, hablaba mal en la familiaridad de Antonio Perez con la princesa de Eboli ».

mas quiero al trasero de Antonio Perez que al rey. »

Mais Perez ne lui laisse pas le loisir de remplir cet office. Il se fait donner par le roi l'ordre écrit de tuer Escovedo. « Sortir de cet embarras à l'aide de quelque bonne bouchée, pense Perez [1], c'est ce qui pouvait présenter le moins d'inconvénients. » C'est une affaire à régler avec les maîtres d'hôtel et les valets de cuisine.

Antonio Enriquez, majordome de Perez, trouva moyen d'introduire près du cuisinier d'Escovedo un laveur de vaisselle qui « profita d'un moment où il n'était pas vu, déclare Enriquez, pour jeter dans un bouillon la poudre blanche semblable à de la farine que nous lui avions donnée ». Une esclave mauresque fut appelée, on lui remit entre les mains, on l'envoya porter à Escovedo la tasse d'argent où était le bouillon. Mais la poudre blanche avait été versée avec trop de libéralité, on en avait mis plein un dé à coudre. Escovedo se sentit empoisonné, accusa l'innocente Mauresque, la fit livrer aux juges. « Cet Escovedo doit nous soupçonner tous deux, écrit Philippe II à Antonio Perez; il est capable de faire déclarer par l'esclave ce qu'il imaginera. — Aussi ai-je plus d'une raison d'être fortement inquiet », répond Perez [2]. L'embarras des

[1] Antonio Perez, *Obras y relaciones :* « Lo que de menos inconveniente seria, era que con algun bocado se saliese de tel embaraço. »

[2] Pièce publiée d'après le manuscrit de la Haye, t. Ier. Marquès de Pidal, *Alteraciones de Aragon:* « Quiza haran a la esclava decir lo que se les antojare, y alguna sospecha debio tener. » — « Harto cuidado traigo de mas de una manera. »

deux complices ne fut pas de longue durée : la Mauresque fut étranglée sur la place de Madrid [1]. En laissant détruire cette créature qu'ils savaient innocente, le roi et Perez se faisaient tranquillement ses meurtriers ; aucun des deux ne semble y avoir jamais réfléchi. Deux autres tentatives d'empoisonnement échouèrent encore ; ils étaient impatients d'en finir et eurent recours à un procédé plus énergique.

Sept hommes armés attendirent Escovedo le soir dans la rue, près de l'église Santa-Maria, le tuèrent fort tranquillement d'un seul coup d'épée donné avec art, et rentrèrent chez Antonio Perez pour toucher leur salaire. Trois d'entre eux reçurent « une lettre et commission de Sa Majesté, avec le grade de sous-lieutenant (alferez) et vingt écus d'appointements ». Ils allèrent porter les enseignes de l'Espagne dans les compagnies qui tenaient garnison en Sicile. Les quatre autres n'eurent que des chaînes d'or et des doublons.

II

ARRESTATION D'ANTONIO PEREZ ET DE LA PRINCESSE.

Après avoir attaché le roi dans les liens de cet acte commis en commun, Perez ne connut pas encore la paix : l'ennemi qui le guettait, le sournois Mateo Vas-

[1] CABRERA, t. II, p. 448 : « Una esclava murio en la horca innocente. »

quez [1], s'attachait avec patience sur la piste des assassins. Il savait déjà, il racontait que « la mort d'Escovedo avait été commandée, par un de ses meilleurs amis, pour une femme [2] ». Il animait le zèle du juge qui lui avait été associé dans la persécution contre le duc d'Albe, le président Antonio Pazos; il faisait intervenir le fils assez intimidé d'Escovedo; il les menait « chez Pedro de la Hera, astrologue dont l'opinion n'était point à dédaigner, lequel déclara que l'ordre du meurtre avait été donné par un des plus intimes amis de la victime, un de ceux qui avaient assisté aux obsèques [3] ». Il obtint enfin que la veuve d'Escovedo vînt implorer la justice du roi en affirmant que son mari avait été mis à mort par les soins d'Antonio Perez et à l'instigation de la princesse d'Eboli [4].

Dédaignant toute justification, Perez s'adressa à Mateo Vasquez [5] : « — Tu importunes bien souvent le roi de cette affaire; c'est trop de passion chez un prêtre, trop chez qui n'est tenu ni par le devoir de sa charge ni par des obligations envers le mort. Ce zèle est suspect. Tiens-toi pour averti que l'affaire est de

[1] Mateo Vasquez était un enfant abandonné qu'éleva par charité un chanoine de Séville : son application au travail le fit choisir comme commis par le cardinal Espinosa, en 1565. Il entra dans les ordres, recueillit les papiers d'Espinosa, et devint secrétaire du roi par la protection du valet de chambre Sebastian de Santoyo. Il mourût en 1591.

[2] Antonio Perez : « Por una muger. »

[3] Cabrera, t. II, p. 449.

[4] Antonio Perez, p. 6.

[5] *Ibid.*, p. 14. Le *vos* qu'emploie Perez équivaut, entre égaux, au tutoiement dans notre langue et est un manque d'égards.

conséquence à dépasser ta portée. » La princesse d'Eboli [1], avec ses colères de femme altière, déclare à Philippe qu'il est tenu « comme roi et comme gentilhomme » à ne pas la laisser diffamer ; « quant à Mateo, c'est un chien d'Arabe, et si Votre Majesté le décrassait assez pour qu'on ne pût l'appeler chien, je l'appellerais d'un nom plus vil ».

Mais le roi ne chasse pas Mateo : il l'écoute, il conseille à Perez de se réconcilier avec lui ; il fait parler par son confesseur, Fray Diego de Chaves, en faveur de Mateo à la princesse. Alors Antonio Perez offre la démission de ses charges, affirme qu'il s'attend à être assassiné, obtient enfin cette déclaration de Philippe, le 4 mai [2] : « Tant que Dieu me donnera vie, vous n'avez rien à craindre ; quant encore tous se tourneraient contre vous, je vous resterai, et je ne vous défaudrai jamais, et de cela vous pouvez être convaincu ; votre cœur peut être assuré. » Il est sans doute sincère en écrivant ces mots, car, huit jours plus tard, il donne ordre au président Pazos de brûler toutes les dénonciations et les enquêtes accumulées depuis deux mois contre « l'homme [3] ».

Mais Mateo se procure six lettres de la princesse d'Eboli à Antonio Perez ; il les remet au roi avec de nouveaux détails sur la galanterie secrète : « Rem-

[1] Antonio Perez, p. 24.
[2] 1579.
[3] *Doc. ined.*, t. LVI, p. 181 : « Muy bien me parece que quemeis todos estos papeles, y asi lo haced. »

portez ces lettres, lui répond le roi, c'est assez de savoir qu'elle m'offense par ses actes, sans être forcé de voir qu'elle m'offense par ses paroles [1]. »

Est-ce la réponse de l'homme envieux de voir accorder à un subalterne les faveurs qui lui ont été refusées, ou celle du souverain qui veut maintenir la dignité dans sa maison? Il est malaisé de discerner la vérité à travers les fraudes accumulées; ici on ne peut se fier ni à la correspondance : elle est écrite pour tromper; ni à l'instruction judiciaire : elle est faussée; ni aux témoignages : ils sont mensongers. Le juge, le confesseur, le roi s'entendent pour nous décevoir; l'accusé n'est pas plus sincère, même quand il nous dit : « — Me voilà, c'est moi bien à découvert. Ce n'est point théologie, cela [2]. » Durant les vingt années de perfidies et d'iniquités au milieu desquelles Antonio Perez va soutenir la lutte contre Philippe, on ne trouvera de grandeur que dans Juana Coello, sa femme, et Gregoria, sa fille.

Que Philippe ait été le rival de son secrétaire près de la veuve de son confident; qu'il ait été dédaigné; qu'il ait choisi le prétexte de la mort d'Escovedo pour satisfaire sa rancune, on paraît le supposer aujourd'hui [3].

[1] Appendice 30, publié par D. Gaspar Muro, d'après les archives de Simancas, patronato ecclesiastico, legajo 10.

[2] Antonio Perez, *Obras y relaciones.*

[3] M. Canovas del Castillo dit : « Era ya en suma una mujer que le habia despreciado para preferirle un criado suyo, y no siquiera de alta stirpe, ni recomendable o enoblecido por gloriosos hechos. »

Cette conjecture est principalement justifiée par le cri que va jeter la princesse quand on l'arrêtera : « Vit-on jamais emprisonner une femme de ma qualité pour avoir refusé une amitié [1] ? » La princesse dit encore : « Triste que les maîtres se tiennent toute leur vie en maîtres, on perd la tête à être toujours le maître sans songer à être jamais le roi [2]. » En outre, on voit les agents du roi apporter une complaisance cruelle à publier les faiblesses de la femme; ils accumulent les dépositions inutiles sur les relations avec Antonio Perez; ils font venir une duègne pour raconter « qu'Escovedo voulant insister un jour sur ce qui se disait d'elle et d'Antonio Perez, elle se leva et dit qu'il ne convenait pas aux écuyers de parler sur ce que faisaient les grandes dames [3] ». Philippe espérait-il par la persécution fléchir ses rigueurs? C'eût été bien mal connaître la hautaine Espagnole; le mot qui a fait prêter au roi cette idée chimérique semble avoir été mal inter-

[1] *Doc. inéd.*, t. LVI, p. 215. Pedro Nuñez à Mateo Vasquez, 30 juillet 1579 : « La princesa dijo si se habia visto prender una muger como ella por no querer hacer unas amistades. » Le mot *amistades* doit s'entendre dans le sens de réconciliation avec Mateo Vasquez et non de galanterie avec le roi; la pensée est : Il est inouï que l'on m'arrête, moi, grande dame, pour avoir refusé de faire amitié avec Mateo Vasquez, l'enfant trouvé. C'est le même mot, dans le même sens, qu'emploie Perez quand il fait répondre aux tentatives de réconciliation faites par le confesseur : « Que no era su persona para andar en tratos de amistad con persona tàl como Mateo Vasquez. »

[2] Appendice 175 publié par D. Gaspar Muro : « Gran consancio es estarse los señores toda la vida en señores, porque enfadar ser siempre señores y nunca ser reyes. »

[3] Declaracion de doña Catalina de Herrera.

prêté : c'est un seul mot, car pour comprendre l'attitude singulière de Philippe et l'étrange manie qui le pousse dans de dangereuses complications, on en est réduit à saisir des mots : « — Les rigueurs de la princesse ne dureront pas toujours », écrit au roi Pazos le mauvais juge [1]. Ce qui serait plus compromettant pour le roi, ce serait l'apparence de supériorité que ne perd jamais la princesse au plus fort de la persécution : elle a le ton d'une femme accoutumée à se voir suppliée, et qui conserve ses habitudes de résistance dédaigneuse [2]. Philippe, au contraire, garde de la timidité pendant les premiers mois; par un reste de culte pour la femme qu'il outrage, il refuse longtemps de sanctionner les mesures qui doivent aggraver sa captivité [3].

En somme, pour incriminer Philippe de la plus lâche des actions, on n'a que des mots cueillis dans d'immenses dossiers, des lambeaux de phrases obscures même pour ceux qui connaissent le mieux les souplesses de la langue castillane, phrases qui ne prouveraient rien, même si on les interprétait dans le sens le plus contraire à Philippe. En effet, ces propos d'une femme qui est orgueilleuse et qui est prise en faute peuvent démontrer seulement le désir qu'elle a de

[1] Ms. cité par M. Canovas del Castillo (Préface du livre de D. Gaspar Muro, p. LVI) : « Non podia durar tanto el esdeño. » Mais *esdeño* peut signifier *ira, colera, rabia.*

[2] Voir ses lettres, *Doc. ined.*, t. LVI.

[3] Note du roi citée par M. Canovas del Castillo : « No es razon que ordone cosa que sé, y tan de cierto, ser contra su voluntad. »

rejeter la honte sur celui qui la trouble dans ses désordres et de prêter les mauvais sentiments au justicier. Elle a intérêt à accuser le roi.

Ce ne serait pas seulement la bassesse de l'action qui aurait fait reculer Philippe, ce seraient surtout les sentiments religieux.

Car dans l'hypothèse que montre le roi se vengeant par une cruelle persécution des préférences d'une femme pour un subalterne, on ne peut expliquer l'intervention constante, fiévreuse, du confesseur. Non pas que la piété du roi fût inspirée par des sentiments élevés; mais pour être poussé à des actes de brutalité par de fausses convictions, Philippe n'était pas moins sincère dans ses croyances. L'infatigable confesseur, Fray Diego de Chaves, était également homme de bonne foi. Tous deux croyaient fermement que le roi possédait les pouvoirs de Dieu; que tout acte lui était permis lorsqu'il défendait l'honneur de Dieu. Le roi pouvait violer les lois, combattre le Pape et l'Église, récompenser des meurtres pour défendre son autorité, c'est-à-dire, à leurs yeux, celle de Dieu. Fray Diego de Chaves le déclare à Antonio Perez : « Le prince séculier tient le pouvoir sur la vie de ses sujets et vassaux; et comme il peut ôter la vie pour une juste cause par un arrêt dans les formes, il la peut ôter sans un arrêt porté en vertu de ses lois, puisque par ces mêmes lois il peut s'en donner la dispense [1]. »

[1] Antonio Perez, p. 71 : « El Principe seglar que tiene poder sobre

Mais ces distinctions théologiques ne permettaient nullement à Philippe de mettre au service de ses fragilités ce pouvoir qu'il partageait avec Dieu. Il n'avait reçu la délégation de la toute-puissance que contre les coupables. Or, Escovedo lui avait été représenté comme un conspirateur qui voulait le soumettre à la tutelle de don Juan d'Autriche. En toute conscience, il pouvait faire tuer Escovedo; de cela il ne se trouble point; « la mort d'Escovedo a été ordonnée avec mon autorisation », écrit-il[1]; le confesseur a approuvé la mesure. Mais voilà qu'on leur persuade qu'ils ont été trompés par Antonio Perez : on leur fait croire qu'ils ont servi la rancune privée de la princesse d'Eboli contre celui qui trouble ses galanteries. Ils ont donc été complices par précipitation d'un crime que ne commandait pas le service de Dieu. Leur conscience s'alarme. Elle n'aurait pas plus de souci des exécutions secrètes qui s'opéreraient dans l'intérêt de l'autorité royale qu'elle n'en a des morts naturelles qui semblent accordées par Dieu pour ce même intérêt : « — Dona Bernardina, écrit un jour le roi[2], a bien fait de mourir pour nous tirer d'embarras. » Mais ils n'admettent pas qu'un sujet mette les droits du prince au service de ses vengeances.

la vida de sus subditos y vasallos, como se la puede quitar por justa causa y por juicio formado, lo puede hacer sin el, pues lo orden en lo demas y tela de los juicios es nada por sus leyes, en las cuales el mismo se puede dispensar. »

[1] Le roi au juge Rodrigo Vasquez de Arce, 4 janvier 1590 : « Que la muerte de Esvovedo habia sido hecha con su autorisacion. »

[2] *Doc. ined.*, t. LVI, p. 305, note du roi.

Philippe enfin a un autre devoir que celui de punir le meurtre pour lequel on l'a trompé : il doit sauvegarder l'honneur de son ancien confident, de son compagnon d'enfance, de son fidèle Eboli que la veuve oublie avec Perez. « — J'étudie l'affaire avec l'attention qu'elle exige, écrit-il à Pazos [1]; si Eboli était ici et connaissait sa femme comme moi, il entendrait les affaires comme je les entends. »

L'enquête morale est ici plus sûre qu'une interprétation de mots. Philippe veut d'abord assoupir l'affaire parce qu'il se sent compromis ainsi que son confesseur par les ordres écrits; il ne veut pas que l'on sache à quel point il a été dupe, puis il veut faire cesser le scandale ; il se contentera d'abord d'une double arrestation, moins que cela, d'une mise aux arrêts; ensuite la résistance l'irritera, il ressentira les impatiences de l'homme de bureau contre toute contradiction, tantôt redoublera de rigueur, tantôt sera retenu par la crainte de révélations compromettantes, jusqu'à ce que l'affaire prenne les proportions d'une lutte personnelle entre lui et Perez. Souvent le remords le réveillera : il passera bien des nuits avec Fray Diego de Chaves à rappeler sa jalousie fatale contre don Juan d'Autriche et sa crédulité qui a si légèrement sacrifié Escovedo. C'est peut-être dans une de ces heures de scrupule qu'il a

[1] *Doc ined.*, p. 378-379 : « Voy con el cuidado que es razon, mirando lo que convendra; y ajala lo mirase su mujer como yo, y bien es entenderse todo lo que les conviene como procuro. »

rédigé cette instruction au licencié qu'il envoyait avec de pleins pouvoirs en Amérique [1] : « — Ne croyez pas tout ce que l'on vous dit : la trop facile crédulité vous poussera à des erreurs sans remède ; on ne manque jamais de valets autour de soi pour faire naître ces erreurs et pour s'en prévaloir à votre ombre. » Une croix expiatoire fut élevée où était tombé Escovedo : on la voyait encore au commencement du siècle [2].

Philippe hésita longtemps à signer les ordres d'arrestation. Après le billet du 4 mai, qui donnait à Perez de si formelles garanties contre toute inquiétude, il ne cessa de lui témoigner sa confiance et son intérêt durant près de trois mois. Au dernier moment, le 28 juillet, jusqu'à dix heures du soir, il travailla avec Perez, il lui donna l'ordre de revenir près de lui le lendemain matin et de lui rapporter des dossiers qu'il lui confia ; puis il se rendit près de l'église Santa-Maria et se cacha contre un portail pour assister aux arrestations ; « Sébastien de Arroyo, qui était à côté du roi, me l'a conté [3] ». Moins d'une heure après avoir quitté Philippe, Perez était pris et conduit, non en prison, mais chez un alcade de cour. Pendant ce temps, la princesse d'Eboli sortait, accompagnée d'une seule suivante, pour passer la nuit chez lui ; elle apprit en entrant la catastrophe, se hâta de retourner vers sa

[1] *Doc. ined.*, t. XXVI, p. 281.
[2] Baena, *Hijos de Madrid*, t. Ier, p. 122, note.
[3] Antonio Perez, p. 36. Le roi avait communié le matin. *Doc. ined.*, t. VII, p. 285.

maison, rencontra à sa porte les alguazils qui l'emmenèrent[1]; elle reçut en même temps un billet du roi : « — Je vous ai retiré la tutèle de vos enfants et l'administration de leurs biens, et j'ai voulu vous en avertir afin que vous ne l'ignorassiez pas, et je vous enjoins d'obéir sans réplique. » « — Je ne peux être dépouillée, répondit la princesse, sans être premièrement entendue; c'est un devoir de détromper son roi quand sa conduite viole les lois, les préceptes divins et le droit de ses sujets[2]. »

La perfidie montrée par Philippe jusqu'à la dernière minute qui précéda ce coup d'État fut contemplée avec une certaine admiration[3]; mais la cour attribua au ressentiment contre les préférences de la princesse cet acte de violence[4]. Afin de combattre cette interpré-

[1] *Doc. ined.*, t. LVI, p. 215. Pedro Nunez à Mateo Velasquez.

[2] *Comm. roy. hist.*, t. XIII. Notice de M. Gachard, où sont publiées les deux lettres : « De que e querido avisaros para que lo sepais, y encargaros que cumplais sin replica ninguna... » — « Yo no puedo ser privada por ningun derecho sin ser primero oyda... combiene desenganar a su rey de lo que va contra sus leyes, y derechos divinos, y de las gentes. »

[3] *Doc. ined.*, t. VII, p. 269.

[4] Cette opinion des contemporains a inspiré le rapport d'un Vénitien que M. Mignet a découvert à la Bibliothèque sous le n° 1203 du fonds Saint-Germain, et qui est classé actuellement sous le n° 1234 du fonds italien. M. Gaspar Muro, qui paraît n'avoir pas vu ce manuscrit, conteste sa valeur avec cette âpreté que témoignent quelquefois les étrangers contre les historiens français. On sait que l'ambassadeur vénitien était Mateo Zane; il dit, dans sa relation au Sénat, que Perez a été chassé pour des causes dont il a déjà rendu compte : « Al quale fu interdetto il carico per le occasioni que sono note. » (*Rel. Ven.* Alberi, 1861.) Où sont-elles notées? N'est-ce pas à ce manuscrit de Paris qu'il faut se reporter pour connaître le récit que Zane n'a pas voulu lire

tation, Philippe écrivit aux fils[1] et au gendre[2] de la princesse qu'il avait été contraint à des mesures de rigueur pour mettre un terme aux haines qui divisaient ses secrétaires. « — Si ma belle-mère, répondit le duc de Medina-Sidonia[3], a suscité des querelles entre les secrétaires d'État, je demande qu'on fasse retomber sur moi seul le châtiment qu'a pu mériter cette dame. »

Mais il ne suffisait pas d'imposer silence aux mécontentements de la famille, il fallait surtout obtenir qu'Antonio Perez ne divulguât point les secrets du complot contre don Juan d'Autriche et son secrétaire. Quiroga, l'inquisiteur général, vint trouver la femme du détenu, Juana Coello, lui dit que son mari « avait été arrêté dans son intérêt, pour éviter de plus grands inconvénients ». Fray Diego de Chaves porta des paroles doucereuses : « — On devait se taire, attendre la clémence du roi; cette épreuve n'aurait qu'un temps[4]. »

Tandis que Perez, dont les révélations pouvaient nuire au prestige du roi, était laissé à l'aise chez l'alcade de cour, la princesse d'Eboli, dont on ne craignait pas l'impuissante colère, fut reléguée dans

publiquement au Sénat? Il a préféré dire dans une note secrète : « Stimandosi che il suo maggior peccato sia quello della carne... » Toutefois, des passages de cette note anonyme paraissent indiquer comme auteur, ainsi que le fait remarquer M. Morel-Fatio (*Revue historique*, t. IX), non Mateo Zane, mais un secrétaire de Vicenzio Gradenigo.

[1] Antonio Perez, p. 34.

[2] Appendice 60 publié par D. Gaspar Muro.

[3] Il avait épousé, le 4 mars 1574, la fille de la princesse; cette enfant était alors âgée de six ans. *Doc. ined.*, t. XXIV, p. 551.

[4] *Doc. ined.*, t. LVI, p. 245. Voir aussi Antonio Perez, *Obras*.

la tour de Pinto, à trois lieues au sud de Madrid.

Cette tour existe encore. Elle n'a point de porte. On entre par la fenêtre; il y a une seule pièce à chaque étage. La princesse passa plusieurs mois dans cette cellule, sans tenture et presque sans meubles; pendant l'hiver on dut, pour l'empêcher de mourir de froid, la transporter au fort de San-Torcaz. Un an après, ses enfants obtinrent qu'elle fût captive dans son château de Pastrana.

Perez tomba malade après quatre mois de séjour chez l'alcade. Le roi, gravement atteint lui-même d'un gonflement [1] inquiétant à la gorge, fut soumis à des saignées et à des ventouses, s'apitoya sur les souffrances de son ancien secrétaire, l'autorisa à rentrer dans sa maison. Pendant l'hiver, notre ambassadeur écrivait [2] : « Perez est guéri et est toujours en sa maison gardé, sans qu'il ait liberté de parler à personne ni estre visité. Il y a eu plus de caprice que de raison. La princesse d'Eboli est toujours en même estat, observée et traictée avec toute la rigueur possible. »

Après sept mois de cette réclusion, Perez reçoit l'autorisation de sortir pour entendre la messe [3]; les visiteurs commencent à être admis chez lui, les dossiers

[1] « Corrimiento. » *Doc. ined.*, t. VII, p. 270.

[2] Ms. Bibl. nat. français 16107. Saint-Gouard à Villeroy, 13 janvier 1580.

[3] Antonio PEREZ, p. 39.

lui sont apportés par ses anciens employés [1]. Mais il n'est plus l'homme nécessaire pour expédier avec sa rapidité de travail les affaires négligées par Çayas, Mateo Vasquez ou les autres. Auprès de Philippe vient de s'installer le véritable homme d'État qui ne tolère ni les retards, ni les intrigues des subalternes, le cardinal Granvelle. En contraste avec ces commis vicieux et rapaces, on aime à retrouver cette tête puissante.

Depuis son départ des Pays-Bas, Granvelle se faisait instruire à Rome ou à Naples, par une énorme correspondance, de tous les événements du règne; il apprenait les secrets de l'Europe entière au milieu des politiques les plus souples et des esprits les plus libres. Il fut surpris par l'ordre qui le rappela subitement d'Italie près du roi [2], après son refus du gouvernement des Pays-Bas. Il avait alors soixante-deux ans. Il arriva à Madrid cinq jours après l'arrestation d'Antonio Perez [3],

[1] Antonio PEREZ, p. 39. Voir aussi *Doc. ined.*, t. XIII : « So despachaba continuamente todo en su casa. »

[2] *Correspondance de Philippe II*, t. Ier, Préface, p. 67. Granvelle à Juan de Borja, 23 avril 1579 : « Hame tomado este mandado muy a la improvisa. »

[3] Le 3 août 1579. On a cru que Philippe avait mandé le cardinal Granvelle pour en faire le remplaçant d'Antonio Perez, et l'on a remarqué comme un raffinement le soin de faire contre-signer par ce même Perez cette lettre qui appelait à Madrid le successeur attendu pour qu'on l'arrêtât. En effet, l'arrestation a bien eu lieu au moment où a été connu le débarquement du cardinal en Espagne, et le cardinal a bien reçu dans son ministère les affaires de la charge de Perez. Mais la lettre contre-signée de Perez qui appelle Granvelle est du 30 mars 1579, c'est-à-dire au moment même de la mort d'Escovedo et de la plus intime union entre le roi et Perez.

fit remarquer à Philippe que sa qualité de Franc-Comtois blesserait les susceptibilités des Espagnols : « — Je ne crois pas, répondit le roi [1], qu'il y ait personne pour cabaler contre vous, car il n'y a nulle raison de le faire. Vous pouvez vous tenir en toute quiétude. »

Il reçut, sur cette insuffisante promesse de confiance, les affaires d'Italie, d'Allemagne, de France et des Pays-Bas ; on lui adjoignit comme secrétaire du *despacho universal,* à la place d'Antonio Perez, don Juan de Idiaquez. « — Le cardinal Granvelle se va faisant de jour en jour maistre des affaires, écrit Saint-Gouard [2] ; j'entends que hier au conseil d'État, le cardinal de Tolède et lui eurent une prise, je ne sçay sur quoy. Mais si une fois il se prend à ces gens-cy, il aura bien à faire, et sera bien fin si à la longue il ne trouve qui le sera plus que lui. » A l'heure où une chance inespérée allait livrer à Philippe II la couronne du Portugal, une autre chance lui laissait, malgré son soin de déprimer les caractères et d'écarter les talents, deux hommes de génie pour faire face à l'Europe, Granvelle dans Madrid et Alexandre Farnèse dans les Pays-Bas. Mais ce fut la continuelle misère de Philippe de se tourner avec une méfiance maniaque contre tous ceux qui pouvaient lui être nécessaires. Le roi vit avec complaisance la lutte entre le vieux Granvelle des préjugés

[1] Ces mots sont en marge du billet du cardinal conservé à Bruxelles et publié par M. Gachard.
[2] Ms. Bibl. nat. français 16106, pièce 115 du 12 novembre 1279.

nationaux et de l'inertie des commis. Aussi Granvelle ne tarda point à remarquer que la décadence avançait rapidement, qu'une catastrophe ne s'éviterait plus. « — Nous cheminons de telle façon, écrit-il dans un de ses jours de lassitude [1], que j'ai grand'peur pour l'avenir, je me fatigue de voir ce que je vois ; j'ai le plus vif désir de vous quitter pour ne pas avoir de part à notre ruine définitive, et ne pas m'aller noyer, les yeux fermés, comme les autres. »

Bientôt il cessa d'avoir des rapports directs avec le roi ; les instructions et les documents lui parvinrent par les mains de don Juan de Idiaquez [2] ; il voulut écarter ce rival en le proposant pour une ambassade près de l'empereur : « — J'ai, répondit le roi [3], un tel besoin de personnes qui m'aident à supporter mon fardeau, que don Juan de Idiaquez me ferait terriblement défaut, si bien que je ne vois pas comment la chose serait possible. A mon âge et avec les épreuves d'esprit

[1] *Recueil de* Bruxelles. Granvelle à Idiaquez, 2 septembre 1584 : « Caminamos de manera en nuestrascosas, que temo mucho, y me canso de ver lo que veo, con harto desseo de dexar lo todo, por no tener parte en nuestra postrera perdicion, y ahogarme con los otros, a ojos cerrados. »

[2] Dès 1583. D. Juan de Idiaquez était Basque. Sur ces dernières années du cardinal Granvelle, voir Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. Ier, Préface.

[3] *Ibid.*, p. 80 : « Haviendo yo tanto menester personas que me ayuden a la gran carga que tengo, hariame D. Juan terrible falta, y tanta que no veo forma como se pudiese çufrir. Y con la edad y los trabajos d'espiritu y de cuerpo que Nº Sr es servido darme, hartas mas necesitad tendria de tener mas ayuda, que no de perder nada de la que tengo. »

et de corps dont le Seigneur a bien voulu m'accabler, j'ai plutôt besoin de chercher de nouveaux auxiliaires que de perdre ceux que je possède. » Granvelle ne tardera pas à mourir dans le découragement [1].

Mais ce n'était point dans l'intention de préparer le retour d'Antonio Perez que les ingénieux secrétaires unissaient leurs efforts contre Granvelle. Ils découvrirent un procédé adroit pour arrêter les dossiers qui commençaient à revenir chez Perez : ils prétendirent que Perez avait renoué un commerce de billets avec la princesse d'Eboli, et partait quelquefois de Madrid, déguisé en courrier, et ne rentrait qu'après avoir passé la nuit dans le château de Pastrana où elle était reléguée [2]. « — Je crois, écrivit le roi au précieux président Pazos, que j'ai dû entendre parler déjà de messages qu'il envoyait encore à la princesse; ce n'est décent ni pour l'un ni pour l'autre. Cherchez en secret et avec dissimulation, à tâcher de savoir ce qu'il en est, et je prendrai les mesures utiles [3]. » Pazos comprit qu'il plairait en incriminant Perez [4], et en marge de son rapport le roi mit : « Il convient qu'Antonio Perez demeure renfermé. »

[1] Le 22 septembre 1586.
[2] Appendices 116, 118, 129, publiés par D. Gaspar Muro.
[3] *Ibid.* : « Hay mensajes entre el y la princesa, que ni al uno ni al otro les esta bien : seralo que con secreto y disimulacion procureis saber lo que hay en ello, y siendo assi, de atajarlo. »
[4] *Ibid.* Pièces 134, 136. Voir aussi *Doc. ined.*, t. LVI, p. 397. Note de novembre 1581.

III

PREMIÈRE PÉRIODE DU PROCÈS D'ANTONIO PEREZ.

Sans avertir Perez, Philippe fit commencer une instruction secrète par les soins de Rodrigo Vaquez de Arce, ennemi personnel de l'accusé [1]. C'était un homme froid et méchant, avec un ton mielleux; on le surnommait « de l'ail dans de la confiture ». Les dépositions lui furent apportées ou par servilité ou par besoin d'argent; dans la foule des valets, des pages infâmes, des meurtriers à gages que l'on interrogea, il n'est pas possible d'accueillir un témoignage; la concordance et la précision des accusations sur des faits qui sont évidemment faux rendent suspectes toutes les pièces du procès. Perez est couvert contre ces attaques par la fidèle passion de la princesse d'Eboli; au-dessus de tout se dresse la constance généreuse de sa femme, la noble Juana Coello. Juana sut faire enlever les lettres du roi et les documents qui montraient le rôle de Philippe dans la mort d'Escovedo; elle les réserva pour les produire au procès.

[1] « Juez recusado », dit de lui Perez. (*Doc. ined.*, t. XII, p. 17.) Ce Vasquez n'était, du reste, point parent de Mateo. L'utile Pazos venait d'être richement récompensé, en 1584, par le titre d'archevêque de Cordoue. Mais il mourut au bout de quelques mois, le 17 novembre 1586.

Toutefois on peut accepter à la charge de Perez qu'il dépensait de quinze à vingt mille ducats par an, et qu'il subvenait à ce luxe en se faisant remettre de l'argent par des solliciteurs [1]. Qu'il fût en outre vaniteux et vantard, on le voit assez par ses écrits. Antonio Perez a laissé plusieurs séries de documents imprimés et manuscrits [2] dans lesquels il se targue de faire connaître des secrets romanesques : « — Le terrible accident arrivé à Philippe peu de temps après la mort de son père; les détails sur le poignard mystérieux; qui le donna, qui le reçut; la discrétion étrange que garda Philippe sur ce drame; — pourquoi don Juan d'Autriche fut destiné aux armes et non à l'Église... » ; secrets qu'il n'a jamais divulgués et qui n'ont jamais existé. Mais il était doué d'une indomptable énergie et d'une certaine élégance d'artiste : Philippe, avec sa préférence pour les hommes médiocres, devait avoir horreur de ces qualités qui distinguaient Perez de la tourbe des commis. Aussi, à mesure que les dépositions lui sont transmises, il s'irrite davantage; il s'enferme avec son confesseur, Fray Diego de Chaves, qu'il vient d'élever

[1] Dépositions de Rodrigo de Castro, Pedro de Valasco, D. Juan Goitan, D. Fernando Solis, Luis de Obera.

[2] On a d'Antonio Perez trois séries de documents imprimés en 1631 et en 1654, sous le titre : *las Obras y relaciones* ; ce sont : *Relaciones; Memorial del hecho de su causa; Cartas.* Le manuscrit de la Haye est un recueil de pièces originales copiées par lui. Dans ses *Cartas*, il annonce trois autres séries d'ouvrages qu'il n'a jamais écrits : *Commentarios o Paralipomenos; XII Memoriales; XII Consejos de Estado.*

à la dignité de conseiller d'État[1] : « — Au moment de prendre une décision, met-il en note sur un des rapports de Rodrigo Vasquez[2], je me confesserai, je recevrai la communion, je me recommanderai à Dieu pour qu'il m'éclaire et me mette dans la bonne voie. » C'était sa coutume en matière d'État; elle était logique. Philippe, en sa qualité de délégué de Dieu, devait se consulter avec son confesseur pour apprécier la portée de son mandat. Fray Diego de Chaves disait de la sorte son mot dans toutes les crises, l'arrestation de l'infant don Carlos comme le meurtre d'Escovedo; il donnait des consultations sur les bulles du Pape qu'on pouvait négliger, et dressait des dénonciations contre les comptables infidèles; il plaçait des titres de rente et contrôlait la fabrication des monnaies. Brouillon, astucieux, étroit, il avait la portée d'esprit dont ne s'effrayait pas le roi.

Au bout de deux ans, Philippe se décide à prononcer lui-même une condamnation contre Antonio Perez; mais, par une bizarre inconséquence, plus il tient à le frapper, plus il s'acharne sur la princesse d'Eboli. Il ne veut pas les punir tous deux à la fois, « parce que, dit-il[3], ce serait faire renaître les murmures et les

[1] En 1584.

[2] Appendice 30 publié par D. Gaspar Muro : « Tambien en este tiempo me confesaré y comulgaré y encomendaré à Dios para que me alumbre y encamine. »

[3] Lettre du roi à Vasquez : « Se daria ocasion a que se volviese à la murmuracion y platicas pasadas, y que lo que mucho conviene para todo, es ir diestramente apartendo el uno del otro, porque asi se excu-

propos du moment de l'arrestation, et il convient par-dessus tout d'arriver à les séparer avec dextérité; c'est ce qui se pourra obtenir en réglant d'abord le sort de la princesse ». Il resserre donc la prison de la malheureuse, il annonce avec une onction ironique qu'il confirme légalement la déchéance de ses droits, déjà prononcée : « — Vous êtes absorbée par des préoccupations et des inquiétudes si nombreuses et si variées, que j'ai résolu de vous dispenser de la tutèle de vos enfants [1]. » Puis, contre l'homme qu'il est décidé à châtier, il nomme des juges qui devront le condamner après avoir fait durer le procès assez de temps pour que la princesse soit oubliée de tout le monde dans sa séquestration de Pastrana.

Les juges savent prolonger trois années cette seconde phase du procès. « Ne leur montrez pas les ordres de votre roi, dit Fray Diego de Chaves à Perez [2], ne vous défendez pas, la condamnation ne sera pas de deux paires de gants. » Cette condamnation est enfin connue : les juges la prononcent cinq ans et demi après l'arrestation [3]. Perez est condamné à deux ans de prison dans une forteresse, suivis de

sen inconvenientes, lo cual se podra hacer comenzando por lo que toca a la princesa. »

[1] Muro, p. 200. Lettre du roi du 8 novembre 1582 : « Ocupada con tantas y tan diversas ocupaciones y negocios... exoneraros de la tutoria. »

[2] Perez, *Relaciones* : « No se descargase ni defendiese con papeles de mano de su Rey... en dos pares de guantes. »

[3] Le 23 janvier 1585.

huit ans d'exil, et à trente mille ducats d'amende [1].

Cette condamnation est peu sévère, mais elle n'est que provisoire. Le roi espère qu'après cet arrêt Perez rendra les papiers cachés et qu'il pourra alors être poursuivi de nouveau sans danger. Et en réalité il traduit une troisième fois, pour le même fait, le même accusé devant le même juge. Fray Diego de Chaves disait à Perez : « Rendez les lettres du roi, vous serez libre » ; et aux juges : « Brûlez les papiers où se trouve le nom du roi [2]. »

Non que le confesseur ou le roi ressentissent le moindre scrupule sur le droit qu'ils avaient eu de faire poignarder secrètement Escovedo, mais ils préféraient laisser ignorer ce procédé de gouvernement ; ils tenaient surtout à pouvoir condamner Perez pour meurtre, ce qui devenait impossible si les ordres de Philippe étaient produits. En apprenant cette nouvelle poursuite, Perez, qui était toujours détenu dans sa maison, sauta par une fenêtre dans l'église Saint-Just, dont le droit d'asile était garanti par les excommunications les plus redoutables. Mais les droits de l'Église n'étaient rien en face des colères de Philippe. Le confesseur autorisa la violation de l'asile, des alcades enfoncèrent à coups de pieu les portes de Saint-Just

[1] PEREZ, p. 49.

[2] *Doc. ined.*, t. XIII, p. 388 : « Quemaronse diferentes consultas... creo tuvo orden del Rey o de palabra o por fray Diego de Chaves su confesor. »

et saisirent Perez, malgré les clameurs de l'inquisiteur général; ils le conduisirent dans un cachot. En même temps, Juana Coello fut jetée avec ses enfants dans la prison publique, au milieu des malfaiteurs, et menacée d'y être retenue sans autre nourriture que du pain, jusqu'au moment où elle livrerait les papiers cachés par son mari [1]. Elle se soumit à ce supplice et refusa d'indiquer où les ordres de meurtre donnés par le roi étaient déposés. Elle sut les soustraire, même après avoir reçu de son mari l'autorisation de les remettre, et elle restitua seulement les documents moins importants. Dès qu'elle fut mise en liberté, elle courut dans la chapelle du couvent de Santo Domingo el Real au moment où Fray Diego de Chaves montait à l'autel pour dire la messe : elle le saisit par le surplis, « se tourna vers Dieu qui était présent sur l'autel, et qui entend toujours; elle l'appela comme témoin, comme juge, et elle lui demanda justice contre le confesseur qui l'avait trahie par ses feintes promesses [2] ». Sa fille Gregoria se rendit chez le juge Rodrigo Vasquez, poussant devant elle les jeunes enfants. « Vous nous trompez sans cesse, lui dit-elle [3], vous nous buvez le sang;

1 Son fils aîné Gonzalo, né en 1568, devait être mort. Maria Gregoria, sa fille, née en 1569, était près d'elle; on n'a pas d'indication sur son sort, non plus que sur les autres enfants : Antonio, né en 1571; Fernando, en 1573; Léonor, en 1574. Une dernière fille, Luisa, épousa sous le règne suivant D. Francisco Bracamonte Davila.

2 Perez, p. 91.

3 « Os la traygo aqui toda esta sangre. Acabe, acabe nos ya : E nos aquy. »

je vous l'amène ici, tout ce sang; me voici avec les autres enfants, achevez, achevez-nous donc! »

Par instants, le roi semble hésiter; il fait encore porter de bonnes paroles par le confesseur : « Ayez surtout bien soin que l'on n'entende pas que le meurtre a été commis par mon ordre. » Ces revirements étonnent le juge Rodrigo Vasquez : « Parfois, dit-il, le roi m'ouvre la main, parfois il me la ferme. Je n'y comprends rien [1]. » « Je n'y entends rien, disait également l'inquisiteur général Quiroga [2], ou je suis insensé, ou l'affaire est insensée. Si le roi a donné l'ordre à Perez de tuer Escovedo, et il le confesse, quel compte lui demande-t-il? Que veut-on? »

Le roi avoue au juge qu'il a donné l'ordre, il sait que Perez en possède le texte [3], mais il veut faire dire que le coup a été commis à l'instigation de la princesse d'Eboli, et il se décide à employer le procédé qui obtenait de tous les accusés les déclarations souhaitées : il envoie des instructions pour qu'Antonio Perez soit soumis à la torture.

Cet épicurien élégant et nerveux, épuisé par onze années d'inquiétudes et de séquestration, fut débarrassé de ses fers, déshabillé, suspendu par les bras à la poulie. On commença par lui donner un tour de

[1] Perez, p. 63.
[2] Cité par M. Mignet : « Señor, o yo soy loco, o este negocio es loco. Si el rey le mando a Antonio Perez que hiziesse matar a Escovedo, y el lo confiessa, que quenta le pide, ni que cosas? »
[3] *Doc. ined.*, t. XV, p. 424.

corde; il poussa de grands cris, puis se calma; il subit alors un second tour de corde, ensuite un troisième. Ses gémissements ne cessèrent plus apres le quatrième; il criait : « Tuez-moi sur-le-champ, achevez-moi! » Après le huitième tour de corde, il se déclara prêt à parler. On l'étendit sur un matelas, il répéta son récit, reproduisit de mémoire les termes du billet par lequel le roi ordonnait d'en finir avec Escovedo, fut laissé en paix.

Alors il exagéra ses souffrances, se prétendit prêt à rendre le souffle et obtint que sa femme fût reçue près de lui dans sa prison. Il n'était pas si maltraité cependant par le supplice qu'il ne pût, le mercredi saint 20 avril 1590, prendre les vêtements de sa femme, sortir à neuf heures du soir, monter sur un cheval qu'elle lui avait préparé, et faire trente lieues d'une seule traite pour se placer sous la sauvegarde des *fueros* d'Aragon [1].

« — Philippe, réjouis-toi, dit le lendemain matin Oncle Martin, le fou du roi, tout le monde est dans la joie : Perez est évadé, réjouis-toi! » Ce fut en effet une véritable allégresse dans toute l'Espagne quand on apprit l'intervention des juges de l'Aragon, tant la disproportion de la lutte avait ramené l'intérêt vers l'homme qui osait tenir tête au maître redouté.

Le roi, exaspéré de voir sa victime lui glisser des

[1] *Doc. ined.*, t. XII. — Antonio Perez, p. 85. L'Aragonais Gil de Mesa accompagnait le fugitif.

mains, se complut à faire retomber sa fureur sur deux femmes. Juana Coello, qui était restée dans le cachot à la place de son mari, fut reconduite avec ses enfants dans la prison publique dès le jeudi saint [1]; elle y resta. Plusieurs de ses enfants moururent, les autres disparurent dans la misère [2].

La princesse d'Eboli, oubliée depuis plusieurs années, fut punie également de la fuite de Perez : le roi fit garnir ses fenêtres d'une double grille qui empêchait de les ouvrir. « Nous sommes dans l'obscurité, l'air nous manque, nous étouffons », écrivait-elle [3]. Elle renvoya, en la voyant dépérir, celle de ses filles qui avait tenu à partager sa captivité; elle versa des larmes dans cette chambre « mortelle, obscure, lugubre », ce sont ses mots; elle succomba lentement; deux de ses servantes moururent d'abord; le geôlier attendri adressait au roi des récits de cette déchirante agonie : il rappelait le manque d'air, les pleurs dans l'obscurité, la fièvre; Philippe ne mit aucune note en marge. Peut-être aurait-il entr'ouvert la fenêtre si la femme s'était humiliée; mais les larmes de l'Eboli restèrent silencieuses; ni les souffrances, ni la fièvre ne la firent fléchir. Elle écrivit à son fils [4] : « Moi, mendier de la justice, cela, non! » Après avoir résisté dix-huit mois

1 Perez, p. 86.
2 Quelques-uns reçurent des secours de Philippe III, après la mort de Philippe II.
3 Pièces publiées par D. Gaspar Muro, p. 558.
4 Pièce publiée par D. Gaspar Muro, p. 265.

à cette torture qui s'ajoutait aux onze années précédentes de séquestration, elle mourut, âgée de cinquante-deux ans [1].

A voir ce froid acharnement contre une femme qui étouffe, on serait tenté de reprendre la conjecture d'une passion dédaignée qui se venge. Antonio Perez n'a pas osé formuler nettement cette accusation dans ses écrits, mais il l'a semée dans ses récits à l'étranger. « Nous apprismes de lui, dit d'Aubigné [2], que le roi d'Espagne et lui estant devenus rivaux en l'amour d'une dame, la matière s'échauffa, et le roi usa des avantages de la grandeur. » Mais Perez jouait son rôle en se présentant chez les ennemis de l'Espagne comme la victime d'aventures romanesques. On peut au contraire expliquer la cruauté de Philippe par le désir de mortifier l'homme qui lui échappait, dans les deux femmes aimées de lui, l'épouse héroïque et la princesse coupable. Sa victime le bravait : de là le châtiment raffiné sur ce qui restait d'elle. Philippe a été peu à peu, durant ces douze années, amené à l'exaspération par la lutte, par les aveux qui lui furent arrachés, par la fière résistance de deux femmes qui ne pliaient pas.

[1] Le 2 février 1592.
[2] *Les Histoires,* t. III, p. 430 de l'édit. de 1626

CHAPITRE III.

CONQUÊTE DU PORTUGAL.

1577-1582.

Le roi Sébastien. — Campagne du Maroc. — Le roi-cardinal. — Campagne du duc d'Albe.

I

LE ROI SÉBASTIEN.

Les familles régnantes d'Espagne et de Portugal s'étaient de tout temps unies par des mariages : le jeune roi Sébastien était fils de la reine Juana, sœur de Philippe II ; il était petit-fils, comme l'infant don Carlos, de la reine Catherine, sœur de Charles-Quint [1] ; ainsi que ce don Carlos, il était maladif, irascible, agité ; il avait une invincible horreur des femmes [2]. On parlait si publiquement de cette dernière infirmité qui lui rendait la chasteté aisée [3], que Philippe II lui

[1] La première femme de Philippe II, Maria de Portugal, mère de l'infant don Carlos, était fille de la reine Catherine, et sœur du père du roi Sébastien.

[2] Le même trait s'observe chez d'autres princes de la famille, l'empereur Rodolphe et l'archiduc Albert.

[3] Cabrera, t. II, p. 345 : « Fue tenido por su castidad en que murió,

envoya son médecin le docteur Almazan pour tenter une guérison impossible. Les religieux théatins qui gouvernaient ce jeune prince cherchaient à réfréner ses instincts violents, à l'empêcher de s'épuiser dans les fatigues de la chasse ou de s'aventurer sur une barque pendant les tempêtes; mais ils s'occupaient surtout des intérêts de leur Ordre. « Ce sont, écrivait un Français à Catherine de Médici [1], deux dangereux ipocrites, plus convoiteux de vengeance que de religion. Un d'iceux est confesseur et l'autre pédagogue du jeune roi et du conseil d'Estat. »

Sébastien avait les cheveux rouges, les yeux bleus; sa démence fut bientôt caractérisée par l'idée fixe d'une croisade. Plein de haine contre toutes les joies et de mépris pour toutes les tendresses, le pauvre enfant se crut prédestiné à la conquête de l'Afrique. En 1577, au moment où, par la mort de son aïeule la reine Catherine, il pouvait s'abandonner sans contrôle à ses fantaisies, il vit arriver près de lui Abd-el-Mohammed, frère du souverain du Maroc Abd-el-Melek, et prétendant au trône [2]. Il se flatta que le

por inhabil para la generacion... su inhabilidad para la generacion de que tanto se recelaba y hablaba no vulgarmente. »

[1] Ms. Bibl. nat. français 10752, f. 599. Forquevauls à la reine mère. CABRERA (t. II, p. 342) les croit « padres de la Compañia de Jesu, llamados apostoles en Portugal ». Les théatins étaient un ordre important en Portugal; l'oncle du roi, le cardinal Henri, en faisait partie. Peut-être étaient-ils agrégés à la Compagnie de Jésus.

[2] Il lui était amené par « D. Pedro de Acuña, caballero Portuguès, su esclavo ».

parti d'Abd-el-Mohammed favoriserait ses projets, et il proposa à Philippe II d'entreprendre avec lui la conversion du Maroc par les armes.

Le roi d'Espagne trouvait trop d'avantages à laisser en repos les querelles avec les musulmans, pour ne pas lutter contre ce caprice de son neveu. Dans l'espoir de le ramener à la raison, il lui envoya le Portugais don Christoval de Mora.

Mora était arrivé à Madrid comme page de la reine Juana, sœur de Philippe II; il s'était élevé dans la faveur du roi par toutes les ressources de l'art du courtisan; ainsi qu'autrefois son compatriote Ruy Gomez, il allait, comme lui, parvenir, bien qu'étranger, de simple page aux plus hautes dignités du royaume. Il comprit dès sa première conversation avec le roi Sébastien que toute exhortation serait inutile dans l'état mental où il l'observa, et il sut habilement éluder un échec, en ramenant avec lui le jeune roi près de Philippe II. Les deux princes se rencontrèrent au monastère de Guadalupe [1]. « L'allégresse des populations était si bruyante qu'on aurait cru qu'elles devinaient que Sébastien venait comme apporter son royaume entre les mains de son oncle [2]. » Philippe s'avança au-devant du roi de Portugal, descendit de carrosse à son approche, le fit monter par la portière qu'on avait laissée ouverte, puis, faisant le tour du

[1] Décembre 1577.
[2] Cabrera.

carrosse, entra lui-même par l'autre portière [1]. La reine Anne avait envoyé « des présents de tentures de cuir, de gants, de linge blanc, et d'autres effets rares et recherchés ».

Mais les conseils se heurtèrent contre le froid entêtement de la démence. Vainement le vice-roi de Valence, Vespasien de Gonzague [2], offrit de faire révolter les Maures d'Afrique contre la domination turque, et de rendre ainsi la croisade inutile; vainement encore, après le retour à Lisbonne, l'ambassadeur espagnol D. Juan de Silva renouvela les instances de Philippe contre une expédition si inconsidérée [3], l'infortuné Sébastien ne sut que pousser avec une plus fiévreuse impatience ses préparatifs contre le Maroc. Si la noblesse portugaise se laissa séduire par la gloire d'une entreprise chevaleresque, les paysans se cachèrent pour éviter les agents de recrutement, et lorsqu'ils étaient emmenés, « se laissaient traîner en poussant mille soupirs et en tournant les regards vers leurs familles abandonnées [4] ». Les appréhensions sinistres et les murmures ne se dissimulaient pas [5]. Le clergé refusa de donner le tiers de ses revenus que voulait exiger le roi, et obtint de verser seulement une somme

[1] CABRERA : « Por el lado donde se apeo, y dando la vuelta entro por el otro estribo. »

[2] *Ibid.*, t. II, p. 396.

[3] *Doc. inéd.*, t. XXXIX, p. 465 et suiv.; p. 533. Lettre de Philippe II à Sébastien du 18 mars 1578.

[4] CABRERA, t. II, p. 467.

[5] Arias Montano à Çayas, 28 février 1578. Ms. coll. privée.

de cent cinquante mille ducats pour les frais de la Croisade[1] ; les juifs furent mis à plus forte contribution, et ici surgit un conflit curieux avec l'Espagne [2].

Les juifs, chassés d'Espagne par Ferdinand le Catholique, avaient afflué en Portugal, où ils avaient été forcés en 1497 de se convertir au christianisme : ils étaient depuis cette époque, eux et leurs descendants, tenus à part du reste de la population sous le nom de *nouveaux chrétiens,* et soumis aux plus cruelles avanies : la moindre infraction à des règlements vexatoires entraînait la confiscation des biens. Ils avaient racheté ce droit de confiscation par un tribut annuel, et ils offrirent de porter, à l'occasion de la guerre de Maroc, ce tribut à deux cent vingt-cinq mille ducats. L'administration portugaise, qui ne voulait pas voir diminuer ce troupeau si profitable, chercha à comprendre dans la répartition de ce tribut tous les Espagnols établis en Portugal, sans excepter ceux de familles nobles qui se disaient *vieux chrétiens.* C'était le dés-

[1] Cabrera, t. II, p. 394. — Nardin, *l'Union du royaume de Portugal,* p. 26. Ce livre est une traduction en français, imprimée à Arras en 1600, de l'ouvrage italien de Franchi Conestaggi. Ce Conestaggi s'est lui-même à peu près borné à traduire l'espagnol de Herrera. Voir encore une relation inédite. Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 188. (Pour les manuscrits de notre fonds espagnol, je renvoie aux numéros du catalogue nouveau qu'a rédigé M. Morel-Fatio.)

[2] Lettre d'Arias Montano à Çayas, citée plus haut. Comme ce document est inédit, comme il fait connaître d'importants détails sur la situation du Portugal à cette époque, et comme il est un exemple du style administratif mis à la mode par les commis de Philippe, on le publie tout entier à la fin du volume.

honneur pour quarante-cinq familles espagnoles : nulle tache n'était plus infamante que le sang juif ou maure et le nom de *nouveau chrétien*. Mais Philippe n'osa intervenir en leur faveur. La somme fut consignée. Les préparatifs furent précipités par l'impatience puérile de Sébastien, et la flotte conquérante mit à la voile le 15 juin 1578.

II

CAMPAGNE DU MAROC.

Sébastien avait réuni environ vingt mille soldats, Portugais, Italiens, Allemands, avec les valets. « Nous sommes peu nombreux, écrivait l'ambassadeur espagnol Silva qui les accompagnait [1], conscrits mal commandés et mal disciplinés. »

On s'arrête à Cadiz, on s'arrête à Arcilla sur la côte d'Afrique, on perd un mois [2]. L'empereur Abd-el-Melek profite de ces retards pour assembler son armée à Salé : il appelle de préférence autour de lui les anciens Maures d'Andalousie qui avaient émigré à la fin de la révolte et étaient accoutumés à combattre contre les chrétiens [3]; il leur recommande de réserver

[1] *Doc. ined.*, t. XL, p. 83. Silva à Philippe II, 27 juillet 1578.
[2] CABRERA, t. II, p. 468.
[3] NARDIN, p. 48.

tous les efforts contre les Portugais et les Italiens; « quant à leurs Allemands, disait-il [1], ne vous en occupez point, ce n'est rien ».

L'intérêt des croisés était de débarquer à Arache, et non à Arcilla, ou au moins de longer la côte en se rendant de Arcilla à Arache, de manière à ne pas se séparer de leur flotte et de ses provisions. Mais Sébastien déclara « qu'il voulait vaincre avec péril [2] », et « à tous les advis crioit au poltron [3] ». Il s'enfonça dans les terres. Si du moins il avait su marcher avec activité, il aurait peut-être donné de l'audace aux partisans de son protégé Abd-el-Mohammed, et déterminé une révolution de sérail; mais le 29 juillet [4], six semaines après le départ, il n'est encore qu'à six milles d'Arcilla. Le lendemain, il fait distribuer à chaque homme cinq jours de vivres; on commence par en consommer deux au campement d'Almenara, on franchit, le cinquième jour, la rivière Mucazen, et l'on campe au

[1] HERRERA, t. II, p. 196 : « Deshacia la fama del valor de los Alemanes y persuadialos a no temellos. »

[2] CABRERA : « Su desinio era de vencer con peligro. »

[3] D'AUBIGNÉ, *les Histoires*.

[4] Voici le calendrier de cette campagne :

Mardi 29 juillet 1578, campement des Moulins.

Mercredi 30 juillet 1578, campement d'Almenara.

Jeudi 31 juillet 1578, même campement.

Vendredi 1er août 1578, campement de Truxena.

Samedi 2 août 1578, campement du pont; Abd-el-Melek est déjà à Alcazar-Kebir.

Dimanche 3 août 1578, on franchit la rivière et on campe au delà du pont.

Lundi 4 août 1578, bataille d'Alcazar-Kebir.

delà du pont, en présence de l'armée musulmane, dans la plaine d'Alcazar-Kebir.

Là, les provisions sont épuisées. Retourner en un jour au pas de course pour en demander à la flotte, à travers la cavalerie marocaine, c'est une déroute inévitable. Combattre, il le faut, et vaincre le jour même. On sait cependant que l'empereur ennemi est mourant, que d'une heure à l'autre la maladie va l'emporter; son armée se débandera, l'allié des Portugais Abd-el-Mohammed sera acclamé. Qui mourra le premier, le Portugais de faim, ou l'empereur de maladie? Sébastien ne rêve que bataille; il range sa cavalerie en pelotons de six hommes, la passe en revue, s'arrête devant un peloton de cinq cavaliers... — C'est vrai, Sire, nous ne sommes que cinq, lui dit le plus vieux, don Gomez Freire de Andrade; je n'ai que quatre fils, ce sont eux, nous voici!

L'empereur Abd-el-Melek est hésitant. S'il se retire lentement devant les chrétiens, il va les voir tomber devant lui, domptés par la faim; oui; mais s'il meurt auparavant, son armée va se livrer au rival haï qu'amènent les Portugais; ses forces s'épuisent; la victoire est proche, la mort l'est aussi. Il choisit la bataille. Il s'enveloppe dans un burnous de tissu d'or, « cest esclat corrigeant sa pasleur [1] »; il se fait soutenir sur son cheval par deux cavaliers. Il voit la première charge des gentilshommes portugais culbuter son avant-garde,

[1] D'Aubigné, t. II, p. 393.

il tire son alfange, pousse un cri et retombe mort sur le pommeau de sa selle.

Mais en ce moment les Allemands prennent la fuite sans combattre[1]; les Portugais et les Italiens sont cernés, pris, tués; le roi Sébastien tombe sans qu'on puisse retrouver son cadavre. Le prétendant Abd-el-Mohammed est noyé en traversant la rivière Mucazen gonflée par la marée. Trois souverains meurent ainsi dans la même bataille. L'armée chrétienne disparaît tout entière.

Quelques centaines de fugitifs arrivés à Arcilla donnent avis du désastre à la flotte. Dans cette catastrophe, le Portugal perdait toute sa virilité; en quelques minutes venaient de disparaître ceux qui avaient du patriotisme, de la vertu militaire. Le pays demeura énervé pour plus de cinquante ans. Remarquable exemple de ce que peut la démence d'un seul homme pour le malheur d'un pays. Le poëte des gloires nationales, le vieux Camoëns, sur son lit d'hôpital, entendit le récit de la bataille d'Alcazar-Kebir, pleura, détourna la tête, rendit l'âme.

[1] Cabrera, t. II, p. 479.

III

LE ROI-CARDINAL.

La famille royale était à peu près éteinte. Les Portugais se hâtèrent de donner la couronne au dernier prince de la race ; ce nouveau roi, le cardinal Henri, avait près de soixante-sept ans[1]. Philippe II, « qui savait que le cardinal ne pouvait vivre longtemps[2] », fut prompt à faire valoir ses droits comme fils de l'impératrice Isabelle de Portugal[3] ; il envoya le fidèle Mora à Lisbonne et le fit suivre de près par l'ambassadeur Silva, qui avait été pris par les Marocains à Alcazar-Kebir et restitué sans rançon. Leur présence était nécessaire pour capter à son profit l'opinion publique, au milieu des prétentions des autres héritiers.

Les moins dangereuses étaient celles de Ranuce, fils d'Alexandre Farnèse, et celles du duc de Savoie : tous deux étaient fils, comme Philippe, de princesses portugaises, mais ils étaient trop intimement placés sous la dépendance de l'Espagne pour ne pas avouer que leur degré de parenté était plus éloigné que celui de Philippe. Catherine de Médici ne semblait pas

[1] Né le 31 janvier 1512, proclamé roi le 27 août 1578.
[2] Herrera, t. II, p. 210.
[3] Canovas del Castillo : « Sin la menor indecision y con singular vigor y presteza. »

beaucoup plus à craindre : elle se rattachait à un roi de Portugal mort depuis plusieurs siècles, par une aïeule dont la naissance aurait été légitime, « chose assez rare en Portugal [1]; » mais on pouvait espérer que, sur un titre aussi douteux, elle ne compromettrait point la paix entre la France et l'Espagne. Une autre naissance également contestée donnait plus d'inquiétude à Philippe.

L'infant don Luis, frère du cardinal [2], avait légitimé en mourant un fils qu'il avait eu d'une juive convertie, Yolande Gomez, dite la Pelicana. Mais l'acte qui légitimait don Antonio, ce fils de don Luis, avait été tenu secret et paraissait n'avoir été dressé que pour permettre l'entrée dans l'ordre de Malte. Don Antonio, qui était prieur de la riche commanderie de Crato, venait d'être fait prisonnier à la bataille d'Alcazar-Kébir; il s'était fait passer, en montrant aux Maures sa croix blanche, pour un pauvre homme d'Église, s'était racheté

[1] D'AUBIGNÉ, t. II, p. 318.

[2] La généalogie est assez clairement résumée Ms. Arch. nat. K. 1672, p. 11 :

EMMANUEL LE GRAND, roi de Portugal, a pour enfants :

Michel	Luis, duc de Beja	HENRI, cardinal, roi de Portugal.	Duarte, qui a deux filles :		Isabelle, femme de Charles-Quint	
JEAN III, roi de Portugal	Antonio, prétendant.		Catherine, épouse du duc de Bnagance.	Marie, épouse d'Alexandre Farnèse.	Philippe II.	Juana, mère de SÉBASTIEN.
Emmanuel-Jean, époux de Juana, sœur de Philippe II						
SÉBASTIEN, roi de Portugal.						

à un prix modique, et venait de rentrer en Portugal, où il cherchait à se faire déclarer héritier par son oncle le cardinal Henri. Mais il commit la faute de ne pas se présenter en prince royal, de garder sa croix blanche et son prieuré, « ne croyant pas qu'il falloit devestir le prestre pour vestir le roi[1] ». Il manquait d'ailleurs d'énergie, et se regardait déjà comme dépossédé, avant d'avoir commencé la lutte : — Le roi de Castille est sûr de régner sur les Portugais, « tous sont gaignés à cette fin », écrit-il à notre ambassadeur Saint-Gouard, dès qu'il sort des mains des Maures[2]; le roi musulman a rendu « au roi de Castille son ambassadeur et dix ou douze gentilshommes; de nouveau il luy a fait présent du duc de Barcelos », fils de la duchesse de Bragance; je suis prêt à me retirer en France, si le roi Henri III veut accepter mes services.

Aussi à ce bâtard pusillanime, le cardinal semblait préférer la duchesse de Bragance, fille de son autre frère l'infant don Duarte[3]. — Elle est juive, objectait Philippe[4], qui d'ailleurs avait eu soin de mettre la main sur le fils de cette rivale, le duc de Barcelos, au moment où ce jeune homme lui était délivré à Gibraltar

[1] D'AUBIGNÉ.

[2] Ms. Bibl. nat., fonds espagnol, n° 183, f° 74. D. Antonio à Saint-Gouard, du 25 novembre 1579 : « Je suis en ceste ville de Cascays hors de tant de peynes et de si longues pérégrinations. » Cette lettre fait ainsi connaître la durée de la captivité de D. Antonio.

[3] HERRERA, t. II, p. 210.

[4] CABRERA, t. II, p. 511.

par les Marocains [1]. Un autre obstacle aux prétentions des Bragance était l'incapacité du duc, qui était « sans courtoisie, sans valeur et sans autorité [2] ». Aussi la duchesse, inquiète de voir son mari peu estimé et son fils gardé comme otage, feignait d'écouter Mora qui lui conseillait de céder ses droits au roi d'Espagne et offrait de marier sa fille, restée libre, au cardinal, qui avait cinquante-trois ans de plus que cette petite-nièce [3].

Ce vieux cardinal, avec sa tête branlante [4], songeait à se faire relever de ses vœux par le Saint-Père et à fonder une nouvelle dynastie. — On serait capable de lui donner une femme déjà enceinte [5], s'écria Philippe avec terreur, et il organisa d'énergiques démarches à Rome pour arrêter la bulle qui autoriserait un mariage [6]. En même temps, il fit répandre des mémoires qui démontraient ses droits héréditaires sur le Portugal, « et chacun d'écrire que ce fut merveille, et les traités furent traduits en latin pour être mieux compris de toutes les nations [7] ».

Les théologiens ne furent point avares de leurs consultations : le précieux Fray Diego de Chaves les inspirait avec son zèle accoutumé [8]; il fut secondé par un

1 Nardin, p. 185.
2 Cabrera : « Sù descortezia, poco valor y sustancia. »
3 *Ibid.*, t. II, p. 501.
4 *Ibid.*
5 *Ibid.*, p. 518 : « Fuese preñada. »
6 *Ibid.*, p. 511.
7 *Ibid.*, p. 486.
8 Nardin, p. 187.

autre confident des œuvres secrètes, le sinistre Fray Hernando del Castillo, ce religieux « grave et docte[1] » qui avait recueilli la confession de Montigny dans le cachot, pendant que l'étrangleur attendait la fin de ses homélies. Son éloquence fut appliquée à éveiller les scrupules du cardinal-roi, pour l'empêcher de profiter de la bulle qui autoriserait son mariage, si l'on ne parvenait à l'intercepter. Les instances de Fray Hernando del Castillo étaient renouvelées avec importunité, même en public[2]; elles devinrent insupportables au vieillard; elles ne cessèrent qu'à l'arrivée en Espagne d'un nonce du Pape.

L'intervention pontificale était aussi odieuse à Philippe que la personne du prélat envoyé de Rome[3] : le nonce Sega était celui qui avait porté à Bruxelles près de don Juan d'Autriche les ducats et les indulgences destinés à la chimérique expédition d'Angleterre. — « De quoi se mêle Sa Sainteté? écrivaient les théologiens de Philippe II[4]; la question est temporelle et ne lui fournit aucun prétexte d'en connaître légalement. Le roi, comme roi de Castille, tient de droit divin l'autorité naturelle pour examiner et définir juri-

[1] Cabrera, t. II, p. 512.
[2] *Ibid.*, p. 518.
[3] Herrera, t. II, p. 210.
[4] *Doc. inéd.*, t. VII, p. 277. La consultation est insérée dans les Mémoires de Fray Juan de Geronimo : « ...No hay ocasion para que Su Santidad ahora conozca judicialmente desta causa... no se puede llamar sino juez verdadero que se adjudica el reino como señor supremo. »

diquement les pouvoirs qui lui appartiennent. Et qu'on ne vienne pas dire qu'il est partie en la cause et ne saurait être juge à la fois, car peut-il y avoir un juge plus parfait que celui qui s'adjuge le royaume comme maître suprême? »

Quant aux droits de la nation portugaise, le clergé de Philippe II daignait s'en occuper, mais pour n'en pas tenir plus de compte que de ceux du Pape : « Le Portugal, disait-il, a aliéné ses droits au profit du premier souverain qu'il a choisi, et de ses successeurs. » Ce pauvre peuple était dans le deuil depuis la fatale croisade; chacun attendait ceux qui avaient disparu; on ne savait ni qui était mort ni qui était captif; les femmes consultaient des sorcières, pour apprendre si elles étaient veuves[1]. L'opinion prédominante était une haine nationale contre les Espagnols. Ces préjugés entre les peuples étaient vivaces à cette époque, mais ils n'étaient nulle part aussi invétérés qu'entre Portugais et Espagnols. « — Le peuple de ce pays, écrit notre ambassadeur Saint-Gouard[2], est si portugois qu'ils se donneroient plus tost à un Turc que de se soumettre à des Castillans » ; et Brantôme[3], qui parlait le pur castillan, fut mal reçu à Lisbonne par une servante qui le crut Espagnol : « — Mal apprise, lui dit la maîtresse, n'avez-vous point honte d'appeler Castil-

[1] *Doc. inéd.*, t. XL, p. 149, Mora à Philippe II : « Se vuelven a interrogar hechiceras. »
[2] Ms. Bibl. nat. français 16107, du 31 janvier 1580.
[3] *Rodomontades espagnoles*, p. 41.

lan un homme d'honneur comme ce François? » Les femmes aimaient à s'imaginer que le roi Sébastien n'était pas mort et qu'il reparaîtrait quelque jour[1]; elles se faisaient raconter que dans la nuit qui avait suivi la bataille, était arrivé à Arcilla un homme qui avait fait ouvrir la porte en criant qu'il était le roi; il était parti le lendemain, caché dans un navire. — Bon, disaient les Espagnols, il a fait croire qu'il était le roi pour obtenir d'être introduit dans la place, et il s'est caché pour n'être point puni de sa fraude[2]. — Point, répondait-on, c'était notre roi; il fait pénitence dans un monastère pour apaiser le courroux de Dieu qui vient de nous châtier si cruellement.

Espérer un prince du mariage futur du cardinal, nul ne l'osait : on savait qu'il avait employé inutilement, pour obtenir de la vigueur, « le breuvage de la Licorne et la pierre bézoard, mais cela ne réussit pas avec tout le monde[3] ». Philippe était instruit de la caducité précoce du prince dont il guettait la succession. « — Il est vieux et cassé, écrivait Mora[4]; il entend avec difficulté, il est plein d'attachement pour les Pères de la Compagnie de Jésus. »

Le clergé portugais avait dans ses sentiments patriotiques autant d'ardeur que le peuple : il se voyait avec

[1] *Doc. ined.*, t. XL. Mora au roi : « Muchas son de opinion que el rey no es muerto. »
[2] Cabrera, t. II, p. 485.
[3] Herrera, t. II, p. 160.
[4] *Doc. ined.*, t. XL, p. 141.

horreur prêt à tomber dans la condition de l'Église espagnole qu'il voyait asservie aux intrigues des théologiens de cour et d'une Inquisition docile au maître. Les Jésuites seuls s'étaient voués aux intérêts de Philippe II, et circonvenaient le vieux cardinal pour qu'il le reconnût comme son héritier.

Dans ce monde irritable et inquiet travaillait avec une merveilleuse dextérité don Christoval de Mora : tantôt il se faisait remettre par Philippe des lettres signées en blanc qu'il adressait aux survivants de la noblesse après les avoir remplies selon l'humeur de chacun; tantôt il séduisait un évêque en l'alarmant sur l'agitation du bas clergé; un jour il obtient du roi Henri un ordre d'exil contre le prétendant don Antonio; puis il se prévaut d'un voyage du duc d'Ossuna qui vient d'arriver, avec des gens de loi, pour faire écouter les arguments du roi d'Espagne [1].

Mais « les gens de loi ne valent pas les soldats pour gagner un royaume », Philippe le sait. Il se fait donner par ses secrétaires des « avis sur la forme qu'il convient d'observer pour s'emparer du Portugal, dans le cas où l'on devrait recourir à la force [2] ». Ses religieux lui ont déclaré « qu'employer les armes

[1] *Doc. ined.*, t. XL, p. 251.

[2] Ms. Bibl. nat. français 16106, f° 61, du 28 mai 1579 : « Dar nos paresceres sobre la forma que se ha de tener para apoderarse de Portugal en caso que se ubiese de venir a las armas. » Le même recueil comprend des mémoires sur les droits de Philippe II et sur ses négociations en Portugal, f°s 114 et 119 à 121.

dans cette occasion, ce sera simplement défendre un royaume qui lui appartient, et châtier avec justice des rebelles[1] ». Aussi il charge le duc de Medina-Sidonia de lui rassembler une armée et des provisions en Andalousie[2]; il retient dans la rade de Gibraltar le marquis de Santa-Cruz avec trente-neuf galères; il se fait rendre compte de l'état des garnisons, des fortifications et des vivres dans les places de la frontière; il fait venir des régiments d'Italie, il se tient prêt à jeter trente mille soldats dans le Portugal le jour où il apprendra la mort du cardinal Henri.

Plus un ducat n'est envoyé aux Pays-Bas; toutes les ressources de la monarchie sont affectées ou à l'armée nouvelle ou aux dons artistement distribués par Mora. A peine le roi Henri s'est-il décidé à remettre aux cortès le soin de désigner son successeur[3], qu'aussitôt Mora fait élire par Lisbonne les députés « de son choix[4] »; ses manœuvres électorales ne réussissent pas également dans toutes les villes, mais il gagne à Philippe trois des cinq régents que le roi-cardinal a chargés de recueillir le gouvernement à l'heure où il s'éteindra. Cette heure est guettée, elle approche. On veut fêter

[1] *Doc. ined.*, t. VII : « El usar S. M. de las armas en esta ocasion sera defensa natural del reino que le pertenesce, y justo castigo de los rebeldes. »

[2] *Doc. ined.*, t. XXVII, p. 210 et suiv.

[3] Décembre 1579.

[4] Cabrera, t. II, p. 571 : « Hizo elegir en Lisboa los procuradores a su modo. »

l'anniversaire de la naissance du moribond [1], on entoure son lit, et ce même jour où s'ouvrait sa soixante-neuvième année, « le roi Henri meurt à onze heures, avec l'éclipse [2] ». « — Que Dieu l'ait en sa gloire! » s'écrie Philippe [3], qui s'empresse de faire sortir le duc d'Albe de son exil d'Uzeda et de l'envoyer dans l'Estramadure pour prendre le commandement de l'armée d'occupation [4].

IV

CAMPAGNE DU DUC D'ALBE.

Le choix du duc d'Albe « est plus tost chose forcée et ne pouvant moins que volontaire et agréable », dit Saint-Gouard en montrant comment Philippe, qui a

[1] 31 janvier 1580.

[2] Ms. Bibl. nat. français 16107, f° 15, du 7 février 1580. Saint-Gouard à Villeroy.

[3] *Doc. ined.,* t. XXVII, p. 263. Le roi au duc de Medina-Sidonia, du 19 février : « Que haya gloria. »

[4] On a vu, *Histoire de Philippe II,* t. II, p. 405 et suivantes, comment le duc d'Albe avait été relégué à Uzeda pour avoir consenti au mariage de son fils, D. Fadrique, avec D. Maria de Toledo, bien qu'il y eût promesse de mariage faite à D. Magdalena de Guzman. La Guzman ne tarda pas à se consoler en épousant, le 4 octobre 1581 (*Cartas de Madrid,* 30 octobre 1581, pièces copiées et communiquées par M. Morel-Fatio), le marquis del Valle : « El dia de San-Francisco, se casaron y velaron el marques del Valle y D. Magdalena de Guzman en Toledo, con gran contento, con que se ha acabado la persecucion de D. Fadrique. » Mais elle fut peu considérée; la duchesse de Rio Seco refusa de lui donner un titre de courtoisie, et « la trató de merced ». (*Ibid.,* 8 janvier 1582.) Quant à D. Fadrique, il eut, après sa mise en liberté, un fils, au grand désespoir de son frère, le connétable de Navarre (*ibid.,* 25 octobre 1582); mais l'enfant mourut jeune.

repoussé tous les hommes doués des dons de commandement, est néanmoins contraint d'appeler à cette heure de crise les vieux disciples de Charles-Quint, le cardinal Granvelle et le duc d'Albe.

En arrivant au milieu des soldats, le duc d'Albe retrouve pour mestre de camp général son ancien lieutenant, Sancho de Avila, celui qui, après son départ de Bruxelles, a livré Anvers aux soldats mutinés; il demande qu'on lui rende également son secrétaire Albornoz, frappé dans sa disgrâce, mais dont il déclare que le concours lui est indispensable[1]. Il doit maintenir la discipline dans une armée de trente-deux mille fantassins, avec leurs femmes et leurs valets, avec l'artillerie et les pionniers[2], et sans compter la cavalerie et le cortége du roi. Mais le roi se tient prudemment à Badajoz[3]; il dirige de là les vivres, farines, biscuits, orges, fromages, lards, vers le camp, et des espions dans le Portugal[4].

Les meilleurs espions étaient les régents laissés par le roi Henri : ils simulaient des armements pour donner

[1] *Doc. ined.*, t. XXXII, p. 20. Albornos rentra de la sorte en faveur, car il reçut du roi, l'année suivante, un bénéfice de quatre cents ducats. (*Cartas de Madrid,* 8 janvier 1582.)

[2] *Doc. ined.*, t. XXXII, p. 13. — La correspondance de Mora est publiée : *Doc. ined.*, t. VI, p. 27 à 661; celle du duc de Medina-Sidonia, t. XXVII; celle de Sancho de Avila, t. XXXI; celle du duc d'Albe, t. XXXII à XXXIV; celle de Silva, t. XXXIX à XLI. Une copie de la correspondance de Mora est à la Bibliothèque de Metz. (*Comm. roy. hist.* Belgique, année 1869, p. 145.)

[3] *Ibid.*, t. VII. Philippe arrive le 21 mai 1580 à Badajoz.

[4] *Ibid.*, t. XXVII : « Que desde luego se vayan gañando hombres que puedan servir de espias. »

satisfaction au peuple [1], et ils semaient le désordre pour ne pas laisser organiser une résistance. Un seul homme montra de l'énergie, Emmanuel Elmada, évêque de la Guarda : il déclara que don Antonio était le fils légitime de l'infant don Luis [2] et l'unique héritier du trône; il convoqua dans une vallée aux portes de Santarem trente mille paysans, il apparut au milieu d'eux avec le prétendant don Antonio et avec le comte de Vimioso qui descendait aussi des rois de Portugal. En voyant ces brillants cavaliers qui faisaient appel à leur cœur, qui parlaient de la patrie, les gens des villages et la populace de Santarem s'imaginèrent qu'ils sauraient se défendre : le cordonnier Barracho proclama roi don Antonio; l'enthousiasme s'exprima par des cris [3], mais les religieux seuls poussèrent l'amour de leur pays jusqu'à prendre les armes [4].

Aussi le nouveau roi n'était accompagné que d'un très-petit nombre de partisans quand il fit son entrée à Lisbonne, où il fut accueilli par l'archevêque et par Juan Tello de Meneses. Il recruta là quelques milliers d'hommes « parmi les nègres et la plus vile canaille;

[1] Cabrera, t. II, p. 578, et *Manifeste de Don Antonio*, publié par Plantin, p. 34. Ces régents étaient Juan de Masquerenas, Francisco de Sa, Lopez de Souza, achetés tous trois par l'Espagne. Les deux autres, Juan Tello de Meneses et l'archevêque de Lisbonne, étaient favorables à Don Antonio.

[2] Antonio avoue dans son *Manifeste* (p. 9) qu'il ignorait : « quod clandestinum intercesserat conjugium quodque ejus rei adhuc exstarent testes aliquot fide digni... » Il était né en 1531.

[3] Le 15 juin 1580.

[4] Cabrera, t. II, p. 607.

ils avaient pour capitaines des religieux qui portaient la croix de la main gauche et leurs armes de la droite[1] ».

Le Portugal, épuisé par son désastre et par les défections, tombait. Le duc de Bragance se livrait à Philippe II pour un collier de la Toison d'or. Plusieurs gouverneurs de villes hésitaient à reconnaître pour roi le fils de la Pelicana que Philippe II avait déclaré « rebelle et banni avec ceux qui le suivent ». Le souverain légitime était Philippe; ceux qui lui résistaient se rendaient criminels de lèse-majesté[2]. Aussi les esprits pacifiques, ceux qui veulent l'ordre sous un pouvoir fort, appelèrent l'armée du duc d'Albe, acclamèrent son avant-garde, « et vous ne sauriez vous imaginer, écrit Albornos[3], la quantité de personnes qui accourent de tous les villages pour demander des grâces, ou la confirmation de leurs charges, ou autres priviléges ».

Le mouvement populaire de Santarem avait servi de prétexte à l'invasion, et Philippe poussait son armée avec une activité contraire à ses habitudes : « — J'ai reçu avis hier, dit-il au duc de Medina-Sidonia[4], de l'occupation par le duc d'Albe de la ville de Montemor-el-Nuevo qui est une des plus grandes du Portugal; elle venait d'être abandonnée par ceux qui voulaient la défendre : l'armée s'avance sans perte de

[1] Cabrera, t. II, p. 611.
[2] *Doc. ined.*, t. VII, Fray Juan de Geronimo, *Mémoires*.
[3] *Ibid.*, t. XXXII, p. 200. Albornos à Çayas, du 5 juillet 1580.
[4] *Ibid.*, t. XXVII, lettre du 8 juillet 1580.

temps; la flotte doit se hâter également, car la rapidité peut seule assurer de bons résultats. »

Dès le 16 juillet, le duc d'Albe est devant Setuval; il lance à l'assaut une colonne de Portugais rachetés chez les Maures par Philippe [1]; on franchit les murs, on entre presque sans résistance. « — J'aurais voulu, dit Albe [2], sauver au moins deux quartiers du pillage, mais j'ai bien vu que je souhaitais chose impossible, et que c'eût été faire une grave injustice aux soldats. » Dès que la première mèche d'arquebuse a été allumée, le sang du vieux maître des Flandres s'est mis à battre avec fièvre; qu'on ne lui parle pas de gagner par la douceur les nouveaux sujets, et de les attacher à son roi, il ne voit en eux que des rebelles à châtier; il fait venir Del Rio, celui qui savait si bien jeter dans la rue les bourgeois flamands après avoir saisi tout ce qu'ils possédaient; il lui donne le Portugal à exploiter. Quant aux prisonniers, il ne les épargne guère; à mesure qu'un gentilhomme est pris : « — Je pense demain lui couper la tête », fait-il [3].

Devant cet ouragan, au milieu de cette terreur, les braves, Meneses, Vimioso, avec leurs moines et leurs nègres, ne peuvent que sauver l'honneur national. Le roi Antonio, qui reste sans audace et sans prestige, espère que le Pape défendra ses droits. Le Pape en

[1] *Doc. ined.*, t. XXXI, lettre du 16 juillet 1580, et t. XL, p. 340.
[2] *Ibid.*, t. XXXII, p. 277, au roi, du 18 juillet 1580.
[3] *Ibid.*, t. XXXII, p. 344, du 1er août 1580 : « Pienso mañana cortarle la cabeza. »

effet est tenté de se porter arbitre entre les deux princes chrétiens : il vient d'envoyer le cardinal Riario en Espagne, et il l'a chargé, pour séduire Philippe II, d'un trésor inestimable, la moitié du corps d'un des enfants innocents qu'Hérode a mis à mort [1]. Philippe accepte l'innocent, entoure de fêtes et de cérémonies pieuses le cardinal Riario [2], le retient près de lui pendant que le marquis de Santa-Cruz amène la flotte à Setuval, prend à bord l'armée du duc d'Albe, met à la voile pour Lisbonne.

A Lisbonne, le peuple était nerveux, secoué par des prédications ardentes et par de fausses nouvelles. Tout à coup il apprend le siége de Setuval : « plusieurs religieux coururent la ville à cheval, les armes nues au poing, animant le peuple à s'embarquer; les femmes estordissoient l'air, les églises estoient pleines de gémissements » [3]; on s'élance dans les barques, sans ordre, sans chef, sans armes, sans vivres; la chaleur est écrasante ; on apprend dans ce tumulte que Setuval est prise, que Santa-Cruz approche; on se rejette à terre. Dans la nuit entrent en ville les milices des villages voisins que viennent de mettre en déroute les arquebusiers espagnols débarqués sur la rive du Tage. Le roi Antonio, étourdi par les clameurs, consent à diriger une sortie en masse contre l'armée du duc d'Albe, que

[1] Cabrera, t. II, p. 594.
[2] Nardin, p. 282.
[3] Nardin, p. 272.

Santa-Cruz dépose méthodiquement à terre; mais avant de s'être éloigné de trois lieues, il s'aperçoit que ceux qui le suivent sont « moins nombreux et en pire ordre qu'il ne pensoit » ; ils demandent à dîner, l'obligent à les ramener en ville. Le lendemain, « le tailleur, le cordonnier, tous les artisans et les villageois qui se vantoient de pouvoir seuls vaincre tout le monde, ne sortoient volontiers de leurs maisons [1]; ils auroient voulu combattre plus tost avec les paroles ». Cependant Antonio réussit à placer sept à huit mille hommes sur le pont d'Alcantara pour défendre le ravin qui sépare Lisbonne de l'armée envahissante. Le duc d'Albe envoie Prospero Colonna « commencer la fête », en attaquant de front le pont avec ses arquebusiers italiens [2], pendant que Sancho de Avila mène les Espagnols par les crêtes pour prendre en flanc les défenseurs du pont et que Santa-Cruz canonne les maisons de Lisbonne. Antonio est blessé au front [3], ses hommes se dissipent, Prospero Colonna franchit le pont.

A cette vue, le conseil de ville de Lisbonne offre de capituler sous condition d'un pardon général et de la confirmation des priviléges municipaux : « — Il n'y a pas d'autre manière de traiter, répond Albe [4], que de vous réduire à l'obéissance envers le roi Philippe,

[1] Nardin, p. 294.
[2] *Doc. ined.*, t. XXXII, p. 455. Albe au roi, 25 août 1580.
[3] *Manifeste*, p. 40.
[4] *Doc. ined.*, t. XXXII.

votre roi et maître naturel, et de vous soumettre à ce qu'il lui plaira faire de vous. » Les bourgeois s'empressent d'envoyer les clefs de la ville, pendant que le roi Antonio, tout sanglant, leur crie : « — Juifs, c'est vous qui m'avez poussé, et voilà que vous me trahissez [1]. » Il saute dans une barque avec le comte de Vimioso et se retire à Santarem.

Les vainqueurs se répandent dans les faubourgs, ils pillent ; ils s'emparent des navires chargés de marchandises, ils ajoutent aux cargaisons les meubles enlevés dans les maisons ; mais le duc d'Albe réussit à préserver en partie l'intérieur de la ville. Il commence à s'inquiéter de l'indiscipline qu'amènent ces abus. Voilà plusieurs jours que les villages sont saccagés et détruits sans qu'il reste un objet à enlever [2]. « — Les excès qui se commettent ici, écrit Albe [3], dépassent tout ce que j'aurais jamais imaginé ; j'aurais cru que des gens de guerre n'arriveraient pas à un tel degré de brigandage. Il n'y a colonel, mestre de camp, capitaine, officier quelconque qui fasse son devoir ; il n'y en a pas un qui ne mérite d'être cassé de son grade. J'ai pendu quantité de soldats, j'en ai envoyé cinquante aux galères, j'ai destitué huit capitaines, je devrais révoquer aussi tous les autres... J'ai tant fait pendre de maraudeurs, j'en fais pendre si grand nom-

[1] « Judios, vosotros me pusiestes en esto y ahora me desemparais. »
[2] *Doc. ined.*, t. XXXII, p. 353. Pedro Bermudez à Delgado, 2 août 1880.
[3] *Ibid.*, p. 368. Le duc d'Albe au roi.

bre chaque jour, que la corde me va, je crois, manquer [1]. »

La corde n'était pas épargnée davantage avec les prisonniers portugais : les chefs, comme Meneses ou Azevedo, étaient décapités [2]; les autres étaient étranglés.

Philippe II, tranquille à Badajoz, apprit que sa ville de Lisbonne venait de se soumettre, et se persuada qu'elle n'avait pas été pillée [3]; le roi Antonio et le comte de Vimioso étaient accueillis pendant ce temps à Santarem [4]. Derrière eux s'avançait Sancho de Avila, qui dévastait le pays. — « Je viens d'arriver à Oporto, écrit Sancho de Avila au duc d'Albe [5], tout a été saccagé; je pense que nous n'avons pas laissé une croix d'or ni un calice dans toute la région; nos soldats sont très-insolents, et je dois avouer à Votre Excellence que j'en ai fait pendre et assommer [6] un grand nombre, plus que dans ma vie tout entière. » « — Recouvrer ces objets et les restituer aux églises », met Philippe en marge; puis il achève la lecture de cette lettre que le duc d'Albe venait de lui communiquer :

[1] *Doc. ined.*, t. XXXII, p. 285.
[2] *Ibid.*, p. 370, et Herrera, t. II, p. 255.
[3] *Doc. ined.*, t. XXVII, p. 370. Le roi au duc de Medina-Sidonia : « Sin sangre ni saco. »
[4] *Manifeste*, p. 42. Ce document est intitulé : *Explanatio veri ac legitimi juris quo serenissimus Lusitaniæ rex Antonius enititur ad bellum*... Lugd. Batav., Plantin, 1585.
[5] *Doc. ined.*, t. XXXI, p. 296. Lettre du 24 octobre 1580.
[6] « Descalabrar. »

«... J'ai pris dans Oporto, continuait Sancho de Avila, parmi les rebelles quantité d'Italiens et d'Anglais; cela fait trop de gens à étrangler, et si le marquis de Santa-Cruz en a besoin pour ses galères, je préférerais les lui envoyer... » « — Point, écrit la plume de Philippe II; les galères ne sont pas un châtiment suffisant. »

Devant cet ordre, Sancho de Avila, le vétéran des massacres de Flandre, le bourreau d'Anvers, recule d'horreur; il désobéit, il écrit [1] : — Que faire des captifs? j'ai les prisons pleines. — « Le roi veut, est-il mis en marge, que l'on fasse ce que la justice exige; il ordonne à Sancho de Avila d'exécuter ce qui doit être exécuté; le retard ne peut procurer aucun avantage, et on a déjà dit au duc que les sujets de Sa Majesté doivent tous être mis à mort, aussi bien les Portugais que les Italiens; quant aux étrangers, on peut les envoyer ramer. »

Le plus inquiétant de ces prétendus sujets portugais n'était point dans les prisons de Sancho de Avila : le roi Antonio avait fui à pied, s'était caché dans les roseaux avec de l'eau jusqu'à la poitrine durant un jour entier [2]; il avait erré sept mois de cabane en cabane, dans le pays entre Duero et Minho, sachant que vingt-

[1] *Doc. inéd.*, t. XXXI, p. 303. Lettre du 30 octobre : « Las carceles llenas... Manda S. M. que se haga lo que de justicia se deba hacer, ordene a Sancho de Avila que lo ejecute, pues ningun bien se puede seguir de la dilacion, y ya se avisó al duque que de los vasallos de S. M. se hiciesse justicia, tanto de los de acá como de los de Italia, y que los demas podrian ir al remo. »

[2] *Manifeste*, p. 49.

cinq mille ducats étaient promis à qui le livrerait mort ou vivant. Les soins d'une femme énergique, Béatrix Gonzalez, lui procurèrent enfin son passage sur un navire qui le conduisit à Calais [1]. On se vengea sur Béatrix : elle fut condamnée à mort [2].

Cette évasion irrita Philippe II : il ne cacha point son dépit à son armée. « — Qu'exige-t-on de nous? écrivait un des chefs militaires [3]; croit-on que nous tenions le Prétendant dans notre manche? Il avait plus de mues qu'une paonne, et il allait sautant d'un village à un autre; tous les critiques voudraient être généraux avec une armée enchantée, invisible et nourrie d'air pur. »

Ce maître, qui savait si mal mériter l'amour du soldat et exiger la discipline, se tenait à Badajoz durant cette année 1580 qui avait été signalée par les astrologues comme une époque maudite, « et en effet, les femmes vagabondes et prostituées couraient le pays en si grand nombre que c'était pitié de les voir et de l'entendre conter. On les fouetta, on les marqua. Puis vint une épidémie de catarrhe, et dans notre monastère de l'Escurial il n'y eut pas un de nos frères qui ne dût garder le lit; quatre moururent, et parmi eux le premier peintre en miniatures de l'Espagne, Fray Andres de Léon,

[1] *Manifeste*, p. 51.

[2] *Cartas de Madrid*, 26 juino 1582 : « Ya avian sentenciado la muger que ayudo a embarcar a D. Antonio. »

[3] *Doc. ined.*, t. XXXI, p. 228. Prior Don Hernando au secrétaire Çayas.

et à Badajoz le roi fut pris aussi de catarrhe [1]. » Philippe se crut même assez gravement atteint pour juger nécessaire de dicter son testament; sa prompte guérison fut attribuée à l'audace de Valles, « grand médecin, qui le ramena à la vie par une tentative téméraire, terrible d'après l'avis des autres médecins : il osa le purger pendant la conjonction de la lune [2] ». Mais durant cette courte crise, sa femme, la reine Anne, apprit que le testament ne lui confiait pas la régence. Quelles furent les scènes secrètes entre l'Allemande convoiteuse et l'époux ombrageux, nul ne l'a dit. On connaît seulement les éclats de la colère de Philippe contre l'imprudent Antonio de Padilla [3] qui avait divulgué à la reine le secret du testament; le pauvre Padilla ne put, pas plus qu'autrefois le cardinal Espinosa, résister aux reproches du roi : il mourut de désespoir en quelques heures. Presque aussitôt l'Allemande, probablement aussi maltraitée que lui, s'éteignit [4]; elle avait trente et un ans [5]. Elle laissait au roi trois enfants, dont deux moururent rapidement comme les précé-

[1] *Doc. ined.*, t. VII, p. 335. Fray Juan DE GERONIMO, *Memorias.* La même maladie sévissait en même temps à Rome et à Paris : elle atteignit Henri III et le duc de Guise. C'était une « forme de reume ou catarrhe qu'on appela la coqueluche ». (L'ESTOILE, *Journal,* éd. Jouaust, t. I, p. 361. Juin 1580.)

[2] CABRERA : « Gran medico Valles y le sacó a la vida con experiencia peligrosa y terrible al parecer de sus compañeros, purgandole en conjuncion de luna. »

[3] Président des ordres.

[4] Le 26 octobre 1580.

[5] Cette mort prématurée aussitôt après la guérison du roi fut regardée

dents [1], et son frère l'archiduc Albert, qui était adopté comme un fils par Philippe II et qui venait de recevoir le chapeau de cardinal [2]. « — Il faut espérer, dit le roi en enterrant sa quatrième femme [3], qu'elle pourra jouir de la divine présence; nous devons nous soumettre en tout à la volonté de Dieu. »

Mais quand l'année maudite fut achevée, quand les derniers défenseurs du roi Antonio eurent disparu, Philippe ne put plus tarder à se faire voir. Depuis plusieurs mois le duc d'Albe écrivait [4] : « Tout est achevé ici, grâce à Dieu; Sa Majesté peut entrer dans ce royaume avec autant de sécurité qu'à Madrid. » Toutefois, Philippe s'avança lentement; il recueillit les serments de fidélité dans le couvent de Thomar [5], ne se hasarda à faire son entrée dans la ville de Lisbonne qu'à

comme miraculeuse, « et-il se dit que la reine avait supplié Notre-Seigneur de la retirer de cette vie à la place du roi son mari (Fray Juan DE GERONIMO, *Memorias*)... et Dieu écouta sa prière, car le roi guérit et la reine tomba malade ». (FLOREZ, *Reynas catolicas*, t. II, p. 908.)

[1] Don Fernando, né le 4 décembre 1571, meurt le 18 octobre 1578.
D. Carlos-Lorencio, né le 12 août 1573, meurt le 9 juillet 1575.
D. Diego el Felix, né le 12 juillet 1575, meurt le 21 novembre 1582.
D. Felipe, né le 13 avril 1578, devient le roi Philippe III, meurt en 1621.
Dona Maria, née le 14 février 1580, meurt le 4 août 1583.

[2] Le 26 mai 1577. *Doc. ined.*, t. VII, p. 189.

[3] *Doc. ined.*, t. XXVII. Le roi au duc de Medina-Sidonia, 7 novembre 1580.

[4] Lettre du duc d'Albe à D. Diego de Sandoval, du 1er septembre 1580, copiée par M. Rodriguez Villa, et communiquée à M. Morel-Fatio : « Lo de aqui es acabado, gracias a Dios, y S. M. puede entrar en este reyno con tanta quietud como por Madrid. »

[5] Avril 1581.

la fin de juin [1], et encore il continua à se montrer peu, «pour estre naturellement et de coustume tant rétiré [2]», ce qui ne contribua en rien à fortifier son parti. Il ne chercha pas davantage à arrêter la persécution ni à rétablir la discipline. Seulement, c'est contre les femmes que les rigueurs commencent à être dirigées : il apprend qu'on vient d'arrêter une fille du roi Antonio, et la femme d'un des chefs portugais, Don Diego Botelho : « — Traîner ces femmes-là à Lisbonne, après leur avoir ôté tout ce qu'elles possèdent [3] », voilà son ordre; puis il les envoie comme pénitentes sous la main de religieuses castillanes; la mère du comte de Vimioso et sept de ses filles sont simplement enfermées dans une tour en Castille; la veuve du brave Meneses est dépouillée de ses biens et laissée à la charité publique. Pour découvrir le roi Antonio qu'on croit toujours caché entre Duero et Minho, en fouille les couvents de femmes [4], on arrête les magistrats. Le duc d'Albe n'est retenu par le roi dans son zèle que lorsqu'il s'attaque à des étrangers : il s'était plu un jour [5] à faire prendre trois Français qui arrivaient de Madrid et à les soumettre, ainsi que le Portugais chez qui ils étaient descendus à Lisbonne et le patron de la barque sur

[1] *Doc. ined.*, t. XL, p. 407. C'est le 29 juin 1581.

[2] Granvelle à la duchesse de Parme, 29 février 1581. Recueil de GROEN VAN PRINSTERER, t. VII, p. 568.

[3] *Doc. ined.*, t. XXXI, p. 314. Voir aussi *Cartas de Madrid*, lettre du 18 septembre 1581.

[4] *Doc. ined.*, t. XXXIV, p. 168. Le duc d'Albe au roi.

[5] *Ibid.*, p. 256. Le duc d'Albe au roi, 17 avril 1581.

laquelle ils allaient s'embarquer, à la torture sans aucun motif: « — Je crains bien, écrit le roi, d'avoir à entendre d'interminables plaintes de ce que l'on a donné des tours de corde à des Français, surtout si Saint-Gouard, qui est à Madrid, vient à le savoir. Il faut leur distribuer quelque chose et leur procurer un navire pour qu'ils s'en aillent sans crier et sans repasser par Madrid [1]. »

Mais Saint-Gouard ne manquait pas d'autres griefs; il écrivit à Henri III : « Bien en a pris à quelques François de s'estre saulvés à bonne heure : un navire françois avec soixante ou quatre-vingts hommes fust combattu et prins par les galères; il ne resta que sept hommes en vie qui feurent sur l'heure mesme pendus dans lesdites galères [2]. » Aussi il se transporta à Lisbonne dès que Philippe s'y fut installé, et adressa des récits sur les épisodes de cette conquête que l'on voulait faire croire pacifique : « — Ils ont coupé la teste à un avocat qui avoit soustenu le droit de don Antoine... Don Antoine doit bien prendre garde d'infinis Portugois qui le doivent aller trouver, pratiqués pour le faire mourir, comme il y a aussi certains Castillans de la mesme menée [3]. » Mais cet observateur ne tarda pas à devenir importun, et comme à la même époque les

[1] Le roi est assez inquiet pour renouveler cette recommandation (p. 260).
[2] Ms. Bibl. nat. 16108, f° 36, du 3 juin 1581.
[3] *Ibid.*, f° 75. Voir aussi f° 32 : « Degollaron a un letrado. » Pierre Dor, consul de France à Lisbonue, fut aussi maltraité.

relations se troublaient avec la France, Saint-Gouard fut invité assez brutalement à quitter Lisbonne et à ne plus s'écarter de Madrid [1].

Cependant les violences officielles ne frappaient qu'un nombre limité de victimes. Les plus cruelles souffrances furent infligées par la licence des soldats : dans le village de Conto de Mayorca, « cinquante cavaliers avec leurs femmes et leurs valets se sont emparés des habitants et les accablent d'avanies, eux, leurs femmes et leurs filles » ; c'est Philippe lui-même qui se plaint à Sancho de Avila [2]; et le fait est général. Ailleurs, ce sont cent cavaliers « qui, avec ce qu'ils traînent derrière eux, sont plus de trois cents personnes; ils se font nourrir et servir par les habitants, ils prennent le linge et les meubles, ils font mille injures et vexations; ils font asseoir les femmes et les filles avec les prostituées qui les accompagnent et se livrent au milieu d'elles à quantités d'actions déshonnêtes sous les yeux de leurs hôtes [3] ». Plus de vingt villages en cinq mois, pendant la présence du roi, sont ravagés par ces orgies [4]. Les Castillans appelaient les Portugais « des sauvages » et les traitaient en sauvages [5]; Sancho

[1] Ms. Bibl. nat. 16108, f° 127, du 23 juillet 1582.
[2] *Doc. ined.*, t. XXXI, p. 390, du 9 avril 1581.
[3] *Ibid.*, p. 371, du 29 mars.
[4] *Ibid.*, de mars à juillet 1581, p. 389, 393, 398, 406, 407, 425, 462. Il sera intéressant de connaître l'opinion personnelle du roi. M. Gachard a fait copier à Simancas la correspondance de Philippe II avec les infantes pendant la campagne de Portugal; il la fera probablement imprimer.
[5] Ms. Bibl. nat. français 16108, f° 32

de Avila lui-même séquestra une dame qui n'avait aucun lien avec les rebelles, doña Juana de Castro, afin de se faire donner une rançon ; puis lorsqu'il reçoit du roi l'ordre de la mettre en liberté, il plaisante sur cet incident, affirme qu'il voulait épouser la dame et qu'elle aurait tort d'être mécontente [1]. « — On peut l'excuser, dit le duc d'Albe [2], ce pauvre Sancho de Avila ne peut voir un torchon avec une toque sans avoir envie de se marier. »

Au milieu de ce libertinage d'une armée déchaînée sur un pays éperdu, les champs restent sans culture, les soins hygiéniques sont oubliés, la peste se propage sans obstacle. « Le mal fait de rapides progrès ; beaucoup de soldats meurent chaque jour, écrit Sancho de Avila [3], et j'ai plus de chagrin à en voir mourir deux de la peste que vingt dans un combat... Oporto se dépeuple ; la peste, la misère, le manque de police et de médecins et de remèdes rendent la situation très-grave [4]. » « — La peste passe avant en Lisbonne », écrit Saint-Guard [5].

La faim fait autant de victimes que la peste [6]. « — Quant à moi, dit Sancho de Avila [7], en voyant de telles calamités, je me suis décidé à faire pénitence :

[1] *Doc. ined.*, t. XXXI, p. 371, du 29 mars 1581.
[2] *Ibid.*, t. XXXIV, p. 168.
[3] A Çayas, le 18 avril 1581, t. XXXI, p. 405, et à Delgado, p. 408.
[4] A Delgado, p. 412, du 26 avril 1581.
[5] A Villeroy, Ms. Bibl. nat. français 16107.
[6] A Çayas, *Doc. ined.*, t. XXXI, p. 414.
[7] *Ibid.*, p. 415, du 29 avril 1581.

comme la plus sévère de toutes les pénitences est, à mon avis, d'être marié, surtout, quand on est vieux, d'être marié à une toute jeune fille, je viens de prendre cette détermination. » Il se maria, en effet, et mourut peu de temps après d'un coup de pied de cheval.

La plus grande partie de ces maux doit s'attribuer à la négligence du roi, qui ne savait pas pourvoir aux besoins de ses troupes : sans pain et sans vivres, le soldat était forcé de dérober sa nourriture et de prendre des habitudes de brigandage. Au milieu de tels désordres se compléta l'annexion du Portugal, la seule entreprise du règne qui ait réussi. L'éclat du succès ne doit point éblouir. L'Espagne avait perdu ses fameux régiments et ses ministres : elle n'avait plus que des commis. Les vieux hommes de guerre, Santa-Cruz et Albe, jetaient des regards inquiets sur ce qui restait derrière eux des traditions du grand empereur. Albe succomba le premier : « Il vient d'être souffrant à Lisbonne, écrit le cardinal Granvelle, qui voyait du même œil l'écroulement inévitable [1]; il était épuisé par une fièvre lente, mais il s'est mis à sucer du lait au sein d'une femme, et il va un peu mieux. » Ni le sang qu'il avait versé, ni le lait qu'il suçait ne pouvaient lui ren-

[1] *Doc. ined.*, t. XXXV, p. 354. Granvelle à Cristoval de Salazar, 10 décembre 1582 : « Estaba indispuesto en Lisboa, y muy flaco por haberle sobrevenido camaras y calentura lenta, pero como mamaba una muger, se hallaba algo mejor. » Le lait de femme était ordonné dans certains cas; d'Emery, le surintendant des finances de Mazarin, se nourrit longtemps de lait de femme. (Guy Patin, *Correspondance*, t. I, p. 521.)

dre la jeunesse; il s'éteignit trois ans [1] après le roi-cardinal qui lui avait donné l'exemple de solliciter des seins non destinés aux vieillards [2]. On ignorait son âge : il avouait soixante-dix-sept ans; « aultres pensent qu'il estoit plus vieil [3] ». Quand on ouvrit le cercueil, une quarantaine d'années plus tard, on trouva le cadavre intact, avec son visage fier, sa barbe blanche, « l'autorité du personnage supérieur [4] ».

La disparition de cette autorité laissait un vide dans l'armée espagnole; Philippe II n'en eut aucune idée : « — Sans doute, dit-il [5], ce fut une grande perte; mais comme c'est l'œuvre de Dieu, il n'y a rien de plus à dire que de lui rendre grâces de tout. »

Ce fatalisme était bien utile en ce moment à son cœur de père, car les jeunes enfants de la reine Anne mouraient les uns après les autres; seul le frêle [6] prince Philippe échappait à la petite vérole et aux tortures de l'étiquette, enfant à l'esprit docile, lent et modeste, pénible image de la décrépitude universelle.

Dans cet affaissement fut précipité le Portugal : trop de fléaux l'avaient accablé en trois ans; ils l'avaient

[1] Le 12 décembre 1582.

[2] Père Anselme, *Histoire généalogique*.

[3] Granvelle au prieur de Bellefontaine. *Correspondance de Philippe II*, t. I, Préface.

[4] *Doc. ined.*, t. XXXV, p. 363 ; « La composicion del rostro, la gravedad de las canas, la autoridad de persona superior no habia perdido. »

[5] *Ibid.*, p. 357. Le roi au duc de Medina-Sidonia : « Como son obras de Dios, no hay que decir mas de darle gracias por todo.

[6] *Ibid.*, p. 354, du 10 décembre 1582.

épuisé au point de lui interdire pour longtemps tout effort. C'est vers les possessions d'outre-mer que vont se porter les dernières tentatives de résistance. Dans la mère patrie, le clergé conserve seul le sentiment national. Il laisse courir le bruit que le roi Sébastien n'est pas mort, qu'une pénitence de sept ans lui a été imposée, et qu'il reparaîtra bientôt, purifié et vainqueur [1]. Ainsi naissent les légendes; le salut pouvait naître : déjà la crédulité populaire fouillait les ermitages, rêvait de susciter un vengeur parmi les pénitents mystérieux. Deux ou trois ermites ainsi transfigurés en rois par le mythe furent prudemment envoyés aux galères; l'évêque de La Guarda, qui avait voulu les soustraire à ce supplice, fut étranglé [2]. Un médecin, le licencié Mendez Pacheco, fut mis à ramer sur une galère, pour s'être laissé conduire par doña Francisca Lalva [3] dans la Sierra del Carnero, entre Oporto et Gimaraens, près d'un jeune blessé dont le visage était couvert d'un masque de taffetas noir, et pour l'avoir soigné secrètement.

Philippe crut étouffer ces rumeurs en faisant célébrer les obsèques du roi Sébastien : il envoya [4] à Ceuta D. Alonso de Leyva et le duc de Medina-Sidonia, qui reçurent des Marocains le cadavre supposé de Sébastien, et qui le rapportèrent à Belem, où Philippe II le fit déposer solennellement en sa présence au milieu

[1] Herrera, t. II, p. 447.
[2] *Ibid.*, p. 448.
[3] Elle était femme de D. Cristobal de Tabora. Cabrera, t. III, p. 184.
[4] *Cartas de Madrid*, 13 août 1582.

des autres cercueils de la famille royale de Portugal [1]. Mais un autre subterfuge fut plus efficace. Les Pères de la Société de Jésus surent persuader à un des imposteurs condamnés d'avouer sa fraude [2]. Ils découragèrent et frappèrent de ridicule par ce coup adroit le patriotisme portugais, et surtout ils captèrent les bonnes grâces du roi, et obtinrent la permission de présenter à l'Escurial « des princes japonais qui promettaient de répandre la foi catholique dans cet empire éloigné [3] ».

[1] *Cartas de Madrid,* 20 décembre 1582.

[2] Herrera : « Por consejo de los Padres de la Compañia yva diciendo que no era don Sebastian. »

[3] *Ibid.,* t. II, p. 451.

CHAPITRE IV

EXPÉDITIONS NAVALES DES ANGLAIS ET DES FRANÇAIS CONTRE LES POSSESSIONS ESPAGNOLES.

1579-1584.

Première campagne de Drake. — Elizabeth et ses conseillers. — Misère de la politique française. — Efforts du roi Antonio à l'étranger. — Expéditions des Açores. — Seconde campagne de Drake.

I

PREMIÈRE CAMPAGNE DE DRAKE.

Pendant que Philippe II livrait à la dévastation le Portugal et les Pays-Bas, avec des troupes sans solde et des commis sans autorité, la France et l'Angleterre auraient pu s'unir pour combattre sa politique envahissante. Mais leur opposition se borna à des tentatives isolées ou désavouées, à des coups mal portés, à des oscillations sans audace.

La faiblesse du colosse venait cependant d'être prouvée par un hardi marin, sir Francis Drake, qui partit de Plymouth sur son vaisseau *le Golden hind,* en 1579, enleva un navire portugais sous les îles du Cap-Vert et vint passer l'hiver à Bahia de San Julian.

Il fit décapiter son second, qui avait soulevé contre lui une partie de l'équipage; livra bataille à des indigènes grands de trois coudées, disait-on; franchit le détroit de Magellan; fondit sur Lima, où il se fit livrer les vaisseaux et les barres d'argent [1]. Il rançonna de même les possessions espagnoles du Pérou, du Chili et des Moluques, et enleva à un gouverneur de province, don Francisco de Zarate, une jeune négresse qui ne le quitta plus. Les prises qu'il ramena en Angleterre furent évaluées à un million de ducats.

L'Angleterre possédait une génération de hardis marins comme Francis Drake, Hawkins, Martin Frobisher, qui croyaient aux merveilles d'un Orient gorgé de richesses et étendu de l'Inde à la Havane; ils vantaient un Cathay romanesque, les villes légendaires de Quinsay et de Cipango, et surtout les caraques larges et mal armées qui apportaient à Cadiz des barres d'or et des pierreries. Ils rachetaient la cupidité du corsaire par le dévouement du savant : Frobisher, qui rêvait de découvrir au nord de l'Amérique ce que Magellan avait trouvé au sud, un passage vers le Japon, s'était aventuré dans la baie d'Hudson, au delà du Labrador, avec une simple barque de vingt-cinq tonnes, avait affronté les banquises flottantes, les brumes polaires, et hiverné au milieu des glaces.

Contre ces hommes énergiques, l'Espagne ne pouvait protéger ses colonies : le commis Eraso se doutait

[1] Cabrera, t. II, p. 565. — Herrera, t. II, p. 230.

bien qu'il n'était pas facile de passer du Rio de la Plata au Chili [1]; mais il attendait les rapports du vice-roi du Pérou, D. Francisco de Toledo [2]. « On n'a qu'à construire des forts qui commandent le détroit de Magellan, écrivait le vice-roi, on occupera ainsi les deux Océans. » « — Si cela est vrai, s'écriait le duc d'Albe quelques mois avant sa mort [3], chaque heure qui s'écoule sans qu'on commence les forts est une perte de temps désastreuse. » Mais Philippe hésite devant des dépenses dans des régions inconnues [4]. Pendant ce temps son ambassadeur à Londres, D. Bernardino de Mendoza, reproche à la reine Elizabeth d'avoir été dîner à bord du *Goldenhind* avec Drake, dans la rade de Plymouth, et demande la restitution du butin rapporté d'Amérique [5]. — Ce trésor, répond la reine, je le garde pour moi; il me couvrira du dommage causé par des rébellions qu'a fomentées en Irlande le Roi Catholique.

Philippe II, en effet, pouvait malaisément se plaindre de ces prises rapportées en pleine paix, car lui-même cherchait à mettre la main sur les possessions d'Elizabeth. Il s'était laissé séduire par quelques aventuriers

[1] *Doc. ined.*, t. LI, p. 270.

[2] Cabrera, t. II, p. 566. — Herrera, t. II, p. 232. — *Cartas de Madrid*, 8 août 1581. Ce vice-roi rentra aussitôt « avec beaucoup d'or et peu de santé, car voilà deux ans qu'il ne quitte son lit, et il apporte 1,800,000 ducats ». (18 septembre 1581.)

[3] *Doc. ined.*, t. XXXIV, p. 77. Le duc d'Albe au roi, du 4 mars 1581.

[4] *Ibid.*, p. 240. L'ordre n'est donné que six semaines plus tard.

[5] Herrera, t. II, p. 232.

irlandais, et il avait envoyé huit cents Italiens sous la conduite de D. Bastian de San Josepo pour soulever l'Irlande contre la domination anglaise. Les pauvres gens se virent abandonnés par les Irlandais et assiégés dans leur fort de Down Enoyr par le comte Grey [1]; ils capitulèrent. Grey était un protestant ivre de la Bible et plein d'horreur contre les papistes; il fit mettre nus ses prisonniers, puis il les fit égorger jusqu'au dernier. « — Le Dieu des armées, criait-il, nous a livré nos ennemis [2]. »

En Écosse, Philippe se montrait plus prudent, et essayait d'organiser une croisade qu'auraient dirigée le général des Jésuites et le grand maître de Malte [3]. — Défiez-vous des Jésuites, écrivait Marie Stuart [4], qui était mise au courant de ces projets; « leur expérience en matière d'État ne répond au zèle qu'ils ont à la religion; et pour ce il est très-nécessaire de les bien avertir et admonester souvent de la façon qu'ils auront à se déporter, car les bonnes gens y peuvent beaucoup choper par faute de bon conseil; il y va de ma vie ».

[1] Le 7 novembre 1580. C'était dans le havre de Smerwick, comté de Kerry. LODGE, *Illustrations*, t. II, p. 243.

[2] « The Lord of hosts had delivered the enemy to us. »

[3] LABANOFF, t. VII, p. 152 et suiv. Lettres des 31 octobre et 8 novembre 1580.

[4] MIGNET, *Marie Stuart*, t. II, appendice L.

II

ELIZABETH ET SES CONSEILLERS.

Ces dangereuses intrigues n'étaient en rien ignorées des hommes d'État de l'Angleterre ; ils comprenaient qu'ils ne sauraient les déjouer qu'en attaquant aussi leur ennemi dans ses possessions : « — Nous avons tout à craindre de cette facile occupation du Portugal, disait l'un d'eux [1] ; ne cessons de rappeler à la reine les périls qui la menacent, soyons importuns, c'est notre foi qui est menacée. » « — Il est bien triste, ajoutait un autre [2], que notre reine et le roi de France n'aient pas secouru le roi Antonio, car pendant ces deux derniers mois, le moindre renfort aurait produit de grands résultats. »

La reine Elizabeth d'Angleterre est une des grandes figures de l'histoire : peu de souverains ont exercé une influence aussi profonde sur leur temps. Aimée jusqu'à l'adoration par les Anglais de toutes les classes, durant un demi-siècle, elle a su comprendre et servir les instincts, les passions, les intérêts de son peuple, dominer les grands hommes, étonner les étrangers [3].

[1] Hatton to Walsingham, 26 april 1580, publié par WRIGHT, *Queen Elizabeth and her times*, t. II, p. 107.

[2] Rogers to Wilson, 1 october 1580, *ibid.*, p. 116.

[3] Cet étonnement et une sorte d'admiration sans bienveillance se

Elle est apparue au moment où le génie anglais s'épanouissait dans toute sa vigueur ; elle a semblé s'unir à tous les actes des hommes héroïques qui surgissaient autour d'elle et fonder la grandeur de la nation. Dans ce rôle elle combinait des qualités absolument contraires : tandis qu'elle possédait tous les dons du commandement et poussait jusqu'aux excès de la jalousie les susceptibilités de son prestige, elle sentait, elle subissait avec une souplesse prodigieuse les aspirations de son pays. Aussi l'on serait injuste envers le peuple anglais si l'on attribuait à la reine les merveilles du règne : le mérite extraordinaire des Anglais est d'avoir grandi entre les mains d'une femme malade, de lui avoir imposé leurs hommes de génie et d'avoir réparé ses fautes, à travers les vices et les défaillances de la souveraine.

Car Elizabeth, comme Philippe II, était une victime du vertige de la toute-puissance. Son âme s'était pervertie, ses passions étaient secouées par des violences morbides, et ses nerfs par des surexcitations malsaines [1].

Elle poussait jusqu'à la manie le travers d'avarice

font remarquer dans la correspondance de Michel de Castelnau et de La Mothe Fénelon.

[1] Les traits sont empruntés à : *Nichol's Progress; Scrinia Ceciliana; Melvil; Sidney Papers; The princely pleasures of Kenilworth; Strype; Lodge's Illustrations; Haringston's Nuquæ antiquæ,* et au curieux voyage de Hentzner. Ils se retrouvent dans les ouvrages modernes de miss Agnès Strickland, de miss Lucy Aikin et de Wright. M. Froude, le puritain, les évite.

dont elle avait hérité de son aïeul Henri VII : les villes qu'elle traversait devaient lui donner des bourses pleines d'or, et elle acceptait même dix livres des simples villages; les seigneurs lui offraient des parures ou des chemises ornées de broderies de soie noire qui dessinaient les seins; elle avait deux mille robes et quatre-vingts perruques; elle interrompait les affaires d'État pour demander des robes, et quand un ministre voulait lui communiquer une nouvelle grave, il devait avoir l'art de débuter par exemple ainsi : « Votre Majesté devrait chercher un tailleur qui saurait dessiner une toilette en combinant les modes de France et celles d'Italie, un artiste comme celui qui sert la reine mère de France. » Si un ambassadeur se présente : « — Votre reine, lui demande-t-elle, est-elle aussi belle que moi? Elle est plus grande, c'est un défaut; ma taille est préférable. Vous me verrez danser; je crois danser mieux qu'elle; ma main est plus belle que la sienne, regardez. » A un pauvre envoyé hollandais qui feint d'être en extase devant sa beauté, « supérieure à celle de toutes les princesses de la terre », elle se hâte de faire donner une chaîne d'or. Elle avait alors soixante-six ans, mais l'âge aggravait ses travers : quand un chapelain lui parle dans un sermon de la mort qui approche, elle le fait chasser. Elle veut être adorée comme un prince d'Orient; ses ministres ne lui parlent qu'à genoux [1], à genoux on la sert dans ses

[1] Excepté Cecil quand il devint âgé.

repas; si elle traverse une galerie, chacun doit se prosterner devant ses pieds. Ce n'est pas des hommes seulement qu'elle exige les hommages, chaque femme doit avouer aussi le pouvoir de ses charmes; celles qu'elle veut honorer sont admises à la faveur de lui baiser les seins [1]; les femmes qui lui appartiennent ne doivent pas faire d'infidélité à son culte, et deviennent criminelles si elles songent à se marier. « — Ton père, dit-elle à une de ses filles d'honneur, m'a confié ses pouvoirs pour autoriser ton mariage avec ce gentilhomme. » « — Oh ! fait la fille, je suis bien heureuse ! » « — Tu l'es vraiment, car je garde ces pouvoirs et ne m'en dessaisirai jamais, et ne te laisserai point marier; maintenant, va à ton ouvrage. » Mais cette divinité s'oublie quelquefois dans des accès de fureur; elle jure par la mort-Dieu, elle se roule à terre, elle crache à la figure; certaines de ses femmes passent leur vie à subir ses coups : lady Scrope « endure beaucoup des mains de Sa Majesté » ; la belle Bridges, qui a paru attirer les regards du comte d'Essex, est souffletée jusqu'à épuisement; Elizabeth ne frappait pas, comme Catherine de Médici, par la passion un peu voluptueuse de faire sentir sa domination à une créature, mais par simples accès de brutalité; à une fille elle brise un doigt, à une autre elle perce la main d'un couteau. Elle goûtait, malgré

[1] Lettre de Rowland Wyte : « Kissed the queen's hand and her breast. » Elle avait alors soixante-quatre ans. Ses seins étaient nus dans les audiences publiques. MOTLEY, *The united Netherland*, t. I, p. 318.

son éducation lettrée, les combats de chiens et d'ours, les jeux de mots grossiers. A un drame de Shakespeare elle préférait l'allégorie d'une Vénus qui venait s'humilier devant sa beauté, ou des scènes de batailles où l'on simulait des bras coupés et du sang répandu. Enfin, elle aimait, comme Philippe II, « servir Dieu par de confortables exemples », en brûlant les papistes « notoires [1] », non sans les avoir soumis à « quelque procédé de torture [2] », ou les anabaptistes; elle punissait même la simple « incorrection dans la foi [3] », ce qui ne l'empêchait pas de recueillir les avis de l'astrologue Dee, de prendre des décisions pendant les jours qu'il désignait comme propices, de le visiter dans sa maison de Mortlake, et de lui conférer des bénéfices ecclésiastiques.

De ce règne cependant date l'influence de l'Angleterre sur la civilisation : deux hommes, Burleigh et Walsingham, ont su réunir la vigueur dans les desseins et la souplesse dans les allures qui permettaient de ramener la reine des accès de sa névrose dans la rigi-

[1] LODGE, *Illustrations*, t. II, p. 187.

[2] STRYPE, *Life of Whitgift*, p. 83. On doit toutefois reconnaître que les catholiques mis à mort ont été condamnés sous le prétexte qu'ils étaient des adversaires politiques. C'est un grand point, remarque à ce sujet Buckle (*History of civilisation*, t. II, p. 48, de l'édition de Leipzig), que le fanatique soit obligé de faire l'hypocrite : « A most important point indeed was gained when the bigot became a hypocrite. »

[3] LODGE : « Badness of belief. » Elle avait pour les bains la même répugnance que Philippe II : « The queen beinge perswaded by her physitions, did enter into a bathe on sondaye last. » (LODGE, *Illustrations*, t. II, p. 233, Bawdewyn to Shrewsbury.)

dité de leur politique. En outre, le peuple anglais se trouvait alors dans une de ces périodes où les talents ne demandent qu'à éclore ; Elizabeth les rencontrait au hasard de ses caprices : favorise-t-elle un courtisan pour son élégance, elle découvre un homme de génie, Walter Raleigh ; distingue-t-elle un beau danseur, il devient légiste solide, Christopher Hatton.

Mais ce fut sur un être sans valeur qu'Elizabeth porta toutes ses complaisances : Robert Dudley, comte de Leicester, a été soupçonné d'un si grand nombre de crimes, que l'invraisemblance de telles horreurs doit faire supposer de l'exagération. Du moins on peut dire que toute personne qui l'a gêné est morte à propos, et que son incapacité a éclaté dans tous ses commandements; mais sa reine l'a toujours défendu avec une fidélité superstitieuse. Tous deux étaient nés le même jour, sous le même horoscope; ils dépendaient également de la constellation de la couronne d'Ariadne. Robert Dudley était le troisième fils de ce Northumberland qui avait cru régner sous le nom de Jane Grey sa belle-fille, et avait été mis à mort par la reine Mary [1] ; il avait échappé à la disgrâce de sa famille par la protection de Philippe II, qui régnait alors à Londres; il s'était présenté à la cour, il s'était marié. Puis, dès l'avénement d'Elizabeth, il se vit l'objet d'une telle

[1] Le fils aîné, John Dudley, était le mari de Jane Grey; le second, Ambrose Dudley, earl of Warwick, ne sut pas défendre le Havre contre Charles IX, et se tint ensuite loin de la cour.

faveur, qu'il rêva de devenir le mari de la reine, fit conduire sa femme, Amy Robsart, dans un château solitaire, la tint séquestrée sous la garde de deux confidents [1], sans prétexte, enfin raconta après quelques mois que sa femme avait fait une chute dans un escalier, qu'il était veuf [2]. « — La mort de cette femme le déshonore », dit hardiment lord Burleigh à la reine [3]; mais cette mort n'amoindrit ni sa faveur ni son audace : il attendit douze ans le caprice qui pouvait lui faire partager la couronne, se lassa, s'éprit de la femme de lord Sheffield; à ce moment mourut subitement lord Sheffield : la veuve s'unit par un mariage secret au comte de Leicester. Quelques années plus tard [4], elle fut prise, après un breuvage, de souffrances au milieu desquelles elle perdit les cheveux et les ongles; elle ne succomba point, mais le comte d'Essex mourut dans les mêmes accidents, et sa veuve épousa Leicester. L'autre épouse, lady Sheffield, ne put faire constater la légalité de son mariage qu'après la mort de Leicester.

Voilà sous quels maîtres les politiques anglais ont fondé la grandeur de leur pays, et les marins anglais ont acquis la domination de l'Océan.

1 A Cumnor-House, dans le Berkshire, les noms de sir Richard Varney et de Antony Forster sont rendus fameux par l'admirable roman de *Kenilworth*.

2 En 1560.

3 « He is infamed by the death of his wife. »

4 Septembre 1576.

III

MISÈRE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE.

On a vu Marguerite de Valois et son jeune frère tenter des aventures dans les Flandres sans être soutenus ni désavoués par le roi de France. Depuis la mort de Charles IX, Catherine de Médici avait cessé de diriger le gouvernement; cette mort l'avait émue : « — Piteuse nouvelle pour moi, s'était-elle écriée [1], pour avoir vu tant mourir de mes enfants; il me dit adieu et me pria de l'embrasser, qui me cuyda faire crever, et la dernière parole qui dit, fust: — Eh, ma mère! » Elle avait trouvé dans son fils Henri III son maître, maître sans cœur et sans résolution, loquace, indolent. « — Que Dieu le bénisse, car il est bon homme! » disait dédaigneusement de lui D. Diego de Çuñiga [2]. « En voilà un qui ne gênera jamais personne; il est de ces gens mielleux qui n'aiment pas les luttes. »

Henri III avait assez de vanité pour troubler les plans et détruire l'autorité de sa mère, trop peu de volonté pour se soustraire à l'influence de Philippe II. Avant même d'entrer en France, dès son arrivée à Venise, il avait écrit au roi d'Espagne pour lui deman-

[1] Ms Bibl. nat., Dupuy, vol. 500, f° 71.
[2] *Correspondance de Philippe II*, t. V, p. 23.

der son appui [1]. Il aurait pu facilement organiser dans son royaume un parti monarchique avec tous ceux qui avaient horreur de la guerre civile et des intrigues étrangères; le patriotisme se révèle dès son avénement par des pamphlets qui cherchent à lui rallier toutes les factions, et disent aux Français [2] : « Ne vous laissez persuader par les étrangers qui vous chérissent pour attraper vostre argent... ils ne vous cognoissent pas, mais seulement vostre argent et vos meubles... jugez, en voyant le désordre auquel vostre France est maintenant. » Nourrir le sentiment national, c'est aussi ce que conseillait Catherine [3] : « Vous estes le roy de tous, et les faut tous aymer, les querelles particulières les appointer, et ne se passionner; vos serviteurs, aymez-les, mais leurs partialités ne soient plus les vostres! »

Mais Henri III n'écoutait pas plus ces conseils que ceux de ses ministres. Après Lospital, Morvilliers avait dû à son tour abandonner les sceaux; il s'écriait : « Qui veut profiter et avoir faveur de la cour, il s'y faut rendre esclave plus que ne sont les forçats en galères... on n'ose mettre le nez au fond des finances [4]... » Il laissait une école d'hommes d'État qui ont manié le gouvernement durant près de deux siècles : les Villeroy, les Laubespine, les Pomponne, les Séguier,

[1] Ms. Arch. nat. K. 1536, du 27 juillet 1574.

[2] *Remonstrance aux François pour les induire à vivre en paix à l'advenir*, 1576.

[3] Ms. Bibl. nat. Dupuy, vol. 500.

[4] Ms. Bibl. nat. français 20167.

les Molé se rattachent tous à Jean de Morvilliers [1]. Mais Henri III ne trouvait pas mauvais que ses ministres fussent outragés par les favoris de cour; il les décourageait par sa complète indifférence devant les affronts qu'il subissait lui-même; il gaspillait l'autorité.

Les ambassadeurs à l'étranger étaient plus malheureux encore, car ils ne recevaient plus leurs appointements. — « Quand vous verriez la désadvanture et misère que je passe, vous en auriez pitié et compassion, écrivait Saint-Gouard de Madrid [2]; mes affaires sont si ruinées et desplorées que je ne sais plus que dire ni faire, je ne sais à quoi la nécessité me réduiroit. »

Philippe II n'avait pas à s'inquiéter de tels adversaires : nul obstacle ne l'aurait arrêté, s'il n'y avait pas eu derrière la cour d'Elizabeth les marins héroïques, et au fond de la Gascogne, Henri de Navarre.

C'est cependant cette cour de France livrée aux fêtes bizarres et aux projets incohérents, qui imagina d'arracher le Portugal à Philippe II, sans déclarer la guerre à l'Espagne, et qui entraîna l'Angleterre dans ses aventures d'outre-mer.

[1] Voir la remarquable étude de M. Baguenault de Puchesse sur le *Chancelier de Morvilliers*.

[2] A Villeroy. Ms. Bibl. nat. français 16107, f° 5, du 13 janvier 1580.

IV

EFFORTS DU ROI ANTONIO A L'ÉTRANGER.

De tout le Portugal, le roi Antonio ne possédait plus que les îles Açores et les bijoux royaux; il envoya son fidèle comte de Vimioso pour solliciter l'alliance de la France, et il se transporta avec sa cassette en Angleterre, afin d'intéresser Elizabeth à sa cause. Un diamant fut d'abord remis en gage à Leicester[1]; mais bientôt tous les bijoux passèrent aux mains d'Elizabeth, qui laissa durant plusieurs mois Antonio dans l'incertitude, puis permit qu'une souscription fût ouverte dans la cité pour équiper une flotte de secours. Sur la liste s'inscrivirent avec Francis Drake, Hawkins, Frobisher et quelques marchands, les comtes de Leicester, d'Oxford, de Pembroke, de Warwick. Mais la reine refusa de prêter ses navires et retarda l'armement de ceux des souscripteurs[2]. Aussi Antonio découragé partit pour la France, où on lui annonçait des dispositions plus bienveillantes[3].

[1] Ms. Arch. nat. K. 1560, p. 8. Tassis à Philippe II, du 31 janvier 1582.

[2] Ms. Arch. nat. K. 1560, p. 7. Tassis à Philippe II, du 25 janvier 1582 : « Por agora no le puede ayudar con nada. »

[3] *Manifeste*, p. 57. Il arriva en France en janvier 1582. Strozzi à Matignon, 23 janvier 1582. Ms. Bibl. nat. français 3291, f° 169.

Le comte de Vimioso [1], son agent en France, parlait malaisément notre langue, car ses lettres à des Français sont en italien; mais il était jeune, brave, voué à une cause désespérée; c'était assez pour lui attirer la sympathie de Lansac [2], de d'Aubigné, de Brissac, de tous les Gascons qu'il courtisait avec tact; il plut surtout à la belle reine de Navarre, Marguerite de Valois, qui le trouvait « recommandable en toutes sortes de galanteries et pour l'amour [3] ». On le mena près de la reine mère, on parla de se faire céder le Brésil, on se montra les larges quadruples que l'Espagne faisait frapper avec l'or d'Amérique [4], on flatta les prétentions de Catherine à des droits sur la couronne de Portugal. Les mignons de cour, les aventuriers et les politiques étaient d'accord pour demander une entreprise d'outre-mer. Catherine de Médici se laissa si bien convaincre des avantages d'une expédition lointaine, qu'elle fit donner le commandement à son homme de guerre

[1] On l'appelait le connétable de Portugal, ou le connétable Francisque de Vimiose; il scellait hardiment ses lettres aux armes de Portugal, bien qu'il fût petit-fils de la juive Béatrix Pereire et d'un évêque d'Évora qui était lui-même bâtard d'un prince de Portugal.

[2] Ms. collection privée. Vimioso à M. de Lansac, du 8 avril 1581 : « Spero che arrivarano a termini che io libertando el mio regno, e recuperando l'honore perso de i miei sotto il patronimo de V. S. ill... a madama bascio le mani... »

[3] D'Aubigné, *les Histoires,* t. II, p. 411.

[4] Torsay, *Vie et mort de Philippe Strozzi,* p. 443 de la réimpression par Cimber et Danjou, *Archives curieuses de l'histoire de France*, t. IX de la 1re série.

favori, son cousin Philippe Strozzi[1]. Henri III, qui laissait attaquer Philippe II par son frère en Flandre, par sa mère dans les possessions portugaises, feignait d'ignorer qu'une flotte et une armée s'assemblaient; il écrivait toutefois à Strozzi pour hâter son départ[2], et il permettait à ses ministres de presser les préparatifs en son nom : « — Le roi est très-marri du retardement de M. Strozzi; je vous prie y pourvoir selon l'intention de Leurs Majestés », écrit Villeroy au maréchal de Matignon[3]. Le retard était causé non par la mauvaise volonté, « mais par plusieurs considérations que vous ne sçaurez qu'assez tost, et principalement par faute d'argent[4] ».

La marine française était oubliée depuis la mort de François Ier; il fallait noliser des navires corsaires à la Rochelle, à Saint-Malo, à Dieppe. On les rassemble secrètement à Belle-Isle, on s'exalte par l'espoir d'aventures merveilleuses sous des constellations inconnues; la seule inquiétude était que les protestants ne profitassent de cette absence d'une partie des forces militaires pour recommencer un soulèvement : cette crainte retar-

[1] Né en 1541, amené en France, en 1547, par sa mère Landomina de Médici.

[2] Ms. Bibl. nat. français 3291, f° 169. Strozzi à Matignon, 23 janvier 1582 : « J'ay eu une dépesche de S. M. laquelle me presse fort de partir. »

[3] Le 25 avril 1582. Ces lettres ont été publiées à Montélimart en 1749 par un descendant du maréchal. Ce recueil est rare et important, mais les dates de quelques lettres ont été inexactement imprimées.

[4] *Ibid.*, 21 septembre 1581.

dait la décision, et l'on pouvait dire qu'en empêchant la rupture, les protestants rendaient à Philippe II les mêmes services que les plus dévoués de ses agents en France, ainsi que l'écrit Villeroy[1] : « — Je vous puis dire qu'il n'y a jésuite en ce royaume qui favorise plus les affaires du roi d'Espagne que les protestants. »

Mais Villeroy lui-même connaissait moins bien l'état des armements et le nombre des navires que Philippe II ; les espions adressaient de tous les points de la France des renseignements à Tassis, l'ambassadeur espagnol à Paris : tantôt ce sont des religieux franciscains[2], tantôt c'est le fils même de Lansac[3], qui font connaître les préparatifs. L'agent le plus précieux est un banqueroutier espagnol, Miguel Vaez, qui s'est attaché à Antonio et s'est fait nommer par lui son intendant général et son commissaire de la guerre[4] ; avec une extraordinaire science de perfidie, ce Vaez fait avorter les projets, désorganise les services, raconte les pensées les

[1] 11 avril 1582.

[2] Ms. Arch. nat. K. 1560, pièces 19, 21, 22.

[3] *Ibid.*, pièce 18. C'est Tassis qui l'écrit, mais le jeune Lansac s'en vante lui-même plus tard en demandant des secours en argent à Philippe II. « C'est moi qui ai révélé, dit-il (en 1591, Ms. Arch. nat. K. 1580, pièce 42), le concert qui fut faict à Libourne entre le feu duc d'Alençon, Henri de Bourbon, don Anthoine, auquel pour luy assista don Francisque de Portugal... et aiant donné aux ministres de V. M. et particulièrement à feu Garcia d'Arcia, gouverneur de Fontarabie, les bons, vrais et certains advis de tout ce qu'il étoit expédient que V. M. sceut pour lui donner et à la vertu de la nation espagnole la victoire sur l'armée conduite par Philippe Strozzi. »

[4] Ms. Arch. nat. K. 1561, p. 5 : « Proveedor general de las armadas de mar y tierra, y comisario de guerra. »

plus intimes d'Antonio et de ses alliés. Il demande comme unique récompense la faveur de pouvoir ensuite rentrer en Espagne, sans être incarcéré ni molesté par ses créanciers. Et il n'est pas le seul parmi les confidents d'Antonio qui soit livré à l'Espagne : le Portugais Antonio de Escovar s'est attaché à la personne du prétendant pour indiquer les forces dont il dispose. Il reçoit pour ce métier des sommes d'argent[1].

Tassis était donc bien sûr de ne point être démenti quand, au mois de mars[2], il vint trouver Henri III pour se plaindre des secours militaires accordés au prétendant. « — Je ne sais ce que c'est, fit le roi de France, parlez à ma mère : parler à elle ou à moi, c'est tout un. — Et il me congédia, raconte Tassis, avec beaucoup de courtoisie et de bonne grâce. Je me rendis près de la reine mère : —Je ne comprends point ce que vous voulez dire, fit-elle; vous avez dû reconnaître le grand désir que nous avons de conserver la paix avec le roi d'Espagne; je prétends sans doute avoir des droits sur le Portugal, mais ce n'est nullement un motif de rupture. Nos instructions interdisent formellement de tou-

[1] Voir Ms. Arch. nat. K. 1573, p. 20. Le payement d'une somme de trois cent soixante-cinq écus d'or à Antonio de Escovar, le 20 novembre 1582. Cet homme est évidemment celui qui est désigné sous le nom de *Samson* dans la correspondance de Tassis; Vaez porte le surnom d'*Aurelio*, le duc de Guise celui d'*Hercules*, en attendant qu'il figure sous celui de *Mucio* dans les lettres de Bernardino de Mendoça. Nous n'avons pu conjecturer qui est *Eneas*, mais Philippe II ne le savait pas davantage, car il écrit un jour au-dessous de ce sobriquet (K. 1561, p. 127) : « No se me acuerda quien es este. »

[2] Ms. Arch. nat. K. 1560, p. 15, Tassis à Philippe II, du 6 mars 1582.

cher à rien de ce qui appartient au roi Philippe; nous ne réclamons que ce qui est à nous, et nous sommes disposés à accueillir un arbitrage. » Ce qui n'est pas douteux, écrit Tassis dès le lendemain [1], c'est que leur flotte est prête, elle va mettre à la voile pour les Açores; « ces îles leur semblent avantageuses pour faire des courses sur les Indes, bouleverser, ou au moins rendre difficile le trafic commercial ».

Cependant Antonio, qui est arrivé à la cour, ne laisse pas ignorer que Philippe, irrité de l'échec de l'escadre qu'il avait envoyée contre les Açores [2], prépare une flotte puissante pour soumettre ces derniers rebelles, et la place sous le commandement du redoutable Santa Cruz [3]. — Rien à craindre, répondent les Français [4], car on a interdit le transport des blés en Portugal et en Espagne, de sorte que « si nous sommes bien obéis et servis, les Espagnols n'auront moyen de remettre sus l'armée qu'ils commencent à préparer pour la primeur ».

Cet épisode de l'expédition de Strozzi aux Açores,

[1] Ms. Arch. nat. K. 1560, p. 18, du 5 mars 1582 : « Por parecerles puesto propio para yr haciendo progressos en Indias y desbaratar o almenos difficultar notablemente el trafico y las navegaciones. »

[2] Dès 1581, Pedro de Valdez avait voulu soumettre les îles à l'Espagne, il avait été repoussé et avait perdu sept cents hommes. L'échec était dû surtout à sa mésintelligence avec D. Lope de Figueroa, qui commandait les troupes de terre. Valdez fut enfermé dans la citadelle de Lisbonne le lendemain de son retour. (*Cartas de Madrid* copiées et communiquées par M. Morel-Fatio, des 8 août et 25 septembre 1581.)

[3] *Manifeste* imprimé chez Plantin, p. 58.

[4] Villeroy à Matignon, 22 septembre 1581.

qui passe à peu près inaperçu dans notre histoire, permet de bien saisir la cause des échecs subis constamment par les Valois malgré leurs qualités politiques. Avec de trop vastes conceptions, ils n'employaient que des moyens trop mesquins : Catherine principalement croit que le monde se mène par des accidents; elle est dupe des apparences, elle ne comprend ni la solidité des préparatifs, ni la fermeté dans les projets. Elle croit qu'en embarquant trois mille Gascons sur quelques corsaires normands, elle ébranlera l'Espagne au bout du monde. Avec la même légèreté, Charles IX envoyait Genlis sous Mons au milieu des armées du duc d'Albe. Quand on se livre avec cette insouciance aux caprices de la fortune, la honte se gagne.

Enfin, au milieu de juin [1], la flotte de cinquante-cinq voiles commandée par Sainte-Soulaine part de Belle-Ile avec « trente-sept enseignes de gens de pieds françois » et quatre cents volontaires sous les ordres de Philippe Strozzi et de Brissac. Le roi Antonio et le comte de Vimioso sont à bord : le traître Miguel Vaez y est également.

[1] Le 16 juin 1582, d'après le *Manifeste* de Plantin et la plaquette de Torsay. Strozzi écrit le même jour à Matignon une lettre datée de « l'amiral *le Saint-Jean-Baptiste*... La présente sera pour vous donner advis de mon partement qui sera ce soir... M. de Brissac a une fort belle troupe. » Ms. Bibl. nat. français 3291, f° 174. Cette date de départ, 16 juin, fut aussitôt connue de tout le monde à Madrid. (*Cartas de Madrid*, du 10 juillet 1582.)

V

EXPÉDITIONS DES AÇORES.

L'archipel des Açores est formé de sept îles groupées au milieu du grand Océan; celle de Saint-Michel, où était l'évêché, était seule occupée par l'Espagne; celle de Tercère, qui a Angra pour capitale, avait maintenu les cinq petites îles[1] sous le pavillon portugais : les religieux Franciscains de Tercère laissaient croire que le roi Sébastien était réfugié dans leur monastère. Les Pères Jésuites, contre le vœu unanime du clergé, avaient prêché la soumission à Philippe II; mais ils avaient été sauvés avec peine des mains de la populace; on les avait murés dans leur couvent[2], et ils recevaient de la nourriture par les fenêtres deux fois par semaine[3].

L'escadre française aborda un mois après son départ à Saint-Michel[4], jeta à terre quinze cents hommes qui repoussèrent une sortie de la garnison espagnole, et assiégèrent le fort[5]. Au bout de six jours apparaît à l'horizon la

[1] Ces îles sont Sainte-Marie, le Fayal, le Pico, le Corvo, Fiori. Les deux dernières portent aussi les noms de San-Jorge et la Graciosa.
[2] Nardin, p. 358.
[3] *Ibid.*, p. 390.
[4] Le 16 juillet 1582. D'Aubigné, t. II, p. 466.
[5] Torsay. La capitale de l'île Saint-Michel est Punta Delgada.

flotte de Santa Cruz, si fatalement dédaignée jusqu'alors.

Les Açores, comme le remarquait Tassis, étaient la clef du nouveau monde ; là se ralliaient les navires qui faisaient voile vers l'Amérique ou qui revenaient avec les riches cargaisons ; les avaries se réparaient, les équipages se rafraîchissaient ; on embarquait de l'eau, des légumes [1] ; la possession des Açores rendait maître des galions. Ces rochers, qui devenaient un des points les plus importants du globe, furent défendus avec énergie par l'Espagne.

Philippe II, qui était si exactement instruit des préparatifs d'attaque, avait réuni dans ses ports de Lisbonne et de Cadiz soixante-six gros navires de guerre, soixante et un petits, avec une armée de douze mille hommes [2]. Santa Cruz, qui commandait en chef, n'était pas homme à s'accommoder de la lenteur des bureaux ; il partit brusquement avec la flotte de Lisbonne, la première prête, et rangea en bataille devant la principale baie de Saint-Michel, le dimanche 22 juillet, quarante navires qui portaient plus de sept mille soldats [3].

La flotte française était à peu près égale en nombre,

[1] Ce fait important se trouve ainsi rappelé dans les *Cartas de Madrid* qu'a copiées M. Morel-Fatio : « Necessaria para la navegacion de Oriente para tomar en ella refrescos, en sevar y remediar navios que en la larga navigacion vienen cascados, y para hazer agua hasta llegar a España. » (Lettre du 12 décembre 1581.) Ces mêmes nécessités attirent encore des paquebots aux Açores. Voir une jolie description de Fayal dans MARK TWAIN, *the Innocents abroad.*

[2] Ou plus exactement, 11,873 hommes. Voir Ms. Bibl. nat. fonds italien 416, f° 165.

[3] *Ibid.* Exactement 31 gros navires, 7 petits, 2 galions et 7,346 soldats.

mais ses canons n'avaient pas de portée, et ses chefs étaient en désaccord[1].

Aucun des adversaires n'était pressé de commencer la bataille : Santa Cruz attendait sa seconde flotte de Cadiz qui devait doubler son effectif; Strozzi espérait d'une heure à l'autre voir apparaître les Anglais. On resta en présence du dimanche 22 au mercredi 25. Mais cette inaction troublait les courages dans les deux escadres[2]. Le mercredi, les Allemands à la solde de l'Espagne forcent les équipages des deux navires où ils sont embarqués à prendre le large; ils s'enfuient à Lisbonne, où ils sont hués[3]. Mais de notre côté le roi Antonio prend peur également, il disparaît avec plusieurs navires en glissant la nuit le long de la côte[4].

Strozzi perd patience à se voir cerné par un ennemi immobile : le galant comte de Vimioso, qui est las de traîner à l'étranger sa misère, lui montre, le jeudi 26,

[1] On connaissait ces faits en Espagne. *Cartas de Madrid*, 10 juillet 1582 : « No puede durar mucho por ser tantas cabezas y poca substancia. »

[2] Nous avons deux relations de la bataille : celle que rédigea Santa Cruz le soir même, et qu'il fit porter au roi par son cousin D. Ponce de Léon; elle a été reçue par Philippe II le 24 août 1582; la copie est Ms. Bibl. nat. fonds italien 416, f° 155 et suivants; celle de D. Lope de Figueroa, maistre de camp général de l'infanterie; elle est Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 466, f° 30.

[3] *Rapport de* Santa Cruz : « Faltaron dos que llevavan Alemanes. » Les détails de l'arrivée des fugitifs à Lisbonne se trouvent dans les *Cartas de Madrid*.

[4] « Don Antonio aparto la noche antes que se pelease. » Déclaration de Vimioso au moment de mourir, devant Fray Francisco Maldonado, Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 466, f° 33, et fonds Dupuy, t. XV, f° 43, du 27 juillet 1582.

le galion *San Mateo* qui est isolé en avant de la flotte espagnole. Strozzi fond avec son *Saint-Jean-Baptiste* sur le téméraire; il est suivi par les navires de M. de Brissac et du Normand Borda[1]. Mais sur le *San Mateo* sont les vétérans de D. Lope de Figueroa, avec leur général et leur *veedor* D. Pedro de Tassis; ils se défendent, ils sont bientôt secourus par le vaisseau de D. Miguel de Oquendo, qui verse à leur bord plusieurs compagnies de mousquetaires. Puis surviennent Santa Cruz sur le *San Martin*, D. Cristoval de Eraso et la *Galarca*, barque de Biscaye. Un autre bâtiment de Biscaye survient avec la compagnie de D. Miguel de Cardona. Le combat dura cinq heures[2] : le vaisseau de Brissac, canonné par plusieurs navires espagnols, attaqué à l'abordage, put se dégager des grappins et s'enfuir en faisant eau de toutes parts[3]. Cette retraite honorable sera injustement reprochée à Brissac. — Il n'est bon, dira Henri III, ni sur terre, ni sur mer. Les vrais fuyards furent Sainte-Soulaine et Fumée, qui s'échappèrent avec la plus grande partie de la flotte[4], en abandonnant les trois navires les plus engagés. Beaumont, le commandant du *Saint-Jean-Baptiste*, tomba mort;

[1] *Correspondance de Villeroy*, p. 202.

[2] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 466, f° 30. Lettre de don Lope de Figueroa, maestro de campo general, à Mateo Vasquez; de San Miguel, 3 agosto 1582 : « Los Franceses pelearon como cavalleros. »

[3] *Ibid.* : « La de Brissac empeo a desaferarsene y se fue medio hondida. » Ce témoignage à peu près inconnu d'un ennemi réhabilite complétement Brissac.

[4] Ms. Bibl. nat. français 16108, f° 125.

Vimioso fut renversé, couvert de blessures, et succomba le lendemain; Strozzi, qui s'était élancé sur le navire de l'amiral espagnol, fut percé de coups, et jeté tout sanglant aux pieds du marquis de Santa Cruz, « sur le pont de cordes de son galion; quelqu'un lui fourra par dessous ledit pont de cordes son espée dans le petit ventre, luy ostant ce qui luy restoit de vie; le marquis, dédaignant de le regarder, se tourna de l'autre costé après avoir fait signe qu'on le jetast à la mer, ce qui fut aussitost exécuté[1] ». Les Espagnols perdirent cinq cent cinquante-quatre tués et eurent autant de blessés; douze cents Français avaient été tués durant le combat. « — J'avais pris sur ces épaves quatre-vingts gentilshommes et trois cent treize soldats ou matelots, écrit Santa Cruz[2], et pour que leur crime si énorme ne restât pas sans châtiment, j'ai ordonné au licencié Martin de Aranda, auditeur général de cette flotte fortunée, de faire décapiter publiquement lesdits gentilshommes et étrangler lesdits soldats et matelots, car il convient ainsi au service de Dieu, du roi notre maître, et du roi de France. » Les capitaines espagnols furent froissés de voir un homme de mer[3] détruire des prisonniers de guerre, soldats comme eux, qui venaient de succomber dans un combat loyal.

[1] Torsay.
[2] *Doc. ined.*, t. VII, p. 336.
[3] Herrera, t. II, p. 342. Voir aussi la lettre déjà citée de D. Lope de Figueroa, Ms. Bibl. nat. fonds espagnol, 466 : « A me parescido cruel dad y pesado en el alma y a toda la gente de guerra. »

— C'est pour être agréable au roi de France[1], — répondit Santa Cruz, sans doute par souvenir des lettres de Charles IX au duc d'Albe qui avait demandé le massacre des soldats de Genlis. Il est certain que les prisonniers ne purent montrer aucune commission, ni « aucun ordre du roy de France qui les autorisât dans cette expédition[2] » ; ils furent donc condamnés, « sçavoir est les plus gentilshommes à avoir les testes tranchées, c'est-à-dire à estre égozillés, et ceulx qui n'estoient point gentilhommes à estre pendus, c'est-à-dire à estre attachés à deux pieds de terre pour estre étranglés, hormis quelques pilotes et ceux qui ne passoient pas dix-sept ans, ce qu'on jugeoit au défaut de barbe[3] ». L'exécution se fit le 1[er] août, de sang-froid, cinq jours après la bataille.

Des fêtes au Louvre et de fausses nouvelles étourdirent Henri III sur ce désastre : « On fait courir le bruit que le sieur de Sainte-Soulaine avoit rallié le reste de nos vaisseaux, avoit taillé en pièces tous les Espagnols et pris ou mis à fond vingt-quatre de leurs navires[4]. » Mais les étrangers qui savaient la vérité, « ne manquoient de considérer que le roy d'Espagne deust avoir conceu en son asme un cruel dédain contre

[1] Nardin, p. 436.

[2] Busbecque à l'empereur Rodolphe, 15 août 1582, édition de l'abbé de Foix, t. III, p. 104.

[3] Torsay. Santa Cruz décrit de même le supplice : « Se ahorquen en entenas de las naos. » (*Doc. ined.*, t. VII, p. 336.)

[4] Villeroy à Matignon, 2 septembre 1582.

les François[1] ». Quant à Saint-Gouard, sa situation à Madrid devint humiliante quand arrivèrent les récits de la victoire de Santa Cruz sur notre flotte et notre infanterie, « n'estant à supporter les fanfaronnades et insolences que disent ces gens icy depuis que court cette nouvelle, et me semble que Jésus n'est assuré en Paradis, et qu'il y est en danger qu'ils l'aillent prendre pour le crucifier aultre fois. Quant au sac de Paris, ils le tiennent aussi assuré que celui qu'ils ont faict donner à Lisbonne[2]. »

Tassis était plus modeste à Paris, il avouait que les Français n'avaient perdu que trois navires, et que leur défaite était due à la retraite précipitée de la plus grande partie de la flotte[3]. Mais il racontait aussi le désespoir de Catherine; sa fureur, dit-il, son désir de vengeance éclatent tous les jours[4]; toutefois Henri III résiste à sa mère et n'éprouve pas le besoin d'une revanche[5].

Mais la leçon n'était pas encore suffisante pour les Valois : avec le même aveuglement ils renvoyèrent aux Açores une seconde expédition aussi faible que la première, et vouée fatalement au même sort. — Rien de

[1] NARDIN, p. 436.

[2] Ms. Bibl. nat. français 16108, f° 132. Saint-Gouard à la reine mère. Saint-Gouard, qui fut créé peu de temps après marquis de Pisani (près Saintes), est le père de la marquise de Rambouillet, l'incomparable Arthénice, et le grand-père de Julie la grande Précieuse.

[3] Ms. arch. nat. K. 1560, p. 82. Tassis au roi, 18 août 1582 : « No se perdio sino el navio de Strozi y otros dos... fue causa de la desorden no querer pelear 45 navios. »

[4] *Ibid.*, K. 1560, p. 85, du 29 août.

[5] *Ibid.*, K. 1561, p. 18 : « Va contradiziendo a la madre por mas que ella le apriete. »

dangereux, écrivait Tassis [1], ce ne sont que douze cents hommes.

Ce renfort cependant aurait peut-être été suffisant si Antonio était resté à Tercère avec les trente-sept navires qui s'étaient ralliés après la défaite [2]; mais Miguel Vaez se vante de l'avoir déterminé à disséminer peu à peu ces navires, ainsi que ceux qui arrivaient d'Angleterre, à les renvoyer en Europe [3], à abandonner ses îles fidèles pour reprendre son rôle de solliciteur à Paris.

L'île de Tercère resta administrée par le clergé sous l'autorité nominale d'Emmanuel de Silva. Vers cette île, au printemps voguèrent presque simultanément, comme l'année précédente, deux flottes : celle des Français, sous les ordres du commandeur de Chaste [4], comprenait douze cents Français et quatre cents Anglais [5]; celle de Philippe II était commandée par le marquis de Santa Cruz, et formée de cent cinq galères, galions, galéasses, brigantins et pataches, qui portaient douze mille hommes [6].

Les Français ne se présentaient pas cette fois en simples aventuriers, ils étaient munis d'une commission royale. Mais cette commission était presque aussi

[1] Ms. arch. K. 1561, lettre du 21 avril 1583.

[2] *Manifeste*, p. 61.

[3] Ms. arch. nat. K. 1561, p. 5 : « Fuy desparciendo poco a poco estas fuerzas en persuadir al señor D. Antonio que les devia dexar yr. »

[4] Gouverneur de Dieppe et cousin du duc de Joyeuse.

[5] La présence des Anglais est indiquée par notre nouvel agent à Madrid, M. de Longlée, Ms. Bibl. nat. français 16108, f° 166.

[6] Cabrera, t. III, p. 15.

déshonorante pour Henri III que ses désaveux; elle recommandait à Chaste : « Si il rencontre les navires des flottes venant des Indes ou autres, il mettra peine de s'en saisir et enverra à Leurs Majestés l'or et l'argent et autres denrées de prix qu'il en tirera [1]. »

Lorsque Chaste débarqua à la Tercère, le 11 juin 1583, les femmes le couvrirent de fleurs [2]; mais un mois après, les soldats portugais se sauvèrent à la vue des Espagnols [3] et abandonnèrent sur le rivage cinquante Français avec le capitaine Bourguignon, qui se firent tuer. Lcs habitants de la ville virent alors descendre à terre les compagnies espagnoles « desquelles l'ordonnance estoit si belle qu'on les voyoit mettre en bataille dès qu'elles prenoient terre [4] ». Chaste voulut vainement les attaquer, il perdit dès ce premier jour presque tous ses capitaines français, il se vit interdire par les Portugais l'entrée des forts, il dut se retirer dans la montagne.

Les forts refusés aux Français se rendirent aussitôt aux Espagnols, qui occupèrent la capitale de l'île : « — J'accorde à mes soldats trois jours de pillage, écrit le terrible marquis [5], je fais le procès aux rebelles; quant

[1] Ms. Bibl. nat. français 16121, nº 1. Instructions à Chaste, du 6 mai 1583.

[2] Le rapport officiel de Chaste se trouve Ms. Bibl. nat. Dupuy, t. CXVI, et a été publié par Melchisédech THEVENOT, *Relations de divers voyages curieux,* t. II, 4e partie, Paris, 1696.

[3] *Ibid.,* le 23 juillet.

[4] *Ibid.*

[5] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 466, fº 35. Lettre de Santa-Cruz à

aux Français, ils auront aussi leur compte, puisqu'ils ont tenu à revenir malgré le châtiment que vous savez, de l'année passée. »

Le commandeur de Chaste, isolé dans la montagne, privé d'eau [1], communique à Santa Cruz ses ordres de service signés du roi de France. A la vue de cette pièce, « les mestres de camp et les principaux officiers de l'armée me firent les plus vives instances, écrit avec dépit Santa Cruz [2], pour leur obtenir une capitulation et les barques nécessaires à leur retour en France. J'ai dû céder : heureusement j'en avais déjà fait pendre quelques-uns [3]. » Sa férocité a dû trouver des consolations dans le récit des misères subies par ces prisonniers : on les entassa sur trois barques de Biscaye, avec des provisions insuffisantes; la traversée dura du 14 août au 4 octobre; « cela fut cause que la plus grande partie mourut de faim et de soif ou de flux de sang sur mer ». Quand les survivants débarquèrent à Hendaye, ils furent envoyés à pied à travers les Pyrénées et les Landes, et succombèrent presque tous sur les chemins.

don Rodrigo de Castro, cardinal-archevêque de Séville : « Procediendo contra los rebeldes y lo mismo sera de los Franceses que aviendoles hecho el castigo que el año pasado V. S. J. sabe, han querido volver. »

[1] Nardin, p. 460 à 475; Cabrera, t. III, p. 18.

[2] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol, 466 : « Y visto esto los maestros de campo y toda la gente principal del exercito me pidieron con mucha instancia les hiciese gracia de las vidas dandoles embarcacion para Francia. » Les numéros de renvoi au fonds espagnol sont ceux du remarquable catalogue de M. Morel-Fatio.

[3] *Ibid.*, f° 36. Chaste cite parmi ceux qui intercédèrent en sa faveur, D. Pedro de Padilla et D. Agostino Iñigo.

Cette nouvelle victoire sur les Français exalta davantage l'orgueil castillan : Santa Cruz fut accueilli en triomphateur lorsqu'il rentra à Madrid : « — Tous les seigneurs de cette cour, écrit le résident français [1], tous les grands d'Espagne et d'Italie, avec ce qu'il y a de gens d'honnêur, *de capa y espada,* comme ils disent, sont sortis au devant de lui comme si c'eust esté le restaurateur de la monarchie. » Ce n'était pas le moment de demander la grâce des commerçants français qui étaient détenus dans les prisons de l'Inquisition ou sur les galères royales, au contraire. « — Il y avoit quinze ou vingt François prisonniers à Lisbonne, l'on me mande que ces jours passés ils en ont pendu sept. C'est un cruel traitement que celui que l'on fait par toutes ces costes et au dedans de ce royaume aux François, pire qu'à des Turcs. »

Catherine ne tarda point à comprendre pourquoi chacune des escadres qu'elle expédiait était régulièrement suivie par le marquis de Santa Cruz avec des forces accablantes; dans une lettre de Tassis qu'elle intercepta, elle eut l'explication du rôle joué par Miguel Vaez [2], elle fit arrêter cet espion, et avec lui un certain don Luis de Cardona; on les soumit à la tor-

1 Ms. Bibl. nat. français 16109, f° 13, du 23 janvier 1584. Longlée à Henri III; Longlée remplaçait Saint-Gouard depuis septembre 1583. (Voir 16108, f° 139.)

2 Ms. Arch. nat. K. 1561, p. 127. Tassis au roi : « Ando tan temeroso de que semepierda algun despacho que pueda dañar notablemente, como hize el que descifraron de que resulto la perdida de Miguel Vaez. »

ture. Don Luis de Cardona déclara qu'il avait reçu de Philippe II trois cents écus pour tuer Antonio[1]; il fut secrètement étranglé dans sa prison[2]. Vaez garda le silence, le bourreau s'acharna sur lui et lui imprima jusqu'à quatorze tours de corde. — C'est celui que nous appelions *Aurelio,* dit Tassis ; on me l'a rendu, je l'envoie tout estropié en Espagne.

Les Anglais se chargèrent de nous montrer comment on devait attaquer la puissance maritime de l'Espagne sans engager une guerre générale. Quant à Catherine, elle fut « extresmement déplaisante et marrie[3] », mais assez avisée pour comprendre sur quels points il était facile de combattre l'Espagne sans s'exposer à des désastres. « — Les Pays-Bas, écrivait l'ambassadeur de l'Empereur[4], vont être le théâtre sur lequel les François exerceront leur vengeance. » C'est en Flandre en effet que la querelle va prendre toute son ampleur ; déjà Catherine « a délibéré prendre en sa protection la place de Cambray, pour gage de ses prétentions en Portugal ».

1 Ms. Arch. nat. K. 1561, pièce 109. Tassis à Idiaquez.
2 *Ibid.,* pièee 105. Tassis au roi.
3 Villeroy à Matignon, *Correspondance,* p. 202.
4 Busbecque à l'Empereur, t. III, p. 104.

VI

SECONDE EXPÉDITION DE DRAKE.

Les Anglais s'étaient peu compromis dans les expéditions des Açores[1]. De tous les peuples, les Français se laissent le plus volontiers emporter aux entreprises sans profit, aux guerres de sentiment, aux élans qui poussent vers les vaincus et les bannis. Les marins anglais voulaient bien combattre les navires espagnols, mais ils prétendaient aussi recueillir des avantages ; ils aimaient les barres métalliques, les épices rares, les pierres précieuses ; ils savaient que pour gagner la part de prises, il faut s'attaquer aux convois commerciaux

[1] On a raconté, au contraire, qu'une escadre anglaise était arrivée à Tercère avec Strozzi, et avait pris la fuite avant la bataille. Les Espagnols semblent l'avoir cru. L'historien de Frobisher (FRANCK JONES, p. 181) n'ose pas affirmer que son héros n'ait pas commandé cette escadre. Mais Vaez explique formellement (Ms. arch. nat. K. 1561, p. 5) qu'il a déterminé le départ de la flotte de Bretagne avant la jonction avec les navires anglais : « La armada de Landernau y los navios Ingleses no eran juntos. » Le comte de Vimioso a déclaré de son côté (voir Ms. Bibl. nat. fonds espagnol, 466, f° 33, et fonds Dupuy, t. XV, f° 43), au moment de sa mort, « que la reine d'Angleterre avait désigné un général pour la flotte qui allait arriver : *que a de venir* », et que l'on « attendait quarante navires d'Angleterre : *esperan quarenta naos de Ingalterra* ». Ce sont sans doute ces vaisseaux de renfort que Vaez se vante d'avoir fait renvoyer en Europe quand ils apparurent aux Açores, après la bataille. Le fait est très-important : Philippe II a cru que sa flotte avait vaincu les escadres combinées de France et d'Angleterre, et il s'est ainsi complétement mépris sur la valeur navale des Anglais.

et non aux flottes de guerre. Ils voyaient les premiers aventuriers épouser à leur retour les riches veuves, acheter les châteaux et occuper à l'église le banc seigneurial.

La cupidité n'était pas seule à pousser les Anglais vers le monde inconnu. Outre les savants comme Davis et Frobisher, accouraient en foule les chercheurs de merveilleux, tous ceux que tentaient les courses à travers les arbres gigantesques et les lianes, au milieu d'Indiens qui les accueillaient comme des vengeurs, qui leur offraient des fruits étranges, qui les faisaient dormir dans leurs campements sous les nuits lumineuses, sous le bourdonnement des milliers d'êtres qui s'agitaient dans cette nature débordante de vie. Ceux qui tombaient aux mains des Espagnols étaient ou livrés à l'Inquisition déjà installée en Amérique [1], ou enchaînés sur des bancs de galère. Aussi la haine de l'Anglais contre l'Espagnol, ce païen qu'il croyait adorateur de tous les saints, était excitée à la fois par l'instinct d'aventure, par la pensée du danger, par le sentiment puritain et par l'esprit mercantile. Sur toutes les mers les Anglais retrouvaient le pavillon de Philippe II : il venait de les braver en Irlande, grave menace, car « l'Irlande a de belles forêts et des rades excellentes, et si les Espagnols en devenaient maîtres, ils seraient

[1] L'Inquisition est introduite à Mexico en 1574. Tous ces sentiment des marins anglais sont peints avec vigueur dans le populaire roman de Kingsley, *Westward ho*.

maîtres des mers en peu de temps, et la mer est notre force principale, et puisse Dieu nous la conserver[1]! » L'Espagne menaçait de les expulser de la Virginie comme elle avait détruit les Français dans la Floride[2]; elle les guettait dans la Méditerranée pour détruire leur trafic du Levant : cinq navires de commerce qui revenaient d'Orient sont surpris près des îles Pantellaria[3] par treize galères espagnoles que commande Don Pedro de Leiva; le chef anglais Edward Wilkinson fait chanter les psaumes par ses hommes pendant qu'ils prennent leur poste de combat, « et les Espagnols insensés invoquent, selon leur coutume, non le Seigneur, mais Notre-Dame, c'est ainsi qu'ils surnomment la vierge Marie, et ils s'écrient : — O Sainte Dame, donne-nous la victoire[4]! » Le combat dure cinq heures; les Anglais, par la supériorité de leur tir et la rapidité de leurs évolutions, forcent les galères à prendre la fuite; ils entrent triomphalement dans le port d'Alger, puis rapportent leur chargement à Plymouth, après avoir réparé leurs avaries.

[1] LODGE, *Illustrations*, t. II, p. 231, Bawdewyn to Shrewsbury : « Ireland hathe very good tymbre and convenient havens, yf the Spaigniard might be master of them, he wold in short space be master of the seas, wich is our chiffest force, as I pray god it may continewe. »

[2] Grenville et Raleigh avaient fondé en 1585, dans la Virginie, des établissements qu'ils ravitaillèrent en 1586.

[3] « Les îles Pantalarea entre la Sicile et l'Afrique. » HAKLUYT, *the Principal Navigations*, t. II, première partie, p. 285. Je ne sais s'il y a d'autres éditions que celle de 1599. Cet admirable recueil devrait être étudié par tous les marins.

[4] *Ibid.* « The foolish Spaniardes cried out according to their maner, not to god, but to our lady, as they terme the virgin Mary, saying : O blessed Lady, give us the victory. »

Mais déjà dans les rades mêmes de Galice, les vaisseaux de Santa Cruz étaient brûlés par une escadre anglaise[1].

Sir Francis Drake avait pu enfin organiser avec son ami Frobisher une expédition malgré les indécisions de la reine. Il se présenta devant Vigo, se fit restituer les Anglais qui y étaient détenus, vida le trésor des églises et détruisit les navires. Il avait disparu avant que Santa Cruz eût pu rallier le reste de sa flotte. « Il est allé, raconte le résident français[2], premièrement aux isles de Canarie où il perdit quelque nombre d'hommes qu'il pensoit jeter en terre:.. il est allé devers l'isle du Cap-Vert où il a mis deux mille hommes à terre et saccagé tout ce qu'il y a trouvé, rompu quelques églises, pris toutes les marchandises et l'artillerie. » Le 17 novembre, il pillait Santiago des îles du Cap-Vert, puis il apparaissait devant Saint-Domingue si subitement, que le président ne put, en voyant les navires, croire qu'ils venaient en ennemis, et refusa quelque temps d'armer les batteries; Saint-Domingue se racheta pour vingt-cinq mille ducats payés en joyaux et en or[3]; en outre, Drake « devint maistre de l'argent du roy qui estoit soixante mille écus, de dix ou douze vaisseaux chargés de sucre, cuirs[4] »... et de tous les canons. De

[1] Ms. Bibl. nat. français 16109, f° 117. Longlée, le 7 octobre 1585, copie la note qui apportera cette nouvelle à Santa Cruz.
[2] *Ibid.,* 16110, f° 8, du 15 février 1586.
[3] Herrera, t. III, p. 13; Cabrera, t. III, p. 177.
[4] Ms. Bibl. nat. français 16110, f. 21, du 3 avril 1586.

là il se présente devant les côtes de la Nouvelle-Grenade, jette à terre quelques matelots pour surprendre Carthagène : les barricades qui défendent la ville sont escaladées sous une grêle de flèches empoisonnées, les Anglais pénètrent dans Carthagène, pendant que les habitants s'enfuient par une autre extrémité vers les montagnes, et Francis Drake « compose à six vingt mille escus pour ne la ruiner point[1] ». Il revient alors en longeant la Floride, se prépare à donner l'assaut aux forts de Saint-Augustin, lorsqu'il entend sonner « la marche d'Orange » : c'est un Français captif qui a pu se dérober pendant que les Espagnols évacuaient le fort, et qui annonce sur son fifre que la place est vide[2]. Les établissements de la Floride sont traités comme ceux des autres colonies ; Francis Drake « trouva aux coffres du Roy Catholique environ cinquante ou soixante mille escus, et ainsi que l'on escript, saccagea tout, ruyna la ville entièrement, y abattit le fort, chargea l'artillerie sur ses vaisseaux ». Il visita les établissements anglais de Virginie, ramena du tabac, les ducats de Philippe II et deux cent quarante pièces de canon[3].

Il était déjà en Angleterre, il distribuait le butin, quand arriva devant Carthagène la flotte espagnole de secours, composée de dix galions sous les ordres de D. Alvaro Florez de Valles. « On perdit une occa-

[1] Ms. Bibl. nat. 16110. Longlée à Villeroy, f° 56, du 11 septembre 1586.

[2] Frank Jones, *Martin Frobisher*.

[3] Il rentre à Portsmouth le 28 juillet 1586.

sion précieuse de précipiter davantage le départ d'une flotte[1]. » L'amiral avait attendu l'ordre du départ à Cadiz pendant vingt jours; « le roi était alors tellement occupé aux Cortès de Monçon, que ses ministres n'osaient pas l'importuner pour avoir sa signature[2] ».

Les négociants les plus riches furent ruinés; l'humiliation, les pertes matérielles, le désarroi jetèrent un tel trouble jusque dans la cour, que Philippe II saisit un prétexte pour détourner la pensée vers des fêtes bruyantes[3] : « L'on a fait ces jours passés feux de joie; le Roi Catholique sortit en public et fit chanter le *Te Deum;* le jour mesme se sont faictes grandes allégresses. »

Mais Elizabeth se décidait, comme Catherine, à diriger vers les Pays-Bas ses attaques les plus redoutables. Dans le Nord vont se trouver coalisées momentanément les deux rivales de Philippe II.

[1] Herrera.
[2] Cabrera, t. III, p. 177-181.
[3] Ms. Bibl. nat. français 16110, f° 26, du 28 avril 1586. Longlée à Villeroy. C'était à propos de la naissance du fils de l'infante Catalina, duchesse de Savoie.

CHAPITRE V

LUTTE D'ALEXANDRE FARNÈSE CONTRE GUILLAUME D'ORANGE.

1578-1584.

La grande scission. — Guerre civile aux Pays-Bas. — François de Valois, duc souverain de Brabant. — Échecs et mort de François de Valois. — Meurtre du prince d'Orange.

I

LA GRANDE SCISSION.

Alexandre Farnèse, qui remplaçait don Juan d'Autriche comme délégué du pouvoir royal dans les Pays-Bas, avait trente-cinq ans, le nez aquilin, les yeux vifs; malgré son visage sévère et froid, il était doué d'autant d'humanité, on pourrait dire de bonté, que le permettaient les mœurs de l'époque et la vie des camps; bien différent encore de ses autres contemporains par son intégrité, il s'efforça d'empêcher les exactions et ne laissa, après quinze ans de pouvoir absolu dans un pays presque conquis, rien dans ses coffres; on dut vendre ses meubles pour payer le transport du cercueil à Parme.

Cet homme brun, petit, infatigable, fut adoré de tous ceux qui l'approchèrent. Il aimait le luxe des habits et avait grand air, surtout à cheval, mais il affectait de rester la tête nue devant les moindres soldats, pour faire oublier à leur amour-propre national sa qualité de prince italien. Il était levé avant le jour et se vantait « de ne manger que pour soutenir la vie[1] ».

Il venait d'étudier, à côté de don Juan d'Autriche, les adversaires et les chances de l'Espagne. Il savait qu'on n'avait nul compte à tenir de l'archiduc Mathias, ce souverain nominal qui paradait au milieu de ses divinités allégoriques et qui, en entendant annoncer la première expédition de François de Valois, « commença à pleurer[2] ».

De François de Valois, Farnèse croyait n'avoir également rien à craindre : il supposait que la reine d'Angleterre « ne trouvoit bon son entrée[3] », et il savait que les Allemands préféreraient rendre les Pays-Bas à Philippe II, plutôt que de les abandonner aux Français[4]; toutefois, il redouta un instant que son jeu ne fût saisi par François de Valois; il l'avoua en ces termes : « — La principale crainte que j'avois, estoit que les provinces wallonnes et catholicques ne se joignissent et alliassent

[1] Carlos Coloma, *las Guerras de los Estados bajos*, p. 69.
[2] Antoine de Traos à Guillaume de Hesse. *Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VI, p. 416.
[3] Farnèse à Philippe II, 20 octobre 1578. *Com. roy. hist.*, t. IV, p. 380, année 1852.
[4] *Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VI, p. 429.

aux Franchois; cela m'a mis souvent en peine et perplexité[1]. »

La politique de Farnèse était en effet d'attirer à son parti les provinces catholiques et les seigneurs mécontents, en profitant de la lassitude et du désordre, en guettant les fautes du prince d'Orange. Il n'ignorait pas les embarras de ce redoutable adversaire, qui « ne sçavoit à quel costé entendre pour la division qu'il y a entre les Estats, les ungs voulant la religion ancienne, les aultres les deux religions, aultres Vostre Majesté, aultres le duc d'Alençon, aultres l'archiduc Mathias[2] ».

Orange, tout emporté qu'il fût par le courant démocratique, était suspect comme modéré, dénoncé comme tiède et comme athée par les prédicants[3], poussé par les violents. Il ne pouvait plus éviter les fautes dans lesquelles se précipite tout pouvoir populaire, quand les modérés n'ont pas su le régler dès l'origine : à Anvers[4], « aucuns bourgeois s'estoient débordés si avant qu'ils menaçoient de massacrer les Estats généraux et les jecter hors des fenestres ». A Gand, Ryhove, qui détient dans sa maison[5] les prisonniers du coup d'État de Gand, les fait sortir, les livre au peuple qui leur arrache la barbe et les pend. Le peuple de Bruges attache au pilori un

[1] Farnèse au roi, 27 novembre 1578. *Comm. roy. hist.*, t. IV, p. 400.
[2] Farnèse au roi, 16 décembre 1578.
[3] Surtout par Imbize et Dathenus. *Recueil de* Groen, t. VII.
[4] En janvier 1579. *Recueil de* Groen, t. VI, p. 533.
[5] Cet hôtel fortifié se nommait le *Serbraem-Steen;* il en reste quelques murs dans la rue Basse.

cordelier[1] qu'on accuse de crimes romanesques. Les calvinistes même ne sont pas en sûreté; leur foi est déclarée par les luthériens « plus criminelle que la religion des Turcs[2] ». Enfin, selon les mots d'un contemporain[3], « tout se mène ou confond par la populace, j'entends l'ordure et seulement personnes turbulentes, et ceux-là seuls commandent ou bien forcent les autres ».

Voilà comme le sceptique prince d'Orange, dominé par les fanatiques et les meneurs populaires, détachait les catholiques de la cause nationale et décourageait la noblesse patriote. Était-il réellement sous le joug des sectaires, ou ne songeait-il pas à fonder une dynastie, après qu'il aurait morcelé son pays en une poussière démocratique? Forcé par la politique ou poussé par l'ambition, il est également coupable : il a fortifié de son génie et de son prestige ceux qui oubliaient l'inspiration patriotique des premières années, il a rejeté vers la sujétion de l'Espagne ceux qui refusaient la servitude de ses tribuns populaires, il a favorisé, par ses violences contre les modérés, la diplomatie conciliante et persuasive d'Alexandre Farnèse. Un jour il fait arrêter Champagney et des gentilshommes wallons; bientôt il licencie les troupes wallonnes et ne veut plus admettre que des réformés dans son armée; « quant à la police, l'on

[1] D'AUBIGNÉ, t. II, p. 404 : « Il faisoit par pénitence... avec une queue de regnard. »
[2] *Recueil de* GROEN VAN PRINSTERER, t. VI, p. 321. Le landgrave de Hesse au duc Jean Casimir.
[3] *Ibid.*, p. 341. Note du conseiller Assonleville.

renouvella partout les magistrats des villes, y constituant gens de la nouvelle religion, et ce, soubs le manteau d'estre bons patriotes, et afin d'avoir meilleur moïen de deschasser les gens d'église sans scandale hors des villes[1] ».

Cependant les catholiques, les partisans de l'aristocratie qui soutenait depuis si longtemps la cause nationale, les esprits tolérants et opposés à la brutalité, étaient de beaucoup les plus nombreux, même en dehors des provinces wallonnes, c'est Orange lui-même qui le reconnaît[2] : « Le nombre de peuple qui favorise François de Valois et qui est de sa religion surpasse infiniment quasi partout. »

C'est ce peuple que Farnèse ne voulait pas laisser aux Français et qu'il travailla avec un art consommé.

Il commença par se débarrasser des aventuriers allemands qu'avait amenés le Bavarois Jean-Casimir et qui infestaient le pays. « Ayant entendu que les reytres des Estats, au nombre de douze mille, estoient en la Campine, s'achemina celle part pour les combattre, de quoy iceulx eurent telle crainte qu'ils lui envoiarent offrir de se retirer hors du païs, moyennant saufconduit sien, ce qui leur fut accordé[3]. » En même temps, il prodigua les offres aux provinces qui marquaient de l'opposition contre les sectaires et qui pou-

[1] Ms. Bibl. nat. français 5165. Mémoire des choses passées aux Pays-Bas.

[2] *Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VIII, p 358, mars 1584.

[3] Ms. Bibl. nat. français 5165, f° 208.

vaient le plus être tentées de s'annexer à la France.

« — Vostre Majesté, dit-il au roi [1], entendra en quoy gist le tout : ne rien vouloir faire chose, sinon ce qui peut donner goust tant au pays d'Artois que autres de la langue wallonne... la grande haine qu'ils ont contre les hérétiques pourra estre cause qu'ils en aymeront plus Vostre Majesté. — Ma volonté, répond Philippe [2], est de récompenser ceux qui auront tout abandonné pour suivre mon parti ; il semble que les biens confisqués pourroient estre employés en telles et semblables récompenses. »

Les récompenses jouèrent, en effet, leur rôle dans la politique de Farnèse ; les biens confisqués ne suffirent pas, le fisc royal fut vidé [3], les titres de marquis furent distribués, les héritières offrirent leurs mains, le clergé avança des fonds sur ses bénéfices. Il y a dans ces revirements d'opinion des trafics, des convoitises, des bassesses. Les femmes seules traversent ces crises en restant nettes, parce que la passion les préserve. Sans cupidité et par simple ferveur religieuse, Cornélie de Lalaing rallie à l'Espagne son mari, son frère le comte de Renneberg et la province de Groningue ; Marie de Brimeu impose comme épreuve à ses prétendants une profession de foi calviniste et n'épouse le prince de Chimay qu'après lui avoir fait promettre de se convertir à la

1 *Bull. Comm. roy. hist. de Belgique,* 1853, p. 400.
2 *Ibid.,* 1852, p. 408.
3 Voir par exemple GACHARD, *Rapport sur les Archives de Lille,* p. 393.

religion nouvelle [1]. Les prieurs de Saint-Vaast d'Arras ou de Renty espéraient être bien remboursés en bons évêchés lorsqu'ils livraient leurs écus, mais ce n'était pas absolument simonie, puisqu'ils servaient la cause de l'Église. Quant aux seigneurs, ils furent pratiqués par le premier vendu d'entre eux, Valentin de la Motte [2]; ils devinrent marquis de Richebourg, marquis de Roubaix, duc de Bournonville; ils entrèrent en haine contre leurs amis de la veille, contre leurs parents : Robert de Melun devint général de la cavalerie espagnole, pendant que son frère Pierre entretenait une armée pour les États. La femme de Pierre de Melun, Christine-Philippine de Lalaing, défendit la ville de Tournay contre une armée espagnole où combattait son propre frère Emmanuel de Lalaing; le duc d'Arschot, le marquis d'Havré, le comte d'Egmont se laissèrent séduire; ils furent reçus en grâce; les villes suivirent le mouvement. A Arras, les catholiques se révoltèrent contre la poignée de protestants qui les opprimait; ils se montrèrent sans pitié comme tous ceux qui se sont laissé dominer sans énergie : tandis que les sectaires n'avaient persécuté personne durant leur domination de quelques

[1] *Bull. Comm. roy. hist. de Belgique*, t. XI, p. 140. C'était le fils aîné du duc d'Arschot, il avait vingt ans; la jeune femme, qui était veuve de Lancelot de Berlaymont, avait trente ans et était la plus riche propriétaire des Pays-Bas. Le prince de Chimay ne se soumit à l'Espagne qu'en 1584.

[2] Valentin de Pardieu, seigneur de la Motte, s'était donné avec Gravelines l'année précédente. Il fut tué en 1595 dans la campagne de France.

mois, les échevins qu'ils avaient chassés pendirent sans jugement trois vaincus le premier jour, six le lendemain [1]; ils pendaient encore après plusieurs semaines [2].

« J'approuve votre politique, écrivait le roi à Farnèse [3], oubli et pardon pour tout le passé, reconnaissance de mon autorité et maintien de la religion catholique romaine; pour tout le reste, s'accommoder du mieux qu'il se pourra. »

L'accommodement ne traîna pas en longueur; en quatre mois Farnèse rallia définitivement à l'Espagne les provinces d'Artois et de Hainaut, avec les villes de Lille, Douai, Orchies [4]; presque aussitôt le Brabant à peu près entier se joignit au traité [5]; l'armée espagnole conquit Maestricht. Farnèse attira une à une les villes belges, pendant que les provinces hollandaises cimentaient leur union par la confédération d'Utrecht.

C'en est fait. La scission est consommée pour toujours. Les franchises antiques, le vieil orgueil flamand, la grande patrie, on les renie dans une soumission molle à des maîtres inconnus, à des lois capricieuses. L'étranger, on ne le repousse plus, on l'aide contre

[1] Pontus Payen, t. II, p. 166.
[2] *Ibid.*, p. 186.
[3] *Comm. roy. hist.*, année 1852, t. IV, p. 377 : « Olvidar y perdonar todas las cosas pasadas, reduciendose a mi obediencia, manteniendose la religion catolica romana, yen todo lo demas, con estas dos cosas, se acomoden como mejor se pudiere. »
[4] Les 6 janvier et 17 mai 1579. Voir le traité dans Dumont, *Corps dipl.*, t. V, part. I, p. 350.
[5] Malines, Bois-le-Duc, Nivelle, Alost, Bourbourg... Voir Le Petit, *Chronique de Hollande*, t. II, p. 377 et 387.

ses propres compatriotes; on fait de son sol un champ de bataille, de ses enfants des soldats à gages pour une guerre civile.

Les causes de ce désastre, qui suspendit la marche de la civilisation dans le pays le plus riche du monde, sont complexes. Le génie d'Alexandre Farnèse avait bien droit à ce triomphe sur l'esprit cauteleux de Guillaume d'Orange : ceux que l'un repoussait par ses complaisances pour les fanatiques et les pédants, l'autre les accueillait les mains ouvertes; en sorte que l'on pouvait dire des gentilshommes catholiques [1] : « Les voilà à cheval pour branscater et rançonner le pays qui les a nourris et mis au monde et se rendre esclaves à l'Espagnol pour lui vendre leur propre patrie à beaux deniers, afin d'avoir pour faire la cour aux dames ou par adventure se marier avec magnificence. » L'horreur de l'hérésie et des violences démagogiques n'était pas le seul sentiment qui attirait vers Farnèse; il y avait encore « la haine que la nation wallonne porte naturellement aux François qui leur sont voisins [2] ». Farnèse sut l'exploiter : il persuada aux Wallons qu'Orange voulait les livrer à la France.

Mais la cause fatale de la scission était déjà cachée trois ans auparavant sous la joie de la pacification de Gand : on croyait alors se lier indissolublement; on

[1] Marnix de Sainte-Aldegonde, *Response aux lettres d'un gentilhomme vrai patriote.*
[2] Pontus Payen.

s'unissait dans un malentendu, on fondait la patrie commune sur un sol factice. En cette heure d'enivrement, on croyait que l'on serait capable de continuer à préférer son pays à son opinion religieuse ; on proclamait la tolérance. Mais cette idée de ne se point haïr entre compatriotes qui n'ont pas le même clergé, devint presque aussitôt insupportable ; chacun se révolta contre une telle impiété, se rejeta avec bonheur dans la haine. On avait trop souffert en respectant durant quelques jours l'opinion des autres ; on se sentit soulagé quand fut déchiré le pacte de Gand. Dans le nord, « ils deschassèrent les catholicques, en tuèrent plusieurs, ils abolirent du tout l'exercice public et privé de leur religion [1] » ; ils s'emportèrent avec une sorte de fureur religieuse dans cette volupté de la persécution ; « les sectaires et hérétiques se desbordent à toute outrance, massacrant les gens d'églises et bons catholiques, violant et abusant les filles sacrées [2] » . De même là où les catholiques étaient les maîtres, reparaissaient les procès de sorcellerie et les bûchers. Si Valenciennes ne s'était pas séparée de la Confédération, on n'y aurait pas vu une vieille, Arnoulette Defrasne, mise à la torture pour avoir pratiqué des maléfices contre Catherine Rambaud, qui se trouva couverte de vermine jus-

[1] Ms. Bibl. nat. français 5165, f° 208.

[2] Réclamations des catholiques résumées par Le Petit, *Chronique de Hollande*, t II, p. 370. On sait que Le Petit était capitaine dans la milice de Gand, et parfaitement informé des événements des vingt-cinq dernières années du siècle.

qu'aux ongles; la magicienne, « après avoir été quelque peu plus molestée par l'excitation et renouvellement de ses douleurs », avoua qu'elle était sorcière et fut brûlée toute vivante [1]. Si Bruxelles n'avait pas été rendue à l'Espagne, on n'y aurait pas commis le meurtre d'Anne Van Denhove : cette fille était calviniste; elle fut poursuivie en vertu des placards de Charles-Quint, condamnée, menée par les religieux hors de la ville et mise debout au fond d'un trou profond; là les exhortations commencèrent et les promesses de grâce; à mesure que tombaient les pieuses sollicitations à une apostasie tombaient aussi les pelletées de terre qui recouvraient peu à peu la fille; lorsqu'ils la virent ensevelie jusqu'à la ceinture, les religieux firent reposer le fossoyeur et mirent plus d'ardeur dans leurs homélies; Anne ne faiblit point; les pelletées de terre recommencèrent à tomber sur sa gorge haletante; tout fut recouvert, puis nivelé.

Le peuple se plaît toujours à ce qui le ramène vers la barbarie : protestants et catholiques étaient heureux de ne plus s'assujettir à des complaisances réciproques. Mais les provinces qui se rallièrent à l'Espagne furent les seules à souffrir de la scission. Là on peut dire que le mal fut irréparable. Les Wallons devinrent des soldats au service de l'Espagne; ils prirent Gand et Anvers, ils entraînèrent dans leur destinée toute la Belgique. Le commerce et l'industrie disparurent, les mendiants

[1] Loïse, *De la sorcellerie à Valenciennes.*

s'accroupirent sous les porches, l'herbe poussa entre les pavés; Douai et Valenciennes virent fondre leurs faubourgs; elles se resserrèrent derrière les remparts de briques des ingénieurs espagnols; leurs maisons étaient désertes lorsque Louis XIV vint leur rendre un peu de vie. Bruges n'avait plus 30,000 habitants quand Napoléon parcourut la Belgique; Ypres même aujourd'hui n'en a pas 20,000. Mêmes calamités à Tournay, Courtray, Louvain. La plus infortunée fut Anvers : ses navires s'enfuirent à Londres ou à Rotterdam, ses banquiers à Amsterdam et à Francfort; les quais furent déserts : c'était un cadavre quand Napoléon imagina de rajeunir Anvers, de l'armer, de lui rendre son commerce.

Il y a une autre cause que l'incapacité des archiducs obscurs qui vont se succéder dans le palais de Bruxelles à cette torpeur dont est saisi durant deux cents ans, d'Alexandre Farnèse à Napoléon, un pays jusqu'alors si vivace. Pourquoi ces ruines, pendant que les Hollandais emplissent le monde de leur énergie, et pourquoi ce contraste entre les sujets catholiques de princes pieux et la république protestante? Les protestants se targuent volontiers d'avoir plus contribué que les nations catholiques aux progrès de la richesse et de la civilisation : à l'heure où il ne fallait pas s'attarder dans le monde du moyen âge, les catholiques n'ont pas su utiliser les forces que donnent les liens commerciaux, les audaces de la pensée, les conquêtes de la

science; les pays les plus maltraités de la nature, comme la Hollande, l'Écosse, la Suède, sont devenus puissants, tandis que le Portugal mourait et que se vidaient les palais de marbre à Gênes et à Florence. On se tromperait étrangement si l'on prenait à la lettre ces affirmations des protestants : ce n'est pas la religion, c'est l'art d'être libre qui a fait la fortune de la Hollande, comme il assure aujourd'hui celle de la Belgique régénérée.

II

GUERRE CIVILE AUX PAYS-BAS.

A l'heure où les intérêts de l'Espagne dans les Pays-Bas étaient enfin compris avec lucidité et servis avec décision, leurs adversaires semblaient au contraire prêts à se dissoudre dans l'anarchie. Les députés des États ne s'occupent chacun que des avantages de sa province «avecq le détriment des autres», s'écrie le prince d'Orange [1]; ils oublient qu'ils sont assemblés «pour pourvoir à la chose publique»; leur incapacité nous fera «choir en la fosse». Chaque ville a la prétention de régler l'emploi des deniers publics dans ses murs et de disposer souverainement de ses milices : « Chascune province a

[1] *Correspondance de Guillaume d'Orange*, t. IV, p. 188 à 194, novembre 1579.

son conseil, et presque chascune ville, chascun païs ses forces et son argent. Il est vray qu'on a ordonné un conseil, mais qui n'a aucune puissance. Comment y aura-t-il règle pour la discipline militaire, pour les finances, pour la justice[1]? »

C'est, comme toujours, le malheureux paysan qui souffre des fautes commises par les tribuns communaux; « les soldats, pour avoir moïen de boire, rançonnent leur hoste et pillent le païsan, et le larcin qu'ils font, le vivandier le prend en paiement de son vin, et le va vendre aux villes prochaines[2] », larcin misérable dans un pays depuis si longtemps livré au pillage; ce sont « aulcuns meubles, bestial, cloches, métal ou hardes » que les vivandiers ramassent sur leurs charettes[3]. Mais c'est assez pour désorganiser les armées : — Je suis venu, dit notre brave La Noue, « conduire des gens de guerre pour combattre, et non des larrons pour piller[4]... Quel courage et volonté pensez-vous que j'aye à voyr continuellement parmi nous ung haras de p....., les chemins couverts d'yvrongnes? Espérez-vous délivrance par si mauvais instruments? Ce seront plutost fléaux à vostre peuple duquel j'ai compassion, tant du mal

[1] *Correspondance de Guillaume d'Orange*, t. IV, p 366 à 368, décembre 1581.

[2] *Correspondance de La Noue*, publiée par M. Kervyn de Volkaersbeke, p. 85, du 23 mai 1579.

[3] *Ibid.*, p. 152. Jacques Rossel au magistrat d'Ypres.

[4] *Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VI, p. 603.

qu'il reçoyt de l'ennemi que de celui que nous lui faisons[1]. »

Le prince d'Orange n'est pas moins découragé : « Nous consultons longuement et sommes aussi négligents à exécuter comme nous sommes diligents à délibérer[2]... Je ne vois pas comment je puisse plus soustenir un tel faix par tels moyens[3]. » Dans cette démocratie, le suspect, c'est maintenant le chef militaire : La Noue est chassé de Gand par l'intrigant Jean d'Hembyze, « et il m'a cuidé faire couper la gorge par le peuple[4] » ; Bruges lui refuse ses canons pour un siége, malgré les ordres des États : « S'il y en a quelqu'un qui promet prendre avec les ongles les places, qu'il y aille », fait La Noue[5], en demandant au moins pour ses soldats « pain et bière[6] ».

Mais c'est pour les prisonniers qu'est surtout cruelle cette populace désœuvrée des villes ; « les prisonniers prient qu'on les mette en très-dure prison, fers aux pieds, plutost que d'aller à Gand[7] ». Durant les deux années employées par Farnèse[8] à acheter les meneurs populaires, à prendre Maestricht, à consolider son pouvoir

[1] *Recueil de* Kervyn de Volkaersbeke, p. 89. La Noue aux États.
[2] *Correspondance de Guillaume*, t. IV, p. 196 à 207, du 9 janvier 1580.
[3] *Ibid.*, p. 188 à 194, de novembre 1579.
[4] *Correspondance de La Noue*, p. 121. Au magistrat d'Ypres, 25 juillet 1579.
[5] *Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VI, p 608.
[6] *Correspondance de La Noue*, p. 66.
[7] *Ibid.*, p. 189. La Noue aux États de Flandre, 26 avril 1580.
[8] En 1579 et 1580.

dans le Brabant, les coups de main offraient des chances diverses, et les Espagnols perdaient quelquefois les villes qu'ils venaient de regagner : ainsi le comte d'Egmont qui les commandait dans Ninove, se laissa, surprendre, et, « contre la promesse qu'on lui avoit faite et la parolle donnée, fut mené à Gand où il subit infinité d'indignités [1] ». Du moins sa femme fut laissée libre et put échapper aux outrages des gens de Gand; mais ce fut une faveur, car on commençait à arrêter les femmes, et La Noue était forcé de négocier avec un chef catholique pour faire remettre en liberté « toutes les femmes de Courtray et que d'icy en avant il ne se prenne aucune femme. Me semble que les femmes doivent estre exemptes de rançon [2]. »

Mais La Noue à son tour est fait prisonnier [3]; il est un remarquable exemple du désarroi moral dans une époque de guerres religieuses : La Noue, le plus chevaleresque, le plus respecté des hommes de guerre, La Noue dont la loyauté était reconnue par tous les partis, était venu commander les troupes des États, sans se souvenir que, six ans auparavant, il avait signé dans la capitulation de Mons l'engagement de ne plus porter les armes contre l'Espagne, comme si la lutte

[1] Ms. Bibl. nat. français 5165, f° 249. C'était le 5 avril 1580; il resta détenu cinq ans dans le Prinzenhof.

[2] *Correspondance de La Noue*, p. 178, du 5 avril 1580. Il est vrai que les huguenots avaient commencé en rançonnant madame de Glajon et madame de Nivelles.

[3] Pris, le 10 mai 1580, par le marquis de Roubaix, dans une marche sur Lille.

pour la foi dispensait de toute bonne foi et comme si le devoir était subordonné aux passions religieuses; en servant ce qu'il croyait l'honneur de Dieu, La Noue oubliait sa vieille honnêteté. D'après les lois de la guerre, il devait être mis à mort. Farnèse, qui craignait peut-être des représailles sur les prisonniers de son parti[1], ou qui avait de la répugnance à faire périr un brave soldat, gagna du temps en écrivant à Philippe II : « Il a mérité d'être puni, mais je préfère attendre un ordre formel[2]. » Toutefois, il est malaisé de croire qu'en réponse, Philippe II lui ait fait « suggérer sous main que, pour donner une suffisante caution de ne porter jamais les armes contre l'Espagne, il falloit qu'il se laissât crever les yeux ». Ce raffinement n'était guère dans les habitudes de Philippe; néanmoins, on affirme que « sept ou huit lettres de La Noue à sa femme rendent la chose indubitable[3] ». « — Or, Dieu soit loué de tout! » fit La Noue, qui resta cinq ans dans un cachot[4], pendant que sa femme vendait tous ses biens pour se procurer la rançon[5].

1 Notamment Egmont et Champagney.

2 Lettre du 26 juin 1580, mais c'est Strada qui a vu seul cette lettre.

3 Moyse Amirault, *la Vie de François de La Noue*, Leyde, 1661, p. 280 à 298. Amirault est certainement de bonne foi, et a vu les lettres, mais peut-être il les a mal comprises, ou peut-être La Noue lui-même s'est mépris sur les suggestions qui lui étaient adressées. M. Kervyn de Volkaersbeke (p. 30) accepte le fait comme prouvé.

4 *Correspondance de La Noue*, p. 192. La Noue au colonel de Villeneuve.

5 La première femme de La Noue était Marguerite de Téligny, sœur du gendre de Coligny; la seconde, Marie de Luzé, qu'il épousa en 1572,

Au milieu des exploits isolés et des combats peu décisifs, la peste enlevait ceux qu'épargnaient les autres fléaux; Louvain fut à peu près dépeuplée en 1580[1]; à Tournay, les consuls, « voyant la contagion de peste augmenter de jour en jour dans la ville », ordonnèrent à ceux « qui auroient des fientes » de ne pas les laisser plus de deux jours dans la rue[2].

Du milieu de leurs calamités, les patriotes flamands tournèrent les yeux vers la France : ils invoquèrent François de Valois. Déjà les États de Hainaut, avant de se soumettre à l'Espagne, avaient cru voir dans ce jeune prince « le remède à nos douleurs[3] ». Le prince d'Orange, qui avait détourné sa première tentative d'intervention[4], ne put empêcher les députés des provinces, assemblés à la Haye, de proclamer le Français[5]. L'archiduc Mathias, « se voyant comme abandonné parce que les Estats cognoissoient son insufisance[6] », se retira honteusement, non sans se faire allouer comme indemnité les revenus de l'évêché d'Utrecht[7].

avait déjà eu trois maris : La Vallée, Rumigny et Mouy. Voici le résumé de la campagne de La Noue : 19 juillet 1579, prise de Bruges; 22 octobre 1579, prise de Menin; 15 novembre 1579, combat de Wervick; retour en France; 30 mars 1580, prise de Ninove; 10 mai 1580, déroute de Lille.

1 Cabrera, t. II, p. 509.
2 *Bulletin de la Commission royale d'histoire,* t. XI, p. 443.
3 *Correspondance de Guillaume,* t. IV, p. 47.
4 *Ibid.,* p. 67.
5 26 juillet 1581.
6 Le Petit, *Chronique de Hollande,* t. II, p. 397.
7 *Ibid.,* octobre 1581.

Philippe II, au moment où ses adversaires comprenaient la nécessité de rétablir l'unité du commandement, eut la bizarre inspiration d'amoindrir au contraire le pouvoir d'Alexandre Farnèse et de partager le gouvernement des Pays-Bas entre lui et sa mère, Marguerite de Parme.

La vieille régente se mit en route sans prévenir son mari ni son fils, apparut subitement à Luxembourg[1] avec les instructions du roi. Son fils évita de la voir durant plusieurs semaines[2], offrit de se retirer, fit comprendre que ses soldats refuseraient de servir sous un autre général, obtint enfin de sa mère la renonciation aux droits dont elle venait d'être investie. Mais Philippe prétendit la maintenir malgré elle, multiplia les lettres durant plusieurs mois[3] en s'obstinant dans sa combinaison. Marguerite, qui n'avait sans doute pas amené avec elle son ancien confident Armenteros[4], eut le bon sens de fortifier par son influence l'autorité de son fils : elle le réconcilia avec le duc d'Arschot[5], elle lui procura un excellent lieutenant, Francisco de Verdugo, son ancien page[6], qui fut chargé de défendre

[1] 23 juin 1580.

[2] Ils se rencontrent en août seulement, à Namur. *Correspondance de Marguerite,* t. Ier, Préface, p. 40.

[3] Jusqu'en décembre 1581.

[4] *Recueil de* GROEN VAN PRINSTERER, t. VIII, p. 54. Granvelle à Fonck : « Je ne sais ce que fait le sage Armenteros, je dis sage parce qu'il retourna en Italie chargé d'argent. »

[5] CABRERA, t. II, p. 625.

[6] Les *Mémoires de Verdugo,* dont M. GACHARD a donné des extraits dans son tome I, p. 225, des *Manuscrits de la Bibliothèque nationale,*

la province de Groningue. Enfin elle se retira, après avoir dissipé pour le instant la défiance de Philippe contre son fils.

Ce singulier épisode, dans un instant si critique, dévoile un des traits les plus remarquables de la politique de Philippe II : dès qu'un homme s'élève par son génie ou par des services signalés, il faut lui susciter des rivaux, déchirer ses plans, le maintenir dans la terreur ou l'abaisser dans la servilité. Pour conserver la confiance du roi, on doit être incapable d'être utile : la gloire rend suspect; nul repos en dehors de la médiocrité.

III

FRANÇOIS DE VALOIS DUC SOUVERAIN DE BRABANT.

Si Philippe II comprit mal le changement que la scission du Hainaut avait introduit dans la politique, les Français ne semblent pas avoir mieux mesuré la portée de cette révolution. L'intervention d'un Valois était logique quand il pouvait être soutenu par des catholiques de langage français, reliés à la France par une chaîne de places fortes; mais depuis la réconcilia-

avaient été publiés en 1610 et réimprimés dans la *Coleccion de libros españoles curiosos*, t. II; certains passages supprimés sont indiqués d'après le manuscrit par M. Morel Fatio dans son catalogue des manuscrits espagnols de Paris.

tion des Flamands avec l'Espagne, le Valois ne pouvait plus qu'être relégué au milieu de protestants qui parlaient la langue thioise, loin de ses renforts, sans communication avec la France.

François de Valois débuta néanmoins par un coup heureux. Il se présenta subitement devant Cambrai, qu'assiégeait Farnèse [1], se fit introduire dans la ville, la délivra, s'y établit en maître. Il en confia le gouvernement à un aventurier qui semblait plutôt apte à être chef de brigands, Balagny, fils de l'évêque de Valence et de l'abbesse de Goyon [2]; puis il jugea la saison trop avancée pour commencer une campagne, et passa en Angleterre, où il espérait obtenir la main d'Elizabeth [3].

Les historiens comme les romanciers ont toujours été sévères pour le dernier fils de Catherine de Médici; ils ne tiennent nul compte à cet enfant mal élevé, malingre et scrofuleux [4], de s'être toujours porté vers le parti des modérés en écartant de lui les gens qui préféraient leurs passions du moment aux destinées de la France. Il n'a rien fait qui froissât le sentiment national. Quelques-uns de ses familiers, et surtout sa

[1] Ms. Bibl. nat. français 3902, f° 238; c'était le 17 août 1581.

[2] Il reparaîtra souvent dans la suite du récit. M. Tamizey de Laroque, *Notice sur Jean de Montluc*, p. 75, établit, d'après les registres de l'ordre de Malte de la Bibl. de l'Arsenal, que Balagny, fils d'Anne Martin, abbesse de Goyon près Valence, fut légitimé : je comprends mal ce que signifie ici le mot *légitimé*.

[3] Il s'embarque le 30 octobre 1581. Voir *Négociations dans le Levant*, t. IV, p. 92.

[4] Il avait une carie du rocher. Voir Ms. Bibl. nat. français 3902, f° 289.

sœur Marguerite, ne parlent de lui qu'avec tendresse. En se prêtant aux chances d'une alliance anglaise contre Philippe II, il entrait réellement dans les intérêts véritables de son pays.

Son fidèle Cimier, si bien accueilli une première fois par Elizabeth, était retourné à Londres depuis plusieurs mois et avait repris son poste de favori de la reine. La singulière fortune de ce Français, qui savait deviner et flatter les travers de la vaniteuse princesse, excitait l'envie des courtisans, mais surtout l'inquiétude jalouse de Leicester : la cour se partagea entre les deux rivaux; mais Leicester, tout en possédant la faction la plus forte, ne pouvait accuser Jean de Cimier que de faire donner secrètement à Elizabeth des philtres magiques pour la séduire, tandis que Cimier eut l'art de découvrir et la cruauté de révéler le mariage secret de Leicester avec la veuve du comte d'Essex. L'effet fut effrayant. Elizabeth fut saisie d'une crise nerveuse, se roula sur ses tapis, frappant celles qui l'approchaient, refusant la nourriture, ne sortant de sa frénésie que pour faire enfermer Leicester dans un des forts de Greenwich. Puis elle fit grâce subitement; Leicester organisa un si grand nombre de tentatives de meurtre contre Jean de Cimier, que la reine dut faire déclarer à son de trompe qu'elle tenait le Français sous sa protection spéciale, faveur qui n'empêcha point de tirer un coup d'arquebuse sur Cimier dans le bateau même où il se trouvait avec la reine. « Cimier est reçu pres-

que tous les jours par la souveraine, écrivait l'ambassadeur espagnol [1]; il la fit danser l'autre soir, et la reine le favorisa tant que de faire ce dont il la suppliait. »

Par une étrange ironie, ce Cimier, qui avait su captiver la plus capricieuse des femmes, n'est guère connu de ses contemporains que par ses disgrâces conjugales, en sorte que son nom aurait à peu près disparu de l'histoire sans les affronts qu'il a reçus. Durant le premier voyage d'Angleterre et la première expédition de Flandre, il avait confié à son frère, « chevalier de Malte, beau jeune gentilhomme », sa première femme, « fille du sieur Dangeau », dans son château de Cimier; mais ayant appris « que pendant les quatorze mois qui estoient passés depuis qu'il n'avoit vu sa femme, elle estoit grosse dudict chevalier », il envoya des soldats qui tuèrent son frère « à l'entrée de la porte du chasteau que lui-mesme leur estoit venu ouvrir [2] »; la jeune femme ne fut pas tuée par les meurtriers, mais mourut au bout de quelques semaines. Jean de Cimier épousa aussitôt une fille d'honneur de la reine Catherine, déjà fameuse par ses galanteries. Louise de L'Hospital-Vitri venait d'avoir une fille à la suite d'une intrigue avec le

[1] Quelles faveurs furent ainsi accordées, selon l'ambassadeur espagnol, c'est à interpréter d'après le texte même de sa dépêche : *Doc. ined.*, t. LI, p. 211. Bernardino de Mendoza à Curiel, 23 février 1579 : « M. de Simier se vé los mas dias con esta Serenisima, à quien saco à danzar la otra noche en un sarao, y la reina le favorecio tanto como hacer lo que le suplicaba. »

[2] Lestoile, édition Jouaust, p. 258, juillet 1578.

poëte Desportes, ce bel esprit qui se prêtait à tous les métiers pour avoir de bonnes abbayes et une grasse existence, quand elle devint madame de Cimier [1].

La reine Elizabeth ne témoigna pas moins de tendresse pour François de Valois que pour Cimier, quand le prince français vint entreprendre à son tour le siége « du château de la Beauté parfaite », au milieu des tournois, des banquets et des allégories galantes. François passa quatre mois à Londres « en plaisirs et soulas [2] » ; Elizabeth feignait de se considérer comme sa fiancée et de se croire liée à lui; elle avait signé et le contrat de mariage et la convention officielle des formes de la célébration [3]; mais elle était, dès le premier jour, décidée à ne pas plus l'épouser que son frère Henri III : sa popularité ne souffrait en rien de ces ruses féminines, qu'elle

[1] TALLEMANT DES RÉAUX, éd. Montmerqué, t. I, p. 29 et 94 : « Elle estoit galante, agréable et spirituelle. Desportes lui fit une fille comme elle estoit chez la Royne; on dit qu'elle alla accoucher un matin au faubourg Saint-Victor, et que le soir elle se trouva au bal du Louvre, où mesme elle dansa, et on ne s'en aperçut que par une perte de sang. » C'est en souvenir de cet accident qu'elle disait « que les femmes pouvoient crier, mais que les filles n'osoient faire un pauvre hélas! » Madame de Cimier eut pour amants M. de la Rochefoucauld, tué en 1590, l'amiral de Villars, qui « en estoit si fou qu'en Picardie, allant au combat où il fut tué, il se mit à baiser un bracelet de cheveux de madame de Cimier », et d'autres qui firent dire d'elle :

Le cœur de ces amants qui ont bonne escarcelle,
Vous les connaissez bien, madame de Cimier;
C'est elle galamment qui fera l'Isabelle.

Elle a publié un volume de vers et est morte en 1608. Mais il ne m'a pas été possible de savoir ce qu'était devenu son mari après son retour de Londres, ni de trouver la date de sa mort.

[2] LE PETIT, *Chronique de Hollande*, t. II, p. 439.

[3] DUMONT, *Corps diplomatique*, t. V, p. 406.

mettait au service de la diplomatie. Les Anglais ne laissaient pas que d'être glorieux de ces échecs successifs des brillants princes de Valois près de leur souveraine : on sait par quelles flatteries Shakespeare a formulé cet instinct national [1]. La reine toutefois, au sein « des méditations virginales » de ses quarante-huit ans, n'était peut-être pas aussi indifférente que Shakespeare l'en vantait aux attentions du jeune Valois. Quand elle reconduisit ce fiancé jusqu'au navire qui l'emportait pour toujours, — « la séparation fut lugubre entre la reine et le prince; elle est triste de le laisser partir, lui triste de se retirer; elle évite les lieux où elle l'a connu : ils lui rappellent le souvenir de celui dont elle s'est détachée avec tant de déchirement [2] ».

Malgré la tendresse romanesque dont la reine faisait parade, François comprit promptement que ce mariage n'était qu'une comédie : il rêva avec sa mère à un projet beaucoup plus séduisant : « le dessein secret de parvenir au mariage d'une fille d'Es-

[1] SHAKESPEARE, *Midsummer night's Dream* :

Cupid all armed, a certain aim he took
At a fair Vestal, throned by the West,
And loos'd his love-shaft smartly from his bow
As it should pierce a hundred thousand hearts :
But I might see young cupid's fiery shaft
Quench'd in the chaste beams of the wat'ry moon
And the Imperial vot'ress passed on
In maiden meditation, fancy-free.

[2] Talbot to Shrewsbury : « The departure was mournfull betwixt His Highness and monsur; she lothe to let him gowe, and he as lothe to depart... because the places shall not give cause of remembrance to hir of him with whom she so unwyllinglie parted. » (LODGE, t. II, p. 258.)

pagne par le moyen des affaires desdits Pays-Bas [1] ».

Les Infantes étaient ses nièces; il pouvait en épouser une avec dispense du Pape et recevoir en dot ces provinces flamandes qu'il arracherait ainsi aux misères de la guerre. Catherine ne craignit pas d'en faire la proposition à l'ambassadeur espagnol : « — Mon fils, lui dit-elle [2], ne s'est pas du tout marié en Angleterre. Mon cœur tressaille à la pensée de voir près de moi une des Infantes. »

Au-dessus de ces intrigues des deux reines, le génie de Farnèse et le génie d'Orange dirigeaient la politique dans un autre sens. En débarquant, à son retour d'Angleterre [3], François de Valois fut acclamé ainsi que naguère l'archiduc Mathias; il trouva aussi, quand il fit « sa magnifique entrée en sa très-renommée ville d'Anvers [4], le char de l'Union sur lequel estoit assise une belle fille richement parée [5] », et il eut le crédit de faire restituer les églises d'Anvers au culte catholique [6]. Le prince de Chimay, « jeune et aveugle et par trop

[1] La Huguerye, *Mémoires*, t. II, p. 156.

[2] Ms. Arch. nat. K. 1560, pièce 15. Tassis à Philippe II, du 6 mars 1582 : « Asegurando que se salia el alma de ver una de las serenisimas Infantas por aca, diziendo que su hijo no se avia casado en Inglaterra. »

[3] Le 1er février 1582.

[4] *La joyeuse et magnifique entrée de monseigneur Francois, fils de France*... Anvers, Chr. Plantin, in-fol. avec 21 planches, 1582.

[5] Le Petit, *Chronique de Hollande*.

[6] Ms. Arch. nat. K. 1560, pièce 18, du 7 mars 1582, Tassis au roi. Sur cette partie de la campagne, voir aussi *Mémoires de Nevers*, t. I, p. 544 à 569; Castelnau, *Mémoires*, éd. 1731, t. I, p. 674 et suiv.; Ms. Bibl. nat. français, 3280, 3284, 3287, 3288 et 9009 à 9019.

aimant sa femme », comme il l'avoue[1], se rallia au nouveau duc de Brabant. Mais les États prétendirent, dès les premières semaines, traiter en prince fainéant le souverain qu'ils venaient d'appeler : chaque province continua à diriger ses troupes suivant les intérêts du moment et à ne pas verser les contributions dans le trésor commun; l'impôt fédéral de trois sous par tonne de bière ne put être centralisé[2]; François se plaignit d'être traité « de telle façon comme si l'on se moquoit de luy[3] ».

« — Je ne pense pas que son règne dans les Pays-Bas soit de longue durée, écrivait un ambassadeur de l'empereur[4]; il n'y aura que le prince d'Orange qui gagnera dans tous ces démêlés; il paraît qu'il prend des mesures pour s'assurer de la Hollande et de la Zélande. »

Entre Farnèse qui occupait solidement l'Artois et le Hainaut, et le prince d'Orange qui se renfermait dans la Zélande, François était réduit à disputer le Brabant aux Espagnols en se débattant contre les députés des

[1] *Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique*, t. XI, p. 141.

[2] *Correspondance de Guillaume*, t. V, p. 259, manifeste en langue thioise, du 1er mars 1582.

[3] *Ibid.*, p. 69.

[4] Busbecque à l'empereur Rodolphe, éd. de l'abbé de Foy, Paris, 1748, t. III, p. 100, du 12 juin 1582. Cet ambassadeur se nommait Auger Gislen, baron de Busbecque, et était né à Comines (Flandre) en 1522; il fut ambassadeur de l'empereur en Turquie, puis à Paris, et mourut à Saint-Germain en Laye en 1592. C'est lui qui a introduit le lilas en France.

États [1], qui ne tardèrent pas à rompre tout commerce avec lui. « Si je faisois comme eux, dit-il [2], ce que je peux plus légitimement estant ce que je suis, tout iroit encore plus mal. » Mais il sut, sans oublier sa dignité de Fils de France, conserver une tenue correcte auprès des députés et les tenir au courant des démarches que tentait Farnèse pour amener une suspension des hostilités [3]. Cette loyauté n'est pas ce que demandent les assemblées démocratiques : elles aiment mieux se laisser subjuguer par l'adulateur des passions populaires qui se fait croire nécessaire en liant ses intérêts aux préjugés de l'heure présente. Le prince d'Orange comprenait ce jeu; il se mêlait au peuple, il était familier et caressant, « allant par les villes; s'il entendoit du bruit dans une maison et qu'il vît qu'un mary et une femme se disputassent, il y entroit et les exhortoit à la concorde avec une douceur incroyable. L'accord fait, le maître du logis lui demandoit s'il ne vouloit point tâter de leur bière; le prince disoit qu'ouy; la bière venue, le bourgeois, selon la mode du païs, buvoit le premier à sa santé dans un vaisseau qu'ils appellent une canne et qui d'ordinaire étoit de terre bleue, puis, essuyant l'écume de la bière avec la paume de la main, présentoit la canne au prince, qui lui faisoit raison [4]. » Il dirigea l'opposition des États contre Valois, tout en le

[1] *Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VII, p. 290.
[2] *Correspondance de Guillaume*, t. V, p. 171.
[3] *Ibid.*, p. 192 à 195.
[4] Du Maurier, *Mémoires*, p. 149.

traitant avec des égards affectés [1]. « Je suis certain, écrit Champagney [2], que le prince d'Orange seul a troublé les desseins de François de Valois. Il ne lui a jamais permis d'aller à l'armée, il a retardé les secours destinés aux villes assiégées; il craignait que le prince n'acquît trop de crédit auprès des États. »

Ces conflits ne permettaient guère des succès dans les opérations militaires. Farnèse venait de prendre Tournay pendant que François était encore en Angleterre [3]. Au printemps suivant, il investit Oudenarde, qu'il enleva après deux mois de siége. Un corps d'armée français, amené par le maréchal de Biron, rétablit pendant quelque temps la fortune du duc de Brabant, et lui permit d'enlever Alost et Bouchain. Henri III, sous le prétexte que les coureurs de l'armée de Farnèse « avoient vexé et pillé pendant plusieurs mois toutes ses villes frontières [4] », commençait à montrer de l'énergie en faveur de son frère : il osa même faire saisir les fonds espagnols déposés chez les banquiers de Paris : « on a trouvé et confisqué dix mille ducats qui appartenaient au roi d'Espagne [5] ». Mais les Espagnols reçurent également des renforts : « — Ayant bien establi les affaires

[1] Ms. Arch. nat., K. 1560, pièce 108, du 29 décembre 1582. Tassis à Philippe II.

[2] Champagney, *Mémoires*, p. 271, traduction de l'espagnol en belge.

[3] Du 1er octobre au 30 novembre 1582. C'est à ce siége que la princesse d'Épinay, fille d'une sœur de Coligny, fut blessée d'une arquebusade au bras. (Du Maurier, p. 140.)

[4] Busbecque à l'empereur, 25 mars 1582, t. III, p. 88.

[5] *Ibid.*, octobre 1582, p. 116.

de Portugal, l'on faict estat de mettre à bon escient la main à celles de Flandre [1]. » En effet, Philippe ne tarda guère à envoyer aux Pays-Bas cent soixante mille ducats par mois [2]. Farnèse put, à la fin de l'année 1582, mettre soixante mille hommes en ligne; il s'empara de Ninove; il força les troupes des États à s'enfermer dans les villes. Toutefois, il dut détacher un corps d'armée dans l'électorat de Cologne pour chasser l'archevêque Truchsess qui venait de se déclarer luthérien [3] et d'épouser la belle Agnès de Mansfeld; plusieurs de ses sujets lui étaient restés fidèles, les autres s'étaient ralliés au prélat que lui opposait son clergé, Ernest de Bavière, ce qui fut un prétexte pour les deux partis à saccager les villes et à ravager les campagnes. Truchsess poussait des cris désespérés vers les luthériens ses voisins : « Le cœur manque à tous les Allemands, écrivait-il [4]; nous devenons un objet de mépris pour toutes les nations. Fais-toi mouton, le loup te mangera. Où sont les saints de l'Allemagne? Ils dorment sur les deux oreilles, *dormiunt in utramque aurem;* bientôt il faudra se réveiller et fermer les portes de la bergerie quand le troupeau aura été dérobé. » Vain appel; les Anglais eux-mêmes ne se laissèrent point attendrir : « — La

[1] Ms. Bibl. nat. français 16108, f° 8. Saint-Gouard au roi de France.
[2] *Doc. ined.*, t. LI, p. 317.
[3] La bulle d'excommunication de Truchsess est d'avril 1583; voir Ms. Bibl. nat. français 3336, f° 71.
[4] Truchsess à Guillaume-Louis de Nassau, *Recueil de* Groen van Prinsterer, seconde série, t. I, p. 9.

pesanteur du caractère allemand [1] », dirent-ils, ne laisse pas d'espoir; l'intervention de Farnèse fut décisive, et Truchsess dut chercher un asile en Hollande.

Cette diversion ne profita guère à François. Des intrigues, des déceptions, épuisaient la patience qu'il s'était promis de garder : il crut que Philippe II le voulait faire assassiner; il arrêta un aventurier nommé Salcedo et l'envoya à son frère Henri III pour le faire juger à Paris, procédure assez peu régulière [2], et qui fut rendue plus bizarre encore par l'idée qu'eut Henri III de renvoyer à Anvers la tête de l'accusé. « — Le roi de France n'est pas le seigneur d'Anvers, fit l'ambassadeur espagnol; il n'a pas le droit d'y exposer les membres de ses condamnés. — Aussi, répondit Henri III, n'est-ce pas à la ville que j'ai envoyé cette tête, c'est à mon frère, pour en faire des petits pâtés, s'il vouloit [3]. » — Quant à Salcedo, écrivit l'ambassadeur à Philippe II, c'est un fou qui n'a jamais songé aux meurtres qu'on lui prête : le prince François et Orange ont imaginé cette comédie « pour pousser le roi de France à une rupture avec Votre Majesté, et pour lui rendre suspects les gens qu'on hait à cause de leur bon esprit [4] ».

[1] Walsingham à Davison, cité par MOTLEY, *The united Netherland*, t. I, p. 34. « The dulness of the Almaine nature. »

[2] Le dossier du procès est Ms. Bibl. nat. Dupuy, vol. 87; voir aussi CIMBER et DANJOU, *Archives curieuses*, t. X. Nicolas de Salcedo, seigneur d'Auvillars, fut exécuté en 1582.

[3] Busbecque à l'empereur, du 25 octobre 1582, t. III, p. 125.

[4] Ms. Arch. nat., K. 1560, pièces 88, 95 et 97. Tassis au roi d'Es-

IV

ÉCHECS ET MORT DE FRANÇOIS DE VALOIS.

François de Valois était toujours le souverain nominal du Brabant ; il frappait la monnaie à son effigie [1], mais il était de plus en plus mal à l'aise au milieu des chef populaires. « — Il est désolé, écrit de Londres Bernardino de Mendoza [2], de se sentir entre les mains de rebelles, qui imputent tous les désordres aux Français, et qui excitent la méfiance en rappelant la Saint-Barthélemy. » La Saint-Barthélemy a ruiné pour tout le reste du siècle notre influence à l'étranger : « le peuple crioit aux massacreurs des noces de Paris [3] » et se refusait à toute organisation au point de décourager le prince de Chimay lui-même, qui, « sans plus se vouloir mesler ni estre parmy telles gens », se donna avec la ville de Bruges à Alexandre Farnèse [4].

pagne : « El fin con que selo hizieron dezir fue para hazer que este rey rompriese con V. M. y huviese por sospechosos y difidientes todos aquellos Principes y otras personas de que trato... por ser bien intencionados. »

[1] On a réuni plusieurs séries de ces pièces à l'Exposition de Bruxelles de 1880.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1560, pièce 31, du 1er avril 1582 : « Esta descontentissimo de verse en poder de los rebeldes los quales acriminan a los franceses qualquiera desorden se haga. »

[3] D'Aubigné, *les Histoires*, t. II, p. 473.

[4] *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, t. XI, p. 141.

Les courtisans du Louvre, qui avaient suivi le Fils de France dans son expédition, perdaient aussi patience. Saint-Luc, un des mignons de Henri III, s'emporta jusqu'à frapper un Hollandais sous les yeux de François et du prince d'Orange : « — Un homme de la plus grande naissance du monde, s'écria Orange [1], ne se serait pas impunément porté à cet excès en présence de l'empereur Charles-Quint. — Vous avez beau jeu à vanter Charles-Quint, répliqua Saint-Luc, maintenant qu'il est mort, mais ne doutez que s'il vivait, il ne tarderait guère à vous faire trancher la tête ! » D'ailleurs, aucun concours pour la guerre, les bandes françaises tiennent seules la campagne ; « beaucoup de paroles et point d'actes [2], les Flamands promettent quantité de subsides, et ne donnent jamais rien ». Les avanies deviennent intolérables ; le patient prince d'Orange, quand son tour arrivera de les subir, sera forcé de se cacher dans sa ville de Delft [3]. François de Valois n'a le choix qu'entre le rôle honteux du lourd Mathias, ou le coup d'État de don Juan d'Autriche.

Il organise les préparatifs d'un coup d'État avec assez d'art pour les cacher aux regards soupçonneux des sectaires ; il veut occuper, en un seul jour, par des

[1] Busbecque à l'empereur, 18 décembre 1582, t. III, p. 134.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 18, du 13 janvier 1583. Tassis à Philippe II : « Aquello consiste mas en muchas palabras que dan los rebeldes que en obras, y que si bien prometen de contribuyr y dar mucho que no llegan a assegurar complimiento... »

[3] Le 22 juillet 1583 ; Orange n'avait pu obtenir justice contre les outrages de la populace d'Anvers.

garnisons françaises les principales villes de son duché. Il fallait, pour réussir, discipliner par le prestige de la valeur personnelle ces gentilshommes hardis, robustes, indociles : on allait bientôt trouver, parmi ces volontaires avides de plaire à des femmes qui n'estimaient que les braves, un escadron capable d'enlever une ville en pétardant les portes ou d'arrêter sur place une armée entière; mais le panache blanc qui devait rallier cette cavalerie invincible ne flottait pas sur le front du chétif François de Valois. Sans leur prince, quelques Français s'arrêtent sous la porte d'Anvers [1], l'encombrent, cherchent querelle aux bourgeois de la garde, sont soutenus subitement par quatre cornettes de cavalerie et dix-sept enseignes de gens de pied [2], se ruent dans la ville, enfoncent les volets des boutiques, se dispersent selon les fortunes du pillage. Aussitôt le tocsin sonne, les bourgeois tendent les chaînes à travers leurs rues et s'avancent en bon ordre, « si résolûment à l'encontre des François, que quasi en un quart d'heure les ont repoussés, tuant et massacrant beaucoup [3] ». La panique saisit les Français, qui se précipitent tous à la fois vers la porte par laquelle ils se sont introduits et s'y étouffent pendant que les balles d'arquebuse pleuvent sur cette masse vivante; les derniers venus enjambent les cadavres sous la voûte, tombent frappés à leur tour;

[1] Le 17 janvier 1583.
[2] Le Petit, *Chronique de Hollande,* t. II, p. 460.
[3] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 16, relation faite le lendemain. Voir aussi dans le même carton les pièces 14 et 15.

« la porte fut estouppée par corps morts et de la hauteur de deux hommes estant debout l'un sur l'autre, de sorte que personne ne pouvoit plus entrer ni sortir ». Plusieurs sautent dans le fossé ; on leur tire « sur le dos ; les compagnies des bourgeois tiroient si horriblement qu'il sembloit estre une grelle [1] ». On compta quinze cents cadavres [2] abattus en une ou deux heures ; les bourgeois recueillirent à peu près le même nombre de prisonniers qui espéraient faire accepter une rançon, mais « il en mourut bonne quantité ès prisons de froid, pauvreté et misère, et de la puanteur les uns des autres, estant les prisons si pleines qu'à peine s'y pouvoit-on remuer [3] ».

Enfermé dans son camp à quelques lieues de la ville, François de Valois ne put qu'être témoin de cette exécution ; il se hâta d'écrire au prince d'Orange pour obtenir son intervention en faveur des prisonniers : « — Vous sçavez mieux que nul autre, lui dit-il [4], les justes raisons que l'on m'a assez données de m'offenser par tant de mépris. Qu'il ne soit fait aucun tort aux miens parce que d'aultres en pastiroient. » — Mais, répondit Orange [5] à des Pruneaux, l'agent de Henri III qui lui reprochait de n'avoir pas protégé les prison-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 16.
[2] D'Aubigné, t. II, p. 476.
[3] Le Petit, t. II, p. 464.
[4] *Correspondance de Guillaume*, t. V, p. 79, du 17 janvier 1583, le jour même de l'échec.
[5] *Ibid.*, p. 121, du 22 février 1583.

niers, « ils sont sans comparaison mieux traités qu'ils ne nous eussent traités selon le bruit commun, si Dieu ne leur auroit rompu leurs entreprises ». Cette cauteleuse neutralité eut sa récompense : Orange devint enfin comte de Zélande et lieutenant général des Provinces-Unies. « — Rien ne prouve mieux le génie et l'adresse de ce prince; dans ce temps où s'affaiblissent les plus puissants de l'Europe, il accroît ses forces, il grandit [1].»

Les soldats de François de Valois avaient été repoussés le même jour de toutes les villes importantes, sauf Dunkerque. Réduit à Dunkerque et à Cambray, « mocqué en France, en mespris aux Espagnols, en horreur aux Estats [2] », le jeune prince se cachait à Dunkerque [3] en continuant ses négociations avec le prince d'Orange pour la liberté de Fervacques et des prisonniers survivants [4]; cette insistance humble, mais honorable, acheva de l'amoindrir : « Il s'est mal conduit, disait un ministre français [5], en la résolution et exécution de l'entreprise; il ne s'est pas mieux conduit depuis en ce qu'il a fait et traité avec les Estats. » Pour

[1] Busbecque à l'empereur, t. III, p. 189.
[2] D'Aubigné.
[3] Un pédant du pays fit les vers suivants sur l'échec d'Anvers :

Flebile fecisti facinus; felixque fuisses
  Fœdifragos fugiens, fœdigraphosque fugans.
Flere facis Flandros, faustum, fera Francia, fœdus
  Frangendo fugiens, fas fugiendo facis.
Flos fueras florum, fæx fies, Francia, fæcis,
  Fædifragum Francum fama fuisse feret.
Festivum facies feritate Franciæ finem
  Flandrorum frustra funera fœda facis.

[4] Busbecque à l'empereur, t. III, p. 183, du 1er juin 1583.
[5] Villeroy à Matignon, p. 59, du 27 février 1583.

lui éviter l'humiliation de la fuite, son frère lui fit porter [1] par l'évêque de Vannes l'ordre de rentrer en France. Il quitta la ville de Dunkerque le 18 juin.

L'évêque de Vannes portait aussi à Alexandre Farnèse, au nom de Henri III, le désaveu officiel de l'entreprise d'Anvers. Mais François de Valois n'avait pas attendu cette démarche pour commencer lui-même de singulières négociations avec l'Espagne. Dès le mois d'avril, trois mois après la catastrophe d'Anvers, tandis qu'il feignait de se réconcilier avec les États par la médiation du prince d'Orange, il offrait de renoncer en faveur du roi d'Espagne à ses droits si compromis sur les Provinces-Unies pour le prix de trois cent mille écus d'or et la cession en toute souveraineté des villes de Dunkerque, Calais et Berg-Saint-Vinox avec leurs territoires [2]. Son secrétaire italien, Julio Rici, avait des entrevues secrètes avec Farnèse à Bruxelles et avec Tassis à Paris. — Ne pourrait-on pas acheter ce Julio Rici? demande Philippe [3]. — Ne vous inquiétez pas de ce prince, répondit Tassis [4], il est fatigué des Pays-Bas, il se laissera aisément tenter par l'honneur de délivrer Marie Stuart; on sera débarrassé de ses pré-

[1] Ms. Bibl. nat. français 3396, f° 26.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1562, pièce 56, avril 1583. Farnèse à Tassis.

[3] *Ibid.,* pièce 63 : « Si pudiesse salir con ganar a Julio Rici. » La pièce 56 du carton est la lettre de Parme à Tassis; la pièce 57, celle de Tassis au roi, et la pièce 63, celle du roi à Tassis. Je ne sais si ce fait était très-connu.

[4] Ms. Arch. nat., K. 1562, pièce 72 : « ...Favorecer a una viuda tan trabajada... »

tentions si on lui promet de le seconder dans des tentatives en faveur « d'une noble veuve cruellement persécutée ».

Non-seulement, en effet, François feignit d'être séduit par ce projet; mais Catherine elle-même appela l'ambassadeur Tassis, répandit devant lui ses larmes faciles, s'écria : « La vieillesse m'accable, au premier jour je vais mourir quand on y pensera le moins; je ne souhaite rien tant que de voir aplanir les différends qui séparent le roi d'Espagne et mes fils... » C'était le moment même où elle faisait partir de Dieppe le commandeur de Chaste avec une escadre pour disputer les Açores à Philippe II! « ...Il n'est plus jeune non plus, le roi d'Espagne, il n'est pas moins exposé à la mort[1]; contractons une union indissoluble pour délivrer Marie Stuart et rendre l'Angleterre à la religion! »

Si Elizabeth a connu ces manœuvres du fiancé qu'elle croyait si épris et si fidèle, elle a dû éprouver un redoublement de haine contre la rivale que chaque prince continuait à lui préférer et que l'âge semblait épargner seule. Mais elle a dû être instruite surtout des projets plus sérieux que Philippe étudiait contre elle avec le duc de Guise. Les pourparlers de François furent rompus par les succès de Farnèse. « Ne négligez point les

[1] Ms. Arch. nat., K. 1562, pièce 72 : « Que la crecia la vejez la ual algun dia se podria acabar quando menos se pensasse, tenia gran desseo de que se allanassen las differencias que andavan entre V. M. ella y su hijo... que por otra parte tampoco era moço V. M. y per la misma rason no menos subjecto de acabarse... »

envois de fonds, écrivait Farnèse[1]; sans argent, point de succès. » Puis il dissipait les derniers détachements français[2], assiégeait Dunkerque[3] qui n'était plus défendue que par six cents hommes[4] et dont les bourgeois étaient décidés à se rendre[5], enfin prenait avec Dunkerque-Nieuport[6].

Les États confédérés n'étaient plus en mesure de se défendre depuis le départ des Français; ils envoyèrent près de Henri III des délégués éplorés, et firent des « offres si avantageuses qu'on a peine à le croire[7] »; éconduits avec courtoisie, les délégués revinrent au bout de trois mois, munis des « pouvoirs les plus amples pour faire de nouvelles offres[8] ». Mais à côté du parti qui demandait l'intervention française, s'agitait celui des gens qui « escrivirent au duc Jean-Casimir, le priant leur vouloir renvoyer Hembyze et Darthenius pour mieux touiller les cartes[9] ». Hembyze rentra aussitôt à Gand, y devint l'idole du peuple,

[1] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 82. Farnèse à Idiaquez, autographe, 4 juillet 1583 : « ...Siempre en lo de las provisiones de dinero pues sin el es imposible salir con lo que se querria. »

[2] *Ibid.*, p. 87, du 14 juillet, et *Correspondance de Busbecque*, t. III, p. 193.

[3] *Ibid.*, pièce 95, du 2 août. Tassis à Philippe II.

[4] « Ce n'est guère », met Philippe en marge de la lettre : *No son muchos.*

[5] « Son burgeses muy puestos en concertarse. » Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 95, et Busbecque, p. 202, du 10 août 1583.

[6] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 95, du 2 août.

[7] *Correspondance de Busbecque*, t. III, p. 278, du 18 août 1583.

[8] *Ibid.*, p. 293, du 15 décembre.

[9] Le Petit, *Chronique de Hollande*, t. II, p. 478. L'expression *touiller* signifie encore en langue belge *mêler*, *brouiller*.

s'entoura d'une garde de hallebardiers et « fit jeter en prison tous ceux qui estoient d'avis de se réconcilier plutost avec le duc d'Anjou », ce qui ne l'empêchait pas de s'offrir secrètement en vente à Alexandre Farnèse, voulant « que l'honneur de cette réconciliation ne feust déféré qu'à lui seul ». Le marché fut conclu. Alost fut tout d'abord livrée à Farnèse par le tribun populaire comme gage du marché; l'autre tribun de Gand, Ryhove, entreprit également de vendre Dendermonde.

Farnèse savait manier les chefs de la démocratie comme ceux des bandes militaires; son jeu fut bientôt favorisé par une chance inattendue. On apprit tout à coup que François de Valois venait de mourir à trente-quatre ans[1]. Les détails de sa maladie ne permettent pas de soupçonner que Philippe se soit débarrassé par le poison de ce compétiteur. Un écuyer du prince, La Fougère, a noté les symptômes[2] des derniers jours, les médecins de la cour ont dressé un procès-verbal d'autopsie[3]; la maladie est nettement caractérisée, le doute n'est pas possible. On peut décharger sans hésitation Philippe II de cette mort : c'est utile à remarquer en l'instant où s'accomplit un crime analogue préparé par lui depuis plusieurs années.

[1] Le 11 juin 1584, et non le 10 juin, comme on l'indique habituellement.
[2] Ms. Bibl. nat. français 3902, f° 283.
[3] *Ibid.*, f° 289. La maladie est une pneumonie double suppurée.

V

MEURTRE DU PRINCE D'ORANGE.

La pensée de se débarrasser du prince d'Orange par un meurtre fut suggérée dès le lendemain de la Saint-Barthélemy au duc d'Albe. Le duc de Guise venait de lui faire porter par son Albanais Nicolo la tête de Coligny assassiné; pourquoi ne pas se délivrer également de l'autre adversaire? Le Nicolo s'offre pour cette besogne[1]; mais le roi Philippe n'aura-t-il pas des scrupules? On le sonde. Albornoz, le secrétaire borgne, écrit mystérieusement à Çayas, le secrétaire d'État, qui aimait les présents : « Celui qui a apporté la tête de l'amiral a proposé d'en détacher une autre. » — « Que signifie? met Philippe en marge, à qui a-t-on porté la tête de l'amiral? Quelle est l'autre tête, celle qu'on offre? C'est probablement celle d'Orange : certes, si on osait lui donner de l'acier, ce serait le meilleur remède[2]. » Çayas, joyeux de cette note royale, répond à Albornoz : « Votre projet rendra grand service au roi; si nous réussissons, nous donnerons une allégresse particulière et du contentement à Sa Majesté. »

[1] *Mem. real Acad. de historia*, t. VII, p. 383, et *Correspondance de Guillaume*, t. VI, février 1573.
[2] Lettre du 17 juillet 1573.

Chez Philippe II, l'idée, à peine acceptée, devint dominante. Déjà c'est de l'impatience : Çayas doit répéter que le « roi souhaite sincèrement le succès, qu'il se réjouirait bien davantage si les deux frères[1] étaient enlevés à la fois de la surface de la terre. Eh bien ! à l'œuvre ! »

Mais le zèle n'est pas le même aux Pays-Bas, surtout après le départ du duc d'Albe; voici les objections qui commencent : « Tuer le prince d'Orange, écrit Requesens[2], c'est aisé à dire; mais je ne trouve pas d'homme à qui confier une telle entreprise. » — « Quelqu'un de ceux qui ont été exceptés du pardon général le ferait peut-être pour obtenir sa grâce » ; c'est la note de la main royale : Philippe II reste avec cette pensée obstinée; il en poursuit sans relâche l'exécution, il envoie de l'argent au premier intrigant qui promet d'empoisonner le prince d'Orange, à un Écossais, à l'abbé de Sainte-Gertrude de Louvain. « Peut-être, conseille enfin le cardinal de Granvelle dès son arrivée à Madrid[3], on pourrait promettre une prime de trente ou quarante mille écus à qui le tuerait ou le livrerait vif; la peur seule, car il est pusillanime, le ferait sans doute mourir, ou bien quelque scélérat tentera le coup pour la prime. » — « Cette idée de prime me

[1] Lettre du 21 octobre 1573; le comte Ludovic vivait encore.

[2] Lettre du 27 février 1574 à Çayas. Tous ces documents sont réunis par M. Gachard dans le tome VI de la *Correspondance de Guillaume.*

[3] *Correspondance de Philippe II*, t. I, Préface, p. 181. La lettre est du 13 novembre 1579.

semble excellente », met le roi, et il envoie l'ordre à Alexandre Farnèse de publier un ban contre Orange[1].

Comme Requesens, Farnèse tente de décliner toute complicité dans l'acte; il adresse des objections, il soulève des difficultés, il gagne du temps. Certaines personnes estiment, écrit-il[2], qu'il « pourra sembler une bassesse et indécence à un prince si grand que, aïant contre lui commencé la guerre et employé telles forces, maintenant il viendroit à un autre remède ». Mots précieux. Ils prouvent que les formules de l'honneur sont fixes : on ne doit pas, comme le prétendent certains de nos contemporains qui, dans un immoral esprit de parti, veulent justifier les vieux crimes, tenir compte des préjugés, des systèmes et des époques, pour apprécier une infraction aux lois éternelles et immuables de la conscience.

Les ordres de Philippe II deviennent pressants[3]; le texte du ban, retenu depuis dix mois[4] entre les mains de Farnèse, doit être publié. « Jamais je n'ai approuvé ce ban ou placard », déclare Farnèse[5], et il tient à ne pas cacher son sentiment; en transmettant la honteuse affiche, il dit, dans une lettre commune à tous les gouverneurs : « Comme le Roy, par deux réitérées lettres

[1] Le 30 novembre 1579.
[2] *Correspondance de Guillaume,* t. VI, du 28 janvier 1580.
[3] Les 1er et 18 mai 1580.
[4] La publication n'a lieu que fin août 1580.
[5] Lettre du 4 avril 1581 : « A mi nunca me parecio bien el placarto y bando. »

siennes, nous a mandé expressément de faire incontinent publier la proscription et ban ci-joint, nous ne pouvons laisser, pour obéir au commandement de Sa Majesté, de vous l'envoyer. »

Cette pièce, qui soulevait le dégoût du grand Farnèse, promettait vingt-cinq mille écus d'or à l'homme qui tuerait le prince d'Orange, et « l'anoblissons pour sa valeur », continuait l'affiche, et s'il se fait aider par « aultres personnes, les anoblissons également ».

« — Si les Espagnols tiennent ces gens-là pour nobles, réplique Orange, et si c'est là le chemin de l'honneur en Castille, on voit bien qu'ils ont pour aïeux des Juifs et des Maures : ils ont hérité cette vertu de leurs ancêtres qui ont vendu Jésus. »

Guillaume d'Orange, s'il se faisait le courtisan des passions du vulgaire, a du moins le mérite de n'avoir jamais songé à faire assassiner un adversaire. Sa réponse, rédigée par le Français Villiers [1], est d'une langue correcte et nerveuse. Elle montre le prince livré aux couteaux pour avoir pris la défense de sa patrie; elle rappelle la fière devise de sa maison : « Ce qui sera par vous résolu pour le bien et conservation de vous, vos femmes et vos enfants, *je le maintiendrai.* »

La résistance d'Alexandre Farnèse oblige le cardinal Granvelle à prendre lui-même des mesures pour exécuter le projet de Philippe II; il charge del Rio,

[1] Ce manifeste a été publié plusieurs fois. Voir l'édition de Leyde et la réimpression de DUMONT, *Corps diplomatique.*

qui doit la vie au prince d'Orange et qui s'occupe des confiscations en Portugal, de se lier à Lisbonne avec les matelots hollandais, « de les traiter familièrement à la flamande, en profitant de sa connaissance de leur langue, de les enrôler pour livrer le prince vivant au roi, ou pour le traiter de telle façon qu'il ne puisse plus faire de mal[1] ». Cependant c'est à des Espagnols qu'est due la première tentative.

Il y avait à Anvers un Biscayen qui se voyait à la veille d'une banqueroute, Gaspard Añastro : il avait un commis, Juan Jauréguy, dont l'esprit était troublé par l'exaltation religieuse; il le détermine à tuer le prince, puis se retire prudemment afin de n'être pas compromis et de toucher seul la prime si le coup réussit. Trois jours après le départ d'Añastro, le vendredi 16 mars 1582, Juan Jauréguy se confesse au dominicain Timmerman, reçoit la communion de ses mains, attend le dimanche suivant Guillaume d'Orange à la porte de la salle où il déjeune, lui tire un coup de pistolet. L'arme éclate, fracasse le poignet de l'assassin; la balle traverse la joue du prince, brise une dent; la bourre met le feu aux cheveux. Le Jauréguy est immédiatement égorgé; sur son corps on trouve des amulettes, des scapulaires, des papiers chargés de prières bizarres : « Je me recommande à l'ange Gabriel afin qu'il me protége près de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de son fils très-précieux... » On met à mort, après

[1] *Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VII, p. 569.

leurs aveux, le dominicain et le caissier d'Añastro qui avaient connu le projet, mais le prince reste plus d'un mois en danger. Ses habitudes d'intempérance amenaient des rechutes[1]; l'hémorrhagie ne put être arrêtée que par le médecin piémontais de François de Valois, Léonard Botal, qui fit tenir jour et nuit un doigt sur la plaie par des aides qui se succédaient sans interruption. Le bruit de la mort se répandit dans le Hainaut et en Espagne : « — Je ne saurais exprimer à Votre Majesté, écrit Farnèse qui a fini par se familiariser avec cette idée, le contentement que je ressens d'avoir vu infliger à ce personnage le châtiment qu'il méritait; on ne saurait assez louer, assez vanter la décision et l'incroyable audace du jeune homme qui a accompli une action si héroïque[2]... avec des intentions si salutaires, sous l'inspiration de Notre-Seigneur[3]. » — Granvelle n'a qu'un regret : « C'est dommage que luy et aulcuns aultres de sa suytte ne soient morts il y a dix-huit ou vingt ans; l'on n'y eust, à mon advis, rien perdu[4]. »

On ne songe pas, quand on calcule ces coups, à toutes les victimes que l'on atteint : les angoisses de cette crise épuisèrent la princesse d'Orange, Charlotte de Bourbon; quand elle vit son mari guéri de sa bles-

[1] *Correspondance de Guillaume*, t. VI, p. 66.
[2] *Ibid.*, Préface, p. 69.
[3] *Doc. ined.*, t. VII, p. 353 : « Inspirado de Nuestro Señor, con este sano intento. »
[4] *Correspondance de Guillaume*, t. VI, p. 106. Granvelle au cardinal de la Baulne.

sure, elle mourut[1]. Elle sentait, dans sa tendresse tremblante, que de nouveaux dangers se préparaient. Tous les hallucinés et tous les scélérats étaient convoqués par les placards de Philippe II : c'est Ordono qui part d'Espagne avec six cents pièces d'or données par le roi[2]; c'est Francisco de Praxedes qui fait valoir un titre sérieux pour être investi d'une semblable mission : il a servi quelque temps sur les galères[3] : « — Nous sommes, dit-il, une centaine de déserteurs espagnols qui nous sommes enrôlés dans les armées d'Orange; nous offrons de le tuer dans une émeute militaire, pourvu qu'on nous promette le pardon absolu de tout ce que nous avons fait jusqu'à ce jour; nous ne demandons pas d'argent, ce n'est point la cupidité qui nous pousse, mais la conscience; nous voulons regagner notre honneur et rentrer au milieu des hommes d'honneur[4]. » Les gens prêts à tous les crimes ne manquent point dans les Pays-Bas : un Livonien, soupçonné de vouloir assassiner un Allemand, avoue qu'il a déjà tué deux marchands, son frère et un prêtre[5]; Farnèse envoie presque chaque jour autour de Guillaume

[1] Née en 1557, morte en 1582. C'est la troisième femme de Guillaume; elle laissa six filles.

[2] *Correspondance de Guillaume*, t. VI, p. 79.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 104. Tassis à Farnèse : « Ha servido algun tiempo en las galeras. »

[4] *Ibid.* : « El perdon suficiente de todo lo hecho hasta aqui, sin tratar de interes pues esse no les mueve sino su consciençia y querer volver por su honra como hombres honrados. » Cet homme avait épousé une Française de Chaumont en Bassigny.

[5] *Comm. roy. d'histoire de Belgique*, t. XI, p. 13.

d'Orange de ces hommes de main, par des routes différentes, sans qu'ils se connaissent entre eux, des Français, des Lorrains, des Anglais, des Écossais, des Flamands; il devient indifférent à leurs offres, les accepte au hasard, sans espoir, sans attention[1]. Parmi tant de gens, c'est un aliéné qui réussit.

Balthazar Gérard était né à Vuillafans près de Dôle[2]; il avait toujours été bizarre et avait déclaré, dès l'âge de douze ans, qu'il était prédestiné à tuer le prince d'Orange. Dans cette idée fixe, il grandit, il s'exalta durant quinze ans[3]. Les difficultés pour un paysan comtois d'arriver en Flandre, de s'introduire près du prince, ne firent qu'exaspérer sa passion; il semblait si peu maître de ses facultés, qu'il fut considéré par Farnèse comme un fou, quand il vint lui communiquer ses projets[4]. Le plan était absurde et compliqué : le paysan avait moulé en cire le sceau du comte de Mansfeld; il croyait être accueilli avec joie par Guillaume, quand il lui présenterait cette empreinte, et comptait le tuer en la livrant. « — Allez, enfant, serez immortalisé », lui dit le conseiller d'Assonleville[5]; le cordelier Géry « lui donna sa bénédiction, lui promettant de

[1] *Correspondance de Guillaume*, t. VI, p. 167 : « Le encamine a ello, si bien por differente camino del que habian ydo ya otros antes del, sin conoscerse ni saber los unos de los otros, que eran todos Franceses, Loreneses, Ingleses, y Escozeses, y del païs. »

[2] En 1557.

[3] *Correspondance de Guillaume*, t. VI, p. 200.

[4] *Ibid.*, le 21 mars 1584.

[5] *Ibid.*, p. 141.

prier Dieu pour luy ». Voilà Gérard qui se met en route pour Delft.

Guillaume d'Orange ne le reçut qu'après plusieurs jours, ne l'écouta point, le chargea de porter une lettre à Château-Thierry, où se trouvait François de Valois. Déjà troublé par des insomnies, déjà excité à outrance par ceux qui lui avaient promis « qu'il seroit mis au nombre des martyrs », Gérard apprend en France la mort de François de Valois; la surprise ajoute au désordre de ses facultés, il repart à la hâte, rentre à Delft, achète deux pistolets, met deux balles dans l'un, trois dans l'autre, entre au couvent de Sainte-Agathe qu'habite le prince, le voit qui descend quelques marches sous une voûte, lui décharge un pistolet en pleine poitrine et s'enfuit. Dans la rue, il entend qu'on le poursuit, glisse sur un tas de fumier, se relève, gravit le rempart pour sauter dans le fossé. Là il est pris[1]. Alors, dans ces premières heures de prison, il retrouve subitement assez de sang-froid pour rédiger en quelques pages un récit de sa vie avec une lucidité curieuse. Il explique son « invétérée délibération », il se souvient du second pistolet et s'excuse de ne s'en être pas servi :

[1] Les moindres circonstances sont connues par les documents suivants : la relation officielle, p. 126 à 144 du tome VI de la *Correspondance de Guillaume;* le manuscrit de Frère Jean Ballin, *ibid.,* p. 144 à 157; le chapitre de Renon de France, *ibid.*, p. 157 à 163; la confession de Gérard, *ibid.*, p. 163 à 169, et la lettre de Aerssens, *ibid.*, p. 186 à 194. Voir aussi : *Les cruels et horribles torments de Balthazar Gérard, Bourguignon, vray martyr.*. 1584, chez Jean du Carroy, imprimeur au Mont Saint-Hilaire.

« Je n'ay eu la commodité de donner le second coup, dont j'ai grand regret et déplaisir. » Il ignorait alors que le prince avait une des balles dans le cœur et était tombé mort[1]. Mais Gérard n'est pas laissé longtemps à ses souvenirs. On le tire de son cachot, on le livre pendant trois jours aux bourreaux les plus ingénieux, et l'on découvre alors avec stupeur que nulle douleur n'agit sur lui : ses nerfs sont d'une insensibilité complète... « Ils le battirent cinq fois de verges à outrance et fort cruellement, et adoubant son corps tout de miel, ils firent venir un bouc pour le lescher avec sa langue fort scabreuse et aspre, à ce qu'en leschant le miel, il emportast de sa langue la peau et la chair tout ensemble... du depuis après avoir esté par diverses fois rigoureusement torturé par la question, le mettant dans un van, les pieds liés et garrottés avec les mains, en forme de boule, ils ne cessèrent de le tourmenter pour l'empescher de dormir les jours et nuits ensuivantes, inventant tous les genres de tourments et questions dont ils se purent adviser; comme il estoit pendant. en l'air à la question, ils luy lièrent au grand orteil du pied un poids de cent cinquante livres... luy mettant de longues aiguilles entre les ongles et la chair des doigts; il ne faisoit aucun cri ni signe de douleur, ne se mouvant

[1] Une des balles avait traversé le cœur, l'autre était dans le cœur. Ce fait rend peu vraisemblables les paroles édifiantes que les écrivains protestants prêtent au prince en ce moment.

autrement[1]... Je n'ay vu de ma vie une plus grande résolution d'homme, ni constance : il n'a oncques dit : *Ay my!* mais en tous tourments il s'est tenu sans dire mot, disant des oraisons bien bas, selon que l'on pouvoit remarquer au remuement de sa bouche[2]. »

Quand les tourmenteurs furent épuisés[3], on s'occupa de l'exécution. Gérard, qui avait eu les pieds écrasés dans les opérations précédentes, put néanmoins s'avancer en marchant jusqu'au poteau, sans témoigner de douleur; on le vit même sourire quand un des aides se blessa en préparant les outils qui allaient être utilisés. Le premier de ces instruments fut un gaufrier qui fut rougi au feu et servit ensuite à dévorer la main droite. En détachant son moignon fumant, Gérard leva le bras avec une sorte de fierté calme. Ensuite on étendit son corps sur un banc, on détacha un à un les muscles et les os; « lorsqu'on lui arrachoit la chair de dessus ses membres avec des tenailles ardentes, il ne fit jamais aucun cri et ne poussa pas le moindre soupir, ce qui fit croire aux Hollandois qu'il étoit possédé du diable, et aux Espagnols qu'il étoit assisté de Dieu[4] ». Les témoins de toutes les nations qui assistaient à ces scènes sont unanimes dans leur étonne-

1 *Relation de Jean Ballin.*
2 *Relation de Aerssens.*
3 Ils reçurent chacun 55 livres, somme excessive pour ce genre de travail à cette époque.
4 Du Maurier, *Mémoires*, p. 150.

ment « devant ce visage impassible et ce courage inébranlable[1] ».

Aujourd'hui, on comprend clairement que Balthazar Gérard était dans une des crises du délire qui le travaillait depuis quinze ans; ces phénomènes d'aberration nerveuse sont bien connus[2]. Aussi l'on peut dire que le véritable coupable, ce n'est pas l'halluciné mystique qui, dans un long accès d'extase, lâche le coup de pistolet. C'est Philippe. Et Philippe ne peut se prévaloir des consultations de ses casuistes : pour séducteurs que soient les sophismes destinés à la tromper, la volonté n'en est que plus flétrie quand elle en vient à violenter la Providence : le pauvre meurtrier n'est plus qu'un instrument, on pourrait dire une victime.

Alexandre Farnèse sut au bout de quinze jours seulement que son adversaire était bien mort; il trouva que Gérard « laissait de lui et de son acte si héroïque la mémoire pour exemple au monde[3] » ; et Granvelle s'écria : « François de Valois et Guillaume d'Orange

[1] Relation italienne des Ms. de Berlin. Extrait donné par M. GACHARD dans le *Bull. Comm. roy. hist.*, année 1873, p. 62.

[2] Ces troubles de l'innervation qui se remarquaient chez les possédés (*Malleus maleficorum*, p. 166), les convulsionnaires et les magnétisés, et qui ont été retrouvés chez les derviches tourneurs et hurleurs, les aïssaouas et les fakirs, sont parfaitement classés et définis par la science. Voir CALMEIL, *De la folie, description des grandes épidémies de délire;* LANDOUZY, *De l'hystérie;* et les observations sur la catalepsie hystérique faites à la Salpêtrière par MM. Charcot, Bourneville, Richer.

[3] *Correspondance de Guillaume*, t. VI, p. 125.

sont bien où ils sont[1], et si la reine mère mourait aussi, la perte serait mince[2]. » Mais Philippe, qui n'avait pas remis à Añastro la récompense promise[3], tarda longtemps à verser le prix convenu entre les mains des héritiers de Gérard. Au bout de cinq ans, les solliciteurs avaient dépensé six mille écus, chèrement empruntés, sans avoir reçu autre chose que des lettres de noblesse[4] et « *un Ecu parti en contre-bande d'argent et de gueules au lion de l'un et de l'autre, armé et lampassé de sable, tenant en sa patte la foudre de Jupiter, de gueules élancé d'azur* ».

Guillaume d'Orange est mort comme Coligny. Ils ont tous deux été constamment malheureux dans leurs entreprises militaires, mais Coligny s'est avoué calviniste dès que sa conscience a cru tenir la vérité. Guillaume d'Orange a longuement simulé un attachement trompeur pour la foi catholique; il a eu des complaisances pour toutes les sectes, des faiblesses pour tous les fanatiques; il a écarté par une politique trop habile les hommes qui auraient pu servir sans lui à l'affranchissement de son pays. Coligny, sincère dans sa foi, plein d'amour pour son Dieu, a su néanmoins préférer la patrie; il s'est retiré avec horreur de la guerre civile, il a risqué sa religion et sacrifié sa vie pour ne pas con-

[1] *Correspondance de Guillaume*, t. VI, p. 126.
[2] *Ibid.*, p. 199.
[3] *Ibid.*, p. 110.
[4] *Ibid.*, p. 226. Elles sont du 4 mars 1589

tinuer à déchirer la France. Il ne connaissait ni les intrigues de l'ambition, ni les convoitises de la terre, ni l'abattement dans les revers; il savait dire au milieu des crises les plus cruelles : « — Si est-ce que Dieu est très-doux! »

CHAPITRE VI.

HENRI DE GUISE.

1582-1588.

Union de Henri de Guise et de Philippe II contre Elizabeth. — Constitution de la Ligue. — Dernières années de Henri de Guise.

I

UNION DE HENRI DE GUISE ET DE PHILIPPE II CONTRE ELIZABETH.

Philippe II n'avait jamais renoncé au dessein de ressaisir l'autorité en Angleterre. Il comprenait les avantages de la restauration du catholicisme chez les Anglais ; il voulait aussi détruire toute chance de secours qu'espéraient d'Elizabeth les protestants hollandais. Mais s'il cédait peu au sentiment chevaleresque de se faire le champion de Marie Stuart, il savait que l'image de la veuve persécutée ne serait pas sans effet sur l'imagination du duc de Guise. Les malheurs et les droits de Marie Stuart furent donc savamment exploités pour entraîner les Guise dans une lutte contre l'Angleterre.

Les relations de la maison de Guise avec l'Espagne avaient été nouées depuis plusieurs années par le car-

dinal de Lorraine : mais elles pouvaient s'excuser jusqu'alors sous le prétexte de soutenir la cause catholique en France; Henri, duc de Guise, entreprit de les faire servir à ses intérêts privés, soit que l'espoir du trône eût déjà pris naissance dans sa pensée, soit que les dettes qui l'obéraient rendissent nécessaires des subventions en argent. A l'heure où commence la série de ses trahisons, on doit rappeler qu'elles ne se peuvent justifier par ce paradoxe que le sentiment du patriotisme n'aurait pas encore été développé, car on disait, un siècle auparavant, du chevalier Bayard [1] : « Oncques ne voulut servir que son prince sous lequel il n'avoit pas de grands biens, et on luy en a présenté beaucoup plus d'ailleurs. Mais toujours disoit qu'il mourroit pour soutenir le bien public de ses pays. »

Le duc de Guise, dès la fin de 1581, figure avec le sobriquet de *Hercules* dans la correspondance des Espagnols, comme un agent secret [2]; il donne des

[1] *Loyal Serviteur*, p. 427, éd. Soc. hist. France.

[2] Ms. Arch. nat., cartons K. 1560 et 1561. Ce qui a trompé sur l'époque de ces premières relations, c'est qu'on s'est accoutumé à ne voir le duc de Guise que sous le sobriquet de *Mucio*. Or ce surnom n'apparaît qu'au commencement de 1584 (en avril, je crois, carton K. 1563, pièce 7); jusqu'à cette époque, Henri de Guise se nomme *Hercules* dans les correspondances espagnoles. Ce qui a fait changer le chiffre, c'est probablement un accident dans le genre de celui de Miguel Vaez. Quant à l'attribution du nom *Hercules*, elle n'est pas douteuse; voir notamment K. 1561, pièces 18, 53, 60, 76, 90, et surtout K. 1573, pièce 14. Enfin K. 1571, pièce 78, dit, page 1, que Guise a envoyé Méneville en Écosse, et page 3, que Guise a envoyé Méneville en Écosse. Ce qui suit complète la preuve.

informations politiques, il demande de l'argent, il obtient enfin en septembre 1582 un ordre de Philippe II pour toucher dix mille écus [1] : « — Et outre ce qui précède, met le roi en signant la lettre chiffrée, vous pourrez encore dire à *Hercules* de bien prendre garde que dans les affaires de la religion, on doit avoir aussi peu de confiance dans Henri III que dans Henri de Navarre. »

L'embauchement d'un affidé si considérable n'avait pas été confié à l'ambassadeur Tassis; il paraît avoir nécessité l'envoi d'un agent spécial, don Juan Moreo.

Moreo, oublié aujourd'hui, était fameux parmi les Espagnols de son temps, pour cette conquête du duc de Guise. « Cet humble chevalier de Malte, disaient-ils [2], a été le premier moteur des guerres furieuses qui ont embrasé la France durant tant d'années; empressé à répandre l'argent du roi, consommé dans l'art d'acheter les volontés, il sut gagner le duc de Guise, et le rendre Espagnol de cœur. » Il saura acquérir de même, au moment opportun, pour une pension de vingt-cinq mille écus par mois [3], les complaisances du duc de Lorraine; il vient s'établir en France comme le confident préféré de Philippe II, et le dispensateur de ses subsides.

[1] Ms. Arch. nat., K. 1573, p. 14 : « Demas de lo dicho arriba podreis decir a Hercules... se puede tener tan poca seguridad del primero que alli se dice como del segundo. Yo el Rey. »

[2] Coloma, éd. Rivadeneyra, p. 33.

[3] En 1588. Lepage, *Lettres et instructions de Charles III,* p. 28.

Mais ce n'est point aussitôt après le premier payement que l'on fait sentir au duc de Guise la main du maître : si on lui demande des révélations sur les projets de la France, c'est encore « en le suppliant d'avoir la bonté d'avertir, comme un prince catholique, dans l'intérêt de la chrétienté... [1] » On craint qu'il soit tenté de reculer dans la voie où on le pousse [2] ; on entretient ses bonnes intentions par des cadeaux de chevaux [3]; enfin on lui promet de le seconder dans l'invasion en Angleterre, pour laquelle il se croit prêt.

— Il me faut pour renverser Elizabeth, déclare Henri de Guise [4], cent mille écus et l'appui efficace du Saint-Père. — J'accepte les offres d'*Hercules*, répond Philippe II [5] ; « j'ai écrit à Sa Sainteté pour lui demander de procurer un prompt secours en argent, et je fournirai aussi des fonds... Mais j'aimerais recevoir des détails plus précis sur les forces dont il dispose, sur les intelligences qu'il a en Angleterre, sur les moyens qu'il compte employer : car, bien que je ne mette nullement en question la prudence et la capacité avec lesquelles il a dû tout prévoir, je serais cependant satisfait de connaître ses plans. En outre, il doit insister de

[1] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 18, du 13 janvier 1583. Tassis au roi : « Suplicandole que en favor de la christiandad, como principe catolico, fuese servido advertirme. »

[2] *Ibid.*, pièce 36, du 25 février 1583. Tassis au roi.

[3] *Ibid.*, pièce 53.

[4] *Ibid.*, pièce 60, du 4 mai 1583.

[5] *Ibid.*, pièce 76, du 6 juin 1583. Philippe à Tassis.

son côté pour obtenir des fonds du Saint-Siége [1]. »

La vérité est que les ressources du duc de Guise reposent surtout dans son imagination. Il a envoyé Méneville, un de ses gentilshommes, près du roi d'Écosse Jacques VI [2] : — Je verrais volontiers, répond ce prince [3], le duc de Guise entreprendre la délivrance de ma mère la reine Marie Stuart; je suis du reste très-satisfait de Méneville, « qui a si bien vanté mes vertus et les rares qualités dont Dieu a daigné me combler ». — « Voilà qui est bon à avouer de soi-même [4] », met Philippe en marge. Mais ce n'était pas un motif pour croire que Jacques VI fournirait trois mille Écossais à l'armée d'invasion; les dix-sept mille Anglais qui devaient s'y joindre [5] étaient encore bien moins assurés. *Hercules* les compte comme s'ils l'attendaient déjà sur les côtes d'Angleterre : il s'embarquera à Dunkerque, où doit le rejoindre Bernardino de Mendoza, qui croit connaître exacte-

[1] « ...Holgaria de entender mas en particular las fuerças y correspondencias, y modo con que lo piensa executar, porque aunque no tengo duda que el con su prudencia y experiencia lo terna todo bien traçado, todavia me dara contento entender lo mas por menudo. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 78.

[3] *Ibid.*, pièce 97.

[4] «... Ha tanto celebrado mis virtudes y raras qualidades que ha sido Dios servido darme. — Bien las confiesa de si. »

[5] Le détail de ces forces supposées est donné dans la lettre au Pape, K. 1561, pièce 99; les trois comtes de Westmoreland, de Northumberland et de Cumberland (c'est absurde) doivent amener cinq mille hommes; le baron Varton, deux mille; le baron de Crez (?) et l'évêque de Durham fourniront le reste.

ment l'Angleterre, et qui amènera des pilotes. La flotte abordera à Plymouth [1]; il suffit que Philippe II envoie « plus de quatre mille soldats, ou même moins [2], à cause de la bonne disposition des Anglais, et de la facilité, de la nécessité surtout d'entreprendre l'opération cette année même, sans nouveau retard, sans hésitation ». Encore faut-il qu'on ait de l'argent pour acheter cinq mille arquebuses et entretenir dix mille hommes durant plusieurs mois; aussi le Pape n'a à s'inquiéter d'autre chose que de fournir des deniers : « que Sa Sainteté daigne y mettre un peu de largesse et donner en une fois une somme qui soit en rapport avec l'immensité de l'entreprise ».

« — Avec tout cela, dit Philippe [3], ils ne me semblent pas avoir encore apporté beaucoup de prévoyance dans leurs affaires » ; et inquiet, avec son excès de prudence, de cet excès de légèreté, il retarde le départ. *Hercules* frémit sous la main qui le retient, mais il cache son impatience : — C'est le Saint-Père et non vous, Sire, qu'il accuse des pertes de temps, écrit Tassis [4]; « il se montre en tout rempli d'attache-

[1] Je crois, du moins, que c'est Plymouth; le texte dit que ce port « se llama en Ingles *the pileos fouder* ».

[2] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 90 du 23 juillet 1583. Tassis au roi : « Mas de 4,000 soldados y aun menos... y esto por la grande disposicion que ay en los Ingleses para este negocio... »

[3] Ms. Arch. nat., K. 1561, pièce 101 du 23 août 1583, note marginale du roi : « Segun esta instrucion no parece que tienen aun las cosas tan prevenidas. »

[4] *Ibid.,* pièce 116, novembre 1583. Tassis au roi : « Se muestra en

ment pour vous, et bien digne de l'honneur que lui fait, et des dons que lui promet votre Majesté ».

Le premier cadeau de dix mille écus avait été ordonnancé en septembre 1582; le troisième et le quatrième sont payés le 5 mai 1583 [1], et le second est ordonnancé le 24 juin 1583 [2]; puis Guise en vient à recevoir cinquante mille écus à la fois; durant les six dernières années de sa vie, il a reçu de Philippe II près de cinq cent mille écus d'or [3]. Ce service des fonds secrets, qui va absorber toutes les ressources de l'Espagne, subventionne dès cette époque, outre le duc de Guise, le commissaire des Frères Mineurs pour les provinces d'Anjou et Bretagne [4], le frère Ambroise de Regibus,

todo muy aficionado nuestro y muy merezcedor de que V. M. le honrc y hagad merced. »

[1] Ms. Arch. nat., K. 1573, pièce 25.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1573, pièce 22 : « Los segundos X. M. escudos... Yo el Rey, 24 junio 1583. »

[3] Un compte K. 1573, pièce 56, indique seulement 428,167 écus d'or. Mais il est incomplet, car si l'on prend au lieu de ces six années les quatre premières seulement, on trouve une somme supérieure. Or, c'est surtout dans les deux dernières (1587 et 1588) que le duc de Guise a dû recevoir les plus fortes subventions. Voici les payements dont on a la preuve :

Septembre 1582	—	10,000	—	K. 1573, 14.
Mai 1583	—	20,000	—	K. 1573, 25.
Juin 1583	—	10,000	—	K. 1573, 22.
Septembre 1584	—	12,000	—	K. 1573, 26.
Mai 1585	—	300,000	—	payés à Châlons par Gabriel de Allegria.
Juin 1586	—	50,000	—	K. 1573, 42.
Décembre 1586	—	50,000	—	K. 1573, 43.
		452,000		

[4] Ms. Arch. nat., K. 1573, pièce 30 d'août 1583.

docteur en théologie [1], des *correspondientes secretos* et des *personas particulares* [2]. Singulière fatalité qui rapporte dans nos mains, après trois siècles, les pièces de ces comptes mystérieux, les rassemble comme pour un *contador* royal et décèle ce que se cachaient entre eux les agents divers de ces largesses déshonorantes. Les Anglais n'étaient pas davantage rebelles à la corruption. Si l'on peut attribuer à la charité plus qu'à la politique la rente annuelle de mille écus servie par Philippe II aux religieuses anglaises de Rouen, et celle de deux mille au séminaire de Reims [3], on ne peut expliquer que par une rare dégradation morale les sommes que recevaient régulièrement [4] le comte Charles de Westmoreland, huit cents écus; lord Paget, baron de Beaudésert, huit cents écus; Charles Paget, quatre cents écus; Thomas Throckmorton, Thomas Morgan, docteur Nicolas Wendon, Charles Arundel [5] et autres [6].

1 Ms. Arch. nat., K. 1573, pièce 37.

2 *Ibid.*, K. 1561, pièce 38.

3 *Ibid.*, K. 1564, pièces 116 et 263.

4 Ces comptes vont jusqu'au 1er juin 1588; le dernier est pièce 265 du carton K. 1564.

5 Charles Arundel meurt en 1587. On a de lui en français une lettre très-obséquieuse à D. Juan de Idiaquez (K. 1566, pièce 73); il y en a une tout aussi humble de lord Paget de Beaudésert, en italien, au même Idiaquez. (*Ibid.*, pièce 112.) Un Richard Burleigh, peut-être parent de premier ministre Cecil, recevait 270 écus. (*Ibid.*, K. 1578, 6.)

6 On peut considérer comme secours ce qui était distribué à Gilbert Curle, secrétaire de Marie Stuart, à sa sœur et à Pierre Borjon, apothicaire (Borjon est sans doute Bourgoing). La sœur de Gilbert Curle, Elizabeth Curle, était mariée secrètement au majordome écossais de Marie Stuart, qui était protestant (K. 1567, 90).

Mais les dispensateurs de ces bienfaits se heurtaient contre un homme aussi peu scrupuleux qu'eux-mêmes, et tombaient dans ses piéges. Walsingham connaissait dès le mois de juin 1582, avant le premier payement au duc de Guise, tous les projets d'invasion [1]; il achetait les espions de Philippe II, entretenait des correspondants jusque dans la précieuse jeunesse du séminaire anglais de Reims, et détournait les prêtres qui venaient d'être instruits contre sa souveraine : deux de ces séminaristes, Greatly et Gilbert Gifford, simulaient à Reims et à Londres le fanatisme religieux et le dévouement à Marie Stuart, ils étaient entretenus par Walsingham [2]. Si leurs dénonciations ne suffisaient point à faire condamner les naïfs qu'ils entraînaient dans des complots, Walsingham avait recours à ses faussaires, qui copiaient ou inventaient des lettres saisies; son Peter Bales [3] ne savait qu'imiter l'écriture, mais son Thomas Phelips déchiffrait les pièces interceptées en ajoutant aux phrases traduites le mot qui les rendait criminelles; il rédigeait la réponse quand il ne possédait que la demande, et au besoin, des correspondances entières. Son talent fut rétribué par une pension de cent marcs, jusqu'au jour où il le fit enfermer à la Tour.

Le premier dénoncé fut le plus compromis dans les conspirations contre Elizabeth, l'ambassadeur même

1 Lodge, t. II, p. 274.
2 Labanoff, t. VI, p. 280.
3 Né en 1547, mort en 1610.

de Philippe II à Londres, Bernardino de Mendoza. Son rôle fut assez peu caché [1] pour que les ministres Burleigh et Walsingham se crussent en droit de lui signifier au nom de la reine [2] d'avoir à sortir d'Angleterre en moins de quinze jours, sous peine d'être châtié. « — Pas un mot de plus, ou l'épée à la main, messieurs ! Quoi, moi châtié ! Et par qui? Par votre reine ! J'en ris. Allez dire à votre reine que si je ne lui plais pas comme agent diplomatique, elle pourra bientôt m'apprécier comme agent militaire ! »

Mendoza, le vétéran des guerres de Flandre, fut maintenu par Philippe dans la diplomatie, et envoyé à Paris. Le duc de Guise perdit un ennemi en France, en même temps que cet allié en Angleterre. Il venait de refuser de se réconcilier avec François de Valois [3], lorsque la mort de ce jeune prince le décida à concentrer sur la France toutes ses pensées d'ambition.

II

CONSTITUTION DE LA LIGUE.

Henri III, isolé entre les intrigues des siens sur le Portugal ou les Pays-Bas, et les gages qui séduisaient ses grands officiers et jusqu'aux musiciens de ses bals [4],

[1] Jules Gautier, *Marie Stuart*, t. II, p. 329 et suivantes.
[2] Le 24 janvier 1584.
[3] Ms. Arch. nat., K. 1563, pièce 7 du 10 avril 1584. Tassis au roi.
[4] *Ibid.*, K. 1564, pièce 116.

tombait dans de telles indécisions, qu'un magistrat [1] qualifiait sa triste politique par ces mots : « Tout branle dans le manche; la crainte de MM. de Guise les tient à la gorge et les secoue si fort, que la parole du jour n'assure celle du lendemain : tant y a que le roy se pourra asseoir par terre, le cul entre deux selles. »

La mort de François de Valois laissait au moins Cambrai à la France; mais pendant que l'Espagnol se réjouissait de se voir débarrassé du prince qui l'avait tenu dans l'inquiétude, et qui pouvait soutenir encore les rebelles de Flandre [2], pendant que Villeroy, le ministre intelligent, disait [3] : « Nous donnerons le meilleur ordre que nous pourrons à Cambray et à toute la frontière », le duc de Guise organisait ses partisans dans toute la France en une *ligue,* sous l'inspiration de la démocratie parisienne.

Les véritables créateurs de la Ligue, ceux qui recueillirent les adhésions durant les cinq derniers mois de l'année 1584 et tramèrent le réseau des affiliations, sont de ces brouillons sans métier comme on en trouve à l'origine de toutes les sociétés secrètes : on peut citer Charles Hotman, receveur de l'évêché de Paris [4]; Jean

[1] *Collection Benjamin Fillon*, pièce 891. Lettre de Barnabé Brisson du 17 juin 1584.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1563, pièce 13 du 10 mai 1584 : « Enfermedad es que todavia nos exime de alguna çoçobra, porque si estuviera bueno, muy de creer era que procurara de alentar los rebeldes de Flandes. »

[3] Villeroy à Matignon, du 21 juillet 1584, p. 122.

[4] Frère du jurisconsulte François Hotman qui a écrit le *Franco-Gallia.*

Leclerc, maître d'armes des recrues du régiment de Lorraine; Crucé, avocat. Ces meneurs devinrent eux-mêmes des instruments entre les mains de Méneville, cet intrigant que le duc de Guise avait envoyé l'année précédente près du roi d'Écosse. Méneville travaillait pour Philippe II : le premier acte des ligueurs, quand ils se constituèrent officiellement au milieu de tous les Guise, dans le château de Joinville [1], fut de se place sous le protectorat de l'Espagne.

Toutefois les Parisiens pensèrent pouvoir achever seuls, dès les premiers mois, la révolution qui devait donner la couronne à Henri de Guise. La plupart s'étaient affiliés à la Ligue parce qu'elle leur semblait « une belle occasion où il y avoit moyen de gagner une bonne somme de deniers pour se mettre à son aise, avec la faveur de plusieurs grands seigneurs [2]» ; ils s'étaient soumis à un conseil de seize délégués choisis par les curés de Saint-Séverin et de Saint-Benoît, à raison d'un par chaque quartier de la commune [3]. Ce conseil fit

[1] Les 31 décembre 1584; 16 janvier et 31 mars 1585. Voir DUMONT, *Corps diplomatique*, t. V, p. 411.

[2] Nicolas POULLAIN, *Mémoires*. M. de Lézeau, qui écrivait sous Louis XIV avec des documents de famille, remarque à ce propos (Ms. Hf2 Bibl. Sainte-Geneviève, *Considérations sur la religion catholique*) « que ce sont les peuples qui ont formé la Ligue, et qu'en eux résidoit la matière et substance d'icelle, et que les princes lorrains n'en étoient que les accessoires ».

[3] Ms. Bibl. Sainte-Geneviève, Hf 2, notes de Lézeau. Les seize délégués ainsi choisis étaient : La Bruière, parfumeur; Crucé; Leclercq; Louchart, commissaire; de la Morlière, notaire; Senault, commis; Deburt, commissaire; Drouart, avocat; Alveguin; Emonot, procureur; Jabliet, notaire; Messier; Passas; Oudineau; Le Tellier, l'aïeul de Lou-

acheter en secret des armes pour « six mille écus », et recruta une milice communale; il « pratiqua tous les mariniers et garçons de rivière, tous mauvais garçons; tous les bouchers et chaircutiers, qui font plus de quinze cents hommes; tous les marchands et courtiers de chevaux, qui font plus de six cents[1] ». Les dénonciations d'un des complices, et les hésitations du duc de Guise devant de tels alliés, firent ajourner les premiers projets de sédition; « cependant une infinité de menu peuple qui avoit envie de mener les mains et de piller, murmuroit fort ».

Henri III connaissait le danger. Il dut se dire ce qu'écrivait alors Villeroy : « Je suis de ceux qui ont résolu de crever plutost que de faire une lascheté[2]. » Il chercha à détacher Philippe II de la Ligue, en lui offrant à son tour son alliance contre l'Angleterre. Puisque le duc de Guise oublie les droits de Marie Stuart, n'est-ce pas au roi de France de les soutenir? La France et l'Espagne envahiront l'Angleterre, elles la soumettront avec l'Écosse à la foi catholique[3]. Peut-être Henri III crut avoir déçu Philippe II par cette bizarre proposition, ou peut-être fut-il dupe lui-même de sa fraude. Il se décida brusquement à entrer sous la

vois; Morin, procureur. Voir au tome IV, chapitre I, les adjonctions ultérieures de membres nouveaux.

[1] Nicolas Poullain, *Mémoires,* p. 322.

[2] Villeroy à Matignon, 3 avril 1585, p. 130.

[3] Mendoza à Philippe II, lettres des 5 et 7 juin 1585 : « Y poniendo la corona a la de Escocia. »

tutelle des ligueurs, et à proscrire l'exercice du culte réformé [1].

« — Encore ne perdrois-je courage, disait Villeroy [2], si je pensois que ce coup d'étrivières nous pust ouvrir les yeux! »

Le gage de cette fausse réconciliation fut une guerre contre Henri de Navarre : elle servait les intérêts de Philippe II, qui à ce moment même unissait ses efforts à ceux du duc de Guise, près du pape Sixte-Quint, pour faire excommunier les princes de Bourbon. Henri de Navarre sera écarté de France comme don Antonio l'a été de Portugal : Philippe II est l'héritier légitime de Henri III par les droits de sa femme Élisabeth de Valois. Ceux qui refuseront de le reconnaître pour leur souverain seront des séditieux et des hérétiques : n'y en a-t-il point qui parlent d'une sorte de loi pour exclure les femmes de la succession au trône? On nomme cela *loi salique*. Bernardino de Mendoza, qui depuis son expulsion de Londres avait réussi à supplanter Tassis dans l'ambassade de Paris [3], ne sait trop ce que signifient ces mots; il consulte des légistes, il se noie dans l'érudition [4]. Mais on n'a que faire de cette science : Henri de Navarre est solennellement exclu par la bulle *Bru-*

[1] Dumont, *Corps diplomatique*, t. V, p. 453. Traité de Nemours du 7 juillet 1585.

[2] Villeroy à Matignon, 4 juillet 1585, p. 133.

[3] Baguenault de Puchesse, *la Politique de Philippe II dans les affaires de France.*

[4] Ms. Arch. nat., K. 1563, pièce 54, d'avril 1585. C'est le mois du changement des ambassadeurs.

tum fulmen [1] ; d'ailleurs Guise est acquis : le roi d'Espagne reçoit de lui un remercîment des sommes « que nous a données, dit-il [2], la main généreuse de Votre Majesté ; aussi ne voudrais-je point oublier de baiser très-humblement Ses mains pour ce secours et pour les faveurs qui m'ont lié si étroitement à Elle ». Il répète tout ce qu'il apprend à Mendoza, « ne désirant rien tant, dit-il encore [3], que de me rendre digne de pouvoir exécuter les commandements » du roi d'Espagne.

Philippe peut dédaigner maintenant l'alliance que lui offrait Henri III contre Elizabeth; il craint seulement que le duc de Guise s'y attarde encore : « — Ouvrez-lui les yeux, écrit-il à Mendoza [4], pour qu'il comprenne le danger. Ils doivent en finir tout d'abord avec les hérétiques de France, parce qu'il faut dépêcher ceux qui sont proches avant ceux qui sont éloignés; probablement on ne propose l'entreprise d'Angleterre que pour avoir un prétexte de laisser en paix les héré-

[1] Septembre 1585. Philippe II avait auparavant tenté de corrompre Henri de Navarre comme Henri de Guise; d'Aubigné parle de cette bizarre négociation; Henri de Navarre y a fait allusion lui-même quand il fut roi de France : « On ne me fera pas croire, dit-il à un ambassadeur vénitien, que le roi d'Espagne n'est pas capable de favoriser les hérétiques quand il y trouve avantage. Le feu Roi Catholique m'a fait des offres considérables quand j'étais chef des hérétiques, afin de me pousser à la guerre contre Henri III. » *Rel. vén.*, Angelo Badoer; ALBERI, t. I, p. 152.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1563, pièce 119, septembre 1585 : « Que havemos recibido de su liberal mano que no quiero olvídar de humilissimamente besar a V. M. por el sus manos. »

[3] *Ibid.*, K. 1564, pièce 37 du 29 janvier 1586.

[4] Philippe II à Mendoza, 17 août 1585 : « Porque mas importa a todos acabar los de cerca que los de lejos... »

tiques de France. Guise ne doit pas s'y tromper. »

Loin d'être tenté d'oublier sa haine contre Henri de Navarre, le duc de Guise imagine de le combattre par un curieux stratagème : il propose d'armer contre lui sa propre femme Marguerite de Valois [1]. Il demande des subsides pour elle : « On doit secourir la princesse de Béarn ; je vous supplie qu'elle puisse toucher les cinquante mille écus... Il la faut secourir tout en diligence, afin qu'elle, que nous avons établie comme obstacle aux desseins de son mari, ne soit abandonnée de ses gens. »

Marguerite, qui avait tous les travers d'un esprit remuant et d'une femme sevrée de tendresse, entrait à ce moment dans une période de sa vie qu'elle a jugée inutile à faire connaître [2]. Ses aventures permettent de voir que de ses anciennes qualités il ne lui restait plus guère que son grand talent d'écrivain. A l'instigation du duc de Guise, elle se prononça pour la Ligue, et s'empara d'Agen. Confiant Agen aux mains de madame de Duras, elle courut la campagne, escalada la ville de Tonneins, puis tomba dans une embuscade d'où elle n'échappa qu'en sautant sur la croupe du cheval de Lignerac, son favori. Lignerac l'enleva jusqu'en Auvergne en une seule nuit ; mais il ne tarda point à avoir aussi ses griefs contre la dame : « — J'apprends, écrit Bernardino de Mendoza [3], que la reine mère a été

[1] Ms. Arch. nat., K. 1563, pièce 119.
[2] Ses mémoires s'arrêtent à 1582.
[3] Ms. Arch. nat., K. 1564, pièce 124 du 19 juillet 1586 : « Entiendo

désolée de la nouvelle que M. de Lignerac a poignardé le fils d'un apothicaire si près du lit de la princesse Marguerite, que ce lit a été couvert de sang; et ce qu'il y a de plus triste, c'est que la jalousie en est, dit-on, la cause. » Marguerite se déroba à Lignerac, se fit prendre par la garnison d'Usson, qui la garda captive, d'après les ordres de Henri III. Elle menaça de se laisser mourir de faim[1], mais préféra séduire le gouverneur d'Usson, qui remit en son pouvoir sa garnison et sa ville[2].

Henri III perdait tout prestige dans des aventures non moins mesquines; tantôt il recommençait ses tentatives d'alliance luthérienne, en renvoyant Schonberg près des princes allemands : « — Ce que Schonberg fera, je le saurai et vous en advertiray », écrivait Guise

que la Reyna madre se lamentava del aver muerto a puñaladas M. de Lenerac en el mismo aposento de la Princesa de Bearne a un hijo de un boticario tan cerca de su cama que se manejo con la sangre, y dezirse ser por zelos, que era lo peor. »

[1] La lettre qu'elle écrivit alors à M. de Lansac pour être montrée à sa mère est d'un grand style. Ms. Arch. nat., K. 1564, pièce 6 : « Puisque la cruauté de mon malheur et de ceulx à qui je ne rendis jamais que service est si grande que, non contents des indignités que depuis tant d'années ils me font pâtir, ils veulent poursuivre ma vie jusques à la fin, je désire au moins avant ma mort avoir ce contentement que la Royne ma mère sache que j'ay eu assez de courage pour ne tomber, vous protestant que je ne mangeray jamais. Et les premières nouvelles qu'elle recevra de moy sera ma mort. Soubs son asseurance et commandement je m'estois sauvée chez elle, et au lieu de bon traictement que je me promettois, je n'ay trouvé que honteuse ruyne. Patience. Elle m'a mise au monde, elle m'en veut oster. Si sçay-je bien que je suis entre les mains de Dieu, rien ne m'adviendra contre sa volonté, j'ay ma fiance en luy et recevrai tout de sa main. »

[2] Marguerite resta maîtresse d'Usson jusqu'en 1605, année de son retour à Paris.

à Mendoza [1] ; mais Schonberg fut arrêté par les cavaliers d'Alexandre Farnèse : « — Quel âne de se laisser prendre ! » fit Henri III [2] ; tantôt il essayait d'arrêter à son tour les agents espagnols qui lui subornaient ses sujets : mais son autorité était tellement méconnue, que le duc de Mercœur [3], dès qu'il eut reçu l'ordre de faire saisir Moreo qui se cachait sous le nom de don Juan de Heredia, s'empressa de faire connaître cette commission à la duchesse de Montpensier pour qu'elle avertît son frère le duc de Guise ainsi que Moreo. La politique française croyait se ménager des chancés en s'attachant à toutes les intrigues : presque chaque mois étaient accueillis de nouveaux délégués hollandais [4], qui présentaient des suppliques et repartaient avec des cadeaux de chaînes d'or [5] ; ou bien des envoyés d'Angleterre qui apportaient parfois l'ordre de la Jarretière [6], et parfois la réclamation des sommes prêtées autrefois par Elizabeth à François de Valois [7]. Catherine

1 De Croze, t. I, p. 401.

2 Ms. Arch. nat., K. 1563, pièce 67, mai 1585 : « Nueva que el Rey ha sentido mucho diziendo al oylla : — Aquél asno se aura dexado tomar. »

3 *Ibid.*, K. 1563, pièce 126 : « ...Cuyo verdadero nombre era el cavallero Moreo, y a su esped Pedro de Amendux, y el lo significo a su hermana de Mucio para que melo advertiese. »

4 Busbecque à l'empereur Rodolphe, 25 janvier 1585, t. III, p. 296.

5 Ms. Arch. nat., K. 1563, pièces 23 et 48.

6 Busbecque à l'empereur Rodolphe, t. III, p. 302. Mission de lord Derby.

7 Mission de Horacio Pallavicini, Ms. Arch. nat., K. 1563, pièce 116. Henri III était requis, comme héritier de son frère François, de restituer trois cent mille écus « que avia emprestado ». Pallavicini était un « mercader Ginoves hereje ».

de Médici, en même temps, oubliait ses échecs et ses griefs pour feindre une tardive tendresse envers les filles de Philippe II : elle profitait de ce que la plus jeune, mariée au duc de Savoie [1], venait de donner naissance à un fils, pour écrire à toutes deux [2] : « — Ma petite-fille, je ne saurois assez vous exprimer ma joie de ce que j'ai eu cet heur et contentement avant mourir, voir un fils sorty d'une fille dont j'ay tant aimé la mère... La longueur du temps qu'il y a que je n'ai eu de vos nouvelles me met en poyne. »

III

DERNIÈRES ANNÉES DE HENRI DE GUISE.

Philippe II, plus ferme en ses desseins, poursuivait résolûment sa politique en Écosse, en Angleterre et en France. Il se faisait envoyer par les comtes de Huntley, de Hamilton, de Morton et de Westmoreland des lettres en latin, qui invoquait humblement son intervention [3]; il faisait passer au mois d'avril 1586 une somme de quatre mille écus à Marie Stuart [4], et obtenait d'elle, dès le mois suivant [5], la cession de tous

[1] Voir le chapitre suivant.

[2] Lettres de Catherine à l'infante Catalina, K. 1564, 3; à l'infante Isabelle, K. 1564, 4; à Philippe II, K. 1564, 72, du 9 avril 1586.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1564, pièces 90, 91, 92, 138.

[4] *Ibid.*, pièce 76 du 28 avril 1586.

[5] *Ibid.*, pièce 93 du 20 mai. Voir aussi Labanof, t. VI, p. 309 et suivantes.

ses droits sur toutes les couronnes de la Grande-Bretagne, « en cas, disait l'infortunée reine, que mon fils ne se réduise avant ma mort à la religion catholique ». Mais Marie Stuart était condamnée le 25 octobre de la même année, tenue quatre mois par le caprice de sa rivale entre la vie et la mort, exécutée le 18 février 1587. Le Français Méneville, au nom du duc de Guise[1], et l'Écossais Robert Bruce[2] se concertaient pour préparer une insurrection catholique; mais, dit Alexandre Farnèse, le roi d'Écosse « est tellement contaminé par la secte et faction des Anglais », et la saison est si avancée, qu'on ne peut songer à une invasion. Loin de s'unir aux projets de vengeance que proposait Philippe II, le fils de Marie Stuart accueillait le poëte du Bartas, que lui avait envoyé Henri de Navarre, le faisait chevalier, le comblait de dons et semblait disposé à épouser Catherine de Bourbon, sœur de Henri de Navarre[3]. Aussi Bernardino de Mendoza estimait que le parti le plus convenable était d'attendre le résultat des tentatives de meurtre préparées contre Elizabeth[4].

En France, la guerre civile continue, et la seule crainte du duc de Guise est « qu'il ne se fasse quelque union moyennant laquelle venant à une paix générale

1 Ms. Arch. nat., K. 1565, pièce 109.

2 *Ibid.*, pièce 99 du 6 novembre 1587. Farnèse à Mendoza : « El rey esta tan contaminado de la secta y faccion Inglesa. »

3 Lodge, t. II, p. 352 : « Gevin him a chain veying a thousand crounes and two thousand crounes. » Il est encore question de ce mariage écossais le 16 juin 1589 (*ibid.*, p. 404).

4 Teulet, t. V, lettre du 13 août 1586.

que je sçais que l'on désire sur toutes choses, on ne fasse fondre le tout sur les bras de Vostre Majesté catholique[1] ». Il cherche à inquiéter Mendoza sur les chances de cette réconciliation, se vante que son frère le duc de Mayenne ne tient aucun compte des instructions de Henri III, « de quoy vous pouvez advertir » Philippe II ; mais surtout, il supplie qu'on se hâte de lui « envoyer le secours d'argent... Vous voyez combien nous importe d'estre secourus promptement des moyens. Vous baysant bien humblement les mains. »

L'année 1587 vit la France foulée par cinq grandes armées : celle du duc de Joyeuse, qui s'avançait vers la Guyenne pour écraser celle de Henri de Navarre; celle du duc de Guise, qui coupait le chemin à celle qui se dirigeait d'Allemagne pour secourir les protestants du midi ; et celle de Henri III. Le duc de Guise dispersa les Allemands dans les combats de Vimory et d'Auneau[2] ; mais Henri de Navarre chargea à la tête de sa cavalerie huguenote l'armée de Joyeuse, et la détruisit en deux heures[3].

C'était plus qu'une bataille gagnée. C'était plus qu'un homme de guerre qui se révélait. On voyait surgir le brave qu'attendaient tous ces gentilshommes prompts à faire parade de leur valeur dans des duels et des escarmouches. La France possédait les éléments

[1] De Croze, t. II, p. 362, 364, 371.
[2] Bataille de Vimory, 26 octobre 1587; bataille d'Auneau, 24 novembre 1587.
[3] Bataille de Coutras, 20 octobre 1587.

propres à former l'engin de guerre le plus parfait qu'on ait encore vu dans son histoire, une cavalerie invincible; il lui manquait l'homme qui saurait réunir en lui les qualités de tous, qui fût aussi téméraire que le plus insouciant de ces raffinés d'honneur, assez spirituel pour caresser les susceptibilités, et doué de talents politiques qui lui permissent de concentrer ces forces gaspillées. Henri de Navarre apparaissait à Coutras comme le chef attendu. Il pouvait écouter sans colère les prédicants crasseux qui lui reprochaient de n'avoir point poursuivi sa victoire par l'enlèvement de quelque bourgade. Bon pour eux de comprendre ainsi cette journée. Lui savait que désormais ce serait un honneur de combattre à ses côtés, et qu'il pourrait demander à sa cavalerie d'arrêter une armée entière.

Le duc de Guise négligea ce Gascon pour s'attaquer à Henri III lui-même. Son ambition le poussait autant que les conseils de l'Espagne : « — Ce qui est le plus important aujourd'hui, écrivait Mendoza à Philippe II [1], c'est que Guise a sauté le fossé; il est engagé. » Il attend des régiments qu'a promis Alexandre Farnèse, il songe à ne pas les faire entrer en France sous les enseignes rouges de l'Espagne, et il propose pour eux la bannière jaune de Lorraine [2]. Il sait que Balagny, chargé de garder Cambrai pour la France, reconnaît son auto-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1566, pièce 147 du 9 juin 1587 : « Lo que mas importa ya que Mucio ha saltado el fosso y se halla empeñado con V. M. »

[2] *Ibid.*, K. 1565, pièce 42. Mendoza au roi, 2 septembre 1587.

rité, et craint d'être attaqué par Farnèse; il le protége près de l'Espagne, « n'ayant, dit-il[1], rien traicté avec luy sans le su de vous et de tous les ministres de Sa Majesté Catholique, et me servant de ses forces, je désirerois pour le moins estre adverty afin que je ne sois embarqué contre mon honneur et ma réputation ».

Ce souci de son honneur en défendant un complice était superflu : Balagny touchait des gages de l'Espagne, comme le duc de Guise[2]; il ne courait alors aucun risque.

Mayenne, le frère du duc de Guise, était également engagé; il portait dans la correspondance le sobriquet de *Jacobo de Arbelays*[3] et livrait à Mendoza tous les renseignements qu'il pouvait se procurer. Il semble toutefois n'avoir pas été très-bien rémunéré de ses services occultes, car il dut envoyer un de ses secrétaires à Philippe II, « avec un grand discours pour montrer qu'il avait été le premier à commencer les pratiques de la Ligue », qu'il avait supporté d'énormes frais en soutenant le parti en Bourgogne, Auvergne et Provence, et qu'une subvention lui était nécessaire[4].

Mais les Espagnols faisaient peu de cas de Mayenne,

[1] Ms. Arch. nat., K. 1565, pièce 102. Guise à Mendozá, 10 novembre 1587.

[2] Il en a reçu les années suivantes, mais on pense qu'il les touchait déjà depuis un an : la somme de quatre mille écus payée par Mendoza « à certaine personne que connaît D. Juan de Idiaquez », en 1586 (K. 1564, pièce 116), paraît devoir être attribuée à Balagny.

[3] La clef de ce nom est donnée par Philippe II lui-même en marge d'une lettre de Mendoza (K. 1570, pièce 31); une note de chancellerie résume sous ce nom une lettre de Mayenne (K. 1570, pièce 109).

[4] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 79 du 14 avril 1588.

qui venait de se déconsidérer par le meurtre du colonel Sacremore [1]; cet épisode est ainsi raconté par son frère le duc de Guise à leur sœur la duchesse de Montpensier [2] :

« Hier s'en allant mon frère de son logis, Sacremore luy pria de lui donner audience, et estant seul dans sa garderobbe avec luy, il luy fist une longue harangue des services qu'il luy avoit faicts, desquels il luy demandoit une grace que toutefois il recognoissoit telle qu'il ne sçauroit l'avoir méritée, mais qu'il acourseroit sa vie pour le payement. Mon frère pensoit que ce fust pour la capitainerie d'une des places que le roi luy avoit baillées, et estoit en volonté de l'en gratifier : mais après beaucoup de commandements d'en parler librement, il fut si impudent de lui demander sa belle-fille [3]; mon frère s'esmut incontinent et lui dit : — Nous

[1] Charles de Birague, dit Sacremore, fils du chancelier Birague, commandait, en 1583, les hommes d'armes de la compagnie du duc de Savoie, au service de Henri III; en 1585, il est signalé comme chef de toute la cavalerie italienne (d'Aubigné, t. II, p. 450). Son régiment donna le premier assaut à la ville de Monségur en 1586 (*ibid.*, t. III, p. 27).

[2] Ms. Arch. nat., K. 1565, pièce 135 du 15 décembre 1587.

[3] Mayenne avait quatre belles-filles : sa femme, Henriette de Savoie, fille de Honorat de Savoie, marquis de Villars, amiral de France, épousa en premières noces, en 1560, Melchior des Prez, seigneur de Montpezat, et eut huit enfants; elle épousa en 1576 le duc de Mayenne, dont elle eut quatre enfants. Sur les huit du premier mariage, elle avait quatre filles. Laquelle fut séduite par Sacremore? Ce n'est pas, comme le dit Lestoile (30 décembre 1587), l'aînée, Madeleine, car elle était mariée depuis 1583 au comte de Suse. Des trois autres, Gabrielle épousa le troisième fils du maréchal de Tavanes, Jean de Saulx, vicomte de Lugny; Éléonore se maria au comte de Carces, sénéchal de

nous cognoissons, ne m'en ouvrez jamais la bouche, et sortez de céans! et ouvre la porte, s'en allant en sa chambre. Sacremore le attrapa moitié sorty et luy dist : — Je ne le puis plus, elle m'a promis! et luy vouloit monstrer sa promesse. Mon frère, oultré, se retourna et luy donna un coup d'épée au travers du corps. Ceux de la chambre y coururent qui lui en redonnèrent deux ou trois, ayant mis la main en ung poignard. Voilà la fin de la tragédie qui est trouvée juste de tout le monde, et mon frère très obligé à en avoir faict ainsy, lequel toutefois avec tant d'offense, ne se peut garder d'y avoir regret pour l'amour qu'il luy avoit porté. »

Mais cet empressement à excuser son frère [1] n'empêchait pas Henri de Guise de veiller à ce que les subsides de l'Espagne ne vinssent pas s'égarer en plusieurs mains : « — Le duc de Guise m'a demandé, dit Mendoza [2], de ne pas dire exactement au duc de Mayenne son frère, même s'il m'interrogeait, la somme ordinaire de laquelle Votre Majesté daigne l'assister. Aussi je ne

Provence; Marguerite fut abbesse de Saintes. On pourrait soupçonner Gabrielle, car son mariage fut tardif : elle n'eut un fils qu'en 1617. On ne sait si un enfant naquit de l'intrigue avec Sacremore.

[1] Voir encore sur Mayenne la lettre pleine de fourberie et de bassesse qu'il écrit à Henri III après le rapt de mademoiselle de Caumont, K. 1564., pièce 9.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1567, 79, du 14 avril 1588 : « No digo al uno lo que me pide que le calle al otro, y Mucio me pidio que no dixesse a Jacobo si bien me lo preguntase puntualmente la suma ordinaria con que V. M. les assistia. — Es muy bien asy todo esto y que no sepan los unos de los otros. »

dis pas à l'un ce qu'il me demande de taire à l'autre. — Voilà qui va bien, met le roi en marge ; ils ne doivent rien savoir les uns sur les autres. »

Le premier châtiment de ces trahisons est d'attirer le mépris de l'ennemi qui les subventionne. En traitant Guise sous son sobriquet de Mucio, en le voyant si régulièrement écrire qu'il lui baise les mains avec humilité, et qu'il le « supplie mander en diligence pour faire tenir prêts les escus, afin que ne trouvions défaut en nos nécessités [1] », Mendoza ne s'inquiétait guère des intérêts de son subalterne : « — J'emploie, disait-il [2], tous les moyens pour empêcher la réconciliation de Guise et du roi. Il faut entretenir la guerre civile en Picardie, même si c'est contre les intérêts de Guise. »

Philippe II ne pouvait cependant céler au duc de Guise le vaste projet qui le préoccupait à ce moment. D'immenses armements s'accumulaient dans les arsenaux de l'Espagne. C'est contre l'Angleterre, disaient les protestants. — L'Espagnol pense à de bien autres choses qu'à l'Angleterre, répliquaient quelques hommes graves [3]. « — Je suis en peine de Moreo, écrivait Guise à Mendoza [4], estant très-important que je le voie

[1] De Croze, t. II, p. 282.
[2] *Ibid.*, p. 324.
[3] *Lettres de Bongars*, p. 115. Bongars à Camerarius, mai 1588 : « Scribunt tamen viri prudentes Hispanum alio quam in Angliam cogitare. »
[4] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 61 du 31 mars 1588.

ou vous pour beaucoup d'importantes occasions desquelles je ne me veux fier que en l'un de vous deux. » Guise offrait même d'envoyer dans les Pays-Bas son fils avec quelques cavaliers pour servir près d'Alexandre Farnèse quand l'armée s'embarquera sur la flotte qui se prépare pour elle en Espagne. « — Je ne sais si ce ne serait pas trop se découvrir », met en note Philippe, qui n'aime pas les excès de zèle [1] et qui veut conserver Guise comme espion, sans le compromettre inutilement. Moreo revient [2], « lequel, écrit Guise [3], j'ay esté infiniment ayse de veoir après une si longue attente ». Il a fait connaître les ordres de Philippe II : la Ligue en est informée. « — Je me trouvai un jour près de Saint-Paul où se tenoit le conseil, raconte un dénonciateur [4], et là un d'entre eux fit une ouverture pour la ville de Boulogne qu'ils disoient leur estre fort nécessaire pour faire aborder et descendre l'armée qu'ils attendoient d'Espagne. » — Boulogne, disait le peuple, a été vendue par Henri III aux Anglais qui lui ont envoyé « plusieurs vaisseaux pleins d'or et d'argent » ; et la crédulité des Parisiens se nourrissait des

[1] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 55 du 15 mars 1588 : « ...Quiere embiar a Flandes a su hijo con 50 hombres al momento que sepa que el duque de Parma esta presto para embarcarse. — No se si seria descubrirse mucho. »

[2] Du 19 au 30 avril 1588.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 83.

[4] Nicolas Poullain. Voir aussi sur cette affaire de Boulogne le pamphlet publié à Paris chez Michel Jourin, *Trahison découverte de Henri de Valois sur la rendition de la ville de Boulogne à Jezabel.*

récits de cette « grande trahison », sans remarquer que les véritables traîtres étaient ceux qui avaient failli livrer Boulogne à Philippe II.

Henri III, au milieu de tels dangers, ne cherchait qu'à « rouler au jour la journée [1] » ; il subissait avec patience les avanies; on croirait « que le roi endure toutes les nazardes et opprobres du monde sans s'en revancher ; j'aimerois mieux, écrit Villeroy [2], mourir aujourd'hui que demain si ce jeu devoit continuer ». Guise ne semblait pas beaucoup plus fier : harcelé par ses complices de la populace parisienne, il devait encore satisfaire, subir les exigences de Mendoza : — Je lui ai dit, annonce celui-ci [3], de me procurer les instructions remises aux diplomates français; il me les a données au bout de quelques jours. Il prend des mesures pour lier les mains au roi et l'empêcher de secourir même en paroles la reine d'Angleterre; mais j'ai jugé à propos de retarder son coup d'État jusqu'au moment où la flotte espagnole mettra à la voile. Tout est prêt, et le roi de France va recevoir une forte leçon.

Cette leçon était l'émeute de Paris. Les journées des Barricades [4] ne donnèrent cependant pas satisfaction à Mendoza : « — L'abcès n'a pas crevé comme je croyais; toutefois ils sont hors d'état de porter le moin-

[1] D'Aubigné.
[2] Villeroy à Matignon, p. 192, du 14 juin.
[3] De Croze, t. II, p. 328, 330, 333.
[4] Du 9 au 13 mai 1588.

dre secours à l'Angleterre. » Le duc de Guise reste aux prises avec les impatiences de la démocratie. Moins de huit jours après avoir fait fuir le roi à Chartres, il écrit déjà à Mendoza pour demander un secours en argent [1]; un secours en argent et des lansquenets, il renouvelle la supplication [2], puis il se tourne vers Farnèse les mains tendues : « — Mucius devient importun, écrit dédaigneusement Farnèse [3], il geint, il m'étale sa misère. » Mendoza est aussi inexorable. Il sait que les ligueurs de Paris ont de l'argent [4] et qu'ils craignent de voir enlever leurs fonds par Guise; il leur promet de garder le secret et de les soutenir dans tous leurs besoins. Ainsi on se cache les uns des autres. Lorsque Guise simule une réconciliation avec Henri III, c'est encore pour le tromper : il se vante d'empêcher le réveil patriotique des Français qui demandent à reconquérir le marquisat de Saluces enlevé en pleine paix par le duc de Savoie. Le danger d'un concert de toutes les factions contre l'ennemi national n'était nullement chimérique, c'est Guise lui-même qui l'affirme [5] : « — Les États se sont émus avec beaucoup d'ardeur, et peu s'en est fallu que la résolution n'ayt esté arrestée d'une commune voix, de quitter tout

[1] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 50 du 21 mai.
[2] *Ibid.*, pièce 54.
[3] Cité par Motley, *the United Neterland*, t. I, p. 306 : « Declarandome lastimas y miserias. »
[4] De Croze, t. II, p 368.
[5] *Ibid.*, p. 377.

autre dessein de guerre en France, arrester la paix avec les hérétiques, et assembler toutes sortes de forces pour aller directement contre M. de Savoie et conserver l'honneur de la France. »

Rassembler tous les partis pour conserver l'honneur de la France, c'était une tentation que Guise ne fut pas seul à combattre : « Le prévôt des marchands de Paris [1] s'est admirablement comporté en cette occasion ; il a suivi mes conseils, écrit Mendoza ; il a montré que le duc de Savoie serait secouru par le roi d'Espagne et qu'une guerre avec l'Espagne serait désastreuse pour la cause catholique ; il a entraîné à son opinion le tiers état et le clergé; mais la noblesse est frémissante. » L'Espagne put empêcher ainsi un oubli des haines, semblable à celui qui avait permis, après la première guerre civile, de reprendre le Havre aux Anglais. Guise a soin de faire connaître les efforts par lesquels il réussit à conjurer cette calamité [2].

Il a aussi ses projets gigantesques : ses rêves sont si audacieux, qu'il n'ose les formuler par lettre ; il les raconte à Moreo, il prie Philippe II de permettre à Moreo de venir en Espagne pour lui répéter ce qui ne peut pas être écrit [3]. Il se voit courtisé de ses ennemis

[1] Mendoza à Philippe II. *Ibid.* Ce prévôt était le maître des comptes, La Chapelle-Marteau.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièces 134 et 140. C'était en décembre 1588, quinze jours avant sa mort. On peut dire que la dernière pensée du duc de Guise a été d'empêcher la défense du sol français.

[3] *Ibid.*, K. 1567, pièce 102.

les plus orgueilleux : le hautain duc d'Épernon offre [1] de lui livrer Metz et Boulogne s'il consent à l'accepter pour son ami, à le maintenir dans Angoulême et la Saintonge, à garder la Provence pour son frère La Valette. Henri III connaît ces menées secrètes, il voit le danger. Il élude son sort par un meurtre.

Ce dénoûment avait été prévu par Mendoza dès les premiers jours de l'arrivée du duc de Guise à Blois. « — Une attaque ouverte contre lui n'est pas à redouter, disait-il [2], car il est trop bien accompagné : le vrai péril est dans le cabinet du roi, où l'on n'est admis que seul et où l'on peut être assailli par une dizaine d'hommes. Toutefois je ne crois pas aisé de préparer un guet-apens sans que je sois prévenu en temps utile. La jeune reine Louise [3], d'ailleurs, informerait elle-même le duc de Guise de ces projets : elle est bonne catholique. »

Plus prudent que le duc de Guise, Mendoza se tient à Saint-Diez, près de Blois, et évite le cabinet du roi. Le 23 décembre, il fait porter à Guise deux lettres d'Alexandre Farnèse. Le courrier en entrant dans la ville apprend le coup d'État : dix-sept des quarante-cinq Gascons de Henri II se tenaient à la porte du cabinet; ils ont tué le duc de Guise. Larchant, le capitaine

[1] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 171 du 6 novembre 1588.

[2] De Croze, t. II, p. 355, du 9 août 1588.

[3] Louise de Vaudemont-Lorraine était née en 1553; elle épousa Henri III en 1575, et mourut en 1600. On voit pourquoi Henri III prit de telles précautions pour cacher son dessein à sa femme.

des gardes, a arrêté le cardinal de Guise [1]. Mendoza a vu assez souvent déchirer dans les tortures les complices de ses conspirations en Angleterre, pour être peu ému en apprenant le sort de ces nouvelles victimes. L'argent de son maître a été perdu inutilement, c'est un malheur; quant au duc de Guise, « il se figurait avec naïveté que montrer de la peur, ce serait souiller ses bonnes intentions; de sorte qu'au bout du compte, il a été se faire tuer. Reste le d'Aumale, garçon de peu d'expérience. La situation est grave si Mayenne et La Chastre se laissent prendre [2]. »

[1] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 185. Relation envoyée à Philippe II, du 25 décembre 1588.

[2] *Ibid.*, pièces 190 et 191 : « Mucio avia tomado tan a pechos parecer que manchava su buena intencion con nostrar miedo del Rey que el punto desto le vino a matar... moço de poca experiencia. »

CHAPITRE VII.

SITUATION ADMINISTRATIVE.

1582-1587.

Les cortès de Monçon. — La Junte de nuit. — Les colonies. — L'Italie.

I

LES CORTÈS DE MONÇON.

Philippe II voulait mériter la réputation « d'un roi qui, par sa prudence, remue tout chez les autres et ne trouble rien chez soi [1] », et avait eu soin de faire reconnaître solennellement par les Castillans, comme son héritier, le prince Philippe [2]. Il voulut aussi s'assurer la fidélité du turbulent duc de Savoie; il l'autorisa à demander une des infantes en mariage [3].

Charles-Emmanuel avait vingt-trois ans [4]; il était

[1] D'Aubigné, *les Histoires*, t. II, p. 208.

[2] En 1583. Herrera, t. II.

[3] L'orgueil avec lequel cette faveur insigne fut concédée au petit prince est encore aujourd'hui aussi vivace chez les Espagnols les plus distingués; ils sont glorieux de l'honneur fait par Philippe II qui « dando de lado, dit M. Canovas del Castillo, a la soberbia española procuro estrechar amistades con el revoltoso duque de Saboya, dandole nada menos que una de sus hijas ».

[4] Né en 1562, succède en 1580 à son père Emmanuel-Philibert.

bossu, il fut refusé par l'aînée des infantes [1]; le triste mari qu'elle eut plus tard dut lui fournir des occasions de regretter cette heure de dédain. Sa sœur Catalina, qui avait alors dix-huit ans, se résigna à ce que son éducation lui faisait regarder comme une mésalliance. Le fiancé voulut se présenter avec pompe devant la cour de Madrid; il se fit accompagner des gentilshommes de Savoie et de Piémont : « — Nous aurons très-agréable, leur recommanda-t-il [2], que vous vous mettiez au meilleur équipage que vous pourrez, ayant toutefois esgard que vos chausses soient à bourse et non à grègues, et amples, et que les lacquais aient leurs capes assez longues et les pages des capotes à manches. Nous aurons agréable qu'attendiez de faire faire vos habillements à Turin, où l'on advisera la façon. »

La noblesse castillane fit étalage « de sa grandeur et de ses richesses en se couvrant de bijoux et de vêtements somptueux, en se faisant suivre de gentilshommes et de laquais avec des livrées différentes [3] ». Philippe II s'avança [4] jusqu'à Saragosse avec ses enfants et sa cour. L'infant don Philippe, âgé de sept

[1] *Lettres du cardinal d'Ossat*, note de AMELOT DE LA HOUSSAYE, t. I, p. 51.

[2] Charles-Emmanuel à Cornillion de Sallanches, 7 septembre 1584, *Revue des doc. hist.*, année 1880, p. 79.

[3] HERRERA, t. II, p. 445.

[4] *Relacion del viaje hecho por Felipe II en 1585 a Zaragoza, Barcelona y Valencia*, escrita por Henrique COCK, notario apostolico y archero de la guardia del cuerpo real, y publicada de real orden por Alfred MOREL-FATIO y ANTONIO RODRIGUEZ VILLA, Madrid, 1876.

ans, chétif, rongé de dartres [1], était présenté aux Aragonais à côté de ses sœurs qu'escortaient douze dames d'honneur et vingt suivantes choisies parmi les plus belles du royaume ; au milieu d'elles brillait la duchesse de Aviero, « Portugaise, la plus éclatante de toutes en beauté [2] ». Le roi fit honneur à son futur gendre en le plaçant à sa droite [3] : il distribua des colliers de la Toison d'or, il assista au bal qui fut donné dans une vaste salle tendue des célèbres tapisseries en soie et or qui représentaient la conquête de Tunis ; la famille royale était montée sur une estrade, les dames étaient assises sur le parquet, en cercle, et écoutaient les seigneurs qui se tenaient derrière elles sur un genou ; elles se levaient pour danser, conduites par les cavaliers qui se couvraient la main d'un gant ou d'un mouchoir. Ensuite, comme il restait toujours dans les mœurs, malgré la Sainte Inquisition, une empreinte des habitudes musulmanes, deux dames de la cour exécutèrent seules une danse nationale, « à la grande satisfaction de tous ceux qui les contemplaient [4] ». La cérémonie du mariage fut célébrée par le cardinal Granvelle, tandis que l'on chantait un motet composé pour ces fêtes par George de la Hele, maître de chapelle du roi. Le soir,

[1] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 168, f° 181 : « Le crio una muger de no mucha salud de donde traxo una enfermedad que todavia (1609) le dura, y la llaman usagre. »

[2] *Relacion del viaje*, p. 56.

[3] *Doc. ined.*, t. VII, p. 397.

[4] *Relacion del viaje*, p. 52.

le duc de Savoie put enfin pénétrer « dans l'alcôve si désirée de son épouse, et nous n'avons rien à y voir [1] » ; mais ce qui frappa surtout dans le bal, les joutes et le reste, « ce fut la parfaite gravité qui ne cessa de régner [2] ».

Le roi accompagna les jeunes époux jusqu'à Barcelone. Après les avoir vus à bord de leur galère, il rentra à Saragosse pour une nouvelle fête, « un acte du Saint Office, et il y eut un si grand nombre de pénitents béarnais et maures que plusieurs années réunies n'en avaient pas rassemblé autant que ce seul jour [3] ».

Le reste de l'année fut plus triste [4]. Philippe dut se rendre dans la ville malsaine de Monçon, s'y enfermer, réveiller les souvenirs importuns des cortès de sa jeunesse [5], et écouter les députés de l'Aragon dont il avait juré de respecter les droits. Avec quel esprit Philippe venait de nouveau subir les réclamations des cortès, on aurait pu le deviner quand on l'avait vu affecter d'entrer de nuit à Barcelone pour éviter une réception solennelle dont les cérémonies « étaient réglées par certaines coutumes antiques qui semblaient alors incompatibles avec la grandeur d'un tel prince [6] ».

[1] *Relacion del viaje*, p. 60.
[2] *Ibid.*
[3] Herrera, t. II, p. 445.
[4] L'absence se prolongea plus d'une année : le départ de Madrid est du 19 janvier 1585 ; le séjour à Saragosse et Barcelone se prolongea jusqu'à la fin de juin; les cortès de Monçon durent du 28 juin au 2 décembre. Philippe II était encore à Valence le 18 janvier 1586.
[5] Celles de 1563.
[6] Herrera, t. II, p. 445.

Les cortès de Monçon réunissaient les députés des royaumes d'Aragon, Valence et Catalogne; mais Aragon s'enorgueillissait de droits beaucoup plus larges que les deux autres. Ses *fueros,* consacrés par le serment de Philippe II et par le serment de son fils l'infant Philippe, comportaient une institution bien extraordinaire pour l'époque, celle de la *manifestacion.* La *manifestacion* était le droit qu'avait le *Justicia* d'Aragon de se faire remettre dans ses propres prisons tout accusé qui réclamait sa protection : l'accusé, introduit de la sorte dans la prison des *manifestados,* était sûr d'être jugé par ses juges légaux, défendu par un défenseur, dispensé de la torture, protégé contre toute violence [1]. C'est un cas unique dans l'histoire du droit criminel : il y a eu un peuple au seizième siècle qui traitait les prévenus comme les traitent aujourd'hui toutes les nations. Le *Justicia* d'Aragon ne devenait pas le juge; il empêchait au contraire de priver l'accusé de son juge : pour devenir *manifestado,* on n'avait qu'à mettre le pied sur le territoire de l'Aragon.

Toutefois il ne faudrait point croire que les autres coutumes du pays fussent aussi généreuses : l'un des plus violents défenseurs des *fueros,* celui qui a son portrait aujourd'hui dans la salle du Congrès, à Madrid, comme un des précurseurs des libéraux, don Diego de Heredia, a déclaré qu'il s'était toujours reconnu le droit de faire étrangler ses vassaux, sans

[1] Marques de Pidal, *Alteraciones de Aragon,* t. I, p. 49.

écouter leur défense, et qu'il en avait usé plusieurs fois [1]; un autre, le duc de Villahermosa, que Philippe II surnommait le *philosophe d'Aragon*, prouvait qu'il avait le droit de détruire sans jugement la vie et les biens de ses vassaux, et déclarait par son testament déshériter celui de ses descendants qui renoncerait à ce droit.

Les haines privées s'ajoutaient à l'incohérence des institutions pour troubler le pays et offrir les prétextes d'intervention que cherchait l'autorité royale. L'affaire du comté de Ribagorza, qui fut soumise l'une des premières à Philippe II dès son arrivée à Monçon, permet de bien comprendre ses embarras entre des lois libérales et des mœurs barbares.

Le comté de Ribagorza, qui s'étendait de Bagnères de Luchon à Monçon, se vantait de comprendre dix-sept villes et deux cent seize villages; le tout, à la vérité, ne renfermait pas quatre mille habitants [2]. Il avait été détaché de la couronne d'Aragon par le roi Jean II, père de Ferdinand le Catholique, et donné à son bâtard don Alonso de Aragon.

Don Alonso, guerroyant dans le Lampurdan pour son frère le roi Ferdinand, se retire un soir dans un château, s'éprend de la fille de son hôte, Maria de Junques, l'enlève de force, l'emmène dans son comté

[1] Marques DE PIDAL, *Alteraciones de Aragon*, t. I, p. 36.
[2] La capitale était Benabarre; les villages, Lasquarre, Venasque et Roda.

de Ribagorza. Là il triomphe de sa résistance, il a d'elle un fils. De ce fils descendent les comtes de Gurrea et les ducs de Villahermosa [1]. Son petit-fils don Juan de Gurrea y Aragon épouse en 1564 doña Luisa Pacheco : il l'accuse bientôt de relations criminelles avec don Pedro de Silva, à Tolède. Il emmène brusquement sa femme, se persuade qu'il est suivi par Silva déguisé en laquais, jette l'infortunée doña Luisa dans son château de los Fayos, laisse pénétrer près d'elle un confesseur, puis la poignarde.

Luisa Pacheco était sœur de la comtesse de Chinchon [2] : celle-ci excita son mari à poursuivre la vengeance. Le cruel don Juan de Gurrea y Aragon dut quitter l'Espagne ; reconnu à Milan, il s'enfuit au galop pour se réfugier près du duc de Ferrare, mais il fut rejoint au moment où il franchissait la frontière, lié et ramené à Madrid. On le condamna à mort [3]. Ses ennemis ne lui épargnèrent aucune humiliation ; il fut conduit pieds nus, la corde autour de la gorge, sur la place des supplices et étranglé en public.

Ses vassaux de Ribagorza profitèrent de cette condamnation pour demander à être rattachés au domaine

[1] Ce fils épouse D. Maria Lopez de Gurrea dite la Grande Dame, *la Rica Hembra :* leur fils épouse Luisa de Borja, sœur du duc de Gandia, et a trois fils : D. Juan, époux de Luisa Pacheco ; D. Hernando, duque de Villahermosa ; D. Francisco, conde de Luna, auteur de *Comentarios* sur les troubles d'Aragon.

[2] Doña Inès Pacheco, comtesse de Chinchon, est la mère du vice-roi du Pérou qui a apporté le quinquina en Europe.

[3] En 1572.

royal. Le *Justicia* d'Aragon déclara qu'ils appartenaient légalement au duc de Villahermosa, frère du supplicié. Ils se révoltèrent, blessèrent les huissiers du *Justicia*, assiégèrent dans leurs maisons les partisans du duc. Bientôt les bandits descendirent de toutes les montagnes pour profiter de ces désordres : les villages furent pillés pendant plusieurs années.

Philippe II pouvait difficilement mépriser les décisions judiciaires et saisir le comté de Ribagorza ; mais Chinchon, dont la femme n'était pas encore assouvie, lui suggéra un moyen ingénieux de déposséder le duc de Villahermosa [1] : c'était simplement de le confier à l'Inquisition. Si l'on pouvait prouver qu'il descendait d'une juive, on établirait facilement que sa foi n'était pas assez pure pour qu'on laissât entre ses mains une province si voisine des hérétiques de Béarn. Philippe écrivit à la Suprême, la Suprême adressa des instructions aux inquisiteurs de Saragosse. Le servile Mateo Vasquez excita le zèle des inquisiteurs, se montra arrogant avec ceux qu'il trouvait tièdes et même avec la Suprême. Le Saint Office tout entier fut mis en branle pour découvrir si cent ans auparavant l'aïeul des Villahermosa devait sa naissance à Maria de Junques, la fille du châtelain, ou à l'autre maîtresse de son père, la Estenga Conejo, la fille du fripier juif de Saragosse.

[1] Le duc était mort durant ces désordres, en 1581 ; ses droits étaient représentés par le nouveau duc, son fils D. Hernando, qui était protégé par l'impératrice Maria, dont il avait épousé une demoiselle d'honneur, D. Juana de Pernestan.

Après bien des enquêtes verbales, des recherches parmi les vieux titres et une immense correspondance, l'Inquisition finit par se convaincre que le fils de la Conejo se nommait don Alonso, et ne pouvait par conséquent être don Juan. En même temps, le sentiment de la discipline si bien cultivé chez tous les agents du Saint Office, provoqua leur indignation quand ils furent témoins des excès commis dans le comté de Ribagorza par les ennemis du duc. Le roi est trompé, écrivaient les inquisiteurs de Saragosse ; ceux qu'il croit ses partisans dans le comté pillent les églises et les couvents, rançonnent ou tuent les gens d'Église ; « il convient fort qu'à bref délai Sa Majesté y porte remède ».

Philippe II se résigna : il confirma devant les cortès de Monçon les droits du duc de Villahermosa, incorpora au contraire à la couronne la plupart des autres villes qui demandaient à ne plus rester dans la dépendance des seigneurs [1] ; mais il ne se vit pas sans dépit obligé d'écouter chaque jour des réclamations ou des remontrances.

En outre, l'entassement de toute la cour avec les escortes, les pages et les solliciteurs, au milieu des huit cents maisons de Monçon, amena d'abord des querelles : « tous les habitants sont *rufians* ou juifs », dit un des archers du roi [2] ; bientôt le manque de propreté développa des épidémies : on vit mourir la moitié des clercs

[1] Monclus, Teruel, Abbarracin.
[2] *Relacion del viaje*, p. 156.

de la chapelle du roi, un grand nombre des gardes et des serviteurs, le marquis de Aguilar, don Lope de Figueroa, Antonio de Eraso [1]; le nombre des morts, tant de la cour que du pays, dépassa quinze cents, « et il ne serait pas mauvais, en le rappelant, de les secourir d'une prière [2] ». Le roi lui-même devint tellement malade qu'il reçut l'extrême-onction au mois d'octobre [3].

Un peu rétabli malgré de nombreuses saignées, il pressa l'expédition des dernières affaires. Un Aragonais, le voyant si impatient de partir, retira la demande qu'il avait présentée aux cortès et en confia la solution au roi : flatterie bien accueillie, car Philippe fit étudier cette requête par le complaisant Rodrigo Vasquez pour récompenser par un arrêt favorable cette soumission à son autorité [4].

Philippe II put quitter Monçon à la fin de l'année, et passer le mois de janvier 1586 à Valence. « Le roi, écrit l'agent français [5], a fort peu vacqué aux affaires depuis qu'il est à Valence, non pour raison d'aucune indisposition, car il ne se porta mieux y a

[1] Cet Eraso était bâtard du secrétaire Francisco de Eraso. Voir Cabrera, t. III, p. 141.
[2] *Relacion del viaje*, p. 172.
[3] Longlée au roi de France, du 19 octobre 1585. Ms. Bibl. nat. français 16109, f° 122.
[4] Marques de Pidal, *Alteraciones de Aragon,* affaire de D. Francisco Palafox contre la ville de Ariza.
[5] Longlée au roi de France, du 31 janvier 1586. Ms. Bibl. nat. français 16110, f° 7.

longtemps qu'il fait à présent, mais il semble qu'il a voulu se venir reposer pour un mois en un lieu de plaisir. »

II

LA JUNTE DE NUIT.

De Madrid se transmettait le mouvement à tous les rouages de l'énorme machine, et vers Madrid se dirigeaient les demandes du monde entier : les conseils préparaient des notes, les vice-rois et les ambassadeurs adressaient des correspondances, les papiers s'accumulaient sur la table du roi. Tout était lu, annoté, renvoyé. Mais voici que l'âge s'appesantit, voici les infirmités, les maladies aiguës, le besoin de repos. En même temps disparaissent les vieux confidents : l'année 1586 voit encore mourir Marguerite de Parme, le cardinal Granvelle, le secrétaire de la guerre Juan Delgado, le président de Castille, Pazos. Durant le voyage de Monçon, Philippe II ne put se faire suivre de tous ses dossiers : bientôt les retards déterminèrent une crise telle, qu'il fallut adopter une résolution extrême. Pour éviter désormais l'accumulation des lettres, Philippe se résigna à constituer une junte de palais qui reçut communication de la totalité des affaires. Comme les séances de cette commission

consultative se tenaient la nuit, on la nomma la Junte de nuit [1]. Elle était composée de don Juan de Idiaquez, du comte de Chinchon et de don Christoval de Mora; Mateo Vasquez assistait aux séances comme secrétaire.

Don Juan de Idiaquez était cet ennemi du cardinal Granvelle qui avait réussi à se faire regarder comme indispensable. Il avait dans son lot les affaires de guerre, d'État, de Flandre et de France. Sa rapidité de travail était remarquable : il déchiffrait lui-même les dépêches et transcrivait sa traduction, d'une écriture hâtive, pleine d'abréviations, qui contraste avec celle des commis patients. Les chiffres étaient différents pour chaque correspondant : les réponses devaient aussi être traduites en chiffres; le contact de cette activité fiévreuse semblait donner de la vivacité au roi, qui abrégeait à son tour le nom de son ministre [2].

Don Christoval de Mora était le Portugais qui avait le plus contribué à asservir son pays; il étudiait les affaires de finances, de Portugal, presque toutes celles de Castille et quelques-unes de France.

Le comte de Chinchon [3] était l'Aragonais vindicatif

[1] Herrera, t. II, p. 446, et t. III, p. 137.

[2] Il écrivait *dJu* pour don Juan. Voir tous ces documents dans les dossiers des Archives nationales, et par exemple K. 1573, pièces 14 et 21. On sait que les ministres copiaient eux-mêmes les minutes de leurs lettres : le roi leur rappelait quelquefois ce devoir : « Transcrivez immédiatement la minute au net, de votre main. » (Le roi à Eraso, *Doc. inéd.*, t. LI, p. 252.)

[3] D. Diego Fernandez Cabrera y Bobadilla, conde de Chinchon.

qui voulait ruiner la maison de Villahermosa. Il était chargé des affaires de la maison du roi, de l'Aragon, de l'Italie, et d'une partie de celles de Castille, « car qui n'a un morceau de Castille n'est ni favori, ni rien [1] ». Il signait comme le roi : — Moi, le comte de Chinchon, et avait dû se faire juger comme aussi précieux que Idiaquez, car Philippe écrivit de lui en le sachant malade : « — Dans le cas où la volonté de Dieu serait de nous ôter le comte de Chinchon, je ne sais si on trouverait quelqu'un pour le remplacer [2]. »

A chacun des trois le roi accordait une audience régulière tous les jours [3] : « Mora se présentait à son réveil, lui donnait la chemise, lui frictionnait les pieds [4] et pouvait lui parler à son aise tant qu'il le jugeait utile. Le comte de Chinchon arrivait quand le roi avait terminé son premier repas. Idiaquez venait à la chute du jour et restait jusqu'à l'instant où l'on apportait les flambeaux. Chacun apportait ses minutes ou ses mémoires pour recevoir les ordres du roi, et laissait sur la table les papiers que le roi ne jugeait pas à propos d'approuver sans les revoir. »

[1] Marques DE PIDAL, *Alteraciones de Aragon*, t. I, p. 61, d'après les *Comentarios* du comte de Luna : « El que no alcanza un bocado, ni es privado, ni nada. » On sait que la Castille avait absorbé Galice, Tolède, Asturie, Léon, Andalousie et Murcie; si les Flamands reprochaient au gouvernement d'être espagnol, les Aragonais ne lui reprochaient pas moins d'être castillan.

[2] Marques DE PIDAL, extrait des dossiers de l'Inquisition.

[3] *Ibid.*, extrait des *Comentarios* du comte de Luna.

[4] « Estregandole los piès », c'est la mesure de propreté substituée à l'emploi de l'eau qui aurait rappelé les ablutions impies des musulmans.

Sous leurs ordres, les affaires de la guerre étaient préparées par le commis Andres de Prada, ancien secrétaire de don Juan d'Autriche; celles de la marine, par Andres d'Alva. En outre, le Portugal avait pour gouverneur le cardinal-archiduc Albert d'Autriche, qui était placé lui-même sous la tutelle du duc de Gandia [1]; pour capitaine général, le marquis de Santa-Cruz [2], et pour contrôleur des affaires religieuses, le cardinal Prospero Santa-Croce, qui avait été nonce en France [3]. Enfin, sur chaque question importante, des juntes spéciales étaient convoquées, ouvraient de longues discussions, approuvaient des rapports, emplissaient des dossiers. « — Moins de juntes et plus de décisions! » disait le marquis de Almazan [4].

La lenteur et l'indécision n'étaient pas les seuls obstacles à une bonne administration : à ces vices s'ajoutaient la cupidité et la vanité.

« — Les seigneurs du revenu royal, disait déjà Granvelle [5], sont tardifs, et pour donner à entendre à Sa Majesté qu'ils regardent à son profit, le ruynent à

[1] Cabrera, t. III, p. 8.

[2] Herrera, t. III, p. 43.

[3] En 1553, et de 1561 à 1564. Il rapporta à Rome le tabac que Jean Nicot apportait en même temps à Paris, ainsi que le rappellent ces vers :

> Hanc Sanctacrucius Prosper, cum nuncius esset
> Sedis Apostolicæ Lusitanas missus in oras,
> Huc adportavit Romanæ ad commoda gentis.

[4] « Menos Juntas y mas resolucion. »

[5] Granvelle à la duchesse de Parme, *Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VII, p. 504.

tous costés, et n'oublient de faire le leur. J'en dis clair ce qui se passe, ny ne cesseray. » Ces seigneurs accueillaient les inventions de taxes sur lesquelles ils comptaient prélever leurs menus profits, les demandes de débits royaux de cartes, mercure, sel, les offres des *arbitrios* « destructeurs de l'État [1] » ; ils acceptaient les cadeaux, bien que Granvelle leur eût enseigné [2] « que quand ils traitaient une affaire de finances avec une personne, si cette personne n'avait pour leur offrir un présent aucun motif autre que celui de gagner leur bonne volonté, ils ne devaient pas se laisser engager ». La corruption se révélait par la saisie des registres : en inspectant les livres de Castillo, le secrétaire de Çayas, on trouva « des obscurités [3] », ce qui donna l'idée d'examiner également les écritures des banquiers pour connaître « les cadeaux qu'ils avaient faits aux agents du roi [4] ». On remarqua que Melchior de Herrera [5] et Juan Fernandez de Espinosa possédaient cinquante mille ducats de rente et plus de quatre cent mille en argent comptant et en bijoux ; le

[1] Cabrera, t. II, p. 427.

[2] *Papiers d'État de Granvelle*, t. V, p. 683.

[3] « Algunas difficultades. » *Cartas de Madrid*, Bibl. nat. fonds italien 416, communiquées par M. Morel-Fatio ; lettres des 18 septembre et 28 novembre 1581. Castillo était fils d'un Castillan et d'une Flamande. On arrêta en même temps à Zamora D. Fernando de Barrientos, mais ce fut à propos de l'affaire Perez.

[4] *Ibid.*, 17 avril 1582 : « Las dadivas que les havian dado. »

[5] *Ibid.* Je crois que Melchior de Herrera était un banquier et non un agent du roi. Les banquiers principaux étaient les Fugger, les Spinola et le prince de Salerne.

contador Cuellar fut condamné à restituer cent mille ducats.

Si peu scrupuleux avec les hommes d'affaires, les agents du roi étaient implacables sur le point d'honneur. Les plus futiles prétextes faisaient éclater des querelles; des ministres cessaient de se parler et de s'écrire, quelquefois pendant trois ans, pour une simple omission dans un protocole [1]. Le marquis de la Favara se battit en duel avec le *veedor* Tassis pour un détail d'étiquette; le comte de Melgar, fils de l'amiral de Castille D. Luis Enriquez de Cabrera, donna des coups de bâton à D. Gaspar de Salinas et fit assassiner Alonso de Gutierrez : il fut enfermé dans la forteresse d'Alameda à deux lieues de Madrid, avec son père, qui avait simplement fait donner la torture à Hieronimo Villandrando. Ils furent graciés, en remettant vingt mille ducats à la mère de l'homme qui avait été tué [2]. Philippe II crut diminuer les occasions de haine en interdisant toutes les formules de courtoisie sur l'enveloppe ou dans le corps d'une lettre : « — Le véritable honneur, déclara-t-il [3], ne consiste pas dans la vanité

[1] HERRERA, t. III, p. 35 : « Por el pundonor de las cortesias en tres años no se escrivieron. »

[2] *Cartas de Madrid,* lettres des 8 août 1581, 27 avril et 25 juin 1582. Ce scélérat épousa peu après la belle Vittoria Colonna, fille de Marco-Antonio Colonna et de D. Juana de Aragon, et sœur du cardinal Ascanio Colonna : à ses noces, on signale le comte de Castañeda, qui avait aidé ce Melgar à bâtonner D. Gaspar de Salinas. Voir LOPE DE VEGA, *la Dorotea,* p. 63.

[3] Une copie de cette pragmatique est Ms. Bibl. nat. espagnol n° 168, f° 159 : « La verdadera honra no consiste en vanidades de titulos

des titres. » D'après la nouvelle *pragmatique,* on ne devait désormais dire *Votre Seigneurie* qu'aux grands d'Espagne : il était toléré d'en dire autant aux marquis, comtes et grands commandeurs des quatre ordres; mais si on parlait de la sorte à tout autre, on payait dix mille maravédis d'amende, dont un tiers pour le dénonciateur et un tiers pour le juge; même amende contre ceux qui mettraient un titre sur l'adresse d'une lettre ou feraient précéder leur signature d'une formule autre que : « — Dieu vous garde! » Nul ne pouvait être traité d'Excellence ni de Seigneurie Illustrissime ou Révérendissime, sauf les cardinaux et l'archevêque de Tolède : les évêques n'avaient que la simple Seigneurie.

Mais c'était ici entrer dans le domaine de l'Église, la réforme se heurta contre une opposition inattendue : le pape Sixte-Quint ne voyait pas sans inquiétude que le clergé espagnol était beaucoup plus dans la dépendance du roi que dans celle du Saint-Siége; il saisit ce prétexte de querelle, prétendit que Philippe II portait atteinte au respect dû au clergé en privant ses membres des titres honorifiques, et dépassait ses pouvoirs en leur défendant de se donner ces mêmes titres les uns aux autres. C'est au Pape, non au roi, de décider qui sera Éminence et qui Révérence : tout cardinal qui recevra une lettre d'Espagne sera excommunié[1].

dados. » On indique pour les manuscrits espagnols le numéro du nouveau catalogue de M. Morel-Fatio.

[1] Herrera, t. III, année 1586.

colère impuissante. Philippe II reste si bien le chef du clergé, qu'à lui s'adressent les prêtres qui veulent doter leurs filles sur les revenus de leurs bénéfices [1], et qu'il ne craint pas de faire mettre en prison même les abbés à crosse, quand il les soupçonne contraires à sa politique : « — Ce ne serait pas un péché de l'arrêter, dit-il [2], car en tels cas la robe n'est pas un obstacle. » Malgré le nonce, et au mépris de la colère de Sixte-Quint, il fait juger par un tribunal qu'il choisit l'évêque de Zamora, qui dansait avec des religieuses, et l'évêque élu de Séville, qui en gardait chez lui [3].

L'armée n'est pas aussi docile dans la main du roi. Elle voit incorporer dans ses rangs des assassins ou des bandits qui ont fait leur soumission : quelquefois les brigands qui exploitent les montagnes de la Catalogne se laissent, aux époques où le métier semble plus dangereux, constituer en compagnies sous les ordres d'un de leurs chefs, qui reçoit brevet de capitaine, et incorporer en un seul bloc dans un vieux régiment [4] ; un crime utile procure le grade d'officier [5]. De là l'indiscipline, les émeutes militaires, la corruption des capitaines. On prend à bord, avec les régiments qui par-

[1] Herrera, t. II, p. 444, année 1585.

[2] *Correspondance de Guillaume*, t. VI, Préface, p. 30. Il s'agit de l'abbé de Sainte-Gertrude de Louvain.

[3] *Cartas de Madrid*, 8 agosto 1581. Le nonce était alors Luis Taberner, évêque de Lodi.

[4] Voir par exemple dans Pidal, t. I, p. 253, la compagnie de Miguel don Lope.

[5] Comme les meurtriers d'Escovedo ou le capitaine Lupercio Latras.

tent pour l'Italie, des marchands ou autres passagers « qui sont prétextes de soldats; les capitaines les ayant approuvés pour tels, les ont embarqués pour les mener aux dépens du roi en Italie, où chacun se retirera après où il voudra [1] ».

Aussi pour le roi point de repos. Son œil doit se fixer sur la Junte de nuit comme sur le moindre corregidor; sa main infatigable continue à couvrir de notes les lettres qu'il reçoit, celles qu'on lui montre [2] et jusqu'aux rapports du plus humble espion. « — Le roi est aussi assidu aux affaires, et toutes choses passent par ses mains sans s'en fier ne descharger sur personne, que s'il n'avoit que quarante ans, et ne laisse de prendre ses heures de dévotion, et celles qu'il a accoustumées selon le temps qu'il faict, pour sortir en une carosse avec ses enfants, s'aller promener, tirer ou voir tirer un cerf, voir pescher quelquefois. Madame l'Infante luy fait ordinairement compaignie, mais elle ne s'entremet aucunement d'affaires, non pas seulement de parler pour personne, si n'estoit pour ses dames, bien que Sa Majesté prenne plaisir qu'elle en entende la plus grande partie, comme elle faict estant continuellement avec luy [3]. »

L'infante Isabelle est la seule tendresse de Philippe II;

[1] Ms. Bibl. nat. français 16109, f° 49. Longlée au roi de France, mai 1584.

[2] Chaque ministre communiquait au roi les lettres privées qu'il recevait.

[3] Ms. Bibl. nat. français 16110, f° 104. Longlée à Henri III, du 30 avril 1588.

on pourrait dire le seul être qu'il ait aimé dans sa vie entière. Elle avait grandi au milieu de ses dossiers, rangeant les papiers, fixant sur son père, pendant les heures silencieuses du travail, ses yeux limpides, confiants ; toute jeune, tandis que « le roi écrivait et signait, que la reine jetait le sable sur l'écriture », l'infante Isabelle avec sa sœur, qui commençait à marcher, « portait la feuille pour qu'elle fût pliée et mise en paquets, et adressée aux secrétaires [1] ». Pour sa fille préférée, plus d'étiquette, plus de cérémonial, tout disparaît devant le charme de garder près de lui cette enfant élégante et grave, qui le soigne quand il souffre. « — Et il faut savoir que toutes les fois que le roi notre seigneur franchissait la clôture de notre monastère, et cela lui arrivait bien souvent, il menait avec lui l'infante Isabelle, seule, sans duègne et sans dame d'honneur [2]. »

Rien ne peint mieux son désir de ne jamais se séparer de sa fille que cette exception à la discipline ecclésiastique. Sur aucune question en effet il ne portait le scrupule des détails à une minutie aussi exagérée que dans les règles du culte, « et les sacristains étaient toujours inquiets quand ils avaient paré les autels, car s'il leur arrivait de se tromper en ne plaçant pas exactement comme il le fallait les ornements [3], ou s'ils apportaient

[1] Cabrera, t. II, p. 198.
[2] Fray Juan de Geronimo, *Memorias* (*Doc. ined.*, t. VII, p. 417).
[3] *Ibid.*, p. 366 : « La pala o frontaleras... tenia mas cuidado que los mismos sacristanes y aun que todos los frailes de la casa. »

un ornement pour un autre, le roi ne manquait pas de le leur envoyer dire, et s'ils négligeaient d'ouvrir l'église à l'heure exigée, il ne leur pardonnait pas ; de sorte que dans tout ce qui concerne les affaires de sacristie, il savait plus de détails et prenait plus de souci que ses propres sacristains, et même que tous les religieux de la maison ».

C'est à ces habitudes de piété que sont dues sans doute les processions de pénitents qui venaient se déchirer les épaules à coups de discipline sous les fenêtres du palais et qui ne furent écartés que sous le règne des Bourbons : « — On ne souffre plus dans cette cour, écrit en 1713 la princesse des Ursins [1], devant ce palais, tous ces fouetteurs qui passoient dans les processions et qui sous l'ombre de faire des pénitences publiques, faisoient ruisseler leur sang pour faire des *finezas* à leurs divinités. » Mais surtout on doit à cette passion l'achèvement de l'Escurial. Le globe et la croix qui couronnent le dôme furent placés le 21 juillet 1582; l'église fut consacrée le 6 août 1586, et l'on dressa le 22 mars suivant « le riche monument qui est près des degrés de l'autel principal sous la grande lampe, pièce bien digne d'admiration ; les plans sont de Joseph Flecha, Italien de Gênes [2] ». Le grand crucifix de bois des îles, sculpté par Pompeyo, fut posé en septembre 1590.

[1] Lettre du 27 avril de la princesse des Ursins au maréchal de Tessé. (*Bull. Soc. de l'hist. de France*, année 1879, Supplément, p. 205.)

[2] *Doc. ined.*, t. VII, p. 418.

Mais le voyage de l'Escurial commençait déjà à devenir pénible : quelquefois Philippe arrivait tellement fatigué que même pour les offices il ne pouvait se rendre à l'église, et entendait la messe dans son oratoire. En 1587, une attaque de goutte le retint à Madrid, et il fit construire dans son palais du Pardo une galerie au midi, où il s'étendait souvent, où il se réchauffait en maniant au soleil ses papiers [1].

Car l'âge n'amortit point son ardeur au travail : « — Le roy se tue en minutes qui pourroient se dépescher sans luy, qui l'empeschent d'entendre ce que plus importe... [2]. » En même temps l'habitude de l'irrésolution continue à laisser tout en suspens : « — Ces longueurs et dilations dont l'on use icy me tuent, disait Granvelle [3], et ruynent nos affaires, et je perds espoir d'y donner remède, car le naturel de Sa Majesté y incline, et ceulx d'icy s'y sçavent fort bien accomoder et faire leurs affaires. »

[1] Cabrera, t. II, p. 228. Le mot est du cardinal Granvelle : « Il n'y a au monde un secrétaire *qui manie autant de papiers.* » (Granvelle à Marguerite de Parme, 18 août 1582, *Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VIII.)

[2] Granvelle à Marguerite de Parme, 28 juillet 1582. (*Recueil de* Groen van Prinsterer, t. VIII.)

[3] *Ibid.* Voir aussi la lettre à Fonck, du 7 juillet : « Plust à Dieu que nostre maistre escripvit moins et qu'il se fist mieux servir. »

III

LES COLONIES.

On peut dire qu'en ce moment l'histoire des colonies se fond avec celle de Francis Drake. La terreur était si profonde que le Pérou, tout ruiné par le tremblement de terre de 1586, adressa un don gratuit au roi pour équiper une flotte contre les navires redoutés [1]. On songea même à fuir sous le vent devant eux, à se perdre au fond des mers dans des parages mystérieux. On donna le nom du roi à un archipel secret, situé quelque part entre le Japon et les Moluques; on voulait y abriter la fortune coloniale de l'Espagne, on répétait des merveilles de ces îles Philippines : « — Il y a onze mille îles, mais ceux qui y sont allés avouent ne pas savoir comment on a pu les compter [2]. » Manille fut occupée comme la capitale de toutes les Philippines, parmi lesquelles on comprenait Borneo et Sumatra [3]. Là, écrivaient les marins [4], « les femmes se cachent la gorge sous des lames d'or, des médailles, et elles suspendent de grands cercles d'or à leurs oreilles. La récolte de soie est incroyable. Le roi a fait des dépenses énormes pour entretenir les soldats et les religieux qui

[1] Cabrera, t. III, p. 358.
[2] Herrera, t. II, p. 454.
[3] En 1585.
[4] Herrera, t. II, p. 456.

doivent y planter la foi aux frais de son patrimoine, sans que l'on ait encore recueilli un réal de bénéfice. » Bientôt le roi de Cambodge envoya au gouverneur des Philippines des ambassadeurs [1] qui offrirent des éléphants, et demandèrent des secours contre le roi de Siam. Des relations commerciales se nouèrent avec les ports de la Chine. Mais elles furent restreintes, comme celles des colonies américaines, par une réglementation maladroite. Philippe II une fois se laissa fléchir; il ajouta de sa main sur la licence d'un navire florentin, une autorisation de trafiquer dans les colonies espagnoles : « — C'est très-grave, se permit de remarquer le secrétaire Andres de Eraso [2], c'est contraire à tous les principes. — Coupez ce que j'ai écrit de ma main », répondit Philippe. Il aimait mieux changer d'avis brusquement sur les représentations d'un subalterne et retirer une faveur, tant il avait de foi dans les formules de sa politique commerciale.

Contre cette implacable routine, les religieux osaient seuls lutter. C'est l'éternel honneur des moines espagnols d'avoir tenté de protéger la race rouge, — des moines, non des prêtres : « Les clercs ne pensent qu'à leur intérêt et à leur salaire », était chargé de dire à Philippe II et au Pape don Ortuño de Ibarra, envoyé d'Amérique par les Ordres de Saint-Dominique, Saint-

[1] Herrera, t. III, p. 179, en 1590.
[2] *Doc. inéd.*, t. LI, p. 248, du 8 mai 1583 : « Cortad de la cedula lo que puse de mi mano. »

François et Saint-Augustin [1]. Ces bons religieux se souvenaient que l'un d'eux était déjà venu en 1555 crier vers le trône [2] : « Des milliers de lieues ont été dépeuplées par les Espagnols, des lieues couvertes de gens qui ont succombé, et je dis des milliers parce qu'il y en a plus de trois mille, je dis trois mille, et je reviens à le dire ! » Ils insistent maintenant près de tout ce qui leur représente l'autorité sur la terre, Philippe II, le conseil des Indes, l'inquisiteur général ; ils rappellent les abus, les exactions, les misères ; ils citent comme procédé employé pour dépouiller les Indiens, le simple procès régulièrement intenté ; comme les malheureux, disent-ils, ne peuvent comprendre les moyens compliqués de la procédure, on les ruine en chicanes et en frais. Vainement les moines invoquent la pitié et la justice : pour la justice comme pour le commerce, les règles de l'administration espagnole sont inflexibles

IV

L'ITALIE.

Le clergé de l'Italie n'était pas comme celui de l'Espagne asservi à la couronne, il était défendu par le prestige du Saint-Siége et par le génie de la cour de

[1] Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 550, f°s 267 et 302 : « No pretenden otra cosa mas de su interese y salario. »
[2] *Ibid.*, f° 151.

Rome. Aussi la seule force qui garantît un peu les provinces italiennes contre les violences des gouverneurs espagnols, c'était l'Église. Cette opposition religieuse contre les envahissements de Philippe II fut dirigée par les deux plus grands hommes de l'Église au seizième siècle, le cardinal Borromée et le pape Sixte-Quint.

Saint Charles Borromée était neveu de Pie IV; il fut promu au cardinalat dès l'âge de vingt-deux ans [1]; il distribua aux pauvres de son diocèse de Milan tous ses biens, ses joyaux, sa vaisselle d'argent. Il organisa des séminaires, des confréries, une discipline austère pour son clergé. Mais ces soins administratifs devinrent suspects au vice-roi de Milan, don Luis de Requesens; Requesens s'imagina que le cardinal était à la tête d'une conspiration qui devait livrer Milan au Saint-Siége; il « osta au cardinal Borromeo un chasteau-fort pour la défiance qu'il avoit de luy et combattit les assemblées et confréries que ledit cardinal avoit mis sus, craignant que sous ombre de dévotion il n'y eust de l'abus [2] ». Requesens fut frappé d'excommunication. Il partit presque aussitôt pour les Pays-Bas. Charles Borromée eut alors occasion de prouver qu'il n'avait été inspiré que par le zèle religieux : pendant la peste

[1] La famille Borromeo prétendait descendre des Anicius de la République romaine. Charles naquit en 1538, fut cardinal en 1560, mourut en 1584, fut canonisé en 1610.

[2] Champagney au conseil d'État, 20 avril 1576, *Correspondance de Philippe*, t. V, p. 243.

de 1576, qui enleva six cent mille personnes en Italie [1], il courut de porte en porte, pansa les malades, distribua aux indigents ce qui lui restait, son linge, son propre lit, ensevelit les morts que fuyaient leurs parents mêmes, passa le reste de ses jours dans la pauvreté.

Sixte-Quint ne se borna point à protéger dans des questions d'étiquette le clergé espagnol. Il rétablit l'indépendance de l'ordre de Malte, que, sous le règne du pape précédent, Philippe II avait voulu assujettir à son autorité. Le grand maître était le Français Jean de la Cassière [2]. L'Espagne lui reprochait de s'être montré « peu enclin à seconder les officiers que le Saint Office de l'Inquisition employait dans l'île ». Elle organisa une conspiration des chevaliers. Au milieu d'une insurrection militaire, Jean de la Cassière fut enfermé dans le château San Angelo, accusé de sénilité et pourvu d'un coadjuteur que choisirent les conjurés. Sixte-Quint déclara que « le grand maître était parfaitement apte à gouverner, que les mesures prises contre lui étaient illégales et injustes, que les pages où elles étaient relatées devaient être arrachées du recueil des actes de l'Ordre ».

Mais dans le royaume de Naples les vice-rois espagnols n'avaient à redouter aucune ingérence de l'Église et s'abandonnaient aux excès d'une tyrannie sans frein.

[1] Herrera, t. II, p. 83.
[2] *Ibid.*, p. 347.

Gonzalve de Cordoue, le Grand Capitaine, avait conquis le royaume de Naples, mais ce fut le vice-roi D. Pedro de Toledo qui assura par sa main ferme et ses rudes institutions la domination espagnole [1] : — Peine de mort contre qui porte des armes; contre qui est surpris sur une échelle de soie à un balcon; contre qui est convaincu pour la seconde fois d'un faux témoignage. Durant ses dix-huit premières années de règne, Pedro de Toledo fit périr dans la seule ville de Naples, par la main des bourreaux, dix-huit mille personnes et en envoya autant aux galères [2]; il sut arracher du pays vingt millions de pièces d'or [3]. La politique de ses successeurs consista à exclure la noblesse de toutes les charges, à lui extorquer de l'argent et à lui infliger des avanies, mais à maintenir dans ses mains les droits féodaux qui lui permettaient d'opprimer le peuple à son tour : les seigneurs du royaume deve-

[1] Pedro de Toledo fut vice-roi de 1532 à 1553; il fut remplacé par le cardinal de la Cueva. Voici à partir de cette époque la série des vice-rois sous Philippe II :

1559, D. Pedro Afan de Ribera, duque de Alcala;
1571, Antoine Perrenot, cardinal Granvelle;
1575, D. Iñigo Lopez Hurtado de Mendoza, marquès de Mondejar;
1579, D. Juan de Cuñiga, principe de Pietra-Persia;
1582, D. Pedro Giron, duque de Ossuna;
1586, D. Juan de Cuñiga, conde de Miranda;
1595, D. Enrique de Guzman, conde de Olivarez.
(*Doc. ined.*, t. XXIII, p. 163.)

[2] Palermo, *Narrazioni e documenti nella storia del regno di Napoli*, Firenze, 1846. Lettre de Francesco Balbi au duc Cosme de Medici, du 12 mai 1550.

[3] *L'Istoria d'Italia nell'anno* 1547 di Camillo Porzio, publiée par Agost. Gervasio, Neapoli, 1839, p. 88.

naient ainsi de simples collecteurs de taxes; ils étaient écrasés par le fisc royal après qu'ils avaient pressuré le peuple. Plus ils étaient nombreux, plus ils se trouvaient rapprochés de la matière imposable et mis en mesure de rendre des services : il y avait dans le seul royaume de Naples cent dix-neuf princes et cent cinquante-six ducs [1]. L'Espagne leur vendait la suzeraineté sur les villages : sur près de deux mille communes, il n'y en avait que soixante-neuf qui pussent se dire communes royales [2]; les autres appartenaient à des seigneurs : les Orsini avaient quarante-quatre communes, un Celano trente-quatre, un Matera vingt-cinq. Celles qui rachetaient leur indépendance finissaient par retomber sous le joug, soit qu'elles ne pussent faire honneur aux échéances des emprunts contractés pour leur rançon, soit qu'elles fussent revendues par la couronne. Celles qui n'avaient point de maître n'étaient pas moins soumises aux exactions : les charges de judicature étaient confiées au candidat qui offrait la plus grosse somme, et celui-ci récupérait ensuite ses avances à l'aide des frais de justice : quelquefois le syndic de la commune transigeait avec le juge pour satisfaire son avidité à l'aide d'un salaire fixe [3].

Mêmes désordres dans les relations commerciales :

[1] REUMONT, *les Caraffa*, p. 99 de la traduction anglaise. Cette statistique est de 1675.
[2] En 1586. REUMONT, *les Caraffa*, p. 82.
[3] ALBERI, t. V, p. 276. *Rel. Ven.* Girolamo Lippomano, 1575.

quelquefois l'intérêt s'élève à trente pour cent [1] ; ou bien le vice-roi décide que les banquiers ne restitueront que le dixième des dépôts [2].

Avec ce système, le royaume de Naples envoyait chaque année, toutes ses dépenses payées, deux millions et demi de ducats en Espagne à titre régulier, et un million comme don gracieux. Mais il faut ajouter à ces sommes celles qu'emportaient les vice-rois et leurs commis : c'était une tradition fidèlement suivie depuis Gonzalve de Cordoue qui avait accaparé les grains dans la famine de 1505 et avait gagné quarante mille ducats, pendant qu'un grand nombre d'hommes avaient succombé à la faim. Les simples gentilshommes portaient avec le peuple le poids de ces charges et subissaient en outre les avanies avec la haute noblesse : le duc d'Ossuna les faisait attendre, non dans l'antichambre, mais dans la salle, avec les gardes et les mendiants [3]; le marquis de Mondejar donnait le pas à son bâtard sur tous les marquis du royaume; la femme d'un vice-roi [4] frappa publiquement de sa pantoufle les joues et les épaules de la jeune femme d'un juge, et menaça plusieurs fois du même châtiment les dames de sa cour.

[1] En 1573, au moment où les Ravaschieri de Gênes firent une banqueroute qui les enrichit assez pour acheter les titres de ducs de Cardinale et de Girifalco, et les titres de princes de Sutriano et de Belmonte.

[2] *Cronaca di notar Giacomo.*

[3] Pietro Riccarelli à Ferdinand de Medici, dans le *Recueil de* PALERMO, p. 294.

[4] La marquise de Monterey, dont le mari fut vice-roi de 1631 à 1637, sous le règne de Philippe IV.

Les Napolitains avaient espéré s'affranchir en imitant la noblesse flamande. Leur société secrète de *los Blancos* avait assez effrayé Philippe II pour qu'il s'écriât : « Nous regardons comme perdu le royaume de Naples [1] ! » Il envoya comme vice-roi D. Pedro Telles Giron, duc d'Ossuna.

Ossuna était un homme froid et dur : sa devise, encore gravée sur sa tombe, dit : « — S'il est beau de vivre, il est bon de mourir [2]. » Il effraya la noblesse en la menaçant de déchaîner la populace, il supprima la confrérie de *los Blancos,* puis châtia le peuple quand il le vit abandonné par l'aristocratie. Une émeute essaya de lui disputer ses prisonniers. La répression fut vigoureuse [3]; quarante hommes furent pendus: « ce n'étaient que gens du peuple, pieds nus, à peine vêtus, vils [4] ».

Ces pauvres êtres étaient plus redoutables dans les montagnes que dans les rues de Naples. Les *fuorusciti* ou bandits élurent [5] l'un des leurs pour roi de Naples : c'était Marco Berardi, que l'on a appelé le roi Marcone. Il se tenait dans les Calabres avec une garde de six cents hommes régulièrement soldée; il accordait des priviléges, signait des décrets, entretenait des secré-

[1] *Doc. inéd.,* t. XXIII, p. 163 : « Perdido tenemos el reino de Napoles. »
[2] « Si el viver es hermoso, el morir es ganancioso. »
[3] Herrera, t. II, p. 463.
[4] *Doc. inéd.,* t. XXIII.
[5] Sous la vice-royauté du duc d'Alcala.

taires. Après lui, Marco Sciarra dans les Abruzzes [1] en vint à piller des villes, rançonner des évêques, tenir campagne contre des armées de quatre mille hommes. Dans chaque village il avait des donneurs d'avis et des recéleurs : les moines de plusieurs monastères [2] donnaient asile aux bandits traqués par les troupes espagnoles, portaient leurs dépêches, trouvaient des acheteurs pour leur butin. Marco Sciarra finit par traiter en 1592 avec la république de Venise, et passa à son service.

Ce recours à la montagne n'était pas souvent possible pour les nobles. Ceux-ci n'avaient guère que la ressource de chercher des protecteurs : les uns épousaient une Espagnole pauvre d'une maison influente; les autres se réfugiaient en Espagne et passaient leurs journées sur les coffres des antichambres : ainsi Marc-Antoine Colonna, menacé de disgrâce, bien que son fils Fabricio se fût fait tuer au service de Philippe II dans la guerre de Portugal, quitta l'Italie, s'épuisa en longues sollicitations, et mourut à Madrid [3].

[1] Sous la vice-royauté du comte de Miranda.
[2] Tels étaient les Bénédictins de Montevergine près Avellino, et les religieux de Troja dans la Pouille. Voir *Recueil de* PALERMO, p. 447, lettres du nonce Giacomo Aldobrandini.
[3] D'Ossat à Henri III, 24 septembre 1584, t. I, p. 2.

CHAPITRE VIII.

PRÉPONDÉRANCE D'ALEXANDRE FARNÈSE AUX PAYS-BAS.

1584-1588.

Siége d'Anvers. — Expéditions de Leicester.

I

SIÉGE D'ANVERS.

Alexandre Farnèse ne perdit pas de temps pour recueillir les fruits de la mort du prince d'Orange. En moins de deux mois il enleva Dendermonde, Vilvorde et Gand [1]; il prépara l'annexion de Bruxelles, Malines et Anvers [2]. Il n'avait contre lui, dans cette consternation générale, que l'agent français des Pruneaux qui demandait des fonds à Henri III pour assurer l'influence française [3]; qui conduisait à Rouen les délégués des États, sans pouvoir les faire accueillir par le roi qui était parti pour Lyon en apprenant leur arrivée, — « dont des Pruneaux se souhaita cent fois estre mort [4] ».

[1] Les 17 août, 7 et 17 septembre 1584.
[2] Mars, juillet et août 1585.
[3] *Recueil de* Groen van Prinsterer, seconde série, t. I, p. 4.
[4] Ms. de la Haye, cité par Motley, *the United Netherland*, t. I, p. 54.

Le prince d'Orange laissait un fils aîné qui était retenu depuis plus de quinze ans chez les Jésuites de Madrid, deux fils libres et sept filles. Des deux fils libres, l'un avait dix-sept ans, c'était le Grand Maurice, le fils d'Anne de Saxe; l'autre, Henri, venait d'être mis au monde par Louise de Coligny.

Maurice est élu chef des Provinces-Unies, sous la tutelle d'un conseil de dix-huit membres [1]; mais son âge l'empêche d'exercer le commandement de l'armée. Son beau-frère Hohenlo, un Allemand de taille gigantesque qui était constamment ivre, est choisi par les États comme chef militaire; un bâtard d'Orange nommé Justin devient amiral à la place du brave Treslong, qui a mérité la jalousie des meneurs de la démocratie, et qui est jeté dans la prison commune [2]. Enfin Marnix de Sainte-Aldegonde, un pédant qui ne possède aucune des qualités propres à donner l'autorité sur les hommes, est placé au poste le plus redoutable : il est bourgmestre d'Anvers.

C'est Anvers en effet que va attaquer Alexandre Farnèse. Avec Anvers il tiendra à la fois la Hollande et l'Angleterre. C'est l'instant décisif : il le croit et il entreprend, privé de flotte, le blocus d'un port maritime [3].

[1] Brabant, 3 membres; Flandre, 2; Hollande, 4; Zélande, 3; Utrecht, 2; Malines, 1; Frise, 3.

[2] A Middelbourg. Davison to Burghley, 28 febr. 1585.

[3] Voir pour le siége d'Anvers CABRERA, t. III, p. 82; LE PETIT, t. II, p. 500. Cabrera écrit sur les notes d'un officier espagnol; Le Petit

Alexandre Farnèse a alors trente-six ans : il est animé par la pensée d'exécuter l'entreprise la plus extraordinaire du siècle. A l'inverse des Hollandais qui ont amené la mer à Leyde pour délivrer leur ville, Alexandre prétend détacher Anvers de la mer pour l'attaquer corps à corps. Il s'installe à Herenthals et enfonce les premiers pilotis d'une digue gigantesque qui ferme l'Escaut, traverse les marais, franchit les canaux, s'appuie dans ses circonvolutions sur des redoutes, se hérisse d'artillerie et menace à la fois la flotte hollandaise du dehors et les remparts d'Anvers au dedans de ses replis.

Anvers était déjà bien déchue de son ancienne puissance. La menace du siége fit sortir de la ville les étrangers, les malades, beaucoup d'enfants; le recensement du 25 octobre 1584 indique seulement quatre-vingt-dix mille habitants. Déjà l'infériorité d'une commune soumise aux petitesses et aux tracasseries populaires en face d'une armée fortement disciplinée fait pressentir le dénoûment. C'est d'abord la corporation des bouchers qui s'oppose à l'inondation des prairies où elle engraisse ses bestiaux : au bout de quelques jours, quand elle voit la digue d'Alexandre enjamber paisiblement ces prairies, elle sort de son aveuglement, mais le mal est fait. Puis s'organisent les comités de défense, tous rivaux, tous agités, tous possesseurs de

est dans Anvers. Le récit de ce siége est le chef-d'œuvre de Lothrop Motley.

secrets merveilleux; le collége des munitions, celui des fortifications, celui de la flotte, qui construit à grands frais un navire géant. Le prix des vivres s'élève rapidement. Pendant les premières semaines, des navires hollandais forcent le blocus « à la miséricorde du canon », et apportent des vivres en sacrifiant une partie des hommes de leurs équipages, « les uns tués, les autres sans bras ni jambes » ; mais ils font payer ce risque, ce qui irrite la démocratie : aussi les magistrats étourdis par les réclamations fixent un maximum pour chaque denrée ; immédiatement les Hollandais cessent d'exposer leur vie et d'apporter des produits qu'ils ne peuvent vendre librement. La famine commence. L'hiver arrive. La digue avance toujours. Vainement les débordements de l'Escaut et les tempêtes affouillent les terrassements, ou la gelée disjoint la maçonnerie : Alexandre se tient au milieu de ses travailleurs, il répare les avaries, il complète son réseau, la dernière poutre est enfoncée le 25 février 1585 ; ce jour-là l'Escaut a son mors et sa bride. — Si vous voyiez nos travaux, écrit Alexandre à Philippe II, vous nous estimeriez davantage, vous ne nous laisseriez pas dans l'oubli, vous ne nous abandonneriez pas à de telles privations que nous sommes à la veille de mourir de faim.

Philippe II, tout entier à ses chimères d'Écosse et de France, jette son argent au duc de Guise sans même avertir Alexandre ; il cache la formation de la Ligue,

et ne la laisse connaître en Flandre qu'après trois mois; il perd de vue Anvers, qu'il a sous la main, et l'armée héroïque de Farnèse, qui succombe sous les privations.

L'Italien Gianibelli de Mantoue, alchimiste, sorcier, mécanicien, avait épousé une fille d'Anvers; il offrit de détruire la digue. Il reçut deux navires, construisit dans la cale de chacun d'eux des chambres en maçonnerie où il enferma sept mille livres d'une poudre brisante qu'il inventa, recouvrit ces poudrières flottantes de pierres tumulaires, de meules, de socs de charrues, de pavés. Un ressort de montre devait se détendre à un moment précis et faire éclater la poudre. Gianibelli fit accompagner ses deux navires d'une dizaine de brûlots pour écarter d'eux l'attention des Espagnols. Dans la nuit du 3 au 4 avril 1585, la flottille infernale descend l'Escaut en silence; elle oscille sous la marée, elle éclaire de ses feux les cuirasses et les mousquets des Espagnols. Les brûlots sont facilement détournés : un des navires-poudrières échoue au rivage, l'autre vient heurter la digue à l'instant où le ressort de montre allume sa poudre; il éclate, l'Escaut bondit, la digue, le fort, tout disparaît. Alexandre est renversé contre un mur, deux de ses lieutenants sont tués à ses côtés [1], plus de mille Espagnols sont écrasés, la brèche est large de deux cents pas.

[1] Le marquis de Richebourg et Robles, fils de la nourrice portugaise de Philippe II.

Mais Alexandre sort de son évanouissement, se montre, appelle des milliers de travailleurs qui dans la même nuit referment la brèche.

Cette catastrophe ébranla profondément l'énergie des Espagnols : le souvenir de cette nuit glacera leur courage dans des moments autrement décisifs. Déjà les désertions commencent. — Mes Allemands se retirent tous, écrit Alexandre à Philippe II, ils vont prendre du service en France, « où le pays est tellement plus avantageux à piller ». Mais il s'acharne sur sa ville, il dégarnit le pays tout entier, il se tient prêt contre un nouveau coup de tête des assiégés.

La digue la plus exposée était celle du Kowenstyn, qui pouvait être attaquée à la fois par les navires de la ville et par ceux de la pleine mer. Alexandre l'avait armée de trois forts, le Santa-Cruz, le Mondragon et le Saint-Jacques. Le dimanche 26 mai, à deux heures du matin, apparaît une flottille de brûlots qui descend sur le Kowenstyn : à ce moment, Alexandre inspecte un campement éloigné de quatre lieues. Les Espagnols, qui prévoient une nouvelle explosion, s'enferment dans les casemates, regardent les brûlots qui se consument, ne remarquent pas qu'en même temps, du large, arrivent deux cents vaisseaux hollandais. C'est le bâtard Justin qui débarque sur la digue l'armée des États avec Hohenlo. En un instant trois mille hommes occupent le Kowenstyn, repoussent les sorties tardives des Espagnols, les serrent dans leurs redoutes ; déjà arrive au

rendez-vous la flotte d'Anvers; elle donne la main aux Hollandais par-dessus la digue, elle apporte des matelas et des sacs à terre; on se retranche contre les forts espagnols, on sape la digue, on réunit l'Escaut à la mer. La brèche s'élargit de minute en minute : une barque zélandaise passe, Hohenlo saute à bord, entre à Anvers, est acclamé par le peuple. Sainte-Aldegonde se hâte de quitter le combat pour partager son triomphe : on arrive à l'hôtel de ville, des tonneaux de bière sont défoncés, les bourgeoises sortent de leurs lits pour se joindre aux vainqueurs, on célèbre bruyamment la délivrance sous mille flambeaux.

Mais les forts espagnols restaient intacts aux deux bords de la brèche. Un des colonels italiens, Ferrante Spinola, a été fait prisonnier et porté à Anvers pour parer la gloire de Hohenlo; l'autre colonel, Camillo Capizucca, déclare qu'il veut le venger, fût-il seul pour une nouvelle attaque; le Belge Mansfeld, qui commande un des forts, dit à son fils : « — Charles, mon fils, il faut vaincre ou crever! » — « Épaule contre épaule, et en avant! » fait l'Espagnol D. Juan de Aguilar.

Cette rivalité entre nations pousse tous les hommes contre les Hollandais avec une sorte de férocité; mais les deux flottes de leur artillerie balayent la digue : les Hollandais sont tenaces derrière leurs matelas autour des lèvres de la brèche qui grandit. Ils rejettent les assiégeants dans leurs forts.

En ce moment, dans tous les détachements qui

couronnent les redoutes espagnoles et s'échelonnent sur les dunes retentit une immense clameur. Alexandre Farnèse arrive.

Il voit sa digue coupée, la mer qui rentre dans sa ville, ses forts canonnés par les deux flottes. Il appelle de tous les replis de sa digue, de toutes les estacades, son armée entière; il la pousse sur la brèche. Sur deux cents pas de long, six de large, on se bat « comme des chiens enragés », pendant une heure et demie. Les Espagnols, repoussés quatre fois, voient à leur tête, quand ils reviennent à la charge, leur colonel don Pedro Paz qui a été tué neuf mois auparavant sous les murs de Dendermonde : ce sont ses gestes, sa cuirasse bien connue, c'est lui. Ce cas d'hallucination contagieuse montre avec quelle puissance le prestige d'Alexandre Farnèse exaltait les soldats. Ils se précipitent derrière le fantôme, l'Espagnol Torralva saute le premier dans les retranchements, il tombe mort, mais déjà Capizucca est en avant; puis la marée, qu'on avait oubliée, baisse, les Hollandais le découvrent avec stupeur, les navires qui les ont déposés sur la digne coupent leurs amarres et s'enfuient, ou penchent sur le flanc et s'échouent : — La mer les condamne ! s'écrie Alexandre. Les plus braves Hollandais prolongent une défense sans espoir. — « Et aussi on égorgea tous ceux qui restaient et d'un côté de la brèche, et de l'autre, et je suis garant que l'on vengea bien la perte des nôtres. La fête avait duré sept ou huit heures avec une

merveilleuse obstination des deux parts. » Le cercle se referme sur Anvers.

Cette nouvelle pénètre tard dans la ville : Hohenlo quitte la salle du banquet, se cache. Le peuple passe de la violence à la dépression. Le pain manque. Sainte-Aldegonde comprend qu'il va tomber une seconde fois au pouvoir des Espagnols, il perd son assurance comme à l'époque où il était prisonnier de Requesens, il renie de nouveau la cause de son pays et cherche encore le salut dans un recours à la clémence de Philippe II. Simple bourgmestre d'une ville expirante, il offre à Farnèse de capituler pour le pays entier, de rendre toute la Hollande avec la cité affamée. Farnèse le met en relation avec le président Richardot.

Richardot est un Franc-Comtois, spirituel, tolérant, aimable. Il comprend la politique de Farnèse, et voudrait désarmer les adversaires par la clémence. Il sait que les conventions seront respectées. Mais la défection de Sainte-Aldegonde n'est pas facile sous la surveillance jalouse des ministres réformés. Les premières ouvertures sont du 8 juin, après neuf mois d'investissement; Sainte-Aldegonde ne peut se dérober à ceux qui l'épient et se concerter pour un rendez-vous secret qu'au bout de huit jours : et encore il ne trouve pas le moyen de s'échapper, il manque l'entrevue projetée. « — Je n'ai trouvé faisable, écrit-il, de me mettre en chemin. » Mais s'il craint les tribuns envieux, il n'a pas moins peur de mécontenter Alexandre : il

s'excuse, il se justifie ; Richardot en est à le rassurer : « — Bref, monsieur, mettez-vous en repos, car Son Altesse n'est en rien mal satisfaite de vous : les gouvernements populaires sont pleins de mille hasards, et il me desplairoit infiniment que vous eussiez mal. »

Enfin Sainte-Aldegonde obtient la permission de se rendre au camp espagnol sous la tutelle de trois délégués du peuple : il laisse les trois délégués assister à son entrevue avec Richardot, mais il n'a garde de leur laisser savoir que le même soir il est introduit près de Farnèse. Là il se fie à son éloquence, il répète presque dans les mêmes termes les sophismes de sa première trahison : nul salut pour les rebelles que la générosité de Philippe II ; elle n'est point douteuse, car après la cruauté vient la clémence, et les excès de Tibère « rendirent sages le bon Trajan, aussi Espagnol, et puis Antonin... »

La famine était l'argument véritable. Anvers ouvrit ses portes. Alexandre fit son entrée, « et luy furent par une belle jeune pucelle présentées les clefs de la ville, l'une de fer, l'autre de fin or, laquelle il attacha à son collier joignant la Toison d'or ».

Il pouvait se parer avec orgueil de ce symbole d'une victoire due à son génie. Philippe II fut réveillé par le courrier qui annonçait l'événement : il se leva, frappa à la porte de sa fille : — Anvers est à nous ! lui cria-t-il.

II

EXPÉDITIONS DE LEICESTER.

« — Il faut se décider immédiatement ; Sainte-Aldegonde a promis de soumettre les provinces à Farnèse[1] », voilà ce qu'écrivait aux ministres d'Elizabeth l'agent anglais qui leur apprenait la prise d'Anvers. De tous les points, les protestants poussent des cris désespérés vers la reine d'Angleterre, « la fille unique de Dieu[2] ». Leur cause est plaidée par les deux hommes d'État, Walsingham et Burleigh.

Le plus dangereux des ennemis de Philippe II, ce n'était pas le prince d'Orange, c'était Burleigh. Il était né l'année où Charles-Quint devint empereur, il doit mourir la même année que Philippe II, et dans cette longue carrière, s'il s'est montré servile pour tous ses maîtres et apostat dans tous ses cultes, il a eu le mérite de comprendre que la fortune de l'Angleterre était liée au triomphe de la Réforme. Il a simulé la versatilité pour mieux défendre ses principes, de même qu'il a feint des complaisances pour toutes les manies de sa souveraine, afin de la mieux retenir dans sa politique ; il s'est montré flexible dans sa vie, afin de sau-

[1] Gilpin to Walsingham, 23 aug. 1585.
[2] Le mot est de Truchsess, l'archevêque banni de Cologne.

végarder la roideur de ses idées. Comme Philippe, il est prudent, cauteleux, lent; si on lui reproche un manque de foi, il sait répondre que son cœur n'a pas suivi sa main. Il choisit avec art l'heure de la prise d'Anvers pour inquiéter le patriotisme d'Elizabeth; il démontre que sauver les Pays-Bas, c'est écarter Philippe II de Londres.

Un corps expéditionnaire anglais débarque à Flessinghe sous le commandement de sir John Norris; puis la reine donne aux Hollandais, non sans déchirement, et seulement à la fin de l'année, son favori Leicester. Avec Leicester s'embarquent la fleur des courtisans et toutes les forces militaires de l'Angleterre [1].

Leicester fut étourdi comme Mathias et comme François de Valois par des fêtes et des banquets : il trôna au milieu d'une petite cour de princes émigrés : le prétendant Antonio de Portugal, l'électeur de Cologne Truchsess, Maurice d'Orange. Il prit si bien goût aux mœurs flamandes, qu'à la fin d'un repas, à Delft, il se mit à parler bruyamment des droits de sa maison à la couronne d'Angleterre. Puis il accepta la souveraineté des Provinces-Unies : « — Ils m'ont forcé, écrivit-il [2], de prendre l'autorité absolue, ils m'ont

[1] Sur la composition de cette armée, voir Ms. Arch. nat., K. 1564, pièces 19 et 21.

[2] Lodge, *Illustrations*, t. II, p. 324, Leicester to Shrewsbury : « They have inforced upon me the absolute government of their countreys as well in civill affairs as in warres, yelding into my hands the whole administration. »

remis dans les mains toutes les armées et tous les pouvoirs civils. » Elizabeth à cette nouvelle jura « with great oaths [1] », s'exaspéra plusieurs jours dans sa fureur. Mais le coupable fut averti à temps et n'eut plus que la pensée de fléchir par ses bassesses la redoutable divinité : « — C'est Davison, l'envoyé de Votre Majesté, dit-il, qui m'a forcé à accepter le pouvoir. » Il rentre en grâce après s'être suffisamment humilié, il a la consolation de recevoir des lettres où la reine de Beauté le nomme son « Sweet Robin » ; mais il est brouillé avec Davison qu'il a faussement accusé, avec Norris qu'il a laissé sans renfort au milieu des armées espagnoles, et surtout avec les Hollandais qui lui reprochent d'avoir fait mettre en prison « quelques-uns du conseil des Estats qui lui avoient été donnés pour conseillers [2] ».

Pendant ce temps, Alexandre prenait Grave et toutes les villes de la vallée de la Meuse. Il donna ensuite du repos à ses « petits soldats », en les menant dans l'électorat de Cologne piller quelques villes, afin de les récompenser de leur bonne tenue dans le Brabant; « — La vie, dit-il [3], ne se peut pourtant pas soutenir sans nourriture. » Il les ramène brusquement aux bouches de l'Yssel pour secourir Zutphen que Leicester s'est décidé à assiéger.

[1] Dudley to Leicester, 11 febr. 1586. Voir Froude et Motley.

[2] Palma Cayet.

[3] Farnèse à Philippe II, 28 février 1586 : « No se puede pasar la vida sin comer. »

Un brouillard épais enveloppe la ville et l'armée anglaise, le 2 octobre 1586, à cinq heures du soir. Farnèse arrive inaperçu, fait couvrir le convoi de ravitaillement par sa cavalerie albanaise, que commande l'Épirote George Crescia. En entendant les roues des chariots, un des chefs anglais, Philip Sidney, devine qu'un convoi s'introduit dans la place ; il se porte bravement au bruit, se trouve entre l'armée de Farnèse et les troupes de sortie que dirige Verdugo, le défenseur de Zutphen : il est tué avec cinq cents Anglais.

Philip Sidney était le neveu de Leicéster et le gendre de Walsingham [1]. On est forcé de croire qu'il était doué de talents extraordinaires, tant il exerça de séduction sur ses contemporains : des Polonais le demandèrent pour roi ; mais Elizabeth refusa de l'autoriser à se présenter devant la diète. Ses exploits se bornent à la conquête du château de la Parfaite Beauté, dans un tournois, et à cette mort obscure dans les redans de Zutphen ; il a laissé des sonnets qu'on vante plus qu'on ne les lit. Curieuse destinée d'un homme supérieur qui disparaît entre de petits vers et une escarmouche.

Leicester lève le siége de Zutphen et se rembarque pour Londres [2]. Farnèse alors se retourne contre une invasion de mercenaires allemands qui viennent de recevoir cent mille florins d'Elizabeth ; il donne des

[1] Et filleul de Philippe II.
[2] Le 24 novembre 1586.

chaînes d'or aux chefs, il intimide assez les soldats pour les décider tous à s'enfuir sans combat. Aussitôt il vient assiéger l'Écluse [1] : c'est le port qui, avec Dunkerque et Anvers, doit renfermer les armements contre l'Angleterre. Leicester s'arrache précipitamment aux consolations que lui prodiguait sa souveraine, rassemble toutes les forces anglaises et vient attaquer les lignes espagnoles devant l'Écluse; il est battu, il se réfugie à Ostende. L'Écluse capitule [2].

Leicester passe le reste de l'année 1587 à préparer une surprise de Leyde ; mais ceux qui avaient noué des intelligences avec lui sont « exécutés par justice » ; il se querelle avec les députés des États; il quitte enfin la Hollande, honni de toutes les nations et laissant les chefs des divers détachements « à la veille de jouer des cousteaux les uns contre les autres [3] ».

Alexandre Farnèse venait d'hériter du duché de Parme, par la mort de son père : Philippe II lui témoigna une confiance assez exceptionnelle pour retirer la garnison espagnole de la ville de Plaisance qu'elle avait gardée durant le règne entier d'Octave Farnèse. Alexandre, prince souverain en Italie, maître absolu dans les Pays-Bas, venait de se faire reconnaître comme le premier homme de guerre de son temps.

[1] L'Écluse ou Sluys, séparée de Cadsand par la rivière Hetzwyn, paraît avoir été un port important à cette époque : les changements du littoral ont modifié la situation.

[2] Le 5 août 1587.

[3] Palma Cayet. Le 14 novembre 1587.

Le moment où un homme vient d'accomplir le plus signalé de ses exploits est celui où commencent ses fautes. Après les prodiges du siége d'Anvers et après les humiliations infligées à Leicester, Alexandre sembla craindre de tenter à nouveau la fortune. On peut croire aussi que les charmes de la Belle Franceline ne furent pas étrangers à cette apathie.

Françoise de Renty, dite la Belle Franceline, avait épousé en 1586 Jean de Gavre, baron d'Inchy [1]; son mari, le père de son mari [2], tous ses parents obtinrent des places lucratives, des marchés de vivres, des biens confisqués [3]. Mais il faut reconnaître aussi que deux soucis absorbaient Alexandre : les négociations avec Elizabeth pour simuler une amitié qui lui fermât les yeux sur les préparatifs d'invasion, et le tracé des routes et canaux qui permettaient de concentrer rapidement l'armée espagnole vers les ports de l'Écluse, d'Anvers et de Dunkerque, pour l'embarquer sur une flotte. En effet, Philippe II se décidait en ce moment à exécuter ce qu'il méditait depuis près de trente ans, la conquête de l'Angleterre.

[1] Neveu d'Inchy, qui a été expulsé de Cambrai par François de Valois.

[2] Le comte de Beaurieu, qui a livré Bréda à Alexandre en 1581.

[3] Les *Mémoires de Champagney*, p. 259, 293 et 294, font allusion à l'influence de cette femme sur Alexandre.

CHAPITRE IX

L'INVINCIBLE ARMADA.

1586-1588.

Projet d'invasion en Angleterre. — Le marquis de Santa Cruz. — Le duc de Medina-Sidonia. — Préparatifs en Angleterre. — La bataille de dix jours. — Los vientos y la mar. — Le deuil en Espagne.

I

PROJET D'INVASION EN ANGLETERRE.

Philippe II, le roi prudent, ne se fiait du soin de venger ses affronts ni au duc de Guise, ni même à Alexandre Farnèse. Il faisait, à la vérité, peu de cas de la marine anglaise : elle ne pouvait, croyait-il[1], armer plus de quarante navires; les matelots étaient tenus comme peu vaillants sur la fausse opinion qu'ils avaient fui les premiers dans le combat de San Miguel, livré par la flotte de Santa Cruz à celle de Strozzi[2]. On a vu que l'escadre anglaise, au contraire, n'avait pas encore rallié les Açores le jour de la bataille : mais la pensée qu'on l'avait mise en déroute inspirait une pré-

[1] Cabrera, t. I, p. 225.

[2] *Ibid.* : « No eran tan bravos que no huyeron los primeros en la batalla que venció el marques de Santa Cruz. »

somption que ne rabattaient en rien les exploits de Hawkeins et de Drake; comment ces corsaires qui dévalisaient les villes sans défense, ou des bâtiments de commerce armés à la hâte, pourraient-ils lutter contre la première marine du monde? Les vainqueurs de Lépante ne daignaient pas les poursuivre sur toutes les mers, mieux valait les écraser dans leur nid. Mais là, Philippe se sentait moins d'assurance. Il avait habité l'Angleterre assez longtemps pour apprécier l'esprit patriotique et pressentir la résistance obstinée de la nation. Il comprit la nécessité d'armer avec patience contre Elizabeth les forces entières de l'Europe catholique : il dévora les affronts, laissa piller ses colonies, enlever ses caraques, chasser son ambassadeur, appuyer ses rebelles de Hollande; il subit les outrages avec longanimité. — Le pape Sixte-Quint, lui écrivait Olivarez, son ambassadeur à Rome [1], refuse de croire que vous ne préparez pas la guerre, car on regarde ici la vengeance comme le premier devoir.

— Sans un port de Hollande, rien à faire, disait Philippe II [2]; et il se contentait de semer le trouble chez les Anglais, en encourageant les rêves du duc de Guise et les conspirations de Mendoza; il accumulait silencieusement d'immenses armements dans ses ports, il attendait l'heure propice.

[1] 9 septembre 1586 : « No creerlo en ninguna manera, por la veneracion en que acà es venida la venganza. »

[2] A Alexandre Farnèse, 29 décembre 1585 : « Porque sin puerto no se puede hacer nada. »

Alexandre Farnèse croyait, comme Philippe II, qu'il suffisait de sortir d'un port de la Manche pour débarquer infailliblement en Angleterre. « — Jamais la reine, disait-il [1], n'a pu armer plus de quarante navires, et quand elle en trouverait deux cents, ce sont des barques plus propres à la piraterie qu'à une bataille royale ; et l'on ne peut davantage attribuer aux marins une valeur remarquable, car lorsque fut présenté le combat au marquis de Santa Cruz, sous l'île de San Miguel, les premiers qui prirent la fuite furent les navires anglais. » Si donc la reine accepte la lutte sur mer, « la victoire n'est pas douteuse » ; si elle veut se défendre à la fois sur mer et sur terre, c'est la solution la plus dangereuse pour elle, « car elle sera obligée de diviser ses forces » ; si elle nous attend sur la terre ferme, la flotte partie d'Espagne n'a qu'à détruire les navires anglais, je franchis le détroit sur mes bateaux plats, je débarque à Margate, et tout ce que je demande ensuite, c'est qu'on ait des navires qui m'apportent de

[1] Son rapport est cité par HERRERA, t. III, p. 65 : « Los primeros que huyeron fueron los navios ingleses. » Je crois que Cabrera a simplement ici copié Herrera. La seconde partie de l'histoire de Cabrera n'est plus qu'une compilation. On voit Cabrera introduire parfois dans son récit des phrases enlevées à de vieux auteurs, qui n'ont aucun rapport avec le sujet : ainsi Cabrera parlant, t. III, p. 15, des hommes que le marquis recruta sur les quais de Séville pour la seconde expédition aux Açores, les qualifie ainsi : « Viciosos, corilleros, pendencieros, tahures, que hacen de las mujeres mundanas ganancia particular y se mueven por el humo de la viandas », en copiant cette phrase dans un manuscrit de MENDOZA sur la *Guerra de Granada*, où elle s'appliquait aux volontaires de Séville dans la guerre contre les Maures. Voir t. II, p. 136, note 1.

Flandre et d'Espagne les approvisionnements et les renforts, sans s'occuper davantage des ennemis.

Voilà le plan de Farnèse. Mais le détail sur lequel il insiste le plus est celui que semble n'avoir pas compris Philippe : Farnèse répète cependant plusieurs fois que « le premier acte est de débarrasser la mer, parce que c'est le moyen d'assurer une victoire à l'armée de terre ». Ici commence le malentendu : Farnèse n'a pas la prétention d'affronter les navires même méprisés de Drake et de Hawkins, avec ses bateaux plats des canaux intérieurs de la Hollande. Qu'on déblaye la Manche, et il passera. Mais il ne se charge pas d'assurer la liberté de la mer. Une flotte préparée en Espagne doit tout d'abord procurer la sécurité sur la Manche : ses transports débarqueront ensuite l'armée, les canons, les approvisionnements sur la côte anglaise. C'est bien l'idée de Napoléon au camp de Boulogne : il a des bâtiments pour embarquer la Grande Armée, mais la marine de guerre doit auparavant assurer le passage. Philippe II comprend que Farnèse pourrait avec ses seules ressources opérer une descente en Angleterre; il est trompé par le mépris que l'on montre pour la puissance navale d'Elizabeth; il croit que sa flotte d'Espagne sera un renfort, tandis que, dans la pensée de Farnèse, elle doit être le premier corps d'attaque, celui qui ouvrira le chemin.

Cette erreur s'explique. Le dessein de Farnèse dut être brouillé dans l'esprit du roi par la masse de dis-

cussions, rapports, contre-projets dont il fut encombré. Philippe ne se contente pas des conseils de la junte de nuit, il interroge D. Juan de Çuniga qui veut marier l'archiduc Albert, un cardinal, avec la reine Elizabeth [1]; il se fait remettre des notes par D. Hernando de Toledo, le bâtard du duc d'Albe [2], homme « quelque peu sujet à la colère, grave, juste [3] », qui a remplacé Requesens comme grand commandeur de Castille, mais qui a lui-même ses plans, et qui recommande la méfiance contre Farnèse : Farnèse est un prince souverain, peut-être il veut se faire roi d'Angleterre. Du Saint-Père il faut se défier également, « obtenir de lui une promesse de secours, sans lui faire connaître l'époque de l'entreprise, parce qu'il promettra peut-être une plus grosse somme en croyant que le moment ne viendra jamais de la payer [4] ». Sixte-Quint n'est cependant pas un allié à dédaigner. On sait qu'il ne cesse d'amasser des pièces d'or dans le château Saint-Ange [5]. S'il compte sur ce trésor pour affranchir l'Italie, une sage politique exige que l'on confisque cette force au profit de l'expédition contre les protestants anglais. Mais le Pape ne donnera pas ses écus si on ne lui communique les projets, et à peine les connaît-il, « que la

[1] Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, p. 79.
Herrera, t. III, p. 61.
[3] Cabrera, t. III, p. 247.
[4] « Al Papa sacar promesa de ayuda sin declararle el tiempo, por respeto del secreto, y porque quiza asi prometera mas pensando que no ha de haber efecto. »
[5] Herrera, t. III, p. 164.

passion qu'il témoignait de favoriser des actes énergiques s'est subitement glacée dans la douleur de son argent [1] ». Donner le million qu'on lui demande, ce serait « une monstruosité dans la nature [2] ». En vain on renouvelle les instances [3]. Sa mauvaise humeur accroît le trouble dans l'esprit de Philippe : « Sa Sainteté témoigna la plus grande colère pendant son repas. Elle rudoya ceux qui servaient à table et poussa les plats avec violence [4]. »

Et ainsi les incertitudes, les inquiétudes, les soupçons détournent l'attention du roi, font oublier les conditions posées par Farnèse [5] et bannissent si vivement les habitudes de temporisation, que tout à coup, en apprenant la prise de l'Écluse, Philippe écrit avec une sorte de fièvre à Farnèse [6] : « — Quelles que soient les aventures que puisse courir une grosse flotte au cœur de l'hiver, surtout dans la Manche, l'heure est venue, elle sera propice, si Dieu daigne favoriser sa cause... Plus de retard [7]; voyez donc, si nous n'agissons pas,

1 « El gusto que nostraba se le ha resfriado, con el dolor del dinero. » Olivarez à Philippe II, Rome, 24 janvier.

2 Lettre d'Olivarez du 2 mars : « Un mostruo de natura. »

3 Ms. Bibl. nat. fonds espagnol 185, f° 170.

4 Lettre d'Olivarez du 30 juin : « Colericisimo en la mensa, tratando mal de palabras a los que le sirvian, y menando con gran furia los platos. »

5 Les notes de Farnèse sont encore données par extrait chez MOTLEY, *the United Netherland*, et par HOSACK, *Mary queen of Scots*, t. II, p. 331.

6 Lettre du 4 septembre 1587.

7 *Ibid.*

que sommes-nous?... L'occasion est venue [1], tâchez de ne point la perdre, n'attendez point la flotte d'Espagne. »

On ne doit point attacher une importance exagérée à ce premier malentendu. Bien qu'il parût croire inutile la flotte d'Espagne, bien qu'au mois de décembre il s'imaginât que Farnèse devait être en marche sur Londres [2], Philippe II ne cessa pas un instant d'accumuler les préparatifs. Mais ce soin même de pourvoir à toutes les chances oblige à rechercher les moindres fautes dans une entreprise si admirablement combinée. L'idée acceptée à l'origine comme incontestable que l'on devait posséder avant toute tentative un port en Hollande a dû contribuer à tromper Philippe sur le rôle de Farnèse. Au lieu de faire partir d'Espagne la flotte au printemps de 1587, on attendit la prise de l'Écluse, on perdit l'année. Si au lieu de passer l'été dans les dunes et les marais de l'Écluse, l'armée de Farnèse s'était concentrée ou à Dunkerque ou à Anvers, elle aurait pu s'embarquer le jour où, ce même été, elle aurait appris que la flotte d'Espagne occupait la Manche. C'était l'idée simple. Mais Philippe préférait les combinaisons compliquées : il crut savant de cacher ses projets et d'acheter le mystère avec la perte d'une année; il s'imagina qu'Elizabeth soupçonnerait la menace si les soldats de Farnèse se groupaient autour

[1] Lettre du 14 novembre 1587.
[2] Lettre du 11 décembre 1587.

de bateaux plats à Dunkerque ou à Anvers, et qu'au contraire elle supposerait naïvement qu'à l'Écluse on avait l'intention unique d'achever la conquête de la Hollande. Pour la tromper plus sûrement, Philippe s'ingénia même à l'enlacer dans un réseau de fraudes diplomatiques : des Génois circulèrent entre Londres et Bruxelles [1], ils parlèrent de mariages pour Elizabeth, d'alliance indissoluble. Farnèse, qui connaissait l'avarice de la reine, savait lui faire conseiller par ses Génois de ne pas se ruiner en armements inutiles, et il faisait entourer de fêtes ceux qu'elle lui envoyait, « à telles enseignes, écrit l'un d'eux [2], qu'étant à table chez le seigneur de Champagney, j'ai voulu faire raison de tout cœur d'un grand brindisi qu'il porta à la santé de la reine, et j'ai eu un brave mal de tête le lendemain matin ».

II

LE MARQUIS DE SANTA CRUZ.

Le seul homme qui semble avoir compris Farnèse, c'est Santa Cruz.

D. Alvarez de Basan, marquis de Santa Cruz, était

[1] Grafigna et Pallavicini étaient Génois; l'autre agent, André de Loo, devait être Flamand, mais il écrivait en italien.

[2] De Loo à Cecil, *Rec. Of.*, 26 septembre 1587 : « A tal segno che tenendoci il Sr de Champagney a cena, con farli ragione di buon cuore

capitaine général des flottes d'Espagne sur l'Océan : ses exploits contre les Maures de la côte d'Afrique, l'inspiration qui lui avait fait amener la réserve à l'instant décisif de la bataille de Lépante, et surtout sa victoire contre Strozzi, le faisaient regarder comme le premier homme de mer de l'époque. Hautain et cruel, il savait faire égorger de sang-froid les prisonniers et amener les captives, comme un Algérien, sur le marché : « J'emporte quarante-quatre belles esclaves, écrivait-il en revenant des Açores [1], et je vais les faire mettre en vente. » Il avait l'âme des barbares conquérants de l'Amérique, âme d'un autre siècle, pleine de mépris pour les courtisans, égarée au milieu des esprits mesquins dont s'entourait le roi. Sa gloire, qui avait enivré un moment le patriotisme, n'avivait plus que l'envie : devant ce rude marin, les secrétaires des conseils, les rédacteurs de protocoles, les scribes et les commis sentaient leur néant, semaient les soupçons, soulevaient les difficultés. Dans la cabale figuraient avec les secrétaires Andres de Prada et Andres de Alva, avec Rodrigo Vasquez de Arce, D. Pedro de Velasco, capitaine des gardes [2], D. Alonso de Leiva et le comte de Fuentes [3]; ils croyaient plaire au maître en rapetissant

d'un gran brindisi che fece alla sanità di sua Sacra Maesta, mi dolse la mattina seguente bravamente la testa. »

[1] *Doc. ined.*, t. LI, p. 315.

[2] HERRERA, t. III, p. 93.

[3] CABRERA, t. III, p. 261.

l'homme qui survivait seul à l'effondrement des caractères. Ils modifiaient ses instructions, ils l'entouraient de fripons qui fraudaient sur la quantité de poudre mise à bord, qui livraient des approvisionnements avariés [1].

Cependant l'Italie entière est mise à contribution : le comte de Miranda, vice-roi de Naples, le comte d'Albe, vice-roi de Sicile, le duc de Terranova, gouverneur de Milan, dirigent vers les ports d'Espagne toute leur infanterie, leurs munitions, les navires, les armes, le biscuit [2].

Les Espagnols sont les créateurs de la grande marine à voiles : leurs termes nautiques ont été imposés à nos matelots : amener, larguer, carguer, arrimer, appareiller, prendre des riz, gabiers, gaillards d'arrière, sont des mots espagnols. La confiance dans le génie de l'amiral, l'honneur de rétablir la foi catholique chez les hérétiques, l'enivrement d'une entreprise grandiose auraient soulevé l'enthousiasme national si Philippe II n'avait pas déjà brisé tous les ressorts : la glorieuse marine des conquérants du nouveau monde va subir un outrage qui peut faire apprécier à quelle profondeur on était déjà précipité dans cette subite décadence.

A six heures du soir, le 29 avril 1587, devant la

[1] HERRERA, t. III, p. 164. Les scandales furent tels qu'on fit diriger une enquête par D. Diego de Armenteros du conseil des Indes, pour que « los culpados no quedassen sin castigo ».

[2] *Ibid.*, t. III, p. 69.

rade de Cadiz encombrée de galères, de vaisseaux à voiles, de canons et de soldats, apparaissent vingt-huit bateaux sans pavillon. Le téméraire qui vient ainsi braver Philippe II au plus fort de ses armements, c'est Francis Drake. Il entre à pleines voiles, il s'embosse au Puntal : les femmes s'enfuient du théâtre où l'on représentait une comédie, se précipitent vers la citadelle, s'écrasent pour y pénétrer ; quinze d'entre elles sont étouffées sous la voûte [1]. Sous le canon des galères et des forts, les Anglais brûlent ou coulent trente navires, défoncent les tonneaux de vin amassés sur les quais, incendient les meules de fourrages, les blés, les biscuits, les fruits secs. « L'artillerie des Espagnols, disent-ils [2], nous incommodait quelque peu, mais ce n'en était pas moins un plaisant spectacle pour nous. » En deux nuits, Drake détruit plus de dix mille tonnes de marchandises, ravitaille sa flotte, enlève des prisonniers, et disparaît.

Il se montre insolemment près de Lisbonne, brûle cent navires dans le Tage, puis s'évanouit de nouveau. Il se débarrasse de ses prisonniers de Cadiz en les livrant aux Marocains [3], puis il cingle vers les Açores, et, « chose stupéfiante, il prend le galion *San Felipe* qui venait des Indes, riche à plein chargement,

[1] Cabrera, t. III, p. 247. Herrera, t. III, p. 67.

[2] Hakluyt, t. II, seconde partie, p. 21 : « Was a pleasant sight for us to beholde. »

[3] Motley, t. II, p. 283. Probablement il les a échangés contre des captifs anglais.

et il l'emmène en Angleterre [1] ». La vente des marchandises du *San Felipe* produit cinquante mille livres sterling pour la reine, six mille pour Drake [2], et « je croys, écrit l'ambassadeur français [3], que le navire vaut trois ou quatre cent mille escus plus qu'ils ne disent et peut estre encore davantaige, car les choses secrettes comme la pierrerie qui n'est point registrée de peur de payer les droits, se montent toujours beaucoup ».

Pour se mettre à la poursuite de l'Anglais, il faut une permission du roi : la demander, attendre qu'elle soit discutée, rédigée, corrigée, expédiée, c'est perdre deux mois et demi. Le 16 juillet seulement, quinze jours après la rentrée de Drake à Londres, Santa Cruz peut mettre à la voile pour le chercher. Sa flotte parcourt les mers, est battue des tempêtes, rentre enfin à Lisbonne. Elle prend à bord les troupes qu'elle doit mener en Angleterre, attend des ordres, épuise les vivres. Les soldats s'ennuient, se querellent avec les matelots, sont atteints du scorbut. Bientôt il faut que « l'infanterie soit désembarquée pour la rafraischir u peu [4] » ; mais déjà « les compaignies s'estoient fort ruy-

[1] CABRERA.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1565, pièce 121. Bernardino de Mendoza au roi, 28 novembre 1587 : « La venta del navio de espeçeria de la India que tomo Drake se avia concluydo en 50 M. libras esterlinas para la Reyna, y 6 M. para el almirante... » Voir aussi un compte rendu en latin, *ibid.*, K. 1564, pièce 135.

[3] Longlée à Villeroy, 28 juillet 1587, Ms. Bibl. nat. français 16110, f° 81.

[4] Longlée à Henri III, Ms. Bibl. nat. français 16110, f° 87, du 25 décembre 1587.

nées[1] ». Philippe commence à s'égarer à travers les rouages dont il a imaginé le mouvement trop compliqué, il perd patience; pourquoi Farnèse n'est-il pas déjà en Angleterre?

— Je n'ai pas d'argent pour payer mes troupes, répond Farnèse; le peu qui m'arrive d'Espagne supporte des courtages de seize pour cent, mes *pleytas* ou transports sont bloqués à l'Écluse et au Sas de Gand par cent quarante vaisseaux de Zélande, mes soldats succombent sous les maladies au milieu des dunes; il a toujours été convenu que j'attendrais le marquis de Santa Cruz; si vous me donnez l'ordre aujourd'hui[2] de franchir sans lui le détroit, ni le soin de mon honneur, ni le devoir de ménager mon armée ne m'empêcheront d'obéir; mais j'attends un ordre formel; je crois que la flotte du marquis est nécessaire, qu'elle doit venir tout entière.

En effet, qu'attend Santa Cruz? Ses ennemis le demandent; il sait que Velasco, le capitaine des gardes, vient d'être admis au conseil de la guerre[3] pour rappeler son impuissance en face de Drake, la mortalité sur ses navires, son inaction. Il est miné par le travail, les soucis, les accusations injustes; son sang s'échauffe, la fièvre l'achève[4]. Il meurt à

[1] Longlée à Henri III, Ms. Bibl. nat. français 16 110, f° 89, du 10 janvier 1588.

[2] Lettre du 31 janvier 1588.

[3] HERRERA, t. III, p. 93.

[4] *Ibid.* : « Le davan moyno, y podrido de tanta pena... » Je lis

Lisbonne[1] « d'une fiebvre continue, de quoy l'armée de mer et les desseins dudict Roy ne peuvent qu'ils ne reçoivent préjudice et un peu de retardement, ne se trouvant par deça guères de gens pour la charge qu'il avoit, outre qu'il estoit accrédité parmi les gens de guerre et de mer, pour son heur, longue expérience et valeur ».

III

LE DUC DE MEDINA-SIDONIA.

Philippe, à l'heure d'une si formidable crise, laissa écouler plus de cinq semaines avant de choisir l'amiral qui devait remplacer Santa Cruz. Il désigna enfin le duc de Medina-Sidonia[2].

Le nouveau capitaine général de la mer Océane, D. Alonso Perez de Guzman, dit le Bon, septième duc de Medina-Sidonia, avait trente-huit ans[3]. Il avait été gouverneur général du Milanais, puis de l'Andalousie. C'était un homme exact, dressé aux rigueurs de l'éti-

moyno pour *mohino*, qui signifie le joueur qui tient seul le jeu contre tout le monde. Voir aussi CABRERA, t. III, p. 261 : « Apretado con el trabajo y cargos injustos. »

[1] Longlée à Henri III, Ms. Bibl. nat. français 16110, f° 93, du 13 février 1588.

[2] *Doc. inéd.*, t. XXVIII, p. 378. La nomination est du 21 mars 1588; la mort de Santa Cruz, du 9 février précédent.

[3] Né en 1550, épouse en 1574 Ana de Silva y Mendoza, fille du prince d'Éboli, meurt en 1615.

quette, rendu timide par la disgrâce de sa belle-mère, la princesse d'Éboli[1]. Il était assez bon administrateur pour avoir gagné autrefois la bienveillance du cardinal Granvelle[2]. Les instructions dont il fut pourvu, en recevant le commandement des flottes[3], étaient strictes, dictaient sa conduite pour tous les cas prévus, ne lui permettaient aucune initiative. Elles lui recommandaient de partager équitablement les prises[4], et ajoutaient[5] : « — Spécialement, vous aurez grand soin d'infliger une punition grave et exemplaire à tous ceux qui s'écarteront de ce que commande notre sainte mère l'Église, et d'empêcher qu'en aucun cas les matelots ou soldats jurent ou blasphèment, ce qui est une si grossière offense à Dieu Notre-Seigneur; on adresse les mêmes instructions à tous les capitaines, mais vous devrez les leur répéter, tant la chose est importante pour le service de Dieu Notre-Seigneur. »

Vers la même époque[6], « quatre ou cinq pinnaces ou frégates qu'on avait envoyées de Londres pour espier sur la coste de Portugal et Espagne sont revenues en

[1] M. Froude se trompe quand il attribue le choix du duc à l'influence de la princesse; elle était en prison depuis plusieurs années.

[2] *Doc. ined.*, t. XXVIII. Le cardinal de Granvelle au duc, 4 octobre 1580. Au moment du départ pour Milan, il l'autorise à emmener la duchesse : « La tierra es tal aunque fria en el invierno que tengo esperanza que a ambos parescera muy linda y de mucho gusto. »

[3] *Ibid.*, t. XXIV, p. 554.

[4] *Ibid.*, t. XXVIII, p. 388.

[5] *Ibid.*, p. 384 : « O incurriere en el pecado nefando... y que en ninguna manera reniegen ni blasfemen. »

[6] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 62 du 28 mars 1588.

Angleterre et disent pour certain que l'armée est une des plus grandes que le roy ou son père Charles cinquiesme firent oncques, et qu'elle est jà quasi preste à partir ».

La flotte de Philippe II comprenait au commencement du printemps cent vingt-neuf navires de guerre, divisés en dix escadres; celles de :

Portugal, amiral le duc de Medina-Sidonia, 10 galions, 2 corvettes (*zabras*), 1,300 marins, 3,300 soldats, 300 canons;

Castille, amiral don Diego Flores de Valdes, 14 galions, 2 pataches, 1,700 marins, 2,400 soldats, 380 canons;

Andalousie, amiral don Pedro de Valdes, 10 galions, 800 marins, 2,400 soldats, 280 canons;

Biscaye, amiral don Juan Martinez de Recalde, 10 galions, 4 pataches, 700 marins, 2,000 soldats, 350 canons;

Guipuzcoa, amiral don Miguel de Oquendo, 10 galions, 2 pataches, 2 pinnaces, 700 marins, 2,000 soldats, 310 canons;

Italie, amiral don Martin de Bertendona, 10 vaisseaux, 800 marins, 2,000 soldats, 310 canons;

L'escadre de 23 hourques de don Juan Gomez de Medina, 700 marins, 3,200 soldats, 400 canons;

L'escadre de 22 pataches, caravelles et corvettes de don Antonio Hurtado de Mendoza, 570 marins, 480 soldats, 193 canons;

L'escadre de 4 galéasses de don Hugo de Moncade, 1,660 marins, 870 soldats, 200 canons;

L'escadre de 4 galères de don Diego de Medrado, 1,200 marins, 20 canons [1].

Plus de moitié de ces navires étaient comparables pour leurs dimensions à nos grandes frégates à voiles [2]. Les coques étaient revêtues de cuirasses en bois au-dessus de la ligne de flottaison. Les deux mille six cents quarante pièces de canon devaient être approvisionnées de cent vingt-quatre mille gargousses : mais on peut croire que la friponnerie s'était exercée sur la quantité des munitions, comme sur les vivres. Les troupes de débarquement étaient placées sous les ordres de don Diego de Bobadilla, et comprenaient : les régiments de Sicile, colonel don Diego Pimentel; de Naples, colonel don Alonso de Luzon; des Indes, colonel don Nicolas de la Isla; d'entre Duero et Minho, colonel don Francisco de Toledo; d'Andalousie, colonel don Agostin Mexia; de Portugal, commandé par don Gaspar de Sousa; et les compagnies franches de Castille-Vieille.

[1] Voir Herrera, t. III, et Hakluyt, *the Principal Navigations...*, London 1599, t. I, p. 591. On remarque que chacune des quatre galéasses de Hugo de Moncade porte 415 rameurs, 220 soldats et 50 canons : ce n'est pas ici le lieu de soulever le problème de la *trière*, mais on peut observer que ces galéasses, si elles manœuvraient lourdement, tenaient fort bien la mer, car l'une d'elles, la *Cuñiga*, arriva au Havre après soixante jours de navigation dans l'Océan, à la rame, sur lesquels il y avait cinquante jours de combats ou de tempêtes.

[2] Jurien de la Gravière, *les Marins du quinzième et du seizième siècle*, t. I, p. 132.

Ces régiments étaient considérés par Farnèse comme « le nerf principal » de l'expédition [1].

Farnèse, qui avait reçu l'ordre de se tenir prêt à faire sa jonction dès le mois de janvier, voyait dépérir son armée dans l'inaction. Il était bloqué par les Hollandais, mais il avait fait creuser des canaux « pour faire passer au travers du pays une sorte de navire à fond plat, qu'on nomme *pleytes* ou *belandres*, pour se joindre à la grande armée navale [2] ». Cette flottille de *pleytas* était commandée par le marquis de Renty, les sept mille Espagnols de Farnèse par don Diego de Çuñiga, don Cristobal de Mondragon, don Juan del Aguilar et don Francisco de Bobadilla; ils constituaient la véritable force de Farnèse, avec les vingt-deux compagnies de cavalerie du marquis de Pescara; mais il avait encore vingt mille Allemands et en plus les Francs-Comtois du marquis de Varambon, les Irlandais de Stanley, et les fameux Italiens de Spinola et de Capizucca, qui s'étaient si bien montrés au siége d'Anvers [3].

Impossible de s'ébranler en Flandre, tant que le duc de Medina-Sidonia ne sera pas « seigneur de la mer [4] » ; quand viendra-t-il? Farnèse envoie à Lisbonne le capitaine Morosino pour presser le départ.

Enfin, le 30 mai 1588, la grande flotte quitte Lis-

[1] Lettre du 20 mars 1588 : « El niervo principal. »
[2] LE PETIT, t. II, p. 550.
[3] D. Carlos COLOMA, *la Guerra de los Estados Bajos.*
[4] *Ibid.*, p. 7.

bonne; elle prend le large [1]. Cette nouvelle n'est pas accueillie sans émotion à l'Escurial : les religieux reçoivent l'ordre de se donner les uns aux autres « les coups de discipline, le 4 juin depuis matines, dans le chœur, pour l'heureux succès de la flotte », puis de se tenir deux par deux en prière, le jour et la nuit, devant le Saint Sacrement; après trois semaines consacrées à ces pieuses cérémonies, le 26 juin, à sept heures du soir, on fait une procession de flagellants où l'on voit cent vingt personnes qui s'entre-déchirent à coups de discipline; « le roi, le prince Philippe et l'infante Isabelle contemplent d'une fenêtre cette cérémonie [2]. » Le lendemain, on apprend que la flotte est encore dans les ports espagnols : elle est tombée au milieu d'une tempête en sortant de Lisbonne; sans oser continuer sur l'Angleterre, au risque de perdre quelques navires, le duc de Medina-Sidonia donné le signal de chercher abri au Ferrol. Chaque navire obéit comme il peut, vient un à un à la Corogne à Vigo, au Ferrol. Voilà les escadres désorganisées, les troupes mises à terre, les équipages espagnols, portugais, italiens qui s'attaquent. Le temps s'écoule. Alexandre Farnèse est instruit de ce désordre : il sait que la flotte aurait pu aisément poursuivre sa route malgré le mauvais temps, car une division de l'escadre des hourques n'a pas compris les signaux de l'amiral,

[1] *Doc. ined.*, t. VII, p. 429.
[2] *Ibid.* « A las siete horas de la tarde vino una solemne procesion... »

et a été droit sur les îles Sorlingues, selon les ordres primitifs : elle est rentrée sans avarie grave à la Corogne. Si donc on n'est point parti, c'est qu'on n'a pas voulu ; Farnèse le croit ; il n'y aura par conséquent point d'expédition cette année. D'ailleurs, avec la lenteur connue, on laissera écouler l'été avant de rallier et ravitailler les navires épars : n'est-on pas en droit de le supposer quand on s'est vu, comme Farnèse, promettre depuis deux ans cette flotte toujours invisible? Il perd patience ; il renonce à l'expédition.

Cependant, au bout d'un mois, la flotte s'est réunie au Ferrol ; elle part de nouveau le 22 juillet. Dans quelques jours, les deux tiers des hommes qu'elle emporte auront disparu.

IV

PRÉPARATIFS EN ANGLETERRE.

Les régiments anglais étaient en Hollande, Elizabeth n'avait ni armée, ni flotte, ni allié. Son favori Leicester venait de perdre tout son prestige, après ses maladresses et ses malversations sur le continent : elle l'avait vu prosterné devant ses pieds, avec des sanglots si piteux, qu'elle l'avait aussitôt dispensé de rendre compte des fonds détournés. Elle le choisit comme le chef des forces de terre, mais ces forces ne comprenaient que ses gardes et les garnisons des frontières

d'Écosse. Sa marine royale se composait d'une dizaine de vaisseaux mal armés. Elle voyait l'Irlande prête à se soulever, l'Écosse partagée entre un roi dont elle venait de tuer la mère, et une cohue de puritains qui la regardaient comme une nouvelle Jézabel avec ses évêques et sa liturgie; elle invoqua le secours du sultan : — L'Espagnol et l'Imposteur de Rome, lui écrivit-elle [1], doivent être châtiés comme des idolâtres avec la protection du Dieu que nous adorons tous deux.

Mais surtout elle s'acharna jusqu'à la dernière heure dans des espérances de paix : au milieu de juillet, elle envoyait encore ses Génois à Farnèse; elle ne pouvait se résigner à vider ses coffres, qu'elle avait remplis avec tant de complaisance; elle éclatait en accès de fureur quand on lui proposait des achats d'armes ou de vivres. — Ce ne sera pourtant pas son argent, ce ne sera pas son monceau de bijoux qui nous défendra ! s'écriaient avec dépit les hommes de mer. Elle refusa de faire réparer son navire *Elizabeth Jonas*. « — Qu'on le brûle donc ! » dit le lord amiral [2]. Quand enfin elle cède les vaisseaux, et laisse appeler les équipages, elle a bien soin d'exiger des économies sur la nourriture des hommes : elle substitue au bœuf et à la bière qu'on distribuait aux matelots, du poisson et de l'huile,

[1] Julian Klaczko, *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1878, d'après des documents allemands.
[2] « Either she is fit now to serve or fit for the fire. »

comme sur les galères d'Espagne. Jamais elle ne consent à laisser acheter de la poudre. La seule mesure défensive qu'elle n'entrave pas, c'est l'emprisonnement des catholiques : on est sûr de plaire en dénonçant un papiste : « — J'ai arrêté lady Constance Foljamb, ma grand'mère, écrit un courtisan [1], et je la tiens enfermée sous ma garde. » La Tour se remplit de suspects qui sont condamnés à y rester « tant que ce sera le plaisir de la reine ».

Mais les Anglais ne sont pas d'une race qui se sacrifie aux manies et à l'incapacité d'un souverain : ils sont enlevés, à la nouvelle du danger, par le souffle patriotique ; ils sabordent leurs navires de commerce pour braquer des canons, ils mettent en commun les armes et l'argent, ils improvisent une flotte nationale. La cité de Londres convertit à ses frais trente bâtiments marchands en vaisseaux de guerre. L'aristocratie anglaise, qui a toujours défendu les droits du pays, se répand dans les ports, achète des navires, fait venir de Hollande les canons et la poudre, fonde le premier des journaux, *The English Mercury*, pour soutenir l'élan populaire [2], persuade au roi d'Écosse qu'il est menacé également, et réservé par Philippe II, « comme Ulysse chez le cyclope, pour être dévoré le dernier ».

Ce contraste entre l'apathie du gouvernement et

[1] LODGE, *Illustrations*, t. II, p. 375. Sir Godefrey Foljamb to the earl of Shrewsbury, 26 febr. 1588.

[2] On n'en connait que le numéro 50 du 23 juillet (2 août) 1588.

l'enthousiasme de la nation a pu tromper les Espagnols sur la résistance qu'ils rencontreraient. Leur service d'espionnage était aussi compliqué et aussi coûteux qu'en France, mais ils ont fait la faute d'utiliser surtout les Jésuites anglais ou les séminaristes de Reims, qui accueillaient les récits les plus niais avec la naïveté de l'émigré ou du reclus. Ce que ces bons prêtres jugeaient utile de faire connaître à Philippe II, au milieu de ce bruissement d'armes, c'était que : « — En les fenestres de la chambre de présence en la cour de la royne, on a trouvé fort grand nombre de poux qui se sont collés ensemble..... trente grands poissons appelés communément pourceaux de mer sont montés de la rivière jusques à la porte mesme de la royne[1]. » A travers leurs indications uniformément favorables, l'Espagnol ne peut discerner celles qui sont exactes. Doit-il croire que « le peuple anglais désire la paix, et que les gens qui s'arment sont au moins aussi disposés que les Espagnols à piller Londres[2] », ou bien que la poudre manque dans tous les ports? C'est pourtant ce dernier renseignement qui est le bon. Medina-Sidonia n'aurait rien à craindre s'il en était assuré. Mais pour contrôler ces avis des catholiques proscrits, Philippe ne possède que les lettres de Paris. A Paris il entretient sous le nom de *Julio* un Anglais qui voit chaque jour

[1] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 66 du 1er avril 1588.

[2] *Ibid.,* pièce 58 du 21 mars 1588 : « El pueblo dessea grandamente la paz... una infinidad de compañeros que no dessean menos el saco de Londres que los Españoles. »

lord Stafford, ambassadeur d'Elizabeth, qui reçoit de la reine un traitement considérable, qui est au courant de tous les secrets de l'Angleterre. Cet homme est ennemi de Walsingham et se plaint de ne pas recevoir ses appointements, ce qui lui suffit pour se vendre à Philippe[1]. Il fut surtout utilisé pour obtenir les secrets que Henri III communiquait sans méfiance à un agent anglais[2]; il ne rendit des services contre son pays que l'année suivante.

[1] Cet Anglais devait être un diplomate important, puisqu'il avait des conversations avec le roi de France hors de la présence de lord Stafford, et puisqu'il pouvait prétendre que son traitement était élevé. (Il se plaint que le payement soit en retard de 2,500 écus, et il s'en fait donner 1,000 par Mendoza. Ms. Arch. nat., K. 1567, p. 71, Mendoza au roi, du 5 avril 1588, et p. 99, du 26 juin 1588; voir aussi *ibid.*, p. 100.) Ce n'était sans doute pas Antony Poyns, signalé par Mendoza à Philippe II (le 6 mars 1586, Ms. Arch. nat., K. 1564, p. 57) comme un grand seigneur qui a combattu dans les Pays-Bas sous Julian Romero d'abord, sous Leicester ensuite, et qui demande à servir Philippe II si on lui donne « algun entretenimiento en Flandes ». Ce n'est pas Richard Burleigh, qui habite le Havre et qui donne des indications sur l'Angleterre aux Espagnols, pour de l'argent (Ms. Arch. nat., K. 1575). Serait-ce William Waad, qui s'est trouvé en France en 1587? Il était à Vienne en 1583, devint à son retour secrétaire du conseil, et paraît avoir gardé ce poste jusqu'en 1605, époque où il devint lieutenant de la Tour. Il est signalé comme absent de Londres depuis plusieurs mois, en avril 1587, par une lettre de Charles Merbury, conservée au *Record Office;* mais il n'était probablement plus en France en 1588. Sur ma demande, M. Alfred Kingston m'a fait l'honneur de chercher des indications dans les archives du *Record Office*. Il me signale une lettre de lord Stafford, 15 avril 1587, parlant d'un certain Gratley qui pourrait lui rendre de grands services en soutirant des nouvelles de l'ambassade d'Espagne : « To get things out. » Il me communique également une lettre de lord Stafford s'excusant près de Cecil de conserver à Paris avec lui, malgré sa défense (20 janvier 1585), un nommé Lilly, qui est suspect au cabinet anglais. Lilly resta avec lord Stafford au moins jusqu'en juillet 1589.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 71.

Mais Philippe II, quand encore il aurait eu des correspondants plus utiles, se serait refusé à comprendre ce mouvement spontané, fougueux, qui transforme en vaisseaux de guerre toutes les barques de l'Angleterre et garnit ces barques de capitaines merveilleux, de canonniers diaboliques, de gabiers qui ne prenaient ni repos ni nourriture. Lorsqu'il était venu en Angleterre pour épouser Mary Tudor, il avait trouvé une nation moins avancée en civilisation que l'Espagne : la distance était grande. Mais trente années se sont écoulées, les rôles sont intervertis. En ce moment, c'est l'Angleterre qui est vivante et vibrante. Aussi, tandis qu'en lisant les noms des amiraux espagnols, on n'avait tout à l'heure dans la pensée que des hommes roides, silencieux, réglés sur une formule hiératique, on trouve au contraire parmi les chefs anglais des visages bien distincts et des caractères nettement tranchés.

Charles Howard était le *lord high admiral.* Il avait succédé dans cette charge à son père, trois ans auparavant, sans avoir jamais commandé un navire. Sa beauté remarquable, ses souplesses de courtisan et ses liens de parenté avec la reine étaient ses seuls titres. Mais sa vigueur corporelle le rendit populaire parmi les équipages : il prit part à toutes les manœuvres avec des propos joyeux, leva une ancre de ses propres mains et assura son influence en prenant pour vice-amiraux le vieux John Hawkins et Francis

Drake, les deux héros des légendes du nouveau monde.

Parmi les volontaires accourus avec leurs navires, étaient des marins aussi hardis que Hawkins et Drake; c'étaient Frobisher, Raleigh, Cumberland.

Martin Frobisher, aussi robuste que le lord amiral, était un savant modeste : il ne cessa de rêver aux grands problèmes du pôle nord que pour défendre sa patrie.

Walter Raleigh était doué de qualités extraordinaires : engagé presque enfant dans les guerres de Hollande, il se trouve, par le seul instinct, un courtisan accompli, un poëte galant; c'est lui qui, paraissant pour la première fois devant Elizabeth, jette son manteau sur la boue qu'elle hésitait à traverser pour descendre dans sa barge. Entraîné aussitôt dans les frivolités de la cour, il devient le premier marin et le premier savant de l'époque; il conquiert d'immenses provinces en Amérique, les nomme Virginie, du nom de sa reine toujours vierge; il apporte le tabac et la pomme de terre[1]; il est destiné à devenir le pire fléau des colonies espagnoles.

Cumberland descendait de Guillaume le Conquérant. Sa famille avait été proscrite dans les guerres des Deux Roses; il était oublié quand il se présenta dans un tournoi, parut si beau que, s'agenouillant devant la reine,

[1] On sait que les Irlandais cultivent la pomme de terre depuis 1586, selon MEYEN, *Geography of plants*, 1846, p. 313; elle n'aurait été introduite qu'en 1610 par Raleigh, dans sa propriété de Youghall près Cork, selon MAC CULLOCH, *Dictionary of commerce*, 1849, p. 1048.

qui demandait son nom, il vit glisser à terre un des gants royaux; il le saisit et le porta le reste de sa vie à son chapeau.

Pareille était la fortune du comte d'Oxford, sir Charles Blount. Il descendait d'un conquérant normand, nommé La Blonde, mais sa famille avait été ruinée par les guerres civiles; il se montra à vingt ans, dans le palais de Whitehall, pendant le dîner de la reine, fut remarqué, retenu, pensionné. Maintenant il s'improvise marin. Avec lui part Robert Cecil, le fils du premier ministre; Robert Cecil est délicat et maladif, il quitte son cabinet de travail, équipe un navire, prend la mer[1]. De même le comte de Northumberland, l'ami du roi d'Écosse; de même tous ceux que l'on aurait cru prêts à dilapider leur vie dans des fêtes futiles ou des conspirations. La flotte se trouve à la fin de juillet composée de la manière suivante[2] :

Navires	Tonnage	Canons	Hommes	Commandants
Triumph	1600	34	900	Francis Drake.
White Bear	1500	31	800	lord Sheffield.
Elizabeth Jonas	1300	31	700	sir Robert Southwell.
Victory	1200	34	700	Barker.
Arch Royal	1200	31	700	lord Howard.
Golden Lion	1100	25	500	Thomas Howard.
Edward Bonaventure	800	23	500	le fils du duc de Somerset.

[1] C'est celui qui devient earl of Salisbury, et est l'aïeul des Salisbury actuels.

[2] Voir Hakluyt, t. I, p. 599. Mais les détails de l'effectif sont donnés dans un document dérobé par Mendoza à l'ambassade anglaise, et conservé Arch. nat., K. 1567, pièces 21 et 22. Je crois qu'une partie de ces indications est inconnue.

Navires	Tonnage	Canons	Hommes	Commandants.
Avantgard	800	29	700	Winter.
Rainbow	900	22	500	—
Nonpareil	400	25	500	Henry Bellingham.
Antilope	600	18	400	Frobisher.
Mary-Rose	500	23	500	Fenton.
Dread Naught	400	16	500	lord Chesterfield.
Taureau	300	16	500	Torner.
Swift Sewer	500	23	500	—
Tramontane	300	22	300	Varde.
Providence	300	15	400	—
Hirondelle	300	19	400	Unton.
Revenge	450	23	500	—
Ayde	250	15	300	—
White Lion	200	11	200	Charles Howard.

On avait en outre armé le galion *San Felipe,* devenu le *Leicester,* sous le commandement de George Fenner, et l'on vit arriver dès la fin de juillet le *Tiger,* commandé par Boston, la *Richesse,* par Acat, et les neuf pinnaces :

Charles	de 60	tonneaux,	7	canons,	60	hommes.
Espion	30	—	8	—	30	—
Scout	20	—	6	—	50	—
Soleil	18	—	4	—	20	—
Lune	15	—	5	—	20	—
Fantaisie	20	—	3	—	12	—
Synet	16	—	4	—	12	—
Galore	15	—	3	—	12	—
Prince Noir	18	—	5	—	20	—

A cette trentaine de vaisseaux se joignent à peu près cent cinquante barques, « qui de tous les havres du royaume s'attroupent là d'un commun accord [1] », mais dont le tonnage est rarement supérieur à celui des

[1] HAKLUYT, p. 599 : « Gathered out of all havens of the realme resorted ships and men, for they all with one accord came flocking thither. »

pinnaces. L'instruction est donnée en quelques heures : les quatre grands navires montrent la manœuvre ; on s'avance, on lâche sa bordée, puis on glisse en évitant l'abordage ; l'ennemi sera ainsi harcelé de coups de canon. Le moral des hommes est excité par des récits habiles : « Les Espagnols amènent, raconte-t-on[1], un bâtiment chargé de cordes pour pendre les Anglais, et un navire rempli de verges pour frapper les Anglaises, avec trois ou quatre mille nourrices pour élever les petits qu'on emmènera comme esclaves ; tous ceux qui auront plus de dix ans seront marqués au fer rouge sur la figure. »

Mais tout ce qui ne peut être créé par l'exaltation nationale, tout ce que doit prévoir le gouvernement, fait défaut : la bière, pour peu qu'on en fournisse, est aigre ; les poudrières sont vides ; ce qui manque surtout, c'est une armée.

Une armée a cependant été imaginée par la légende au camp de Tilbury. On a peint Leicester couvert d'un corselet damasquiné, accueillant la reine vierge et galopant avec elle à travers les acclamations des soldats : elle était costumée en Bellone, assise sur un cheval blanc, le sceptre d'ivoire à la main, la taille

[1] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 131. Rapport d'un Anglais à Philippe II, annoté de la main du roi : « ... Cargada de cuerdas para ahorcar todos los Ingleses y otra nao cargada de açotes para açotar las mugeres, con tres o quatro mil amas para criar las criaturas de teta ; y los que fuesen de 10 años los herrarian en la cara... » La légende était acceptée de tous les protestants. LE PETIT, t. II, p. 563, répète que les enfants des Anglais seront « marqués au front » comme esclaves.

serrée dans une cuirasse d'acier qui était lacée sur une robe de soie blanche aux jupes flottantes; sur son casque s'agitait un panache de plumes d'autruche, sur ses épaules se balançait une perruque blonde. *Dux femina facti,* proclament les médailles qu'elle a fait frapper.

La réalité est moins romanesque : la blanche Bellone allait entrer dans sa cinquante-sixième année; elle arriva au camp de Tilbury longtemps après que la flotte espagnole eut disparu : l'armée elle-même n'exista que pour cette revue théâtrale et tardive. Leicester se plaint d'être à peu près seul au commencement d'août; le 4 août, il choisit l'emplacement du camp [1]; le lendemain, il se lamente d'être le cuisinier et le pourvoyeur des quatre mille soldats qui viennent d'arriver « sans une seule ration, sans une tonne de bière, sans un morceau de pain [2] ». A ce moment, la flotte, qui entretient la canonnade depuis plusieurs jours, demande à lui emprunter de la poudre. Il n'en a pas. Le 8 août, à un moment où le duc de Medina-Sidonia aurait pu être devant Londres, Leicester n'a toujours que ses quatre mille affamés [3].

C'est donc sur mer seulement que l'Angleterre peut lutter : elle est perdue si ses marins ne la sauvent.

[1] Leicester to Walsingham, 4 aug. 1588. « I did make choice of the ground for the encamping. »

[2] « I am here cook, gatherer and huntsman... without one meal of victuals, not one barrel of beer, nor loaf of bread... »

[3] Cité par MOTLEY, t. II, p. 514.

V

LA BATAILLE DE DIX JOURS.

Le duc de Medina-Sidonia se reconnut, après six jours de traversée, le jeudi 28 juillet [1], à trente lieues des Sorlingues, par quarante-cinq brasses de profondeur, sous un vent frais du sud-ouest [2]. A ce moment, il comprit probablement pour la première fois ce qui manquait à sa flotte : elle était pourvue de tout ce qu'avait pu imaginer la prévoyance du monarque le plus prudent; on n'avait pas oublié d'embarquer cent soixante-dix religieux, et l'on avait eu soin de les choisir dans l'Église de Portugal, pour débarrasser le pays d'opposants incommodes; on avait même, dit-on,

[1] On sait que le calendrier grégorien n'a été adopté par les Anglais qu'en 1752; il y a donc une différence de dix jours entre leurs récits et ceux des Espagnols. Plusieurs de nos contemporains ont gardé les dates anglaises (Froude, Frank Jones). Voici, pour la clarté, les dates grégoriennes :

	JUILLET 1588.
Vendredi 22.	Départ de la Corogne.
Jeudi 28.	La flotte se rallie au cap Lizard.
Vendredi 29.	La flotte se rallie au cap Lizard.
Samedi 30.	Rencontre avec la flotte anglaise.
Dimanche 31.	1re canonnade, explosion du vaisseau de Oquendo.
	AOUT.
Lundi 1er.	La flotte se divise.
Mardi 2	Nouveau combat.
Mercredi 3.	Repos.
Jeudi 4.	Leicester choisit son camp; l'amiral anglais est cerné.
Vendredi 5.	La flotte anglaise attend de la poudre.
Samedi 6.	La flotte espagnole arrive à Calais.
Dimanche 7.	Séjour à Calais. Brûlots.
Lundi 8.	Combat d'artillerie.
Mardi 9.	Le vent pousse sur la Zélande.
Mercredi 10.	Jour de la Saint-Laurent, violente tempête du sud.

[2] CABRERA, t. III, p. 293.

procuré un navire de filles [1]. Mais on ne possédait pas un seul pilote. Le duc sait bien qu'il va à Margate, mais l'incertitude de la route le trouble; s'il avait osé ce même jour s'embosser devant Plymouth, comme Drake naguère dans la rade de Cadiz, peut-être il aurait pu écraser la flotte anglaise; il aurait jeté ses régiments à terre; aucune force ne préservait Londres [2]. Mais ces inspirations n'éclairent jamais les lieutenants d'un monarque méticuleux et jaloux. Medina-Sidonia, qui a déjà perdu quatre galions portugais quand il est sorti de Lisbonne [3], remarque avec effroi qu'il lui manque aujourd'hui quarante-trois navires : il consulte D. Alonso de Leyva, son second; il envoie trois pataches [4] pour guetter au cap Lizard ces vaisseaux égarés; il laisse écouler deux jours, tandis que des manœuvres foudroyantes auraient surpris les Anglais dans leurs dernières heures de formation.

En voyant la flotte approcher de Plymouth, puis reprendre le large et disparaître, les capitaines anglais,

[1] D'AUBIGNÉ, *les Histoires*, t. III, p. 87 : « En ung navire estoit l'amas des... pour le... mais cela ne se devoit pas mettre en usage tant que la paour de la mer dureroit. » Le même renseignement était adressé à l'amirauté anglaise. Voir HAKLUYT, t. I, p. 607 : « The ships with the spanish women wich followed the fleet. »

[2] Voir le rapport d'un Génois au service des Anglais : « Se tiene por cierto que facilmente se haria fatta padrona di quello. » Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 10.

[3] *Ibid.* L'un était échoué à Bayonne, les trois autres sont rentrés à Lisbonne et n'ont pas pris part à la campagne.

[4] CABRERA, t. III, p. 293.

qui ont encore une partie de leurs matelots à terre, s'enhardissent; ils viennent d'échapper au danger, « du moins ce fut l'avis de plusieurs habiles marins, car il eût été beaucoup plus avantageux aux Espagnols de s'arrêter à Plymouth pendant que nous n'étions pas encore préparés pour un combat. C'était aussi l'opinion de la plupart de leurs amiraux[1]. »

Le samedi 30, la flotte d'Espagne entièrement ralliée s'avançait en ordre de bataille sous une pluie fine, lorsque le soir, à travers le brouillard, elle aperçut les vaisseaux anglais à courte distance[2]. Elle s'arrêta.

Vers deux heures du matin, la lune perce la brume, colore la crête des vagues; sous ses lueurs incertaines les ennemis se comptent à une portée de canon[3]. Bientôt les Anglais se couvrent de voiles, glissent sous le ventre des galions, lâchent leur bordée et s'en-

[1] HAKLUYT, t. I, p. 598 : « Acording to the judgement of many skilful navigators, they greatly overshot themselves, whereas had beene more commodious for them to have staied themselves there, considering that the Englishmen being as yet unprovided... it is reported that the chiefs commanders in the navy and those wich were more skilful in navigation... found fault that they were bound unto so strict directions and instructions. »

[2] HERRERA : « Y no se pudieron contar por la zerrazon y lloviznar. »

[3] Les récits de CABRERA et de HERRERA paraissent copiés sur des relations de témoins oculaires. Du moins ils sont en complète concordance avec les journaux de bord publiés *Doc. ined.*, t. XIV, p. 449 et suiv., et t. XLIII, p. 417 et suiv., avec celui qu'a analysé M. Froude, et le Ms. du contador Pedro Coca Calderon, et avec les indications de HAKLUYT, *the Principal Navigations*, t. I, p. 591 à 607. La même concordance existe avec la relation italienne, Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 10, avec celle de la galéasse *Çuniga*, *ibid.*, pièce 123, et enfin avec les divers rapports du carton K. 1568, adressés à Philippe II, Mendoza et Alexandre Farnèse.

fuient : c'est la manœuvre qui vient de leur être enseignée. Contre ces ennemis insaisissables les pesants vaisseaux de l'Espagne sont impuissants, leurs canons portent trop haut, leurs mouvements sont trop lents; ils se serrent les uns contre les autres [1], « ne pouvant faire autre chose parce que les Anglais tenaient le vent, étaient meilleurs voiliers, et gouvernaient si habilement leurs navires qu'ils en faisaient tout ce qu'ils voulaient [2] ». Le duc n'ose avancer, il craint qu'un de ses vaisseaux soit cerné et pris par cet ennemi insaisissable; il essaye de former un bataillon carré, reçoit avec patience les boulets anglais. Mais le trouble s'introduit peu à peu dans cette masse compacte; Miguel de Oquendo, furieux de l'infériorité du tir espagnol en présence des agiles artilleurs anglais, frappe son maître canonnier; celui-ci descend dans la soute aux poudres, y met le feu, le navire est perdu. La *Santa Catalina*, montée par l'amiral D. Pedro de Valdes, se heurte contre une galéasse, ne peut plus gouverner. Cette première journée s'achève enfin. Medina-Sidonia croit, pendant la nuit, pouvoir continuer sa route vers Margate; il abandonne la *Santa Catalina*. Les vaisseaux *Triumph* et *Victory* fondent sur cette proie, s'en emparent, se partagent « quarante mille ducats du roi » qu'ils y trouvent, et ce qui est

[1] Hakluyt, t. I, p. 597 : « Gathered themselves close. »

[2] Herrera, t. III, p. 162, copie cette phrase dans le journal publié *Doc. ined.*, t. XIV : « Y tan gobernados que hacian de ellos lo que querian. »

plus précieux, deux cents barils de poudre. Sans cette poudre, la canonnade n'aurait pu continuer.

Le lundi 1er août, le temps est clair, la mer moutonne; D. Alonso de Leyva essaye de manœuvrer avec les galères pour prendre à l'abordage un navire anglais : mais l'anglais devine le vent régulier aux mêmes heures de marée, il connaît les courants, il sait faire remorquer à propos par des barques ses bâtiments; la journée s'écoule encore sous une grêle de boulets. L'Espagnol demande un combat d'infanterie, l'Anglais veut un combat d'artillerie. Le mardi reproduit la même lutte entre la marine de haut bord aux puissantes murailles et son assaillant insaisissable. « Les Anglais avaient un grand avantage, parce que leurs navires étaient légers et s'éloignaient subitement, et qu'ils prenaient toujours les facilités de la marée et du vent. » Mais ce qui étonnait le plus les Espagnols, c'était la prodigieuse activité des canonniers anglais : ils ne pouvaient concevoir comment des pièces étaient rechargées et pointées en si peu de temps.

On est au mercredi : la bataille dure depuis quatre jours. Medina-Sidonia, si pressé le premier soir d'atteindre une rade anglaise, qu'il abandonnait Valdes et son navire, semble maintenant affolé avec sa flotte qui tourbillonne dans le détroit et se laisse fouetter par les boulets. Un moment il espère prendre lord Howard et son *Arch Royal;* « on crut qu'on allait enfin en venir à l'abordage; c'était notre seule chance

de vaincre; mais à ce moment même le vent commença à fraîchir, l'amiral ennemi en profita, se dégagea de nos navires et disparut à l'horizon [1] ».

On se trouve le soir dans les parages de l'île de Wight : les Anglais n'ont plus de poudre, ils en demandent à tous leurs ports en dégarnissant leurs bords [2] des hommes de corvée qui vont en chercher. Ce sont quelques heures de répit. Les équipages espagnols sont épuisés par cette lutte incessante. Le duc se décide le lendemain à ne plus se laisser dériver ainsi au hasard, sous le canon; il donne l'ordre de se diriger vers Dunkerque, il espère rencontrer Farnèse; en tout cas, il aura quelques jours de repos. Il part. La flotte anglaise l'escorte pendant dix heures sans tirer un coup de canon : elle est avare de ses dernières gargousses. Sous cette escorte menaçante, le duc atteint les côtes de France, il voit la rade de Calais, il s'y jette le samedi vers quatre heures du soir. Depuis une semaine, la bataille n'avait été qu'à peine interrompue.

Cet empressement à s'abattre comme une bête forcée dans la rade de Calais, au lieu de continuer jusqu'à Dunkerque, prouve la détresse des Espagnols : leur Armada est épuisée par ces petites voiles qui la harcèlent, par les boulets qui la criblent; elle tourne

[1] *Doc. ined.*, t. XIV, p. 457.
[2] Hakluyt, t. I, p. 599 : « Were nowe constrained to send their men on land for a newe supplie of gunne-powder. »

ses regards vers Farnèse, elle n'a pas la force de se réfugier jusqu'à lui, elle se couche sous les canons français; et toujours l'accompagne l'infatigable ennemi : il cerne la rade derrière elle, il est vainqueur. Du haut des murs de Calais la garnison française va assister à la dernière scène.

Dès le samedi soir, quand les équipages commencent à retrouver un peu de sécurité et de repos, le duc de Medina-Sidonia envoie D. Rodrigo Tellon et D. Pedro de Leon près d'Alexandre Farnèse pour demander du secours. — Ai-je des vaisseaux de guerre? fait Alexandre, ou puis-je avec ma cavalerie combattre la flotte anglaise? C'est au duc de déblayer la Manche : quand il aura rendu le passage possible, j'embarquerai mes soldats sur des bateaux plats.

La flotte espagnole n'a perdu que trois vaisseaux : elle peut réparer ses avaries, se garnir de poudre et de boulets dans la rade de Calais. Rien ne presse. Quelques jours de repos vont relever le moral des marins. Peut-être on va recevoir des pilotes de Dunkerque ou de Hollande. La supériorité matérielle de l'Armada est si écrasante qu'elle n'a point à s'inquiéter de ces deux cents barques qui s'agitent à l'horizon. Elle laisse écouler paisiblement le dimanche. Elle s'endort.

La lune ne brillait que le matin. Dans la nuit noire, au moment juste où se levaient les hommes du quart de minuit, huit gerbes « d'une lueur épouvantable » surgissent au milieu de la mer : on voit sous les flam-

mes les chaloupes anglaises qui ont remorqué les huit brûlots, s'éloigner à force de rames, tandis que la marée pousse régulièrement la flottille embrasée vers la côte, au plus épais de l'Armada.

Un incendie peut se combattre : déjà le capitaine Serrano s'est jeté dans une barque, s'est attaché à un brûlot pour le touer loin de la flotte. Mais on se souvient tout à coup de Gianibelli et de la machine infernale du siége d'Anvers. A cette époque, derrière les barques lumineuses s'avançaient deux masses sombres ; sans doute elles y sont encore, il y a sûrement « quelque diabolique invention, comme à Anvers [1] ». Tous les esprits sont gagnés par la panique : le duc est aussi ému que le nègre enchaîné sur la galère ; il ordonne par signaux de lever les ancres. Aussitôt chacun court aux cordages, aux rames ; on coupe les câbles à coups de hache, on laisse les ancres dans la rade, on se choque, on brave de nouveau la flotte anglaise ; on est saisi en sortant de l'abri par un fort vent de nord-ouest qui pousse sur les bancs de Dunkerque, on gagne le large, « on passe ainsi devant Dunkerque, devant sa propre maison, sans qu'un seul navire ose aborder, tant sont de verre les choses de la guerre [2] ».

[1] HERRERA : « Alguna invencion de fuego como las barcas de Amberes. » COLOMA : « Creyendo que era otra maquina cual la que se vió en el contradique de Amberes... de tal manera atemorizaron los animos. »

[2] HERRERA : « Passando por su casa sin que la huviesse osado abordar una sola nao, tanto son vidriosas las cosas de la guerra. »

Au jour, le duc de Medina-Sidonia compte ses vaisseaux [1]; il est à la hauteur de Gravelines : il ne voit plus la grande galéasse *San Lorenzo* que montait D. Ugo de Moncade. Il veut retourner à Calais pour repêcher les ancres et délivrer le *San Lorenzo.*

Le *San Lorenzo* n'existait plus. Dans le tumulte de la nuit, il avait engagé son gouvernail dans l'ancre de la galère amirale; gouvernail, barre, ancre, tout était tombé dans la mer [2], et le *San Lorenzo* avait été poussé par la marée à la côte. Aussitôt les Anglais, *Arch Royal* et *Margaret and Joan,* approchent de l'épave, la canonnent. La galéasse capitane, étendue sur le flanc, ne peut user de son artillerie : les marins et les galériens fuient à la nage et gagnent la côte; D. Ugo de Moncade reste seul à bord avec quelques braves : ils sont tués [3]; les Anglais se ruent sur cette carcasse et commencent à en déménager les richesses. M. de Gourdan, gouverneur de Calais, recueille les naufragés et envoie une chaloupe pour protéger le *San Lorenzo* qui touche le sol français : notre chaloupe arrive au moment où les Anglais venaient de

[1] *Doc. inéd.*, t. XLIII, p. 417. Cette relation fait suite à celle du tome XIV.

[2] C'est le récit de l'esclave nègre de Santa Cruz, qui y avait été oublié, et que les Anglais laissèrent retourner en Espagne : « La galéaça capitana topo con el timon en la ancora de la galera padrona por lo qual le fue fuerça yr a tierra. » (Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 18.) Cabrera dit : « Por haber salido el timon de la aguja y el masculo de la femenella. »

[3] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 18 : « Mataron la mas gente que se hallo por aver salido muchos en tierra. »

découvrir les coffres remplis de doublons; ils repoussent nos marins, les jettent à la mer. Une volée des batteries de Calais force aussitôt les Anglais à reprendre le large.

Ces boulets français sont les bienvenus. Assurément les Anglais luttaient avec un héroïsme admirable pour les plus précieux des droits : avec leur fortune se jouaient les intérêts de la civilisation. Mais leur cupidité de corsaires, l'immensité du désastre, cette impuissance des braves qui ne pouvaient obtenir une lutte corps à corps, nous imposent une sorte de partialité pour les vaincus, nous embarquent sur leurs vaisseaux fracassés.

Au large, les Espagnols luttaient à la fois contre les Anglais qui brûlaient leur dernière once de poudre, et contre le vent qui fraîchissait d'heure en heure, qui les poussait à la côte. C'est le dixième jour de la bataille, c'est le dernier. Le galion *San Felipe y San Mateo* est si haché de boulets, qu'il ne peut plus gouverner; il dérive jusqu'en Zélande, où il échoue. Le *Real* est entraîné dans les mêmes parages. Le sang des rameurs ruisselle sur leurs bancs. Les Espagnols de la vieille infanterie demandent un abordage. « — Couards, crient-ils aux Anglais, chapons luthériens, venez-en donc aux mains [1] ! » A trois heures, lord Howard donne le signal de cesser le combat et envoie

[1] « Los nostros llamandoles cobardes y de gallinas luteranas, y que volviesse a la batalla. »

à terre demander de la poudre. — Dressez un état qui présente pour chaque navire les besoins nécessaires, répondent froidement les commis de la reine. — Faites porter tout ce que vous avez, poudre, vivres, nous leur arrachons les plumes une à une [1], réplique Howard. Mais déjà avec la nuit arrive la tempête. l'Armada passe encore la journée du lendemain en vue de la flotte anglaise; elle lutte contre le vent.

VI

LOS VIENTOS Y LA MAR.

Le mercredi 10 août, jour de la Saint-Laurent, les Anglais se sont retirés. Plus de canonnade, rien que le vent qui siffle dans les amures, et la vague qui déferle sur les poupes. Une tempête du sud pousse l'Armada vers des régions inconnues. Le duc convoque à son bord D. Antonio de Leyva et les chefs d'escadre : l'amiral de Castille, D. Diego Florez, s'écrie que l'on est perdu. — Don Miguel, demande le duc au brave Oquendo qui avait survécu à l'explosion de son galion, sommes-nous perdus? — C'est Diego Florez qui le dit, répond Oquendo, mais que Votre Excellence me donne seulement des boulets!

[1] « Send with all speed as much as you can... we pluck their feathers by little and little. »

En ce moment survient une barque d'Anvers : Farnèse donne avis au duc qu'il peut se retirer à Emden, il est sûr qu'on l'accueillera, qu'on lui ouvrira les arsenaux pour réparer sa flotte; lui-même l'y rejoindra avec son armée, ils écraseront la Hollande pendant l'hiver, l'Angleterre au printemps prochain.

Mais peu d'hommes possèdent la trempe d'Oquendo. L'Armada ne peut admettre qu'une idée, à cette heure d'affaissement, après une exaltation de dix jours, sous ce ciel lugubre, le retour en Espagne. Plus de rades étrangères, plus d'efforts, l'Espagne. Le duc donne l'ordre de longer les côtes d'Écosse, de doubler la pointe nord et de rentrer par le canal Saint-Georges et les côtes d'Irlande.

La mer se gonfle, l'ouragan redouble de violence, la flotte se disperse dans la brume, chaque navire est abandonné à lui-même, le duc ne transmet plus d'autre signal que « trouver les remèdes que l'on pourra [1] ». On n'a d'autre eau à boire que celle de la pluie, les blessés succombent, la tempête dure onze jours.

C'est à ce moment, étrange fatalité, qu'Alexandre Farnèse aurait pu pénétrer en Angleterre : la flotte d'Elizabeth n'était plus en état de mettre à la voile, les marins n'avaient soutenu leurs forces durant les dix jours de bataille qu'avec du poisson gâté, de la bière frelatée, des farines avariées; ils étaient saisis par une

[1] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 123 : « Se remediasen como pudiesen. » *Relation de la galéasse* Çuniga.

épidémie qui les enlevait : l'*Elizabeth Jonas* perdit deux cents hommes; le navire de sir Roger Townsend fut réduit à un seul homme; la plupart des autres ne pouvaient réunir assez de matelots pour lever leurs ancres. Les nouveaux venus qui pénétraient sur ces ponts infectés étaient atteints aussitôt par la contagion. Ces héros, qui par des prodiges d'énergie et d'activité venaient de sauver leur pays, tombaient victimes de l'avarice d'Elizabeth et de la vénalité qu'elle autorisait. « — Sa gracieuse Majesté, écrit Leicester le 25 août [1], est venue ici avec moi pour voir son camp, ce qui a enflammé le cœur de ses fidèles sujets. » Mais les recrues de Leicester n'auraient point arrêté les vieilles bandes de Farnèse; Elizabeth le comprend sans doute, car elle licencie ses soldats aussitôt après la revue : Leicester est fatigué, il veut prendre une saison de bains, il s'arrête pour passer son jour de naissance à son château de Kenilworth, il y mange, il tombe mort [2]. Elizabeth, en apprenant ce coup survenu en ce

[1] LODGE, t. II, p. 376. Leicester to Shrewsbury : « Her gratious Majesty has byn here with me to see her camp and people, wich so enflamed the hearts... » La revue est du 16 août, la lettre du 25 (style grégorien). Ainsi il y a huit jours que les Espagnols se sont enfuis de Calais, six jours que le dernier coup de canon a été tiré, quand a lieu cette fameuse revue.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 116. Avis d'Angleterre du 17 septembre 1588, transmis à Philippe II par Bernardino de Mendoza : « El conde de Lestre murio yendo a los baños casi subito, y en la mesma casa donde havia hecho matar a su muger... (Il y a erreur, Amy Robsart avait été tuée à Cumnor-House, mais les souvenirs de Kenilworth étaient liés à ce meurtre. Walter Scott l'a merveilleusement compris.) La reyna despues de su muerte estuvo encerrada algunos dias sola en

jour auquel elle est liée aussi par les mêmes influences sidérales, frémit sur son propre horoscope, tombe dans un long accès de démence. Il faut que le premier ministre Cecil risque sa tête pour pénétrer dans la solitude où elle se tient recluse plus d'une semaine.

Ainsi, pendant tout le mois de septembre, l'Angleterre était sans défense : et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que Philippe II en a eu le pressentiment; il a envoyé le 3 septembre à Farnèse l'ordre de franchir le détroit et de débarquer à Margate [1]. Mais ces combinaisons absolues ne se saisissent que dans le cabinet, alors qu'on ne tient nul compte de l'instrument humain, ni des dépressions morales. On peut bien croire qu'Alexandre Farnèse avait toujours regardé avec appréhension l'embarquement de ses vétérans sur des bateaux plats; qu'il avait mis, comme on le lui a reproché [2], un peu de lenteur à parer et calfater ces barques dont il se défiait; qu'il ne réprimait plus avec autant d'activité les friponneries de ses commissaires et intendants [3]. Mais on ne doit pas lui reprocher de n'avoir pas entraîné sur la mer des soldats consternés par le désastre dont ils venaient d'être témoins : sur

su camara sin quierer hablar a persona, hasta que el tresorero y otros consejeros rompiendo las puertas entraron a verla. »

[1] Je n'ai pas vu cette lettre. Elle est indiquée par Motley, t. II, p. 533.

[2] Coloma.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 115. Avis de Flandre du 11 août : le passage suivant est annoté de la main de Philippe II : « Los comisarios no han mirado que a hurtar lo que han podido. »

toutes les côtes de Belgique on ramassait des épaves, on recueillait des naufragés ; plus de treize cents Espagnols échappés à la mer étaient vêtus, restaurés, incorporés dans l'armée de Farnèse : ils parlaient encore avec épouvante de l'activité prodigieuse des artilleurs anglais, des privations à bord, des craquements quand on échoue, des noyés.

Cependant, ceux qui furent rejetés à la portée des secours de Farnèse ou qui tombèrent prisonniers des Hollandais furent les plus heureux dans l'Armada. L'ouragan emporta les autres dans la mer du Nord; à travers le brouillard ils reconnaissaient les Orcades, les Shetland, Feroë, « îles ténébreuses et sans abri [1] ». Ils sont poussés jusqu'au soixante-troisième degré [2]; enfin, le 8 septembre, le vent saute au nord-ouest, ils mettent le cap sur le canal Saint-Georges : les provisions embarquées à la Corogne au milieu de juillet sont consommées, la faim s'ajoute à la fatigue et à la soif. Après de longues souffrances, on aperçoit les vertes plages de l'Irlande. Là sont des catholiques, là du repos et de l'eau. Les Espagnols se jettent à la côte sans s'inquiéter si le navire se fracasse contre les rochers, ni si les plus épuisés auront la force d'atteindre le rivage : ils se traînent faméliques et mourants; « les officiers anglais qui les recueillent, sans se concerter entre eux, sont unanimes dans l'opinion qu'il

[1] CABRERA : « Islas tenebrosas y mal seguras. »
[2] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 123.

n'y a qu'une méthode à employer avec ces vagabonds, c'est de les passer tous au fil de l'épée [1] ». Sir Richard Bingham, gouverneur de Connaught, écrit en apprenant l'exécution de ces naufragés : « Après les avoir ainsi proprement dépêchés, nous avons consacré la journée entière du dimanche à glorifier et à remercier le Dieu tout-puissant [2]. » On avait bien soin de déshabiller les moribonds avant de les tuer, pour ne pas ensanglanter les vêtements déjà gâtés par l'eau de mer ; on laissait les corps sur la plage : « — Quand j'étais à Sligo, dit un Anglais [3], j'ai compté sur la grève, dans une étendue d'un peu moins de cinq milles, onze cents cadavres ; les gens du pays m'ont assuré qu'on en trouvait également aux autres endroits, mais en moins grande quantité. »

Les Irlandais, bien que catholiques, ne se privèrent pas de prendre leur part dans les richesses qu'apportait la mer : « Leur opinion était très-douteuse avant la victoire, écrit un officier anglais; mais quand ils ont vu le complet dénûment et l'épuisement de nos ennemis, ils en ont égorgé le plus grand

[1] C'est un protestant, notre contemporain, à côté de nous, qui écrit ces mots. On croirait qu'il conseillerait encore les mêmes procédés : « With one consent, but vithout communicating with each other, the english officers seems to have concluded that there was but one course for them to pursue... they were all put to the sword. » (FROUDE, t. XII, p. 502.)

[2] « Thus having made a clear dispatch of them, we rested Sunday all day giving praise and thanks to Almighty God. »

[3] « I numbered on one strand of less than five miles in length, eleven hundred dead bodies of men... »

nombre qu'ils ont pu... » — « La détresse des naufragés était telle, raconte un autre rapport, qu'un seul homme en a assommé quatre-vingts avec sa hache [1]... »

Tous n'arrivaient pas à la nage, ni à demi morts. La galère *Rata* de D. Alonso de Leyva aborda au pied d'une vieille tour où les mousquetaires espagnols se retranchèrent : elle rallia la hourque *Santa Ana* et la galéasse *Girona*, mais fut brisée quelques heures plus tard. Leyva se trouvait à terre avec deux mille hommes sans vivres et sans poudre. Une patrouille anglaise rencontra cette bande, une nuit, tua les premiers, se lassa de frapper des malheureux qui n'avaient même plus la force de tenir un bâton ; elle dépouilla ceux qui restaient de leurs vêtements et de leurs bijoux, et les abandonna nus. Un chef irlandais, O'Neil, leur fournit des vivres [2] ; ils réparèrent la *Girona* et purent enfin s'embarquer vers la fin de novembre. A peine étaient-ils de nouveau en mer, que la *Girona* fut entr'ouverte par une tempête ; tous ceux qu'elle portait furent noyés, excepté neuf matelots qui échappèrent seuls des trois équipages.

Le gouvernement anglais évalua à quatre mille le nombre des Espagnols noyés dans le canal Saint-Georges ; il en supposa à peu près autant de tués sur

[1] « With his gallowglass axe. » Je n'ai pu comprendre de quelle espèce de hache on veut parler.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièces 7 et 40.

les plages, et voilà comment « Dieu a combattu pour Sa Majesté contre ces idolâtres [1] ».

La galéasse *Çuniga* put se réfugier au Havre [2]; elle compara l'hospitalité des Français à celle des Irlandais qu'on voulait affranchir.

La *Çuniga* avait été emportée si loin vers le nord, qu'elle n'avait rejoint l'Irlande qu'après six jours de navigation de retour, le 14 septembre. Elle aborda dans une anse : « Les habitants sont des sauvages: nous étions si dépourvus de ressources, qu'environ quatre-vingts soldats et rameurs moururent de faim et de soif. » Elle reprit le large, rencontra un bâtiment français qui la convoya au Havre, où « chacun nous fit bon accueil et très-bon traitement ». Mais la tendresse des bonnes gens du Havre s'étendit jusqu'aux rameurs, ce que n'entendaient nullement les Espagnols : la sensibilité du Français ne pouvait tolérer qu'après de telles épreuves, les pauvres forçats continuassent à pousser la même rame toute leur vie. Déjà le roi de France avait fait mettre en liberté les trois cents galériens, Turcs pour la plupart, de la grande galéasse échouée à Calais. Voilà qu'au Havre les honnêtes visiteurs encombrent la *Çuniga,* sous prétexte de curiosité, liment les fers des forçats français qu'ils y

[1] « God hath wrought for Her Majesty against the idolatrous enemies. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 123, et K. 1567, pièces 148, 152 et 153. Rapports au roi de don Juan de Saavedra, de Pedro de Ygualdo, et dépositions de divers.

découvrent, emmènent ces compatriotes avec eux dans la foule, et oublient leurs limes entre les mains des autres rameurs [1]. Sur cette seule galéasse, après tout ce qui était mort durant la campagne, il y avait encore dix-sept rameurs français, sans qu'aucun prétexte pût expliquer leur présence. Avaient-ils été achetés aux Turcs? Les avait-on enlevés sur les navires de commerce qui se hasardaient dans les ports espagnols? A la faveur de l'émotion soulevée en leur faveur, douze rameurs italiens ou espagnols purent aussi reprendre leur liberté. Mais ces abus de l'hospitalité française ne se pouvaient tolérer : on interdit le bord aux visiteurs, puis pour rétablir parmi les forçats une salutaire discipline, « le gouverneur lui-même avec un bâton est à les bâtonner chaque jour [2] ».

VII

LE DEUIL EN ESPAGNE.

« — Je l'ai envoyée contre les hommes, non contre les vents ni la mer [3] ! » Ce mot, qu'il soit de Philippe II, ou qu'il lui ait été prêté par un de ses théologiens, est

[1] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 152. Rapport de Pedro de Ygueldo du 7 octobre 1588.

[2] *Ibid.*, pièces 152 et 153 : « El governador el mesmo con un palo esta apaleandoles todos los dias. »

[3] Cette parole n'est indiquée que par PORENO, *Dichos y Lechos*, et par MATHIEU : on l'a surtout remarquée dans une *Vie de Philippe II* conservée

le plus heureux qui ait jamais été mis dans la bouche d'un vaincu. Toute l'Espagne a cru, nous croyons encore aujourd'hui que la tempête avait dévoré la flotte. On a oublié ces forteresses flottantes qui se serrent affolées, comme un troupeau de moutons, sous la canonnade des victorieux, ces barques ailées qui les harcèlent, cette retraite désolée dans la rade de Calais, cette terreur devant les brûlots. Jamais on n'a, d'une seule parole, aussi complétement arraché le prestige de la victoire.

Mais la nouvelle n'éclata point en un seul jour; Philippe II fut au contraire torturé durant deux mois par les épisodes qui lui étaient transmis de Paris, de Bruges, de Venise. D'abord c'est une grande victoire qu'on lui annonce : Bernardino de Mendoza écrit de Paris que les Espagnols ont détruit quinze vaisseaux anglais, et sont maîtres du détroit. Philippe se hâte de transmettre à Alexandre Farnèse cet important récit[1]; il le trouve d'autant moins douteux que des victoires plus récentes sont annoncées encore pendant douze jours[2]; cepen-

Bb 122, Bibliothèque de Madrid : « Contra los hombres la embié, no contra los vientos y la mar. » Voir Gachard, *la Bibliothèque de Madrid*, p. 122. Mais la même *Vie* manuscrite se trouve également à Paris, et a été reconnue par M. Morel-Fatio, page 65 du *Catalogue des manuscrits espagnols*, comme n'étant qu'une traduction de la quatrième narration du livre I de l'*Histoire de France* de Pierre Mathieu, Paris, 1606, in-4°, t. I, p. 95 à 148; elle avait, du reste, été publiée à Madrid en 1788, par Antonio Valladarez de Sotomayor.

[1] *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface, p. 77.

[2] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 118 du 13 août, pièce 122 du 20 août, et K. 1568, pièce 97, autre lettre du 20 août.

dant il met en marge d'une des lettres[1] : « J'ai bien peur qu'il en soit de ce récit comme de celui de la première victoire qu'il m'a envoyé. » Il tient sous sa main un rapport anglais du 10 août[2], il y voit : « — Nos navires ont eu grande faute de poudre, et l'ont encore. » « — C'est sûrement, écrit-il, des navires anglais que l'on parle. » Il ne perd point son sang-froid, et quand Bernardino, toujours crédule, lui dit : Elizabeth vient de s'enfuir à Saint-James : « — C'est, met le roi en marge[3], une maison de plaisance qui fut autrefois un couvent. » Mais quand Bernardino s'obstine à voir des succès, même à la fin d'août, et écrit encore[4] : — La flotte anglaise s'est retirée dans ses ports, la nôtre vient de débarquer ses troupes en Écosse..... « — Comment don Bernardino, avec les renseignements qu'il a, peut-il ajouter foi à de tels avis? » met Philippe II.

Philippe, en effet, a appris dès la fin d'août, par Alexandre Farnèse, le désastre de Calais. « Il en a eu la douleur qui se peut croire, écrit à Farnèse le confident don Juan de Idiaquez[5], et s'il n'avait pas l'espoir

[1] « Miedo he que sera esto como lo de la nueva primera que embio. »
[2] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 93; ce rapport est en français; la note du roi est : « Quellos Ingleses creo que dice. »
[3] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 97 : « Casa de placer que fue monasterio. »
[4] *Ibid.*, K. 1567, pièce 131 du 30 août.
[5] Le 31 août 1588. Voir *Correspondance de Philippe II*, t. II, Préface. Cette pensée n'est pas celle que donne la traduction de M. Gachard : je crois qu'elle exprime mieux l'esprit de la lettre, bien que la traduction ne soit pas littérale. Voici, du reste, le texte : « Y si todavia no quedase alguna esperança en Dios de que podria haverse servido de

que Dieu lui tiendra compte de ce qu'il s'est compromis pour sa cause, ou s'il ne pensait pas que la flotte en longeant vos côtes vous aura fourni une occasion de revanche, je ne sais comment il supporterait une douleur si cruelle. »

Assurément le roi n'aurait pas laissé expédier cette lettre si elle lui avait été montrée, car sur la minute de celle qu'un secrétaire préparait pour le même Farnèse, la même phrase : « — Je me flatte que vous aurez saisi une occasion de réparer notre réputation », est effacée par Philippe, qui met : « Dans ce que Dieu fait, il n'y a pas à perdre ni à gagner de réputation, le mieux est de n'en point parler. »

Mais bientôt il apprend les naufrages en Zélande, les tourbillons qui emportent les navires vers la Norvége[1], puis les détails navrants des massacres sur la côte d'Irlande : il sait quels sont les braves qui sont morts de faim ou qui ont été assommés par les paysans, « et il en souffre chaque jour davantage; il souffre à un degré extraordinaire de n'avoir pas réussi à rendre un si grand service à Dieu[2] ». Il avait voulu aider Dieu et n'avait pas été accepté. Que les Anglais fussent destinés à rentrer dans le catholicisme, c'était évident,

responder por su causa, y que la vuelta del Armada ha dado ocasion a V. E. la havra sabido tomar de suerte que no se le escape de las manos, no se como se llevaria un sentimiento tan grande. »

[1] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 110.

[2] *Correspondance de Philippe II,* t. II, Préface. Don Juan de Idiaquez à Farnèse : « Le duele estraordinariamente no avrr acabado de hacer un tan gran servicio a Dios. »

mais il aurait voulu être choisi pour les y pousser, et Dieu réservait cette gloire à un autre que lui! Son devoir était de s'incliner devant la volonté de Dieu. Et il se repliait déjà dans la sérénité de son fatalisme quand on vint lui signaler l'arrivée à Santander des tristes débris de l'expédition. Cinquante-trois navires revinrent un à un, dans la dernière semaine de septembre : « — C'est lamentable à voir, nul n'imaginerait une telle détresse », dit un témoin en accueillant ces derniers survivants[1]. On peut bien croire[2] que don Cristoval de Mora et don Juan de Idiaquez hésitèrent quelques instants dans l'antichambre du roi, à annoncer ce retour. Mora entra, trouva Philippe occupé à écrire[3]. — Nous n'avons rien à dire, fit-il en sortant de la chambre royale, le roi ne dit rien.

Les privations avaient été si cruelles que les survivants succombaient les uns après les autres en touchant la terre. Toutes les familles étaient en deuil. On espéra longtemps que d'autres navires apparaîtraient. Une dépêche de Venise fit croire un moment que don Alonso de Leyva avait sauvé vingt-six navires et soulevé l'Irlande[4] ; la réalité apparut bientôt : nul ne ren-

[1] Garcia de Villejo al secretario de la guerra, 10 octobre 1588 : « Es lastima verlos, no hay quien crea. »

[2] Lothrop Motley a admis le fait, mais il ne se trouve que dans Famian Strada, t. II, p. 564; on sait que cet écrivain, qui a eu entre les mains toute la correspondance d'Alexandre Farnèse et celle de sa mère, ne reculait pas devant un récit romanesque.

[3] « Scribentem litteras. »

[4] Ms. Arch. nat., K. 1574, pièce 8 du 17 novembre 1588.

tra ; les héritiers des plus grandes maisons qui accompagnaient Leyva furent engloutis avec lui. Ensuite vinrent les récits des captifs qui avaient été épargnés pour une rançon. Celui de Gonzalo Gonzalez del Castillo est déchirant. — J'ai fait naufrage, dit-il, le 6 novembre, avec la hourque *San Pedro el Mayor;* c'était une époque où les Anglais étaient rebutés de tuer, et la reine, après nous avoir gardés un an dans ses prisons, nous a distribués en cadeau à ses favoris. Je suis échu avec quelques autres à William de Courtenay, « qui aussitôt nous a mis dans une prison rigoureuse en nous demandant cinq mille ducats de rançon ; nous nous sommes plaints à la reine de ce traitement, ce qui nous a fait enfermer dans un cachot où nous n'avons plus reçu que du pain et de l'eau » . Après plus de deux ans de captivité, les malheureux furent menés en Bretagne et vendus au duc de Mercœur, qui les fit reconduire dans leur pays [1].

Le désespoir fut d'autant plus cuisant que l'enthousiasme avait été plus exalté. Peu de mois auparavant, on avait récité avec orgueil les vers de Gongora [2] : « Lève ta droite redoutable, Espagne; des Pyrénées françaises à l'Atlantique des Maures, fais parade de tes vaillants. Et toi, reine déshonorée, non reine, mais louve féroce et luxurieuse, sur tes tresses pleuve la

[1] Ms. Arch. nat., K. 1592, pièce 81 du 9 mars 1592. Le rapatriement datait du mois de février précédent.

[2] Gongora, né en 1561, mort en 1627 : « *A la Armada que el rey Felipe II envio contra Inglaterra.* »

flamme céleste! » Heureusement Lope de Vega fut un des survivants. Quant au duc de Medina-Sidonia, il s'enferma silencieux et désespéré. Philippe II eut la sagesse de ne pas le rendre responsable de la catastrophe. Sur un rapport secret qui disait : « Si la flotte avait été bien dirigée, le roi posséderait aujourd'hui l'Angleterre », on lit encore ces mots de Philippe : « C'est malheureusement une erreur [1]. »

[1] Ms. Arch. nat., K. 1568, pièce 131. Je lis : « Esto primero es herejia lastima », mais je crois ou que je lis mal, ou que la main a écrit *hérésie* pour *erreur*.

CHAPITRE X.

PREMIÈRES REPRÉSAILLES DES ANGLAIS.

1589-1592.

Préparatifs de représailles. — Expédition de Portugal.
Croisières maritimes.

I

PRÉPARATIFS DE REPRÉSAILLES.

L'une des plus pénibles préoccupations de Philippe II fut l'attente d'une nouvelle insulte sur ses côtes, comme celle de la rade de Cadiz, l'année précédente : les Anglais ne pouvaient manquer de s'attacher aux fugitifs. S'il avait pu conserver la moindre illusion sur le prestige de l'Espagne, les rapports de ses espions d'Angleterre ne lui laissaient pas ignorer la nécessité de se défendre à son tour contre une invasion. Le perfide *Julio,* qui avait quitté Paris peu de temps après Henri III, et était retourné en Angleterre, indiquait à Mendoza le nombre des navires qui étaient en armement, les capitaines, les chefs des corps de débarque-

ment[1], et continuait à toucher une subvention[2]. Les notes étaient communiquées à Philippe II, qui les annotait de sa main[3]; elles faisaient connaître que dès le mois de novembre 1588, Francis Drake et les frères Norris avaient des conférences avec le prétendant don Antonio pour préparer une descente en Portugal; de la sorte, « quand on auroit taillé de la besongne au roy d'Espagne en Portugal, il seroit plus aisé de l'assaillir ès Indes ou dedans l'Espagne mesme[4] ».

Don Antonio s'agitait dans les intrigues et la misère depuis l'échec de sa tentative sur les Açores : « Il fait pitié, disait un Anglais[5], il est à la veille de mourir absolument de faim. » Philippe II avait promis cinquante mille ducats à qui le lui livrerait[6], et continuait à connaître par son confident *Sanson*[7] toutes ses démarches à Londres ou au Maroc. Les autres confidents de don Antonio n'étaient guère plus précieux que *Sanson :* l'un, Gaspar de Ayran, se laissa surprendre au Maroc avec une Mauresque, et fut jeté en prison; un autre, Emmanuel Godin, asséna des coups de bâton dans les rues de Londres à Antonio de Brito, émigré

[1] Ms. Arch. nat., K. 1567, pièce 182 du 26 novembre 1588; K. 1568, pièce 56 de mai 1589, et pièce 135 de décembre 1588.

[2] *Ibid.,* K. 1568, pièce 82.

[3] *Ibid.,* K. 1568, pièce 131.

[4] Palma-Cayet.

[5] Stafford to Walsingham : « Truly you would pity the poor man's case, who is almost next door starving in effect. »

[6] Philippe II à Tassis, 15 et 28 mars 1585 (d'après Motley, t. I, p. 68).

[7] J'ai déjà dit que *Sanson* paraît être D. Antonio de Escobar.

comme lui, et se cacha en France[1]. D'étranges personnages hantaient cette cour misérable : « — Le capitaine que vous savez, écrit un agent de Philippe[2], me jure que si la chose paraît bonne au Roi Notre Seigneur, il saura trouver le moyen de débarrasser le monde d'un homme si nuisible au bien public. »

C'est au milieu de ces aventuriers que Francis Drake, les Norris et le comte d'Essex préparèrent les plans d'un soulèvement du Portugal : ils crurent sur la foi de don Antonio, qui n'avait même pas douze livres pour payer ses dettes[3], que les catholiques du Portugal étaient prêts à accueillir ce triste prétendant ramené par une armée de protestants. Ils mirent à la voile en avril 1589, avec cent cinquante navires et vingt mille hommes.

Ainsi l'hiver est à peine achevé, les vaisseaux échappés à la mer du Nord n'ont pas réparé leurs avaries, les veuves sont encore dans la consternation, les recrues n'ont pas rejoint les dépôts des régiments, et voilà qu'une invasion vient fondre sur l'Espagne. Philippe II est un moment abattu : comment se défendre contre l'outrage? Les Portugais resteront-ils fidèles? Le Pape fournira-t-il de l'argent? « — Tirer de l'ar-

[1] Ms. Arch. nat., K. 1565, pièce 76.

[2] *Ibid.*, K. 1566, pièce 8. D. Pedro d'Oudeyherste à? : « El capitan que Vs sabe me refisco muchas vezes la memoria de sus promissas... me assiguro con juramiento que si el Rey nuestro señor sera servido dello, no le faltara el modo de desembaraçar el mundo de persona tan dañosa al bien publico. »

[3] Strype, *Annals*, t. III, p. 450. Demande à lord Burleigh de 12 ou 13 livres pour les dettes du prétendant.

gent du Souverain Pontife, écrit l'ambassadeur Olivarez[1], je n'y réussirai jamais; il est dur comme un diamant. » Une longue note de la main de Philippe II laisse voir l'inquiétude et presque une défaillance momentanée[2] :

« — J'ai la confiance que Dieu mettra la main à cette affaire, et n'ai guère d'autre sujet de confiance, à voir dans quel état sont les choses, et les difficultés de toutes parts, et celles des approvisionnements ne sont pas les moindres, et sans approvisionnements que feront nos soldats, d'autant qu'ils sont presque tous nouveaux, et les chevaux aussi ont besoin de nourriture! Enfin, puisque notre cause est si juste, elle aura le secours de Dieu. »

Mais par un heureux retour de fortune, il est servi en cette occasion par deux hommes de haute valeur, don Christoval de Mora, comme administrateur, et le comte de Fuentes, comme général. « — Faites acheter du blé, faites arrêter les suspects, écrit Mora à Fuentes[3],

[1] Lettres des 8 août et 26 septembre 1588 : « El sacar el dinero es cosa tan de entrañas de S. S. que no aprovecho nada. »

[2] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièce 9 D : « He visto todo esto que parece que va de veras y confio en Dios que pondria su mano en ello, y en todo lo demas ay bien poco que confiar, según esta todo, y las dificultades que ay en todo, y no es la menor la de la comida que sin ella ya veis lo que hara la gente, y mas toda bisoña, y los caballos tambien han menester comer. Pero pues la causa es tan justa dios nos ayudara en ella. » Cette note s'adresse à Mora, ainsi que le prouvent les instructions que Mora envoie (pièce 16) en employant les mêmes mots que le Roi.

[3] Ms. Arch. nat., K. 1569, pièce 16 : « Que con secreto advierta a los perlados de las ordenes para que con el mismo secreto prevengan

faites prévenir secrètement les Supérieurs des ordres religieux d'avertir avec le même secret les confesseurs que les Anglais sont amenés par don Antonio pour piller le Portugal, pour y introduire leur secte maudite, et profaner les églises. »

II

EXPÉDITION DE PORTUGAL.

Les Anglais étaient entrés « alaigrement dans les navires, criant tous : Espagne ! Espagne[1] ! » Le départ fut une fête. Après six jours de traversée, ils arrivent à la Corogne[2], où ils sont canonnés par le galion *San Juan* de l'amiral Recalde, qui avait échappé au désastre de l'année précédente. Sous la tempête, ils mettent sept mille hommes à terre[3], attaquent en trois colonnes la ville basse, y pénètrent d'assaut, font prisonniers le commandant de la place, don Juan de Luna, et le commissaire des vivres, don Juan de Vera, tuent cinq cents Espagnols, se répandent dans les rues pour piller,

a los confessores como los Ingleses con voz y ayuda de don Antonio vienen a robar aquel reyno, y meter su mala secta en Portugal, y a profanar los templos. »

[1] PALMA-CAYET.

[2] *Relation du colonel Anthony Winkfield*, publiée par HAKLUYT, seconde partie du tome II, page 134.

[3] *Relation de sir Francis Drake et de sir John Norris*, publiée par LODGE, t. II, p. 389.

s'égarent dans les celliers, « où nos hommes, par une intempérance excessive[1] », se livrent à la joie de boire le vin des Espagnols, tombent ivres. Les plus sobres firent « dans cette basse ville un grand butin de vivres, de munitions et de cent cinquante canons[2] », mais ne furent pas assez nombreux pour empêcher les habitants de se retirer dans la ville haute, de s'y retrancher sous les ordres du marquis de Cerralvo, et d'y accueillir les équipages qui évacuèrent les navires de la rade et firent sauter le galion *San Juan*[3].

Pendant que les Anglais s'acharnaient au pillage, enlevaient ou défonçaient six mille pipes de vin, s'imaginaient « qu'ils allaient être riches pour la vie parce qu'on leur avait dit qu'en Espagne les montagnes sont en or[4] », Cerralvo improvisa des retranchements, enrégimenta les matelots et introduisit de l'ordre dans la ville haute. Sir John Norris, au lieu de rembarquer ses troupes après cet heureux coup de main, entreprit un siége en règle contre les fortifications où s'étaient abrités les fugitifs : c'était une faute que blâma Elizabeth[5] et qui fut durement expiée. Il dut mettre de l'artillerie en batterie, et commencer des travaux de sape : après plusieurs jours, un fourneau de mine ouvrit une brèche suffisante, les Anglais s'élancèrent à l'assaut.

[1] « Inordinate drinking. »
[2] Palma-Cayet.
[3] *Relations anglaises.*
[4] Herrera, t. III, p. 168.
[5] Talbot to Shrewsbury, 26 mai 1589. Lodge, t. II, p. 396.

Pour les repousser, les enfants et les femmes se joignirent aux vétérans de l'Armada : l'une des femmes, Camara Pita, vit tuer son mari sous ses yeux, fit tomber mort d'un coup de pique le porte-drapeau anglais, s'empara du drapeau et l'agita triomphalement sur la muraille[1]. Elle reçut plus tard de Philippe II le grade et la solde d'*alferez*. D'autres femmes lançaient des pierres et des chaudières d'eau bouillante : tout à coup, au milieu de la mêlée, s'écroule une tour déjà ébranlée par l'explosion de la mine ; ses débris comblent la brèche, les Anglais sont écrasés sous les pierres. L'un d'eux, le capitaine Sydenham, reste les jambes serrées sous les blocs et ne peut suivre ses compagnons dans leur retraite. On le revoit le lendemain, vivant encore et se débattant ; quelques braves veulent le dégager, ils sont tués autour de lui, on le laisse mourir lentement entre les deux armées[2]. Plus de douze cents Anglais étaient tués ; le temps s'écoulait, l'armée perdait sa confiance ; sir John Norris, qui hésitait à se retirer après cet échec, pour ne pas la démoraliser entièrement, apprend qu'à Puente de Burgos vient d'arriver un corps espagnol de six mille hommes : il y court aussitôt avec neuf régiments, voit l'ennemi retranché derrière un pont qu'obstruent des barriques, franchit le pont, le premier avec son frère, enlève un drapeau et fond sur les jeunes recrues qui se laissent massacrer

[1] Herrera, t. III, p. 169 ; Cabrera, t. III, p. 341.
[2] *Relation du colonel Anthony Winkfield.*

sans défense; les Anglais ne font pas de quartier, ils tuent tous ceux qu'ils atteignent, et se répandent dans le pays en saccageant et en brûlant les maisons et les granges; « de sorte que vous auriez vu la région couverte de flammes sur plus de trois milles à la ronde[1] ».

Après cette brutale consolation, les Anglais renoncent à la Corogne et remontent sur leurs navires; mais leur armée « était déflorée[2] »; et depuis ces douze jours passés à la Corogne, « il a plu à Dieu, dit Edward Norris[3], de nous envoyer une grande affliction de maladies causées par l'excessive provision de vin, provision si abondante dans toutes les maisons qu'il n'a été possible par aucun moyen d'en écarter les soldats ». Les pertes furent compensées par l'arrivée d'une flottille qu'amenait le comte d'Essex; Essex était parti après les autres et s'était embarqué secrètement à Falmouth, pour éviter les importunités de la reine Elizabeth qui voulait le conserver près d'elle, « et pour quelques autres causes plus secrètes[4] ».

Philippe II annonça l'évacuation de la Corogne à l'archiduc Albert qui gouvernait le Portugal, afin de

[1] *Relation du colonel Anthony Winkfield.* Hackluyt, p. 142. Le chef espagnol était le comte de Andrada.

[2] Cabrera : « La desflorasen en aquella empresa. »

[3] Sir Edward Norris to M. Vichamberlain. Lodge, t. II, p. 406.

[4] « Some other causes more secret. » *Relation du colonel Vinkfield.* Est-ce par allusion à ces choses secrètes que dans une des piteuses supplications qu'il adressa plus tard à Elizabeth pour obtenir grâce de sa vie, Essex dit : « Once tought myself too happy » (Il fut un temps où je me suis cru trop heureux)?

l'encourager à une semblable résistance : il oublia l'incendie de ses vaisseaux de guerre dans ses propres arsenaux pour se féliciter qu'un malheur plus cruel ne l'eût pas frappé, car « ce qui me donnait, écrivit-il[1], le plus de douleur, c'était de voir ces hérétiques si rapprochés du corps de l'apôtre saint Jacques, tandis que j'étais trop éloigné pour pouvoir lui porter secours ». Il ne bougea toutefois pour diminuer l'éloignement : l'archiduc Albert, plus prudent encore, se retira de Lisbonne sous le prétexte de surveiller les levées de troupes.

Presque aussitôt, les Anglais reparaissaient sur les côtes de Portugal et enlevaient le fort de Peniche. Sir John Norris se mit en marche sur Lisbonne avec six mille hommes, tandis que sir Francis Drake remontait le Tage pour seconder son attaque. De Peniche à Lisbonne, il n'y a pas douze lieues; mais la chaleur accablait les Anglais; ils mirent six jours avant de paraître devant les faubourgs. Le comte de Fuentes les laissait avancer; il se bornait à empêcher les paysans de leur porter des vivres, à les harceler avec sa cavalerie, à reprendre derrière eux le fort de Peniche, dont il massacra la garnison[2].

Les Anglais ne peuvent songer à se nourrir en enlevant les bestiaux des Portugais, puisqu'ils se présentent

[1] Cette lettre est donnée par Cabrera : « Y yo mas lejos de lo que quisiera. »

[2] Herrera, t. III, p. 170; Lodge, t. II, p. 406, *Relation de Norris*.

comme des libérateurs; la moindre maraude est sévèrement réprimée : les églises mêmes doivent être respectées; mais ni les scrupules des chefs anglais, ni les proclamations de don Antonio ne tentent les Portugais; les religieux seuls accourent près du prétendant. « Quel avantage trouvaient les Frères à le suivre avec un tel zèle, dit le colonel Winkfield[1], je n'en sais rien; mais ce qui est sûr, c'est que la population tint ses hommages en suspens jusqu'à ce qu'elle connût de quel côté se portait la victoire. » Que faire dans les faubourgs de Lisbonne, s'il est interdit de piller? On y reste quatre jours, on apprend que la flotte de Drake ne peut franchir les passes du Tage : l'armée se remet en marche, mangeant ses chevaux, semant la route de cadavres[2]. Les soldats ne peuvent contenir leur joie en retrouvant les navires à l'entrée du Tage : ils se couchent épuisés sur les ponts, ils sont emmenés au large.

Une fortune inespérée vient épargner à la flotte des privations semblables à celles de l'Invincible Armada : elle croise sur sa route soixante vaisseaux allemands qui apportaient de la farine en Portugal, et s'en empare sans scrupule. Elle ne se résigne pas encore à quitter les États de Philippe II : des hommes de la trempe de Francis Drake et de John Norris[3] se roidissent dans la

[1] « ...The friars had by following him with such devotion I know not, but sure I am the laity did respite their homage till they might see wich way the victory would sway. »

[2] *Relation d'Edward Norris* : « Our men fall daily sicke. »

[3] Norris avait passé son enfance près de Coligny.

défaite, évitent les désastres par leur vigueur d'esprit, et tentent la chance jusqu'à ce qu'ils aient épuisé leurs dernières ressources. Drake se rapproche de la côte : il aperçoit dans le lointain la rade de Vigo, y pénètre subitement; « là, dit Winkfield, nous mettons à terre tous ceux qui sont encore valides, c'est-à-dire moins de deux mille hommes; nous brûlons les vaisseaux espagnols, nous pillons la ville, nous embarquons le butin ».

Le 2 juillet, les Anglais rentraient à Plymouth[1]. Ils avaient dans ces deux mois et demi perdu onze mille hommes. Toutefois les Espagnols ne s'enorgueillirent pas beaucoup plus qu'eux des résultats de cette expédition : « — Mais il faut bien considérer qu'un roi naturellement irrésolu, abattu par l'âge et le manque de santé, privé d'agents actifs et de généraux capables, ne pouvait, malgré sa prudence, prévenir ni parer tous les coups[2]. »

[1] Le prétendant D. Antonio retomba dans sa misère. Il mourut à Paris en 1595. Il avait épousé Ana Barbosa. Leur fils Emmanuel, tour à tour novice chez les Capucins et aventurier chez les protestants, enleva Émilie, l'une des filles de Guillaume d'Orange, puis obtint sa grâce de Philippe III, et rentra jouir d'une pension en Espagne.

[2] Cabrera, t. III, p. 172. Cette réflexion étrange chez un historiographe presque officiel n'est pas absolument juste; en parlant de « falta de ministros activos y militares », Cabrera oublie le comte de Fuentes.

III

CROISIÈRES MARITIMES.

Une autre expédition anglaise n'était guère plus heureuse, vers la même époque. Cumberland avait cru profitable de guetter la flotte des Indes à la hauteur des Açores, pendant que les Espagnols étaient retenus dans leurs ports par Francis Drake. Il était parti au milieu de juin [1], et avait dans la Manche arrêté trois navires français qui revenaient de Terre-Neuve avec un chargement de morue. Il s'empressa de les déclarer ligueurs, c'est-à-dire de bonne prise, et de les envoyer en Angleterre. Quand il arriva à San Miguel des Açores, il apprit que les caraques des Indes étaient passées; il crut se dédommager en occupant l'île de Fayal; mais ce rocher a été de tout temps un des plus pauvres qu'aient habités les Européens. Après trois mois de croisière autour des Açores, il dut songer au retour, en se contentant de la capture d'un seul navire qui était chargé de sucre et de cochenille. Mais une période de calmes arrêta subitement la flottille anglaise; sous un soleil brûlant, sur une mer immobile, la provision

[1] Le 18 juin 1587, avec quatre navires. Voir la *Relation de Edward Wright,* « excellent mathématicien », dans le *Recueil d'*HACKLUYT, t. II, seconde partie, p. 143.

d'eau s'épuisa : « On nous distribuait à chacun trois ou quatre cuillerées de vinaigre, pour boire en mangeant, car nous n'avions plus d'autre liquide. Un orage nous procura quelques grélons, et nous les croquions avec plus de délices que les meilleures dragées du monde. » La saison des pluies leur amena du soulagement : ils étendaient leurs chemises, puis les tordaient dans leurs bouches et les suçaient [1]; ils recueillaient les gouttes qui glissaient le long des mâts, celles qui découlaient sur le pont, sans se préoccuper de la propreté. Après trois mois de ce supplice, ils purent enfin arriver en Irlande vers les fêtes de Noël.

D'autres corsaires coururent à Malacca et dans les îles de la Sonde, en rapportèrent des épices et de riches prises [2]. L'incertitude du butin, les émotions du jeu paraient ces expéditions d'un charme romanesque. Souvent plusieurs navires s'associaient pour tendre une sorte de filet à travers l'Atlantique : ils se tenaient à deux lieues les uns des autres, prêts à se réunir au bruit du canon et à fondre sur la caraque aux barres métalliques. C'est ainsi que Cumberland enleva la *Madre de Dios* qui portait quinze cents tonnes de marchandises précieuses [3]. Mais aussi les navires ainsi détachés pou-

1 « Watched them tille they were thorow wet, then wringing en sucking out the water. »

2 Ms. Arch. nat., K. 1574, pièce 44 d'avril et août 1589, *Correspondance de Venise :* « Avian venido con muy ricas presas... a Malacca con disenno de cargar pimenta en la Sonda. »

3 Le 3 août 1591. Voir Le Petit, t. II, p. 594, et Frank Jones, *Martin Frobisher.*

vaient être cernés par une flotte ennemie et perdus; c'est ce qui arriva au *Revenge*.

Le *Revenge*, commandé par Richard Grenville, faisait partie d'une escadre de six vaisseaux royaux et d'une dizaine de navires corsaires que commandait Thomas Howard [1], lorsqu'il fut surpris par la flotte espagnole de cinquante-quatre navires que don Alonso de Bazan amenait pour protéger les caraques des Indes. Richard Grenville n'essaya pas de fuir. Le feu commença à trois heures de l'après-midi : deux vaisseaux espagnols furent coulés; mais vers une heure du matin, Grenville tomba mort; le *Revenge*, démâté et sans poudre, n'avait plus qu'une trentaine d'hommes valides, quand, après quinze heures de combat, il fut enlevé par les Espagnols [2].

Don Alonzo de Bazan, frère du marquis de Santa Cruz, dut à ce combat un moment de popularité [3]. Il parlait d'aller brûler Plymouth. La confiance qu'il inspirait à ses équipages aurait peut-être procuré encore quelques heures de gloire. Mais dès l'année suivante, tandis qu'il attendait avec impatience dans la rade de Cadiz l'autorisation de mettre à la voile, il reçut

[1] Enquête rédigée par sir Walter Raleigh, et publiée par HACKLUYT, t. II, seconde partie, p. 169.

[2] HERRERA, t. III, p. 294; CABRERA, t. III, p. 498.

[3] Il était oublié depuis près de trente ans au Peñon de Velez, qu'il commandait depuis 1563; il avait des ennemis et des envieux comme son frère. Déjà à cette expédition de 1591, il ne put quitter Lisbonne que le 30 août; le combat contre le *Revenge* est du 8 septembre. Voir dans CABRERA la rage des envieux.

deux ordres à la fois : l'un lui enjoignait d'appareiller pour le cap Saint-Vincent; l'autre, de se rendre à Madrid [1]. Il écrivit en toute hâte pour savoir laquelle de ces deux instructions il devait suivre, « et comme on ne lui répondait pas, il envoya un officier qui ne revint qu'au bout de vingt-neuf jours et lui rapporta l'ordre de conduire la flotte à Lisbonne pour prendre conseil du cardinal-archiduc Albert » . La traversée de Cadiz à Lisbonne fit perdre jusqu'au 6 juillet; puis le cardinal-archiduc attendit dix-neuf jours avant de songer à diriger l'escadre de Bazan sur les Açores. Elle y arriva pour apprendre que les Anglais venaient d'enlever la flotte des Indes.

[1] En 1592. HERRERA, t. III, p. 337.

APPENDICES

APPENDICE A.

LETTRE INÉDITE D'ARIAS MONTANO.

L'Académie d'histoire de Madrid a publié dans le tome VII de ses Mémoires une notice de D. Tomas Gonzalez Carbajal sur le docteur Benito Arias Montano. Les lettres écrites par Arias Montano de 1568 à 1580 sont publiées dans la *Colleccion de documentos ineditos para la historia de España*, tome XLI, p. 127 à 418. Mais il y a une lacune entre la lettre d'Anvers du 23 novembre 1577 et celle de la Peña de Aracena du 23 avril 1578; dans cet intervalle, Arias Montano a été d'Anvers à Lisbonne, puis est tombé malade en revenant de Portugal et en arrivant à la Peña de Aracena; la lettre du 23 avril 1578 commence par ces mots : « No he convalecido de la flaqueza conque vine a esta Peña. » La lettre publiée ici est du 28 février 1578 et permet de restituer cette partie de la vie d'Arias Montano. Il a dû conserver un souvenir pénible de ses fatigues du voyage d'Anvers à Lisbonne, car on le voit dans la lettre du 29 mai 1579 éluder une nouvelle mission en Portugal : « Yo creo bien que S. M. tiene en Lisboa personajes a su devocion que podran hacer buen oficio, y no tengo assaz competente color para mi ida a Lisbona el presentar la Biblia al rey. »

Dans cet intervalle inconnu entre les lettres d'Anvers et celles de la Peña de Aracena, il a dû y avoir plusieurs lettres

importantes; je ne possède que la suivante, qui est adressée à Çayas le 28 février 1578 :

Ill^e^. s^r^. mio,

Con grande soledad he venido por estos caminos dexando en essa corte las prendas y en ella tengo. En Toledo estuve dos medios dias con el eletto de Osma y hallelo tan dottor Velazquez como antes lo era, de manera que tengo grande confianza de que hara buen pastor quando entre en la administracion del officio para que es eligido. Con Ambrosio de Morales estuve medio dia en la puente, y pareciome tambien aquel lugar y ministerio que por lo mucho que lo amo le rogue que no desseasse otra cosa que aquella para fenecer la peregrinacion. Alli entendi que rodeava passando por Guadalupe, y tome camino derecho para Alcantara. Halle al obispo de Coria en el Cañaveral que anda visitando su obispado con mucha diligencia. Persuadome de quanto del conozco que se governara bien en temor de Dios y modestia y charidad. Los de Alcantara me detuvieron medio dia por fuerza, y por estos detenimientos tarde en llegar a Lisbona XVII dias, donde he sido muy bien recibido de los amigos que me conocian de vista y de oydas, aunque la falta de algunos mis muy queridos que han passado desta vida me ha dado grande tristezza. He hallado toda la tierra en luto por la muerte de la Reyna que era en grande manera amada y reverenciada de todo el Reyno y dexa un lastimoso desseo en el coraçon di todos. Yo hize luego luto y no he sentido menos la perdida publica que si fuera su vassallo y criado. Hallo muy grande loor de Fran^co^ Cano al qual dexo seiscientas mill de renta y cargo de su testamento entre otros albaceas. Helo solamente saludado y estamos concertados de estar juntos el domingo que viene, plaziendo a Dios. Al Embaxador halle bueno y muy contento por mi venida aqui, quiere que yo bese las manos al Rey por que dize tiene noticia de mi y lo dessea. Heme escusado y al fin lo haure

de hazer y bastarame para ello el nombre de ser el menor criado de la Magestad de su tio, que Dios prospere. Hallo aqui el pueblo descontento con este proposito tan constante que el Rey tiene de hazer jornada, para la qual no se halla fundamento. El assunto desta ciudad es estraño y la gente que en ella prattica es mucha en grande manera.

Aqui halle un pliego de cartas de Roma encaminado por v. m. con una suya que me consolo en grande manera. Y hoy recibido otra de v. m. de diez y siete desta, con las alligadas tambien de Roma. Dios pague a v. m. el refrigerio que me da con sus letras, y con las buenas nuevas de la salud de estos mis señores que bien quiero, que nuestro señor la prospere a todos como yo desseo.

Hoy ha offrecidose un embaraço en el negocio y pleyto de los Castellanos que me ha forçado por conciencia a escrivir a Su Magestad, supplicandole por el remedio dello porque en sola su autoridad consiste despues de Dios la defensa de una justicia manifestissima, y estorno de aggravio notable en offensa de nuestro señor, y desservicio de Su Magestad, y del honor de todos estos sus vassallos y hijos de vassallos muy honrados cuyas familias passan aqui de quarenta y cinco. Y padecen terrible tuerto por invenciones de uno que v. m. conoce; que para soccorrer necessidades del rey o accrecentarle su dinero, no mirando los inconvenientes gravissimos presentes y venideros, cargan su conciencia y la fama y buen renombre de su Principe. Y porque con desseo de entender bien de rayz esta materia para que v. m. la refiera a Su Magestad, he visto por mis ojos el processo, y leydo toda la provança de una parte y de otra. Escrivire aqui a v. m. la summa breve quan claro pudiere.

Los cristianos nuevos convertidos por fuerça en el año de 97 decendientes de Judios que havian venido de Castilla años antes y convertidos aqui en Portugal cayan amenudo en delittos por los quales eran castigados en la Inquisicion, y penados en presa, bienes, y honra, compusieronse los años

passados con el Rey por cierta summa para que por un tiempo las haziendas noseles confiscassen, y que pudiessen vender las raizes que tuviessen en Portugal y salir del Reyno sin licencia. Espiro aquel tiempo por los años passados, creo el de LXIX; en todo aquel discurso jamas se tratto ni intento tal cosa con las casas ni familias castellanas que aqui havia, porque no eran en cosa alguna semejantes a los christianos nuevos, y los mas dellos eran notoriamente tenidos y reputados por christianos viejos y gente muy principal como lo es toda la familia de los Martinez que eran muy ricos y tienen grande parentela en toda la Andaluzia y casas principales en Cordova vinculadas en antiqua y perpetua succession. Los christianos nuevos eran y han sido en este reyno muy notados publicamente, y los Catellanos han siempre enparentado con los mejores de la tierra cavalleros y hidalgos. Y por esto y por su buen tratto han sido y son muy estimados. De que los otros parecen haver tenido envidia.

Estos meses passados procuraron los que trattan de la hazienda sacar dineros de los christianos nuevos, y para esto renovar aquella concession antes dicha. Y ellos inventaron una maldad salida del consejo del infierno, que porque igualassen a los castellanos con ellos promettieron dos cientos y veinte y cinco mill ducados. Non declarando mas sino que pusiessen la concession que todos los que decendiessen de judios huviessen de contribuir en aquella summa. Quando tuvieron la concession requieren a los castellanos que contribryan hasta nueve mill ducados de aquella tan grande summa. Por donde se vee quan a su costa quisieron comprar el deshonor de los Castellanos. Los quales sintiendose aggraviadissimos con cosa tan injusta y nunca pensada, y conociendo el modo de proceder de algunos ministros, recurrieron al socorro de Su Magestad Catolica, y por ser de mi tierra y muchos dellos amigos mios y deudos de mis amigos me embiaron la relacion que yo di a Su Magestad cuya autoridad y favor les valio para que no executassen a los mas flacos sin

oyrlos a justicia. Y en esto ha hecho bonissimo officio el Embaxador enterado primero del grande aggravio y desafuero que se les hazia. Daronles brevestre minos para sus provanças dentro de las quales han hecho dentro de Portugal y en esta misma ciudad hermosissima prueva de limpieza antigua sin genero ninguno de raça con testigos vegissimos nobles hidalgos, cavalleros y señores y officiales del Rey y del Reyno, y en tanta copia y con tal conformidad que los juezes bien intencionados estorvavan el pasar adelante en los testigos y numero dellos. Allende destas han venido abundantissimas y cumplidissimas de Castilla, de mucha antiguedad y tiempo immemorial sin genero alguno de contradicion o duda sino con toda notoriedad y de algunos dellos provança de hidalguia como es de los Martinez. De otros han parecido executorias sacadas en estos consejos.

Los contrarios han presentado poquissimos testigos y infames, y sin autoridad y ninguno depone de cosa ni persona particular ni conocida dellos. Solo dizen que aqui en Portugal suelen clamar a los castellanos y mercaderes el vulgo judeos (es como en Italia que a todos los Españoles llaman Marranos); y que siendo estos castellanos abulto les llamanan ellos confessos mas que por dezir verdad ellos no sabian si lo eran o no, ni conocian a sus padres ni abuelos, ni sabian de que lugares traen su origen; hasta aqui se havia procedido en el processo no siendo bastante el grande y agudo negocio y desmisurado favor de los contrarios para oscurecer esta verdad. Han pedido los castellanos y piden con instancia que se sentencie su causa en lo principal que es en que ellos affirman ser no solo castellanos, mas christianos viejos limpios, y como instanan en esto. Los contrarios han dicho que ellos no pueden pagar la grande summa que promettieron de los CCXXV mill. ducados si no contribuyen los castellanos con sus nueve mill que les han echado. Los officiales del Rey por que no se les impidiesse la cobrança de tan grande summa, ordenaron un auto en que mandaron

a los castellanos que depositassen la parte que se les havia ordenado, y a los de la nacion que entre si reparticssen otro tanto quanto trenchia aquella parte que los castellanos depositassen. Porque si los castellanos fuessen dados por libres el Rey quedasse enterado de toda la summa a costa de los de la nacion, y si los castellanos fuessen condennados de aquel deposito se satisfiziesse a los de la nacion en aquella parte. Ha se tenido este auto por iniquo y la execucion del por affrentosa o injuriosa a los castellanos. Los quales piden y responden que no tienen porque depositar aquellà parte ni otra alguna porque mantienem ser christianos viejos y no comprehendidos en la concession, y que estan prestos de pagar llanamente si fueren condennados y que el auto es exorbitante porque en punto que ellos piden sentencia diffinitiva les piden deposito de lo que affirman no dever, y que si se hallaren derecho se allaña apagado o claman que si lo deven no les pidan deposito sino pronuncien ser deudores y lo cobren, y si no lo deven que tienen por injuria el hazerles depositar porque el deposito es contra su honor. Y recelanse con razon que si le depositan el Rey se sirvira del deposito y no se hablara mas en la causa, sino quedara por sentenciar. Y este es manifesto argumento de que su justicia es clara, porque si no lo fuera no anduviera la cosa por estos rodeos, sino brevemente se sentenciara y cobraran sin deposito lo que la condennacion rezara.

El Embaxador esta descontentissimo deste ante por su manifiesta iniquidad, y lo ha trattado conmigo y tenido por cierto remedio recurrir al favor de Su Magestad Catolica y a su real soccorro el qual implorando los castellanos alcancen que les sea guardada su justicia sentenciandose en la causa principal, y por haver yo entendido el negocio de rayz le ha parecido escriva a v. m. esta summa del para que v. m. la refiera a Su Magestad, supplicandole estorve una sinjústicia tan enorme porque qualquiera deshonor desta gente tan honrada resulta en grande ignominia de una increible mul-

titud de parientes muy principales y nobles que tienen en Castilla como consta por todas las provanças que tienen hechas en las quales muchos muy estimados y conocidos por muy limpios muestran preciar se mucho del parentesco que con estos castellanos tienen. Y puede Su Magestad con su autoridad estorvar este prejudicio que nace de un tan mal auto contra los de alla y los de aca[1].

Al Rey beselas manos el sabado passado y estuve con Su Altessa una hora, y el domingo me mando llamar y estuve dos horas y media. Don J. de Silva tiene muy bien entendidas las cosas de aca, y como buen cavallero y sabio temeroso de Dios haze el officio que v. m. sabe.

La vista de Fran^co^ Cano me ha contentado en estremo. Vaso tiene para servicio de grandes principes. Hallo en el muchas letras y assaz prattica de las cosas del mundo.

Despues aca me ha mandado llamar el Rey dos vezes y he estado en cada una mas de una hora con el reportandome siempre en las respuestas que convenia darse a un tal Rey. Pienso salir de aqui con la primera marea que por haver llovido todos estos dias y noches y alteradose la mar no he salido antes. Llegue aqui a los 20 deste. V. m. me la haga de dar mis besamanos a mi s^r^ Don Luis Manrique y a todos essos mis s^es^ y en commendarme a Dios el qual prospere la Ill^a^ pers^a^ y casa de v. m. en su servicio. En Lisbona ultimo de febrero 1578.

B. l. m. de v. m.

Su servo,
ARIAS MONTANO.

[1] En marge est ce mot, de la main de Çayas : — No.

APPENDICE B.

DOCUMENTS PORTUGAIS.

Une grande partie des manuscrits utilisés dans le récit de la conquête du Portugal viennent d'être traduits en portugais et publiés à Punta Delgada des Açores en 1880 et 1881, dans le recueil *Archivo dos Açores,* t. II et III[1]. En outre, le Ms. 66 du fonds portugais de la Bibliothèque nationale comprend quelques lettres de Tomar, écrites en espagnol, qui complètent les indications du Ms. 416, fonds italien, qui ont été citées sous le nom de *cartas de Madrid.*

D'après ces divers documents, on voit que Cyprian de Figuereido resta gouverneur à Angra[2] pour le compte du roi Antonio, qui notifia son avénement dès le 9 juillet 1580[3], et que la monnaie fut frappée au nom du nouveau souverain[4]. Le gouverneur envoyé par Philippe II, Ambrosio d'Aguiar Coutinho, ne put aborder, et dut se réfugier à San Miguel[5].

Dès le mois de juin 1581, Catherine de Médici avait envoyé à Angra le capitaine Antoine Scalin pour y organiser la défense[6]. Scalin annonça l'arrivée prochaine de Strozzi et fut accueilli avec enthousiasme par le clergé : les religieuses mêmes écrivirent à Catherine pour la remercier de sa protection[7].

[1] Je crois que le seul exemplaire de ce recueil qu'il y ait à Paris, appartient à M. Ferdinand Denis.

[2] *Archivo dos Açores,* t. II, p. 97.

[3] *Ibid.,* p. 21.

[4] *Ibid.,* p. 101.

[5] *Ibid.,* p. 389.

[6] *Ibid.,* p. 97, et fonds portugais 66, f°s 42 à 49.

[7] Fonds portugais 66, f°s 23 et 53 à 61.

Santa Cruz remporta sa victoire sur Strozzi avec sa seule flotte de Lisbonne, comme on l'avait compris (p. 150 du présent volume), d'après son rapport. Plusieurs jours après, arriva la flotte de Séville[1]. L'amiral désigna alors comme gouverneur des Açores Affonso de Mello Coutinho[2].

Avant que Scalin pénétrât à Angra, Catherine avait envoyé à Lisbonne un des fils de son confident Lansac, qui était évêque de Comminges[3]. Mais comme on sait que l'autre fils de Lansac était entretenu comme espion par l'ambassadeur d'Espagne à Paris, et comme les deux frères n'ont pas cessé d'être dans les bonnes grâces de Philippe et de favoriser son parti en France durant les années suivantes, on peut croire que cet évêque de Comminges ne porta point ombrage aux Espagnols. En tout cas, il ne fut nullement inquiété, tandis que la situation des Français à Lisbonne était devenue intolérable. On le voit non-seulement par les lettres de Saint-Gouard, mais par celle d'un Français qui écrit[4] : « Ils ont saisi deux François auxquels ils ont donné la gehenne par deux ou trois fois, disant qu'ils étoient amis d'un François appelé Pierre Dor qui se disoit Consul des François... Le duc d'Albe a fait fort grandes diligences et promis quatre mille escus à qui luy descouvriroit le dit Consul. Et vous promets que les François passent maintenant de grands travaux en ce pays. »

Le duc d'Albe avait de la peine à maintenir l'ordre parmi ses propres soldats, à Lisbonne même : dès qu'il en eut fait étrangler six[5], les régiments se concertèrent pour ne

[1] Le récit de l'arrivée de cette flotte est *Archivo dos Açores*, t. II, p. 456.

[2] *Ibid.*, p. 24.

[3] Fonds portugais 66, f° 17.

[4] *Ibid.*, f° 29 du 23 avril 1581.

[5] *Ibid.*, f° 35, *cartas de Tomar* : « Se començaron todos a concertar, resueltos de morir todos juntos antes que consentir que cada dia los deshacen. »

plus laisser arrêter un seul soldat, « et il paraît qu'on a cessé de les mettre en prison ».

Pendant ce temps, Philippe II se tenait au monastère de Tomar, pour recueillir les serments de fidélité. Dans une salle tendue des tapisseries de la prise de Tunis, qu'avait prêtées l'impératrice Marie, il se présenta vêtu d'une soutane de drap d'or qui descendait à mi-jambes, et au dessous de laquelle était une toge éclatante, « comme celle des dictateurs romains[1] ». A sa droite était le duc de Bragance, l'épée de connétable à la main ; on déploya l'étendard royal, on apporta un missel et une croix de cristal, puis les seigneurs et les députés des Cortez vinrent prêter le serment. L'ouverture de la session des Cortez se fit avec la même solennité, mais Philippe, « avec sa prudence et sa sagesse habituelles, couvrit sa poitrine et ses épaules d'une armure à l'épreuve de la balle, car on sait à quoi s'en tenir sur les intentions des Portugais[2] ».

Toutefois, plusieurs demandes des députés durent lui inspirer plus de mépris que de méfiance. Parmi les vœux formulés dans une telle crise, on remarque, en effet, celui d'interdire aux *chrétiens nouveaux* de porter des armes et de monter à cheval, et celui d'autoriser les gens de toutes conditions à porter des vêtements de soie.

Mais, dans ces affaires de Portugal, le point saillant, pour nous, Français, est cette déroute invraisemblable d'une flotte de conquérants, cinquante navires, douze cents gentilshommes[3], qui disparaissent sous tous les vents devant la

[1] Fonds portugais 66, *cartas de Tomar*, f°s 31 à 37 : « Que soliam traer los dictatores Romanos. »

[2] *Ibid.* « S. M. usando de su accostumbrada prudentia y recato, salio armado con un petto y espaldas a prueva. »

[3] C'est l'évaluation donnée par l'état qui paraît officiel du fonds VC Colbert, vol. 28, 29, f° 578. Cet état indique comme chefs : « le sieur Philippe Strozzi, général de ladite armée; le comte de Brissac, lieutenant commandant en l'absence dudit Strozzi; le sieur de Sainte-Soulaine, maréchal de camp de quinze compagnies; le sieur de Borda,

moitié de la flotte ennemie et qui lui abandonnent leurs chefs et trois vaisseaux. Les récriminations n'ont pas manqué : ceux qui ont été lâches ont rejeté la faute sur les braves qui s'étaient fait tuer. Une notice assez cynique dans sa naïveté accuse Strozzi d'avoir mal commandé ses troupes : on pourrait attribuer à Sainte-Soulaine cette cauteleuse apologie; elle n'est pas sans intérêt. Elle raconte que le capitaine Scalin, avec ses deux vaisseaux *la Fargue* et *le Croissant*, n'avait pas attendu Strozzi aux Açores, mais était revenu rallier la flotte à Belle-Isle; la pesante hourque de Strozzi força les autres navires à naviguer lentement pour ne pas l'abandonner en route; aussi mit-on plus d'un mois pour la traversée, « ce qui fut cause que la plupart de nos soldats tombèrent malades, tant pour estre mal accomodés que pour n'estre accoustumés à la mer, et fut bien la maladie si grande que l'on en jecta hors le bord plus de huit cents avant qu'eussions jamais eu cognoissance de terre ». L'exagération est évidente; mais il faut s'y prendre de loin pour excuser sa défaillance. Toute la suite du récit est dans le même esprit. On laisse Beaumont à la tête de la flotte, on débarque, des hommes se noient, on arrive à un village, il est nuit, on ne trouve « ni pain, ni vin, qui fust un très-mauvais refreschissement à nos soldats, lesquels ne mangèrent chose du monde pour ceste nuit, sinon quelques pourceaux qui furent tués et tous chauds mis sur des charbons, avec un peu d'eau qu'il fallait quérir à près de demi-lieue de là ». Le lendemain, on veut traverser l'île; « fismes

maréchal de camp de deux compagnies; le sieur de Beaumont, lieutenant de M. de Brissac. » Dans le même dossier se trouvent : f° 712, une lettre en portugais, signée *Rey*, de D. Antonio à François de Valois, Tours, 30 janvier; — f° 574, une relation de l'entrevue à Eu entre D. Antonio et François de Valois, 6 octobre 1581; Vimioso, qui y assistait, paraît avoir suivi François à l'expédition de Cambray; — f°s 588 à 625, une relation de l'expédition de Chaste; — enfin f° 580, la relation que j'attribue à Sainte-Soulaine.

Elle veut donner le sein une dernière fois à l'enfant, et son mari l'étrangle :

Echole por la garganta
Una toca que tenia
Apreto con los dos manos
Con fuerza que podia
No le afloxo la garganta
Mentre que vida tenia...

Le voyage en Espagne, cité p. 138 comme donnant des indications sur les mœurs, n'est pas inédit; il a été publié sous le nom de Aarsens de Sommeldyck [1] et s'est effectué sous le règne, non de Philippe III, comme il est dit à la page 317, mais de Philippe IV.

— D'autres voyages publiés par M. Alfred Morel-Fatio [2] donnent également des détails précieux sur les mœurs de l'Espagne du seizième siècle; ce sont ceux de l'archer Cock, de la garde hollandaise du roi, et celui du secrétaire du nonce Camillo Borghèse, envoyé par Clément VIII en 1594. De ces ouvrages et des notes insérées par M. Morel-Fatio, on peut extraire ici les détails suivants qui confirment et complètent les observations du chapitre IV :

Pas de routes, pas de nourriture dans le trajet; de la paille pour lit. Les grands ont des tentures, de l'argenterie, et de somptueux appartements; mais : — Vivono sporcamente senza una minima pollitia, fanno tutti i loro bisogni nei vasi qualli votano poi nella strada. Dans cet ordre d'idées, un autre voyageur (Mart. Zeiller, *Hispaniæ et Lusitaniæ Itinerarium*, Amstel., 1656) dit : — Latrinæ in Hispaniâ admodum infrequentes occurrunt, vicem earum obeuntibus olis quæ excrementis receptis plenæ, onus fetidum in plateas et vias publicas ejiciunt...

[1] *Voyage d'Espagne*, in-12, à Cologne, chez P. Marteau, 1667; autre édition, dédiée à Mademoiselle, in-4°, à Paris, chez Robert de Ninville, 1676.

[2] J'ai reçu pour cette histoire de Philippe II quantité d'avis importants de M. Morel-Fatio, qui n'a cessé de m'indiquer, me prêter ou me donner des documents.

Les femmes sont bien représentées comme à la page 148 de notre chapitre IV : — Per le strade si mettono a parlar con huomini sibene non li conoscono... ancorche venghino ricercate di cosa poco honesta, non per questo si scandalizano et al meno si scusano di non havere commodita... vivono meschinamente et chi vuole regalare una dama, le mandi una cosa manciativa quale ricevuta che ha, se la divora in vostra presenza con voracita grandissima [1].

Quant à l'institution dont il est question à la page 153 de notre chapitre IV, et qui semblait à cette époque beaucoup mieux organisée en Espagne que dans le reste de la chrétienté, on peut s'en faire une idée plus complète d'après les passages suivants de deux contemporains :

Archero Cock, *Viage* de 1585, p. 245 : « La puteria publica que tan comun es en España que muchos primero iran a ella que a la iglesia, entrando en una ciudad, es en Valencia la mayor segun los curiosos desta materia dicen, de toda España; paresce una villeta ansi por la division de las calles como por la multitud de la gente que en ella hay. » Notes du *Diario* de Borghèse, p. 252 : « Demas de todas las ciudades de España ay una casa adonde se recogen a mal bivir las mugeres que perdida del todo la verguenza quieren darse a los vicios. Y llamase esta la puteria, y a nadie pueden negarlo, llevandoseles su premio tassado : si encima de la cama medio real (*treize centimes*), si en la cama, un real. Y biven en unas celdillas cada una en la suya, en guarda de un hombre y una muger que llaman el padre y la madre, a los quales dan cada dia de obligacion un tanto, y ellos estan obligados a mantenellas y darles de comer, cada semana son visitadas de los medicos. »

Sur l'esclavage (chap. IV, p. 152), j'ajoute seulement ici que le prix d'un esclave noir amené d'Afrique à Lisbonne et conduit ensuite à la foire de Séville, était en moyenne le

[1] Voir le mot LARA à l'appendice biographique.

même que celui d'un quintal de laine, ou environ cinquante ducats [1].

Quant à l'Inquisition, je tiens à insister sur la dilapidation de ses dossiers dès que la terreur a cessé. Ses partisans gardent aujourd'hui de la rancune contre le roi Joseph et le chanoine Llorente qui ont commencé le travail de révélation : mais ils devraient savoir que les papiers ont été à tous les vents; quand, en 1845, le marquis de Pidal, ministre de gobernacion, se rendit rue de Torija, dans le bâtiment où se tenait jadis le conseil de la Suprême, il découvrit au hasard les deux dossiers des émeutes d'Aragon à travers des archives éparses et continuellement pillées, « muy disminuido y en desorden ».

On doit lire pour le retour de Philippe en Espagne, p. 175, la date de 8 *septembre* au lieu de celle de 29 *août*. La réponse du roi, de la page 178, est rapportée par l'évêque de Limoges, Ms. Bibl. nat. français 16103, f° 134, comme prononcée à propos d'une intervention de cet ambassadeur en faveur de Bobuze, apothicaire français de la jeune reine Élisabeth; cet évêque de Limoges était Sébastien de Laubespine, et avait suivi Philippe II de Bruxelles en Espagne.

Chapitre v. — Quelques personnes n'ont pas compris la nécessité des détails sur la situation de la jeune Française Élisabeth dans sa cour de Madrid. Pour cette époque, il est nécessaire de joindre ici seulement ce mot d'une lettre de l'ambassadeur français à la reine mère [2] :

« Maintenant n'attendent plus le conseil des médecins pour coucher ensemble. »

Chapitre vi. — On voit par le passage sur le concile de Trente et surtout par le fragment de lettre de la page 286 que l'on comptait en général sur des réformes qui permettraient la réconciliation avec les protestants. L'archiduc

[1] Gounon-Loubens. *Administration de la Castille*, p. 92.

[2] Ms. Bibl. nat. français 3163, f° 37. Saint-Sulpice à Catherine de Médici.

Charles n'était pas le seul à demander le mariage des prêtres et la communion sous les deux espèces. Catherine de Médici, après s'être concertée avec les évêques français et avec l'Empereur [1], proposa aussi cette double solution au Pape. Mais ce qui est plus curieux, et ce qu'on connaît mal, je crois, c'est que le Pape lui-même se montra partisan de ces deux procédés de conciliation; du moins, c'est l'ambassadeur français Bochetel, évêque de Rennes, qui l'écrit officiellement à Charles IX [2] : « Sire, j'ay commencé à négotier avec le Pape de la depesche de Vostre Majesté du 24, principallement sur le point de la communion sous les deux espèces, ce que il a bien pris à mon jugement et m'a dit qu'il a toujours estimé cet article et le mariage des prestres estre de droit positif et pouvoir recevoir mutation et que pour cette cause fust réputé luthérien au dernier conclave, toutefois il ne peut rien conclure en telles choses sans en conférer avec ses frères les cardinaux et à cette fin m'a assuré qu'il assembleroit au premier jour un consistoire pour cest effect. Sa Sainteté alléguant que l'Empereur a faict autrefois pareille requeste pour le roy de Bohesme, son fils, pour ce que sa conscience l'induisoit a mesme opinion, et depuis sa dicte Majesté Césarée en demanda autant pour tous les sujets de son patrimoine a quoy lesdits cardinaux ne se sont jamais voulu accomoder. Mais mettant en considération les dangers qui sont en vostre royaume et toutes les particularités que je luy ay spécifiées encore en droit, Sa dicte Sainteté m'a promis de l'accommoder autant qu'il luy sera possible à ce que Votre Majesté soit satisfaite [3]... »

[1] Ms. Arch. aff. étr., Dossier Rome Supplément, t. II, f° 26. Lettre de Charles IX aux évêques pour résoudre ce qu'il sera besoing de proposer au concile, 12 juin 1561; et f° 27, lettre de la reine mère à l'Empereur, 30 juin 1561.

[2] *Ibid.*, f° 32.

[3] Bochetel fut quelques mois plus tard envoyé comme ambassadeur près de l'Empereur, et remplacé à Rome par le sieur de Lisle. C'est

Les indications qui sont données sur l'expédition de la Floride, p. 339, sont sommaires. Des relations complètes et bien curieuses sur ces tentatives des Français ont été rédigées à cette époque par l'Amirauté anglaise et sont publiées dans l'admirable recueil de HAKLUYT, *the Principal Navigations,* tome III, pages 308 à 361; peu de Français semblent avoir parcouru ces volumes. La première expédition est celle de Ribaut en 1562; puis viennent celles de Laudonnière en 1564, Ribaut et Laudonnière en 1565, Dominique de Gourgues en 1567. Dans le massacre de la colonie par les Espagnols, on épargna deux Allemands, trente femmes et dix-huit enfants [1]. Gourgues, après avoir vengé cet outrage, rentra en France; mais le triste gouvernement de Charles IX n'osa récompenser ce héros dont Philippe II exigeait le châtiment : Gourgues fut obligé de se cacher dans le palais du Parlement à Rouen, et aurait couru les plus grands dangers s'il n'avait pas été protégé par le président Marigny, qui le fit retirer chez lui, et par le financier Vacquieulx; ils lui procurèrent les moyens de se réfugier en Angleterre, où il fut accueilli par la reine Elizabeth et où il vécut encore une quinzaine d'années [2]. Ce trait à peu près ignoré en France achève de peindre la politique de Charles IX.

CHAPITRE VII. — L'ordre de la Merced a été réformé, mais non fondé en 1603, comme il est dit par erreur à la page 356. La fondation remonte à l'année 1218, mais son action dans les pays orientaux n'a été réellement efficace qu'à partir des premières années du dix-septième siècle.

Lansac, confident de Catherine, qui était notre ambassadeur près du concile de Trente.

[1] Ms. Bibl. nat. français 10751, f° 179, Forquevault au roi, 23 février 1566.

[2] HAKLUYT, t. III, p. 360 : « He was constrained to hide himself a long space in the court of Roan, and without the assistance of president Marigny in whose house he remayned certain dayes and of the receveur of Vacquieulx he had been in great danger... acceptable unto the Queen of England for the desert of his vertue. » Il meurt en 1582.

CHAPITRE XI. — Remarquez l'extraordinaire ressemblance entre le fils de Philippe II et l'arrière-petit-fils, nommé également Carlos, qui régna sous le nom de Charles II. Même privation de virilité [1]; mêmes manies du gosier, Charles II avalait un foie de poulet et le vomissait de même [2]; il était idiot au point de croire que la ville de Mons « appartenoit au roi d'Angleterre et de le plaindre lorsque Louis XIV fit la conquête de cette province [3] ». Quelques détails de la maladie de don Carlos sont caractéristiques : « Certains lypémaniaques [4], bien que sequestrés, se hâtent de se placer pieds nus sur les dalles humides, de s'agenouiller sur le carreau. »

CHAPITRE XII. — Plusieurs personnes ont bien voulu comprendre que ces détails étaient nécessaires pour faire connaître le genre de vie de la famille, et pour prouver que Philippe II n'avait jamais songé à tuer sa femme. Voici d'autres renseignements envoyés aussi à Catherine de Médici, sur la même maladie [5] : « Ni dormir sino muy poco porque como iva afflojando el dolor asi iva bajando a las piernas... el sabado apreto mas el de la orina porque venia con muchas flemas y algunas arenas y por venir algunas rrayllas de sangre con ello... y el lunes se levanto a cenar en una camilla que es cosa que S. M. siente arto el estar en ella y asi la dejado mas presto de lo que quisieramos... la orina siempre persevera... »

CHAPITRE XIII. — La note 1 de la page 163 s'applique à la ligne 9 de la page 162.

1 « Incapaz de tener hijos. » ORTIZ, *Compendio*, t. VI, p. 560; NOAILLES, *Mémoires*, publiés par Millot, t. Ier, p. 419; LOUVILLE, *Mémoires*, t. Ier, p. 82; *Lettres de madame de Villars*, Amsterdam, 1759, p. 53, 120, 164.

2 LORD MAHON, *Spain under Charles II*, London; 1840, p. 79.

3 TORCY, *Mémoires*, t. Ier, p. 19, 23; MIGNET, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, t. Ier, p. 294, 310, 396, 404, 410; t. II, p. 130; t. III, p. 418, 423.

4 CALMEIL, *De la folie*, t. II, p. 340.

5 Ms. Bibl. nat., fonds espagnol, 183, fo 48.

Chapitre xiv. — Après le massacre des Espagnols à Tunis, les Turcs dressèrent une pyramide des huit mille crânes, et scellèrent dans la base de ce hideux monument une plaque de marbre avec une inscription en arabe qui donnait à Piali le surnom de Mustapha le Victorieux (*Mustapha Ghasi*). Cette pyramide fut détruite vers 1840, par ordre du bey de Tunis, sur la demande de Mgr Sutter, évêque d'Hippone. La plaque de marbre existe encore.

Chapitre xv. — Il eût été intéressant de donner plus de détails, page 222, sur l'administration de la Franche-Comté par les Espagnols ; mais comme cette province n'a pas exercé une influence considérable sur les événements du règne, je me borne à publier les deux lettres suivantes que l'on m'a prêtées :

Philippe II à Alexandre Farnèse, signature autographe, contre-seing de Laloo, 27 juillet 1588 :

« Vous aurez été adverty par le comte de Champlitte des nouvelles à quoi se sont advancés ceux de Besançon à procurer renovation ou prorogation de leur civilége avec les cantons de Fribourg et Soleure, nonobstant ce que de par moy leur a esté déclaré par député exprès au mois d'apvril de l'an 1584 et l'excuse que lors ils firent. Et doubtant qu'à cause de vos empeschements en fait de guerre, mesme vostre esloignement de la résidence ordinaire, ne pourriez de bonne heure ordonner audit comte de Champlitte ce qu'il aura à faire pour couper chemin à la prorogation, j'en ay dès ici envoyé instruction particulière dressée sur les personnes dudit comte, du président du Parlement à Dôle et du baron de la Villeneuve, qui sont les trois qui s'employèrent au mesme faict audit an 1584, avec charge de remonstrer les points que trouverez en icelle information dont avec ceste yra la copie. Seulement y reste que si de vostre costé avez quelques autres points qui servent à ladite matière, les leur faictes tenir à temps et m'advertissez de ce que faict et ordonné y aurez, pour le grand import du négoce dont non

seulement dépendent les authorité et haulteur que j'ay audit Besançon, mais aussi le repos de mon conté de Bourgogne. A tant, mon bon nepveu, Notre Seigneur vous ait en sa sainte garde. De S. Laurent, le 21 juillet 1588.

« PHLPE [1]. »

Du même au même, 12 novembre 1588 :

« Mon bon nepveu, je suis adverty par lettres du comte de Champlitte qu'il vous a envoyé et qu'il a besogné avec les président et baron de la Villeneuve touschant le civilége de Besançon. Et d'aultant que ce faict est de grand poids, je vous ordonne que (ouïs ceulx que trouverez convenir) me rescriviez de vostre advis, et ce au plus tost que faire pourrez pour l'importance et haste qu'il y a. A tant, mon bon nepveu, Nostre Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrid, 12 novembre 1588.

« PHLPE. »

CHAPITRE XV. — Des faits cités page 225, rapprocher celui que cite Coloma (*Guerra de los Paises bajos*, p. 40), qui montre que dans les insurrections militaires, les seuls soldats restés disciplinés sont les anciens officiers, *alfereces reformados*.

Écrire, page 252, d'Arenberg au lieu de d'Aremberg.

CHAPITRE XVI. — Le Gondi entretenu comme espion près de Catherine de Medici par l'ambassade d'Espagne n'est pas le maréchal de Retz, comme il est dit par erreur à la page 306. C'est son cousin Geronimo Gondi. Celui-ci possédait hors des murs de Paris un vaste château sur l'emplacement actuel

[1] Je me range aux observations que m'adresse M. Gachard sur la manière dont il lit le parafe de Philippe II dans les lettres en français. (*Correspondance de Marguerite*, t. III, Préface, Bruxelles, 1881), d'autant mieux que son opinion est aussi celle de M. Morel-Fatio (*Revue critique*, 1881).

de la rue de l'Odéon; le parc s'étendait de la rue Monsieur-le-Prince à la rue de Condé. Ce château lui servit fréquemment à cacher ses entrevues avec divers agents politiques. C'est là, par exemple, que pendant le siége de Paris de 1590, ce Geronimo chercha vainement à détourner Saint-Gouard de sa fidélité à Henri IV; c'est là que s'arrêta Marie de Médici la veille de son entrée à Paris en 1601. Cet homme mourut en 1604, et son hôtel devint la propriété des Condé[1].

Un des fragments les plus critiqués des deux premiers volumes, c'est l'appendice sur LA MÈRE DE CHARLES-QUINT. Quelques personnes ont regretté que l'opinion des savants anglais ait été préférée à la pieuse fidélité des Espagnols pour la mémoire de leurs rois catholiques.

M. Gachard recueillait paisiblement depuis quelques années des documents sur *Jeanne la Folle,* lorsqu'il fut surpris par la publication du *Record Office*. Il écrivit en toute hâte à Madrid, reçut des informations inexactes dont il n'a pas hésité à faire justice[2], mais se trouva entraîné dans le courant du patriotisme espagnol qui s'indignait des révélations de l'Angleterre; il devint presque à son insu l'avocat de ces préjugés nationaux. Toutefois ses principes de probité scientifique et les habitudes loyales de sa méthode historique ne lui ont permis ni de contester ce qu'il reconnaissait exact, ni de cacher ce qui nuisait au système. Un savant de sa valeur n'a en vue que la vérité poursuivie avec bonne foi. On profite avec lui des faits qu'il accepte et de ceux qu'il procure. Il a consacré à cette polémique contre le

[1] *Société de l'Histoire de Paris,* t. II, p. 64, et t. VII, p. 212 et 244.

[2] *Bull. Acad. roy. de Belgique,* t. XXXVIII, nos 9 et 10 : « Je déclare avec autant de satisfaction que d'empressement que les quelques passages omis n'ont aucune portée, que les différences entre les originaux et les textes du recueil sont insignifiantes. »

Record Office sept lectures devant l'Académie royale de Belgique [1]. En même temps, un archiviste espagnol, le savant M. Antonio Rodriguez Villa, donnait une nouvelle édition des mêmes documents, auxquels il ajoutait plusieurs pièces importantes [2]. Il s'est établi champion de Ferdinand et de Charles-Quint avec amour, mais avec assez de bonne foi pour ne dissimuler aucun fait. Après des travaux aussi approfondis de contradicteurs aussi consciencieux, on peut voir ce qui reste des découvertes du *Record Office*.

Un premier fait définitivement acquis avec une certitude dont on trouve peu d'exemples en histoire, c'est la fausseté de la légende qui montre Juana devenant folle de douleur à la mort de son mari, et se livrant à des excentricités maniaques depuis ce moment.

On sait aujourd'hui que longtemps avant de venir avec son mari en Espagne, tandis qu'elle était encore à Bruxelles, Juana était déjà accusée de folie par son père. Elle-même a dénoncé cette perfidie dans une lettre dont on ne connaissait jusqu'alors que des copies, lettre tellement importante qu'on pouvait la croire apocryphe. Mais M. Rodriguez Villa a trouvé la pièce originale dans les archives de la duchesse d'Albuquerque. L'intrigue est dénoncée par la victime longtemps avant la légende, avec une précision remarquable :

« Puisque là-bas ils jugent que je suis privée de raison, écrit de Bruxelles Juana le 3 mai 1505, faites comprendre à mon père combien ceux qui m'accusent ainsi lui font de tort à lui-même, car ils font croire qu'il profite de cette

[1] De 1869 à 1872, t. XXVII, nos 3 et 5; t. XXVIII, nos 9 et 10; t. XXIX, nos 3, 4, 6; t. XXXIII, no 1.

[2] *Bosquejo biografico de la reina doña Juana,* Madrid, Arribau, 1874. M. Rodriguez Villa a publié avec M. Morel-Fatio les deux voyages de l'archer Cock; c'est lui aussi qui a été choisi par le roi Alphonse pour diriger l'édition complète de la grande histoire de Philippe II par Cabrera.

accusation pour usurper le gouvernement de mon royaume, et je ne peux croire que ce soit sa pensée. J'avoue que mon mari s'est plaint de mes colères, mais ce sont querelles qu'un père doit tenir secrètes entre ses enfants, et si j'ai eu des moments de violence, chacun sait que j'étais poussée par la jalousie; la reine ma mère a connu aussi les mêmes chagrins. »

Pendant qu'il essayait d'écarter sa fille par cette accusation, le même Ferdinand écrivait en même temps à Gonzalve de Cordoue[1] : « — Mon gendre prétend que ma fille sa femme est folle; il fait plus, il la tient captive en Flandre. Que Dieu la protége! »

Ainsi à Bruxelles l'orgueilleuse Castillane a éclaté en accès de fureur, quand elle s'est vue trompée par son mari. Le mari, troublé dans ses dégradantes infidélités, s'est plaint au père de ces scènes conjugales. Le père a saisi avec empressement ce prétexte de garder la Castille : il a feint de croire à la fois que ces colères étaient de la démence, pour se défaire de sa fille, et que le mari séquestrait cruellement Juana, pour se débarrasser du gendre. Le véritable fou, c'est ce père qui pousse à ce degré l'amour du trône, qui dépouille ses enfants, qui machine contre eux des fraudes si savantes.

Mais Philippe Ier ne s'attendait pas à voir ses plaintes sur le caractère de sa femme, travesties de la sorte par son beau-père. Il fut effrayé des menées du vieillard, et envoya pour les déjouer un de ses confidents près de Gonzalve de Cordoue; les déclarations de ce mandataire du mari nous sont connues par une note tracée de la main même du grand capitaine : « — Si j'ai entendu dire, écrit Gonzalve, qu'elle

[1] Le 24 avril 1505, archives du comte de Valencia : « No se ha contentado con publicar por loca a la Reyna mi fija su mujer, mas he sabido que la tienen como presa e fuera de toda liberdad. Guardela Dios. »

était mal disposée et aliénée comme on le raconte, on me recommande de n'en rien croire : c'est un bruit répandu par malice et dans des intentions coupables. »

Ces intentions ne se révèlent que trop publiquement : pas une pièce de l'époque qui ne montre l'âpreté de Ferdinand dans cette poursuite contre les droits de ses enfants. Il cherche à leur fermer l'accès par mer en animant contre eux le roi Henri VII d'Angleterre; il leur coupe le chemin de terre[1] par des intrigues près de Louis XII. Mais l'Anglais, séduit par les charmes de Juana, laisse partir de ses ports les jeunes souverains; Philippe Ier et Juana débarquent à la Corogne le 28 avril 1506; aussitôt les seigneurs et les villes de Castille se prononcent en leur faveur. Deux hommes seuls tentent une révolution contre eux au profit de Ferdinand; ce sont le duc d'Albe et le marquis de Denia. « — Vous voudriez que je fusse un traître comme vous, dit le connétable de Castille au duc d'Albe; cela, vos yeux ne le verront jamais! » Quant au marquis de Denia, il gagne par ce parjure la honte de faire choisir plus tard son fils comme geôlier de la princesse.

« Mais si grand était le désir du roi Ferdinand de garder la Castille », qu'il envoya aux deux souverains l'évêque de Palencia « pour nous faire, ce sont eux qui le déclarent[2], des objections contre notre entrée en Castille, et nous offrir en échange le royaume de Naples. Puis, lorsqu'il vit que nous étions décidés à poursuivre notre marche, il fit répandre

[1] *Cronica de Lorenzo de Padilla.*

[2] Tous ces documents sont publiés avec une remarquable sincérité par M. Rodriguez-Villa, bien qu'ils réfutent sa thèse. Les faits sont acceptés par lui, la logique impose la conclusion : « Envio aca al obispo de Palencia para nos poner inconveniente en nuestra ida alla e para movernos a tomar el reyno de Napoles e dejar esos reynos de Castilla durante su vida. Erviendo Su Altezza que todavia estabamos en in alla, hizo divulgar que yo la Reina no era para reinar. » Ainsi il ne l'aurait pas jugée folle si elle était partie pour Naples.

le bruit que moi, la reine, je n'étais pas en situation de régner. »

Ferdinand joue enfin sa dernière fourberie : il obtient de son gendre une entrevue à Villafalila, lui persuade que son intérêt est de publier avec lui que Juana est atteinte de démence, de l'enfermer afin de régner seul. Il le séduit; les deux hommes proclament ensemble, le 27 juin 1506, que « la reine ne peut en aucune sorte entendre au gouvernement »; ils la séquestrent à Tordesillas entre les mains de l'Aragonais Mosen Ferrer qui la hait comme Castillane; puis, quand Philippe Ier est bien séparé d'elle et se croit seul maître de la Castille, il est invité à un repas dans la citadelle de Burgos par D. Joan Manuel; il mange, il joue à la paume, il se trouve mal, il meurt[1]. Celui qui se vante de lui avoir donné « la bouchée », disparaît. Ferdinand reprend possession de la Castille.

Mais il a été trop savant dans ses ruses; ses excès de précautions nous le livrent aujourd'hui.

Pendant qu'il déclarait à Villafalila que « sa fille bien chère et bien-aimée ne pouvait régner sans amener par ses infirmités et ses accès la destruction et la perte des royaumes », il avait soin de se prémunir contre son gendre par une déclaration secrète où il constatait que Juana était parfaitement saine d'esprit, puis il écrivait à son ambassadeur à Venise[2] : « On a cherché à nous brouiller, moi et le roi mon fils, en disant que je voulais me joindre à ma fille contre lui; mais nous sommes réconciliés tous les trois, et c'est merveille de voir un tel amour, une union si étroite entre moi et mes enfants le roi et la reine. »

[1] 25 septembre 1506 : « El Rey se subio cierto dia a comer a la fortalezza de Burgos que tenia D. Joan Manuel, y despues de haber comido jugo a la pelota y acabado el juego se sintio mal dispuesto. »

[2] 1er juillet 1506 : « Que yo llevaba fin de juntarme con la Reina mi fija para contra el... se folgara mucho de ver tanto amor y tan estrecha union entre mi y el Rey e la Reina mis fijos. »

Dès que Philippe Ier est mort, c'est un autre langage. Ferdinand oublie qu'il a plaidé la démence depuis deux ans, il ne se souvient plus que des démentis donnés à cette accusation par lui et par le mari. Sa fille n'était pas folle, mais il annonce qu'elle commence à le devenir. Il crée la légende du cercueil.

Qu'une personne n'est pas folle, ce serait malaisé à démontrer même si on la faisait observer avec soin par nos médecins ; on ne peut pas dire que Juana n'était pas folle, mais on peut prouver qu'elle a été faussement accusée d'actes de démence qui n'ont jamais existé.

Philippe Ier meurt à Burgos. Sa femme est captive à Tordesillas, elle y donne le jour à sa fille Catalina. Puis, trois mois après la mort, elle est tirée de prison, elle est menée par son geôlier aragonais près de la bière « qui ne sentait pas le musc[1] », elle est mise dans une voiture avec cette bière, conduite à Grenade où se font les obsèques, puis ramenée à Tordesillas.

Si donc la veuve s'est rapprochée du cadavre, ce n'est pas librement. Elle a été entraînée par son geôlier; elle n'a passé quelques jours hors de sa prison que pour permettre de créer la légende. Ferdinand a caché que sa fille était captive pendant que le mari mourait à Burgos, qu'elle était replacée dans son cachot pendant que le corps était à Grenade; il a écrit effrontément « qu'elle s'était opposée à la sépulture et qu'elle prétendait conserver le cadavre près d'elle ».

Il a en effet un intérêt particulier à imaginer cette fable. Henri VII, roi d'Angleterre, épris d'elle lorsqu'elle traversait sa cour, demande sa main dès qu'il apprend son veuvage. « — Mais il faut que vous sachiez, écrit Ferdinand à son ambassadeur de Londres[2], que ma pauvre fille garde continuellement auprès d'elle le corps du roi don Philippe son

[1] Lettre du 23 décembre 1506 de Lope Conchillos à Miguel Perez de Almazan : « Que no huele a algalia. »

[2] « Habeis de saber que la dicha Reyna mi fija trae de continuo consigo el cuerpo del Rey D. Felipe du marido. »

mari. » Devant cette douleur conjugale, un prétendant ne peut que se retirer; après s'être défait du mari, le vieux fourbe se débarrasse des prétendants. Henry VII est humilié d'apprendre qu'on lui préfère un cadavre : il oublie la princesse dont il se croit dédaigné. Ainsi, la fable inventée par Ferdinand n'est pas une simple œuvre d'art, elle est choisie à dessein plutôt qu'une autre dans des vues spéciales; elle ôte tout courage à ceux qui auraient souhaité épouser la veuve. Nul ne se présente désormais pour troubler cette douleur. Ferdinand garde sa Castille.

A l'instant s'écroulent les témoignages de Pierre d'Anghiera, de Sandoval, de ceux qui ont répété de bonne foi les récits répandus par le roi. Il faut renoncer définitivement à dire que chaque jour la reine faisait ouvrir le cercueil de son mari. M. Gachard, qui fait l'énumération des excentricités de ce genre, oublie que la reine était enfermée dans sa prison et que le cercueil était sous un monument.

On peut croire que les contemporains se sont montrés moins naïfs que les historiens de notre temps, devant ces inventions d'un roi fameux pour ses fraudes. En effet, le propre fils de Juana, l'empereur Charles-Quint, a essayé par une nouvelle supercherie de confirmer l'accusation, en essayant d'obtenir des lettres de sa mère adressées à des morts. Il la tint assez étroitement séquestrée pour lui cacher durant plusieurs années la mort du roi Ferdinand et celle de l'empereur Maximilien; puis il lui fit conseiller d'écrire à ces deux princes. S'il avait pu montrer ces lettres, il aurait confirmé la fable qui la présentait en conversation avec un autre cadavre.

Cette tentative montre du moins que la fable avait besoin d'être confirmée. Elle révolte plus que ne le ferait une torture physique. La torture physique s'y est-elle ajoutée? Les Espagnols le nient.

« — Est-ce ma faute à moi, écrit le geôlier Mosen Ferrer, que le cardinal Cisneros accusait d'employer contre la reine

captive des procédés qui altéraient sa santé, est-ce de ma faute si personne ne peut rien obtenir d'elle, si le roi son père n'a rien pu obtenir, jusqu'au moment où, voyant qu'elle allait mourir en cessant de manger plutôt que de se soumettre à sa volonté, il envoya ordre de lui *dar cuerda* pour conserver sa vie? »

Quelle ridicule bévue, disent les Espagnols, de traduire *dar cuerda* par *donner la torture!* Cela signifie au contraire *laisser aller;* c'est, comme dans la pêche à la ligne, lâcher de la corde.

Les Espagnols sont chez eux : on aurait mauvaise grâce à ne pas les écouter sur le sens d'une expression de leur langue; mais on ne peut les écouter qu'avec mauvaise grâce. En effet, avec leur interprétation la phrase devient absurde. On comprend que le geôlier réclame avec la traduction anglaise contre ceux qui l'accusent de dureté, en disant : — Son père en a fait davantage, il a employé la torture. — Mais la lettre n'a plus aucune logique si on lui fait dire : — On est injuste de m'accuser de sévérité, moi, car elle est si difficile à dompter que son propre père a envoyé ordre de lui céder toujours.

Mais même en oubliant la logique, on ne peut négliger la lettre du cardinal Cisneros, le prélat même qui était chargé par Charles de saisir la Castille au préjudice de Juana; le cardinal dépouille bien Juana, mais il se croit tenu par sa conscience d'écrire au fils que la manière dont on la traite « met en danger sa santé et sa vie[1] ». On a vu dans l'appendice de notre tome Ier ces faits et la dure réponse de Charles qui faisait prévenir le trop zélé cardinal « de ne pas mettre la main dans cette affaire ».

Le marquis de Denia, fils du Castillan traître, successeur en 1518 de l'Aragonais Mosen Ferrer dans les fonctions de geôlier, a prévenu Charles-Quint qu'il employait *premia*

[1] « Sospechoso a la salud e vida de S. A. »

contre sa mère. *Premia,* disent les Espagnols, c'est *violence morale,* et M. Gachard accepte cette traduction. On ne voit guère comment celui qui tient une femme dans la séquestration que l'on sait, fait tant de façons pour y ajouter la contrainte morale. Si l'on appelle de ce nom l'acte de la faire porter de force dans une chambre par ses suivantes, ou la menace d'autres châtiments qui poussaient la malheureuse à des supplications si abjectes devant la marquise de Denia que le mari en avait honte, on peut subir cette traduction. Nous comprendrons comme les Espagnols que la reine n'a pas été soumise par Denia à d'autres tortures que celles de la séquestration, du manque d'air et de lumière, de récits qui lui persuadaient d'écrire à des morts, qui bouleversaient son imagination, qui la précipitaient dans la démence. « — Lui imposer *premia* dans bien des cas, écrit Denia, servirait Dieu et rendrait service au roi, et déjà la reine sa mère a ainsi servi Dieu et a traité de la sorte la reine sa fille... » « Quant à la messe, on souhaite qu'elle y assiste de son plein gré, ce sera mieux; mais quoi qu'il arrive, elle y assistera. »

Une objection qui n'a, je crois, jamais été formulée, s'impose ici. Quel intérêt ou quel plaisir pouvait trouver Charles-Quint à maltraiter sa mère?

Charles-Quint avait été séparé d'elle à l'âge de cinq ans. S'il se souvenait de sa mère, c'était probablement pour la revoir dans un de ses accès de fureur jalouse : l'épouse humiliée avait dû se rejeter sur l'enfant avec des excès de tendresse qui l'effarouchaient. Quand arriva à Bruxelles la nouvelle de la mort de Ferdinand[1], Charles écrivit au conseil royal de Castille pour se faire inviter à prendre le titre de roi, au détriment de sa mère. « — En prenant ce titre, répondirent les Castillans[2], vous porteriez atteinte à l'hon-

[1] Notice de M. Gachard à l'Académie royale de Belgique, t. XXIX, n° 6.

[2] Je copie la traduction de M. Gachard.

neur et à la révérence dus selon les lois divines et humaines à la reine votre mère, et cela sans fruit ni résultat aucun et contre le commandement de Dieu..... Votre Altesse doit suivre les bons exemples, non les mauvais, qui offensent Dieu. » Mais avant que cette fière réponse fût arrivée à Bruxelles, Charles s'était déjà fait reconnaître roi dans Sainte-Gudule et avait annoncé à tous les tribunaux « qu'il acceptait le titre de roi décerné par le Saint-Père le Pape et le saint collége des cardinaux ». Le conseil de Castille dut s'incliner devant le fait accompli. Voilà comment Charles profita de la fraude de son grand-père et reçut la même victime en héritage.

Toutefois une rectification est à faire : les publications du *Record Office* ont omis de mentionner un grand nombre de visites de Charles-Quint à Tordesillas. Déjà les *Commentaires* de l'Empereur[1] signalent deux visites en 1517 et en 1522; M. Gachard en indique d'autres en 1518, 1520, 1524, 1539 et 1542.

Que cinquante ans d'une telle réclusion aient amené la folie, on n'en saurait douter; la puissante raison de Charles-Quint lui-même aurait malaisément résisté à l'immobilité d'un demi-siècle dans une pièce obscure, à toutes les avanies que raconte l'infante Catalina. On peut même croire que Juana, avec un caractère jaloux et acariâtre, comme sa sœur la reine d'Angleterre, avait des prédispositions à la démence, comme sa grand'mère qui avait été reléguée dans le château d'Arevalo, et comme ses arrière-petits-fils le prince don Carlos et le roi don Sébastien. Quand son petit-fils, notre Philippe, alla visiter en 1554 la captive octogénaire, au moment de s'embarquer pour l'Angleterre, il la trouva dans l'état que décrit un des confesseurs : « — Asseyez-vous, Fray Luis de la Cruz, me dit-elle, et écoutez-moi : il y a un chat énorme qui a dévoré la petite infante de Navarre et la

[1] Traduits sur traduction portugaise par M. Kervyn de Lettenhove.

reine Isabelle ma mère; il rampe près d'ici; mes femmes l'ont apporté pour qu'il me ronge..... »

L'impression que cette entrevue dut laisser à Philippe II est la seule cause qui a fait introduire ici ces récits. On a trouvé utile de montrer au milieu de quelles traditions de famille et de quels spectacles s'était formée l'âme de Philippe II. Il a appris comment on se débarrassait des aïeules, comment les murs des cachots gardaient leurs secrets. La prison de don Carlos ressemble à celle de Juana; la chambre de la princesse d'Éboli est aussi bien murée, aussi privée d'air; les plaintes des deux femmes s'échappent dans les mêmes mots; le caveau où l'on étrangle Montigny, celui où meurent subitement Villahermosa et Aranda, n'ont pas dû laisser de remords à qui avait recueilli de tels exemples. Cette leçon de Juana la Loca permet d'atténuer en partie quelques-unes des plus mauvaises actions de Philippe II.

Mais personne, hors de l'Espagne, ne se fait une idée de l'adoration que professent quantité d'Espagnols, aujourd'hui encore, pour leurs rois qui ont précédé la dynastie de Bourbon. Deux exemples peuvent être cités.

L'événement le plus monstrueux de leur histoire est la suppression par Philippe III, en 1609, des Maures d'Espagne. Cette mesure aboutit à l'extermination en quelques mois de près de deux millions de personnes. Elle est ainsi appréciée en 1856 et en 1857 par des historiens graves : « Cette expulsion a complété le principe d'unité religieuse, ce qui fut un bien immense[1]..... L'impartialité d'historien nous oblige à respecter une telle mesure pour les biens immenses qu'elle a produits dans l'ordre religieux et dans l'ordre politique[2]. »

[1] Lafuente, *Historia de España*, t. XVII, p. 340, Madrid, 1856 : « Con la expulsion se completo el principio de la unidad religiosa que fue un bien immenso. »

[2] Janer, *Condicion social de los Moriscos de España*, Madrid, 1857,

Une histoire de Philippe II paraît en ce moment par fragments, tous les quinze jours, dans la *Ciencia Cristiana*[1]. L'auteur, M. l'abbé Jose Fernandez Montaña, est sévère pour les écrivains qui n'ont pas suffisamment admiré son héros; il les nomme en bloc des *Juifs,* puis il les classe comme des aliénés, en ennemis frénétiques et en ennemis calmes. Parmi ces derniers figurent non-seulement M. Mignet et M. Gachard, mais même le marquis de Pidal et M. Gaspar Muro. Dans Philippe II tout est parfait, même le corps : « Qu'ils vocifèrent à leur gré, les hommes mondains et pervers, ils n'empêcheront pas que notre roi don Philippe ait été beau, si beau qu'il dérobait les regards, les sympathies et les cœurs[2]. » Quand il se marie en Angleterre[3], « il dissipe les forces de l'enfer, il établit la souveraineté de Jésus, il pousse les âmes par millions dans le sein de l'Église, il donne la vie et le pain de vérité à toute la nation, joie au Père commun des fidèles, gloire à Dieu, bonheur aux anges, rage et confusion aux esprits des ténèbres. Il ne pouvait rester sans récompense, le zèle de ce roi, et aussi la Providence divine se décida à rémunérer ses services en le faisant d'un seul coup maître et seigneur de tous les États de son père. »

Ainsi récompensé aux dépens de son père, Philippe II a le mérite de composer sa cour avec des gens « dont le sang est pur[4] », c'est-à-dire qui ne descendent ni de Juif, ni de Maure. Philippe II se préoccupa sans doute fort peu de cette puérilité, mais elle est curieuse à noter chez l'Espagnol de 1881.

p. 110 : « La imparcialidad de historiadores nos obliga a respetar semejante medida por los inmensos bienes que produjo en el orden religioso y en el orden politico. »

[1] Depuis le 15 octobre 1880. *Nueva luz y juicio verdadero sobre Felipe II.*

[2] Pages 102 et 107.

[3] Pages 514 et suivantes.

[4] Page 522.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE.

ERRATA

DES TOMES I ET II.

TOME I, p. 93, note 2, *subir,* lisez *salir.*
p. 104, note 1, l'ouvrage de Tomas Gonzalez n'est pas imprimé.
p. 418, au lieu de *parecione,* lisez *pareciome;* et au lieu de *sus empreestos negocios,* lisez *siempre estos negocios.*
p. 419, au lieu de *secreto,* lisez *secretario;* au lieu de *quiera,* lisez *queria;* au lieu de *dixole,* lisez *dixele.*

TOME II, p. 210, *letrados* signifie non pas *beaux esprits,* mais *gens de loi.*
p. 234, lisez à la note 3, *cabezudo,* qui signifie *têtu.*
p. 237, lisez à la note 1, *dalles* et *jaropados.*

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

